

1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

1965

TABLE

I. Les groupements précurseurs de la Première Internationale

II. Fondation de la Première Internationale

III. Quel a été le rôle des syndicats et des partis politiques dans la vie de l'Internationale ?

IV. Divisions idéologiques au sein de la Première Internationale entre 1864 et 1870

V. Le rôle de l'Internationale dans la guerre de 1870-1871 et dans la Commune

VI. Les relations de la Première Internationale et de la Commune

VII. La dissolution de la Première Internationale

VIII. La constitution de la Seconde Internationale

IX. Les débuts de la Seconde Internationale

X. Le révisionnisme dans le cadre de la Seconde Internationale

XI. Les conséquences du révisionnisme pour l'histoire internationale du socialisme

XII. Le problème de la grève générale et la Deuxième Internationale

XIII. La Deuxième Internationale et la question coloniale

XIV. Le problème des nationalités dans l'empire Austro-Hongrois et la Seconde Internationale

XV. La Deuxième Internationale et le problème de la guerre

XVI. Le 4 août 1914

XVII. Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal

XVIII. L'influence des révolutions russes de 1917
sur l'Internationale et la conférence de Stockholm

XIX. Seconde et Troisième Internationale

XX. La fondation de la Troisième Internationale et
les réactions des partis socialistes européens

- Biographie sommaire de Jacques Droz à la dernière page



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

I. Les groupements précurseurs de la Première Internationale

1965

LES GROUPES PRECURSEURS DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

Le 28 septembre 1864, se tenait à Londres, à Saint-Martin's Hall, une réunion publique à laquelle Karl Marx assistait silencieusement, réunion publique qui groupait, entre autres, un certain nombre de trade-unionistes anglais et une délégation d'ouvriers français, et dont le thème était l'aide qui pouvait être apportée à la malheureuse Pologne. C'est au cours de cette réunion qu'a été fondée la Première Internationale.

L'idée de la solidarité internationale des classes laborieuses, des classes exploitées, se trouve exposée, dès l'époque de la Révolution Française, d'une part en Angleterre dans les écrits de Thomas Paine et dans les manifestations des Sociétés qui s'étaient constituées à Londres et dans des villes de provinces anglaises, que l'on appelait les Corresponding Societies qui avaient pris position pour la Révolution Française considérée comme devant produire, en vertu du principe de l'égalité, l'émancipation des classes laborieuses. Et, d'autre part, cette idée se trouve exposée en France, en particulier dans les écrits de Gracchus Babeuf, qui préconisait la transformation de la révolution politique en révolution sociale, la guerre du pauvre contre le riche, du plébéien contre le praticien, et aussi dans les écrits de son disciple

Buonarrotti sur la conspiration des Egaux.

Mais c'est dans trois groupements essentiels, au cours des années trente, quarante, cinquante, du 19ème siècle, qu'a pris corps l'idée de la Première Internationale.

I. Le premier, c'est la Ligue des Communistes. La première manifestation de l'Internationale a été la création d'un groupement, en 1836, qui s'appelle la Ligue des Justes (Bund der Gerechten). A vrai dire, il existait à Paris depuis très longtemps une Ligue des Proscrits qui groupait un certain nombre d'intellectuels et d'ouvriers allemands travaillant à Paris, en particulier dans le Faubourg Saint-Antoine. C'est au sein de cette Ligue des Proscrits, et avec des buts politiques définis, que s'est constituée la Ligue des Justes dont l'article 2 avait pour but la libération de la patrie allemande de la sujétion dans laquelle elle vivait, et, plus généralement, invitait les classes laborieuses de tous les pays à prendre conscience de la situation où elles se trouvaient. Cette Ligue des Justes, fondée par quelques artisans allemands qui connaissaient les idées socialistes en cours à cette époque en France, était en relation en particulier avec la Société des Saisons, société qui était animée par Barbès et Blanqui, et qui avait, à la fin des années trente, des buts révolutionnaires précis. Sous l'influence des idées de Buonarrotti, cette société préconisait l'idée de la prise du pouvoir par une espèce de coup de main qui conduirait à l'établissement de la dictature du prolétariat. Mais l'insurrection du 12 mai 1839, qui avait été organisée par cette Société des Saisons, aboutit à un échec total. Et la conséquence fut que les membres de la Ligue des Justes qui se trouvaient compromis dans l'insurrection, durent quitter Paris pour se réfugier en Angleterre. Parmi eux se trouvait une personnalité qui allait jouer un rôle de premier plan, Karl Schapper, qui était un ouvrier typographe. Ces Justes vinrent donc s'établir en exil à Londres, où ils fondèrent une association allemande d'éducation ouvrière (Deutsche Arbeiterbildungsverein). Cette association d'ouvriers allemands prit rapidement, par suite de l'adjonction à elle d'ouvriers hollandais, hongrois et slaves, un caractère international, et elle adopta la devise " Tous les hommes sont frères ". En 1845, ce groupement comprenait cinq cents membres, avec un comité central qui était installé dans le quartier de Soho à Londres. C'est autour de ce groupement d'éducation ouvrière que se reconstitua, à Londres, la Ligue des Justes ayant à sa tête Karl Schapper et Joseph Moll. En fait il s'agissait déjà à cette époque d'une organisation internationale qui rayonnait sur le continent, qui avait des groupements en France, en Suisse, en Allemagne, en Hollande. La personnalité la plus considérable était Schapper, personnage extrêmement intéressant, autodidacte, qui avait participé au soulèvement de la Hesse en 1832, aux côtés de Büchner, puis à la campagne de Mazzini en Savoie, en 1834, pour la libération de l'Italie, et enfin en 1836 à la fondation de la Ligue des Justes.

Cependant, cette Ligue des Justes se trouvait en face de deux idéologies opposées. D'abord celle qui lui était présentée par Weitling socialiste d'origine allemande, qui avait joué un rôle considérable dans le mouvement révolutionnaire en France d'abord, puis en Suisse d'où il avait été expulsé et d'où il avait gagné Londres en 1844, développant une sorte de communisme chrétien reposant sur l'idée que Jésus était le premier des socialistes. Ce socialisme weitlingien a eu pendant quelque temps une certaine influence auprès de la Ligue des Justes. Mais finalement Schapper, le jugeant trop sentimental et utopique, se rapprocha d'un autre groupement idéologique, celui que représentaient Engels et Marx (Engels qui était en contact avec la Ligue des Justes depuis 1842 à Londres, et Marx qui prit contact avec elle en 1845). Engels et Marx substituèrent leur idéologie progressivement, dans la Ligue des Justes, à celle de Weitling. Marx avait à ce moment là créé à Bruxelles des Comités de correspondance. Et c'est par l'intermédiaire de ces Comités de correspondance qu'il était rentré en rapport avec la Ligue des Justes et qu'il correspondait avec Schapper.

Joseph Moll invita Marx, au début de l'année 1847, à venir exposer ses idées au congrès de la Ligue des Justes qui devait se tenir à Londres en novembre 1847. Or, fait extrêmement significatif, au moment même où ce congrès devait avoir lieu, la Ligue des Justes avait changé son nom et avait adopté celui de Ligue des Communistes. Et c'est à cette Ligue des Communistes que Marx est donc venu parler en novembre 1847, devant un auditoire international comprenant des allemands, des belges, des français et des anglais. C'est au cours de ce congrès, qui comprenait 105 adhérents que l'on demanda à Marx de rédiger le Manifeste Communiste qui est en fait l'oeuvre commune d'Engels et de Marx, et qui rompit définitivement avec les idées messianiques de Weitling et fonda le communisme sur une vision d'histoire reposant sur le matérialisme historique et sur l'idée de la formule célèbre " Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ", qui devait se substituer comme devise à celle de la Ligue des Communistes " Tous les hommes sont frères ".

Une organisation centralisée fut alors donnée à la Ligue et des associations ouvrières dépendant de la Ligue devaient être fondées clandestinement et organisée par les soins de la Ligue dans différents pays du continent. Ces organisations de la Ligue n'ont pas survécu à la défaite révolutionnaire de 1848-1849. Mais si les associations établies ici et là ont disparu, la Ligue elle-même, dont le siège était à Londres, survécut à la révolution. Et le Comité Central de la Ligue se reconstitua à Londres en 1849. Marx, qui était venu habiter à Londres après la révolution (obligé de quitter l'Allemagne), avait quelque temps espéré que la révolution recommencerait rapidement, cette fois-ci en venant de France. Il reconnut bientôt que, par suite de la prospérité renaissante, il n'y avait plus d'espoir révolutionnaire pour le moment, et que par conséquent l'idée d'un nouveau soulèvement était une idée absurde.

Dans la Neue Rheinische Zeitung, Engels exprimant cet état d'esprit – à savoir qu'il fallait accepter l'idée que pendant un temps indéterminé tout espoir révolutionnaire était interdit – écrivait : " En présence de cette prospérité générale où les forces de la production de la société bourgeoise s'épanouiront avec toute la luxurieuse somme possible dans le cadre bourgeois, il ne saurait être question d'une véritable révolution " .

Mais cette prise de position qui était celle d'Engels et de Marx, fut combattue par un certain nombre de membres de la Ligue, en particulier par des émigrés vivant à Londres, Karl Schapper, et Willich qui était un ancien officier prussien qui était passé du côté de la révolution. Selon Schapper et Willich, on pouvait au contraire espérer une reprise de l'agitation révolutionnaire. Et dans un esprit encore blanquiste ils déclaraient que, pour remettre la révolution en train, il suffisait d'une poignée d'hommes résolus. Dans cette vision Schapper et Willich étaient soutenus par le groupe des émigrés très nombreux, venus de tous les pays d'Europe, qui habitaient à ce moment à Londres, allemands, italiens, français, polonais, hongrois. L'un d'entre eux, le poète allemand Gottfried Kinkel, parlait même d'émettre en Amérique un emprunt révolutionnaire.

Cette attitude était considérée par Marx comme absurde. Il parlait de ses ennemis comme des " alchimistes de la révolution ". Mais le résultat, ce fut une rupture dans la Ligue des Communistes. La Centrale de la Ligue, d'inspiration marxiste, s'établit à Cologne, tandis que les éléments anglais et étrangers, autour de Willich et de Schapper, continuaient à demeurer à Londres où ils constituaient une ligue opposée. Cependant, même la Ligue dont le centre était établi à Cologne, devait très rapidement disparaître. En effet le gouvernement prussien fut extrêmement inquiet des menées de cette Ligue. En particulier il y avait un certain nombre de centres d'action (Cologne, Francfort, Berlin) où cette Ligue avait réussi à constituer des cellules relativement importantes. Un certain nombre des membres de la Ligue, trahis par leurs camarades, furent transférés devant les assises de Cologne en octobre 1852, et accusés d'avoir comploté contre la sûreté de l'Etat. Bien que l'accusation ne reposât absolument sur rien, qu'elle ait été démolie au cours du procès, que l'on ait pu faire la preuve que la police avait fabriqué des faux (la démonstration en a été reprise par Marx dans son ouvrage Révélations sur le procès des communistes à Cologne), malgré cela, et du fait de la pression gouvernementale, les jurés prononcèrent des peines sévères à l'égard de cinq des membres qui avaient été traduits devant le tribunal, peines de prison souvent lourdes. Le gouvernement prussien sortit moralement affaibli de ce procès. Mais le procès signifiait la fin de la Ligue des Communistes qui prononça elle-même sa dissolution.

II. Le second groupement, c'est ce que l'on appelle les Fraternal Democrats. Cette société des Fraternal Democrats s'est constituée à Londres, sous

l'influence des milieux chartistes anglais, et s'est recrutée dans les milieux de l'émigration politique vivant dans la capitale anglaise. Pour comprendre d'ailleurs son histoire, il faut tenir compte des divisions et des oppositions qui existaient alors au sein du mouvement chartiste.

En 1845 s'était formée une société intitulée en anglais Democratic Friends of all Nations, les Amis Démocrates de toutes les Nations, qui était dirigée par un personnage ayant joué un très grand rôle dans le mouvement chartiste, Lovett, qui avait été d'ailleurs l'un des signataires de la Charte du peuple. Mais Lovett était, au sein du parti des chartistes, un partisan de ce que l'on appelait la force morale, c'est à dire qu'il faisait appel aux sentiments humanitaires de la bourgeoisie, à l'idée de la réconciliation des classes, et qu'il était hostile à une action violente. Or cette position de Lovett et des Amis Démocrates de toutes les Nations déplut à un certain nombre d'émigrés vivant en Angleterre, qui se mirent en rapport avec des personnalités plus radicales au sein du mouvement chartiste. Il s'agit surtout de Harney et de Bronterre O'Brien. Harney, partisan au contraire de la force physique, c'est-à-dire de l'action violente, était depuis longtemps le rédacteur d'un journal qui avait, dans les milieux ouvriers anglais, beaucoup de lecteurs, Poor Man's Guardian (le Défenseur de l'Homme Pauvre), dans lequel écrivait James Bronterre O'Brien dont les idées socialistes, s'étaient développées dans la tradition jacobine française, dans l'esprit des conceptions de Robespierre et de Babeuf. Harney et Bronterre O'Brien avaient joué un très grand rôle dans la fondation de ce que l'on appelait la London democratic Society (Association Démocratique de Londres), qui était l'expression de la gauche dans le mouvement chartiste, et dont l'organe était le journal The Northern Star, ("l'Etoile du Nord") auquel collaborait depuis très longtemps Frédéric Engels.

Ce fut donc Harney qui, poussé par les éléments émigrés en Angleterre, fonda en 1846 la Société des Fraternal Democrats dont The Northern Star devint le principal organe de propagande, et dans laquelle se développa l'idée de la solidarité internationale des travailleurs. Les Fraternal Democrats reçurent une organisation assez sévère, en décembre 1847, avec un système qui ressemblait à celui qui sera adopté par la Première Internationale plus tard, en 1864, ayant à sa tête un Conseil central, des Sections Nationales, ces Sections Nationales représentées au sein du Conseil central par des secrétaires correspondants, il faut citer Harney pour l'Angleterre, Karl Schapper pour l'Allemagne, et pour la France un socialiste émigré Jean Michelot.

Les questions relatives au mouvement révolutionnaire à l'étranger ont joué un très grand rôle dans la vie des Fraternal Democrats. Et pour la propagande en Pologne, en particulier, a été créé un Comité Démocratique pour la régénération de la Pologne. La résurrection de la Pologne était l'un des

éléments qui tenait à coeur à ces Fraternal Democrats. A Bruxelles les Fraternal Democrats entretenaient des relations avec l'Association Démocratique. Cette association était alors dirigée par Marx qui vint parler à Londres, en novembre 1847, à l'occasion d'une commémoration de l'insurrection polonaise de 1830. A cette occasion, Marx salua les travailleurs anglais comme les instruments de la libération du prolétariat.

Cependant cette organisation des Fraternal Democrats fut durement éprouvée par les événements de 1848. La crise de 1848 pour l'Angleterre s'est produite le 10 avril, par une manifestation qui fut organisée pour présenter aux Communes tout un programme de revendications, - manifestation qui aboutit à un fiasco complet. Par suite de la législation votée alors par les Communes, législation de caractère réactionnaire et qui laissait tous pouvoirs au gouvernement pour extradier les étrangers dangereux, les Fraternal Democrats durent modifier leurs statuts. Harney essaya bien pendant quelques temps de maintenir l'idée de la solidarité internationale du prolétariat dans les articles qu'il publiait dans le Northern Star. Encore, à l'automne 1851, les Fraternal Democrats organisèrent une manifestation en l'honneur de Kossuth, l'émigré hongrois, le héros de la révolution hongroise, qui était venu en Angleterre. Mais le nombre des adhérents allait en décroissant, et le mouvement des Fraternal Democrats s'éteignit en 1852.

III. Et nous voici maintenant devant le troisième de ces mouvements qu'on appelle l'Association Internationale (1)

La disparition des Fraternal Democrats, en 1852, avait séparé deux hommes qui jusqu'alors avaient lutté côte à côte. Il s'agit de Harney qui, totalement découragé après les événements de 1848, se retira progressivement de la politique et émigra aux Etats-Unis, où on le retrouva d'ailleurs comme membre de la Première Internationale, et de Jones, qui, bien qu'appartenant à une famille de l'aristocratie anglaise (il était lié à la famille des Derby), s'était donné tout entier à la cause du chartisme pour laquelle il purgea, en 1848, une longue peine de prison, mais qui avait maintenu sa volonté de lutte et qui allait être à l'origine, en 1854-55, d'un renouveau des idées internationales ouvrières.

L'occasion de ce renouveau, ce fut la guerre de Crimée, qui provoqua en Angleterre, beaucoup plus que l'on ne se l'imagine d'ordinaire, une intense émotion, parce qu'elle mettait les peuples d'occident en opposition avec la Russie, considérée, surtout depuis la révolution de 1848, en Europe comme l'ennemie principale de la classe ouvrière. Jones, dans le Peoples Paper (le Journal du Peuple), qu'il avait fondé en 1852, prit extrêmement fortement position pour l'alliance de l'Angleterre avec la Turquie contre la Russie. Mais la question qui se posait pour ces socialistes anglais, c'était celle de l'alliance avec la France napoléonienne, la France de Napoléon III à qui, bien entendu,

les démocrates et les socialistes anglais ne pouvaient pas pardonner le coup d'Etat. Lorsque, à l'automne 1854, le bruit se répandit à Londres que Napoléon III allait se rendre en Angleterre pour sceller l'alliance, se constitua, sous l'impulsion de Jones, un Comité International, qui devait protester contre la venue de l'empereur des Français et en même temps préparer un accueil enthousiaste au révolutionnaire français Barbès qui avait été récemment amnistié. D'où le nom que prit ce Comité : Comité de réception (pour Barbès) et de protestation (contre Napoléon III). Il y eut le 27 février 1855 une manifestation importante à Londres, à Saint Martin's Hall, au cours de laquelle parlèrent toute une série d'émigrés : le socialiste russe Herzen, le chartiste Holyoake, et au cours de laquelle on lut des lettres de Barbès et de Victor Hugo (qui était à ce moment là à Jersey). Il fut, au cours de ce meeting de Saint Martin's Hall, déclaré inadmissible toute alliance avec les souverains réactionnaires, et on suggéra la constitution d'une alliance des peuples. Jones démontra, au cours de cette séance qu'il présidait, que " les peuples opprimés ne constituaient qu'un seul peuple et que la lutte qu'ils auraient à mener n'était pas seulement nationale, mais sociale ".

A côté de ce Comité International, fonctionnait à Londres une assez puissante organisation d'émigrés politiques. C'est ce qu'on appelait la Commune révolutionnaire. Cette Commune révolutionnaire avait été fondée après le coup d'Etat, à Londres, par un député français ayant appartenu à la gauche de la Constituante et de la Législative, Félix Piat. Elle comprenait des éléments républicains, des éléments socialistes (c'est-à-dire, à l'époque, proudhoniens) et des éléments blanquistes. Son organe était le journal L'Homme, que Victor Hugo rédigeait en grande partie de Jersey. La Commune révolutionnaire tenait fréquemment des réunions avec le Comité International, comme par exemple la réunion du 22 septembre 1855. Pourquoi le 22 septembre ? C'était à l'occasion de la création en France de la Première République. Et à cette séance fut lue une lettre ouverte de Victor Hugo qui protestait énergiquement contre l'alliance franco-anglaise. Le Comité International, de son côté, avait pris position à différentes reprises en faveur de Victor Hugo lorsque celui-ci avait été menacé d'expulsion de Jersey et que l'on avait même écarté de lui ses principaux collaborateurs. Finalement, en août 1856, le Comité International, la Commune révolutionnaire et un certain nombre d'associations d'émigrés, en particulier des émigrés allemands et polonais, décidèrent de former une Association Internationale dont le but était de constituer une république universelle démocratique et sociale, et qui devait réunir un congrès chaque année. Cette Association Internationale publiait un bulletin, sous la direction d'un français émigré à Londres, Talandier. Ce bulletin fut traduit en différentes langues et eu un rayonnement jusqu'aux Etats-Unis où un ami de Marx, Sorge, avait fondé à New York un groupement communiste qui était lié intimement avec l'Association et qui comprenait des ouvriers d'origine allemande travaillant dans cette ville.

L'on sait à vrai dire, depuis sa fondation, assez peu de choses sur l'Association Internationale. Cependant on sait qu'elle a rédigé deux manifestes. L'un, en 1858, a été lancé contre Mazzini dont l'Association combattait les compromissions avec l'idéologie bourgeoise et à qui il reprochait son hostilité à l'idée de révolution sociale : " Ces soi-disant démocrates qui veulent reconstruire l'édifice social avec les rouages pourris du vieux monde, s'imaginent que le mot république a une puissance mystérieuse pour opérer sur l'esprit des masses. Ils s'imaginent que le peuple ne sait pas distinguer le vrai du faux, le juste de l'injustice, la substance de l'ombre. Mais le peuple comprend fort bien qu'il ne suffit pas qu'une nation ait adopté une forme de gouvernement républicain pour être libre. Nous déclarons donc d'une manière précise et formelle que la bourgeoisie ignore, ou feint d'ignorer, nos droits sociaux et qu'elle veut se servir de la démocratie, comme elle l'a fait dans toutes les révolutions, pour satisfaire ses intérêts personnels. S'unir avec la bourgeoisie, serait à la fois abandonner la justice et méconnaître nos droits ". Ce texte fait apparaître l'hostilité des éléments ouvriers à l'égard des tendances purement nationales d'un très grand nombre des émigrés qui vivaient à Londres. Et ceci est important pour la compréhension des conflits qui s'opèreront dans la Première Internationale. Dans le second manifeste, lancé au printemps 1859 et à l'occasion de la guerre austro-française en Lombardie, l'Association déclara se désintéresser de ses questions dynastiques. Mais ces déclarations ont, bien entendu, soulevé des malaises, surtout dans les milieux de l'émigration. Elles ont provoqué la rupture de l'Association dont on n'entend plus parler à partir de 1859.

Ce qu'il faut retenir par conséquent de cet ensemble, c'est l'échec de ces groupements internationaux, échec qui est dû essentiellement à la confusion dans ces mouvements entre des manifestations sociales révolutionnaires de la classe ouvrière, et d'autre part l'action essentiellement nationale des émigrés politiques. C'est d'ailleurs cette confusion qui a provoqué la méfiance de Marx à l'égard des derniers de ces mouvements et qui explique pourquoi, en 1864, il hésita longtemps avant d'adhérer au mouvement de la Première Internationale.

Note

(1) cf. A. LEHNING, *the International Association (International Review of Social History*, t. III, 1938).

1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

II. Fondation de la Première Internationale

1965

FONDATION DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

Contrairement à ce que l'on dit souvent, la Première Internationale n'est pas l'oeuvre de Marx, mais elle s'est constituée sur l'initiative d'un certain nombre d'ouvriers anglais et français. " L'Internationale est un enfant venu au monde en France et mis en nourrice à Londres ", a-t-on dit. Il est né, en fait, de l'entente des deux classes ouvrières les plus évoluées à ce moment là et les plus importantes de l'Europe : l'anglaise et la française.

A la tête de la classe ouvrière anglaise comme éléments directeurs se trouvaient ceux que l'on appelle les chefs des trade-unions qui groupaient les différentes corporations sur le plan local et sur le plan national. L'esprit qui animait ces trade-unions, c'est ce qu'on appelle le " syndicalisme nouveau modèle ", ce qui signifie que ces trade-unions ne groupaient en somme qu'une fraction très réduite du monde ouvrier anglais, ceux qu'on appelait les ouvriers qualifiés (skilled), excluant absolument les manoeuvres, - que ces trade-unions se préoccupaient essentiellement de l'élargissement des droits politiques et syndicaux, qu'ils étaient en somme des groupements réformistes, s'appuyant sur l'un des deux plus grands partis anglais, le conservateur et (d'ailleurs plus souvent) le libéral, pour obtenir les réformes souhaitées, mais nullement des groupements révolutionnaires, pas mêmes

socialistes, en tout cas absolument hostiles à la lutte des classes.

Ces trade-unions cependant sont amenés du point de vue de leur intérêt immédiat à faire appel à la solidarité internationale des travailleurs. En cas de grève, en effet, et pour la briser, les industriels anglais menaçaient constamment de faire appel à des ouvriers du continent, français, allemands ou belges, qui acceptaient de travailler à meilleur compte. Ne convenait-il pas dans ces conditions, dans l'intérêt même des ouvriers anglais, d'éclairer les ouvriers du continent sur leurs devoirs à l'égard de leurs camarades britanniques ? D'ailleurs depuis plusieurs années les trade-unions ont les yeux orientés vers le continent et s'intéressent aux problèmes d'émancipation nationale libérale qui se développe alors en Europe. Sympathie pour les italiens : mouvement en 1858, par exemple, contre les tentatives de Palmerston, après l'attentat d'Orsini, pour prendre des mesures contre les émigrés italiens vivant à Londres ; manifestation en 1859 contre la paix de Villafranca qui ne donne pas satisfaction aux aspirations nationales italiennes ; et surtout manifestation grandiose de sympathie pour Garibaldi lorsqu'il vient à Londres à deux reprises en 1860 et en 1864.

Les trade-unions ont également porté leur attention sur la guerre de Sécession aux Etats-Unis, qui provoque une très grave crise économique en Angleterre du fait de l'arrêt des importations de coton brut. Contre les classes dirigeantes anglaises qui sont pro-sudistes, c'est à dire favorables aux Etats esclavagistes, les trade-unions prennent nettement position en faveur des nordistes et pour l'émancipation des noirs. Il y a des manifestations importantes à Manchester et à Londres, et une adresse de sympathie est envoyée à Lincoln. Marx dira plus tard au sujet de cette intervention des trade-unions anglais en faveur des nordistes : " Ce ne fut pas la sagesse des classes dirigeantes, mais la résistance héroïque de la classe laborieuse anglaise contre une criminelle folie, qui préserva l'Europe occidentale d'une croisade transatlantique pour la perpétuation et l'extension de l'esclavage ".

Enfin, la classe ouvrière anglaise a pris nettement position en faveur des insurgés polonais. Le 28 avril 1863, en plein coeur de la révolution polonaise, a eu lieu à Londres une grandiose manifestation qui a été présidée par le professeur Edward Spencer Beesly, introducteur de la philosophie positiviste en Angleterre. Au cours de cette réunion une intervention armée a été réclamée en faveur de la Pologne et une délégation envoyée dans ce sens à Palmerston. Or Palmerston a répondu à cette délégation qu'une intervention de l'Angleterre sans la France était impensable et que les trade-unions devaient par conséquent agir sur la classe ouvrière française pour que celle-ci fit pression sur le gouvernement en faveur de cette intervention. C'est de cette manifestation de Londres que va sortir la Première Internationale.

Cependant, dès 1862, donc l'année précédente, des relations ont été

amorcées entre des ouvriers français et anglais à l'occasion de l'envoi d'une délégation ouvrière française à l'exposition universelle de Londres. Cet envoi correspond à la tentative ébauchée à ce moment là par Napoléon III, conseillé par son cousin le prince Napoléon, pour se concilier la classe ouvrière française. La politique impériale subit alors une crise de confiance auprès des éléments des classes dirigeantes, de la bourgeoisie et des catholiques. Il est normal que l'empereur cherche, pour appuyer son gouvernement, des éléments nouveaux. Napoléon III va donc chercher à se concilier la classe ouvrière, sans toutefois abroger la législation qui pesait sur elle et qui interdisait absolument toute organisation syndicale ainsi que toute coalition ouvrière. C'est dans ces conditions que furent élus des délégués, à raison de 200 délégués pour Paris et de 550 pour la province. Ces délégués furent dotés chacun d'un budget de 200 Frs pour se rendre à Londres. Quand ils arrivèrent dans la capitale anglaise, ils furent boudés par les trades-unions qui virent en eux des instruments dociles de la politique de Napoléon III. Et, chose curieuse, ils ne furent en fait reçus à Londres que par des groupements patronaux. Cependant, indirectement, un certain nombre de ces délégués entrèrent à titre personnel en rapport avec des membres des trade-unions. Ce fut le cas en particulier pour Henri Tolain, ouvrier ciseleur, qui avait déjà dans le parti ouvrier français une importance considérable. Tolain était un tempérament indépendant et nullement, comme on le disait alors, un instrument du césarisme napoléonien. Certes, Tolain était résolument proudhonien. Il s'opposait entièrement, comme proudhonien, à la pratique de l'action directe chère aux blanquistes. Il pensait que c'était par des moyens pacifiques et par la formation intellectuelle que le prolétariat pourrait un jour s'émanciper. Il ne pensait pas qu'il fallut attaquer de front le régime impérial. Mais il n'avait aucune confiance dans la politique impériale et il pensait essentiellement que la classe ouvrière devait s'émanciper de toute tutelle politique. Ce qu'il réclame, c'est la possibilité pour les ouvriers de s'organiser, de prendre en main leurs affaires sans être entravés. Et c'est dans cet esprit qu'il avait préconisé, en mars 1863, des candidatures ouvrières. Lui-même s'était présenté à Paris comme candidat ouvrier, et il avait écrit à cette occasion une brochure " Quelques vérités sur les élections de Paris " où il réclamait pour les ouvriers la liberté de constituer des syndicats ainsi que des fédérations de syndicats. Tolain sera au cours de l'année suivante (1864) l'inspirateur du Manifeste des Soixante (ainsi appelé parce qu'il a été signé par 60 ouvriers) qui déclarait : " Le suffrage universel nous a rendu majeurs politiquement, mais il nous reste encore à nous émanciper socialement. La liberté que le Tiers Etat sut conquérir avec tant de vigueur et de persévérance, doit s'étendre en France, pays démocratique, à tous les citoyens. Droit politique égal implique nécessairement un droit social égal ". Telle était la pensée de Tolain qui représentait donc celle des ouvriers qui s'étaient rendus à Londres.

Ce ne fut cependant qu'en juillet 1863, à l'occasion de l'invitation adressée

par les ouvriers anglais à leurs camarades français pour prendre en main la défense de la Pologne (Tolain s'y rendit avec 4 de ses compagnons), qu'un comité fut constitué à Londres. Ce comité mit l'accent sur la solidarité des classes laborieuses. Le document de juillet 1863 a été rédigé par un trade-unioniste anglais, George Odger, qui avait à ce moment là une position considérable dans le mouvement trade-unioniste. Il était en effet secrétaire du London Trades Council (Conseil des syndicats de Londres) qui s'était développé à la suite d'une longue grève des ouvriers du bâtiment et qui avait donné à Odger un très grand prestige. L'adresse rédigée en juillet 1863 par les ouvriers français et anglais insistait sur la nécessité d'organiser des congrès groupant les mouvements ouvriers de tous les pays et destinés à deux fins : d'une part à établir une pression sur les gouvernements pour orienter leur politique extérieure (il est bien évident qu'ici les ouvriers pensaient à la Pologne) ; et d'autre part, à lutter contre certaines pratiques employées par le capitalisme, comme par exemple de faire venir les ouvriers étrangers pour abaisser les salaires ; et cette adresse insistait sur la nécessité pour les ouvriers de tous les pays de s'unir pour mettre fin à ces coutumes : " La fraternité des peuples est d'une haute importance dans l'intérêt du travail. Car lorsque nous essayons d'améliorer nos relations sociales, soit en rehaussant le prix du travail, soit en diminuant les heures de ce travail, on nous menace toujours de faire venir des français, des Allemands, des Belges, qui travailleront à meilleur compte. Si cela s'est fait parfois, ce n'est pas que nos frères du continent veulent nous nuire, mais faute de rapports systématiques entre les classes industrielles de tous les pays. Nous espérons que de tels rapports auront pour résultat d'empêcher nos maîtres de nous mettre dans une concurrence qui nous rabaisse à l'état le plus déplorable qui convient à leur misérable avarice. Faire cela est l'oeuvre des peuples ".

Ce ne fut cependant qu'un an plus tard et après de très longs échanges de correspondances, que le 28 septembre 1864, au cours d'un meeting à Saint Martin's Hall à Londres, s'organisa la Première Internationale. Les discours ont été remarquablement imprécis. Ils portent la marque de l'extrême hétérogénéité des participants, de l'incertitude et du manque de conception politique de la plupart des membres qui assistaient à cette réunion. Il y avait là en effet un certain nombre de trade-unionistes anglais, dont l'organe qui les avait appelés était le Beehive. Il y avait un certain nombre de réfugiés politiques, des Hongrois attachés à Kossuth, des Polonais, des Italiens amis de Mazzini, pour qui naturellement les questions nationales étaient beaucoup plus importantes que les questions sociales. Il y avait des membres de l'Association générale des travailleurs allemands, qui avait fondé au cours de l'année précédente et dont le chef Lassalle était mort en duel quelques jours avant le congrès de Saint Martin's Hall. Il y avait enfin un certain nombre de proudhoniens français, et en particulier Tolain qui était accompagné de deux de ses camarades, Limousin et Parachon. Enfin il y avait des émigrés

allemands comme Eccarius et Marx.

L'intervention la plus importante de cette séance fut celle de Tolain, qui déclara " Travailleurs de tous les pays qui voulez être libres, à votre tour d'avoir des congrès ! C'est le peuple qui revient sur la scène, ayant conscience de sa force et se dressant en face de la tyrannie dans l'ordre politique, en face du monopole dans l'ordre économique. Il faut nous unir, travailleurs de tous les pays, pour opposer une barrière infranchissable à un système funeste qui diviserait l'humanité en deux classes, une plèbe ignorante et famélique et des mandarins pléthoriques et ventrus. Sauvons-nous par la solidarité. "

Mais en fait le meeting de Saint Martin's Hall se contenta d'approuver le projet français de création de sections nationales de l'Internationale sous la direction d'un Comité central qui devait se tenir à Londres. Il se contenta de désigner, avant de se séparer, un comité provisoire d'une cinquantaine de membres qui serait chargé d'élaborer les statuts. Mais au cours des débats aucun programme d'action n'avait été élaboré. Le Comité central n'avait d'autre mission que de présenter aux Commissions nationales des sujets de discussion sur les problèmes qui pourraient intéresser l'ensemble de la classe ouvrière. Le mot de " socialisme " n'avait même pas été prononcé. Aucune idéologie commune n'avait été définie. Aucune activité syndicale n'avait été prévue. Par conséquent, le meeting de Saint Martin's Hall, s'il avait donné naissance à la Première Internationale, avait laissé en somme les choses dans l'imprécision.

C'est ici qu'intervient la personne de Marx. L'un des leaders de l'Internationale suisse, James Guillaume, dira plus tard : " Comme le coucou, il est venu pondre son oeuf dans un nid qui n'est pas le sien ". A vrai dire, Marx n'avait nullement participé aux prodromes de l'Internationale. Depuis 1850, où il s'était établi à Londres, il était préoccupé essentiellement par des travaux d'ordre scientifique et s'était éloigné de toute action politique. Il n'avait pas assisté à la manifestation de juillet 1863 et n'était pas en relation directe avec les organisateurs du meeting de Saint Martin's Hall. Il avait été seulement averti de ce meeting par son ami Eccarius qui représentait à Londres les associations ouvrières allemandes. Mais il n'était pas intervenu dans les débats. Il y avait assisté en personnage muet. Il n'en reste pas moins que Marx avait une très vive admiration, en tant qu'homme, pour les leaders des trade-unions britanniques et aussi pour les délégués français, tout en reconnaissant aux uns et aux autres leur faiblesse idéologique. Mais il leur était reconnaissant aux uns et aux autres de représenter leur classe, donc être des puissances réelles avec lesquelles il était impossible de ne pas compter. Il résolut donc de donner son adhésion au mouvement, et il a expliqué son attitude dans une lettre à son ami Weydemeier, dans laquelle il dit qu'il avait accepté, " parce qu'il s'agissait d'une affaire dans laquelle il serait possible

d'exercer une action importante ". Pour la seconde fois donc en 1864 (la première avait été en 1848), Marx acceptait de devenir l'organisateur de la lutte politique de la classe ouvrière.

Pour le moment il allait jouer un rôle considérable dans l'élaboration des statuts. Toutefois, dans cette élaboration des statuts, son rôle n'a pas commencé tout de suite. Malade, il ne put assister à la première réunion du comité provisoire qui avait été nommé, ni aux réunions du sous-comité qui fut chargé par ce comité provisoire de discuter des statuts. Or, lorsque un mois plus tard seulement il put reprendre son activité, il se trouva en présence de textes définissant ces statuts, qui lui parurent détestables et de nature à compromettre à tout jamais le mouvement. L'un de ces textes avait été élaboré par l'anglais Weston, disciple d'Owen, d'esprit totalement utopique. L'autre texte était dû au major Wolff qui représentait à Londres Mazzini et qui naturellement mettait l'accent sur l'idée de l'émancipation nationale et préconisait des méthodes analogues à celles de la lutte des Carbonari. Au cours de la séance du 18 octobre 1864, Marx réussit à écarter ces deux projets et à imposer ses propres vues. Il obtint du sous-comité une carte blanche pour rédiger les paragraphes des statuts, paragraphes qui furent accompagnés d'un préambule et d'une adresse inaugurale à la classe ouvrière. Ces statuts, préambule et adresse inaugurale, ont été votés quelques jours plus tard à l'unanimité, et ensuite adoptés par le premier congrès de l'Internationale à Genève.

L'adresse inaugurale reprend d'une façon schématique les thèses essentielles du Manifeste Communiste. On y retrouve le développement sur les contradictions du capitalisme, sur la richesse croissante d'un petit nombre et la misère croissante des masses, sur la dictature du prolétariat. Mais, dans l'adresse, Marx tenait beaucoup moins à donner un programme révolutionnaire, qu'à proposer à la classe ouvrière des moyens de profiter du mouvement révolutionnaire si un jour il se déclenchait. Ce sont par conséquent sur des recettes pratiques qu'insiste Marx. L'idée essentielle qu'il a développée, est la suivante. L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même. L'Internationale se met au service de cette idée en créant partout des organisations de masses prolétarienne et en les unissant pour une lutte commune. L'association est établie pour créer un point central de liaison et de collaboration entre les sociétés ouvrières existant dans les différents pays et aspirant au même but, à savoir la protection, le progrès et la complète émancipation des ouvriers.

Les textes de 1864 insistaient donc sur l'indépendance de chacune des sections de l'Internationale. Chaque section était libre de s'organiser elle-même à sa guise. L'Internationale ne prétend pas imposer des méthodes de combat. Il faut que chaque section soit indépendante. Et c'est selon leur désir que les sections se regrouperont en fédérations nationales. La seule

autorité qui est prévue, est celle du congrès qui doit se réunir tous les ans et qui sera constitué par les délégués de toutes les organisations locales, à raison de un délégué pour 500 membres ou fraction de 500 membres. Le Conseil général de l'Internationale (de l'A.I.T. : Association Internationale des Travailleurs) qui doit résider à Londres, sera un organe exécutif seulement, élu par le congrès, responsable devant lui et lui présentant tous les ans un rapport de son activité. Expression du monde ouvrier donc, dans sa totalité. Le Conseil général comprendra un certain nombre de secrétaires correspondants pour chacun des pays où existent des sections de l'A.I.T.

Tels quels, les statuts élaborés par Marx répondent à une double préoccupation. La première est de ne pas imposer de recette doctrinaire, de laisser se développer librement les grandes associations prolétariennes, quelles que soient les erreurs et les hésitations dont elles peuvent être victimes. C'est ainsi que Marx évitera, dans le texte de l'adresse, de s'attaquer aux mouvements coopératifs d'esprit proudhonien. Il souhaite donc que tous les mouvements ouvriers ou socialistes puissent adhérer à l'A.I.T. Il préconise la lutte contre tout ce qui est secte, contre toute exigence doctrinaire. Mais en même temps le texte de l'Internationale répond à une seconde préoccupation, celle d'inviter les ouvriers à ne pas rester indifférents à l'égard des problèmes politiques nationaux ou internationaux. " La conquête du pouvoir politique, déclare le texte de l'adresse, est devenue la tâche principale de la classe ouvrière ". Pour imposer ces vues au sein de l'Internationale, Marx dispose d'abord d'une autorité exceptionnelle incontestable auprès du Conseil général de Londres, qui sera d'ailleurs accrue encore par l'entrée à ce Conseil d'Engels, son ami, en tant que secrétaire correspondant pour l'Allemagne et l'Italie en 1870. On peut dire que la position de Marx au Conseil général a été indiscutée. Dans les congrès, où il est d'ailleurs presque toujours absent, il fait agir ses disciples, et en particulier deux émigrés vivant à Londres à ses côtés, le tailleur allemand Eccarius et l'horloger suisse Jung. C'est Eccarius et Jung qui ont été les porte-parole de Marx dans les congrès. Marx s'est montré, dans la direction de l'Internationale, un tacticien remarquable. Et c'est autant par son habileté manoeuvrière que par sa puissance dialectique qu'il va s'imposer au monde ouvrier. Il n'est pas douteux que le Conseil Général de Londres, dirigé par Marx, a préparé les masses prolétariennes à accepter les positions du socialisme scientifique telles que Marx était en train de les définir dans le Capital dont le premier volume a paru en 1867.

LES EFFECTIFS ET L'INFLUENCE DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

Une légende s'est constituée de très bonne heure sur l'importance numérique de l'Internationale. Et cette légende a été formée à la fois par les ennemis et par les amis de l'Internationale. Lors du procès contre la section française de l'Internationale, en juin 1870, le procureur général a fixé les effectifs de

l'Internationale à 811 513 membres, dont 433 000 pour la France. Et il dénonçait en partant de ces chiffres un véritable fléau social. Dans un procès de haute trahison qui a été dirigé en juillet 1870 contre des membres autrichiens de l'Internationale, le procureur dénonça un " Etat dans l'Etat " ; et un document de la même époque, sur lequel s'appuie le procureur, fixe les effectifs de l'Internationale à plus de un million de membres pour l'Europe et pour l'Amérique. En 1871 le Times fixera les effectifs de l'Internationale à 2 500 000 membres. Et un français, Oscar Testut, qui a vécu toute sa vie dans la phobie de l'Internationale (et qui a écrit d'ailleurs une série d'ouvrages sur ce mouvement, notamment son Livre Bleu en 1871), parle d'effectifs de cinq millions de membres.

Le même Testut évalue les revenus de l'Internationale à cinq millions de livres sterling. Les amis de l'Internationale se livrent à des évaluations qui sont également extravagantes. Au congrès de Bâle, en 1869, le délégué américain, Cameron, parlera de 800 000 membres américains. Le journal L'Internationale, organe de la section belge, déclare pendant la guerre de 1870, que l'Internationale réunit sous son égide plusieurs millions de travailleurs dans les deux continents.

Il s'agit là, de part et d'autre, de chiffres exorbitants. Il faut examiner d'abord quels sont les revenus financiers de l'Internationale. Or ces revenus apparaissent ridiculement faibles. Les cotisations personnelles à l'Internationale ont été fixées en 1864 à un shilling, et, pour les membres appartenant à des syndicats, à trois pence par an. Mais cette cotisation est très vite jugée trop élevée, et elle est réduite par la suite. Les syndicats en général paient d'ailleurs pour leurs membres une somme collective qui est extrêmement faible : par exemple, la somme de deux livres sterling pour les menuisiers anglais qui groupent 9 000 membres. On a calculé, approximativement d'ailleurs, car on n'a pas les comptes de l'Internationale, que les membres individuels fournissaient à l'Internationale un revenu de 30 livres 12 shillings, ceci en 1869, et que la même année les revenus totaux de l'Internationale s'élevaient à 51 livres 7 shillings et un penny. Dans ces conditions, les traitements alloués aux fonctionnaires de l'Internationale devaient être extrêmement faibles. Le secrétaire général de l'Internationale reçoit en 1866 une livre par semaine, chiffre qui est réduit ensuite à 10 shillings. Et ce traitement ne lui est pas versé sur la caisse de l'Internationale, mais par une collecte faite auprès des membres du Comité central. Marx, dans une lettre de mars 1870, estime que les finances de l'Internationale sont à peu près égales à zéro.

Pour ce qui est des effectifs de l'Internationale, il est absolument indispensable de distinguer entre les cotisants individuels et les groupements qui donnent leur adhésion collective à l'Internationale, à savoir les syndicats et les partis. Pour ce qui est des membres individuels de l'Internationale, qui

donc cotisent à titre personnel, le chiffre en est extrêmement faible. L'on a aucune statistique officielle. L'Angleterre en 1870 n'a pas plus de 294 cotisants personnels. L'Allemagne vers la même date en a 385, et chaque section allemande (nous en connaissons les chiffres) a un nombre ridiculement faible d'adhérents : 6 à Berlin, 17 à Cologne, 9 à Stuttgart. En France, les chiffres ont dû, au meilleur moment, s'élever à 2 000 adhérents au maximum ; un peu plus en Suisse : 6 000 environ. Les adhérents italiens à l'Internationale doivent être environ de l'ordre de 2 000. L'Espagne a dû avoir (et c'est le pays qui en a eu le plus) 20 000 adhérents, dont 7 000 seulement à Barcelone ; mais c'est à une époque où l'Internationale aura en fait rompu avec Marx et se sera orienté dans un sens différent : le sens anarchiste. Les Etats-Unis ont dû avoir au maximum un nombre d'adhérents personnels égal à 5 000. Ceci a fait dire que l'Internationale a été " une grande pensée dans un petit corps ".

Mais quand on a chiffré les cotisants personnels à l'Internationale, on n'a encore rien fait. C'est par son action auprès des grandes associations ouvrières, des syndicats et des partis, que l'Internationale a exercé sur l'ensemble du mouvement socialiste européen, entre 1864 et 1872, une influence capitale.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

III. Quel a été le rôle des syndicats et des partis
politiques
dans la vie de l'Internationale ?

1965

QUEL A ETE LE ROLE DES SYNDICATS ET DES PARTIS POLITIQUES
DANS LA VIE DE L'INTERNATIONALE ?

I. Les syndicats

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'influence de l'Internationale a été faible dans les syndicats anglais. Si ceux-ci ont joué un rôle très important dans la création de l'Internationale, et si nombreux sont leurs membres qui siègent au Conseil général à Londres, ces syndicats dans l'ensemble n'ont pas constitué au sein de l'Internationale une force considérable. En 1866, dix-sept sociétés ouvrières ont adhéré à l'Internationale en Angleterre, représentant à peu près une cinquantaine de mille de personnes. Mais le London Trade'unions Council, a refusé d'adhérer à la Ligue. Le recrutement des membres de l'Internationale se limite strictement à Londres. En province il est à peu près inexistant. Ce recrutement se fait essentiellement dans des professions peu mécanisées et peu compétitives, donc surtout parmi les artisans. Les ouvriers de la grande industrie mécanisée ne sont guère représentés dans l'Internationale. Les ouvriers qui y adhèrent, ou qui adhèrent à des syndicats qui ont donné leur

adhésion à l'Internationale, semblent s'être alliés à cette institution pour des raisons essentiellement égoïstes : ils voient dans la coopération ouvrière internationale le moyen d'émousser l'arme utilisée par leurs patrons, à savoir l'importation d'ouvriers du continent qui font baisser les salaires et qui brisent les grèves ; encore en mai 1871, à l'occasion d'une grève de mécaniciens en faveur d'une journée de neuf heures, à Newcastle, les ouvriers français font pression sur leurs camarades du continent pour qu'ils renoncent à faire fonction de briseurs de grève. Mais si l'on excepte ces raisons strictement égoïstes, les syndicats anglais n'ont guère prêté intérêt à l'Internationale. Le trade-unionisme anglais a suivi des voies entièrement distinctes de l'A.I.T. Ce qui manque à ces syndicats, constate d'ailleurs le Conseil général, c'est " l'esprit générateur et la passion révolutionnaire ". Les trade-unions anglais sont des organisations réformatrices et qui n'ont nullement le désir de bouleverser la société. Les trade-unions se sont surtout préoccupés, au cours de cette période 1864-1872, d'obtenir la loi électorale de 1867 en Angleterre, qui ouvre le droit de vote à la classe ouvrière, puis la loi Masters and Servants (Maîtres et Serviteurs) qui doit régler les qualités des syndicats. D'autre part, les prises de position du Conseil général, et en particulier de Karl Marx, en faveur du peuple irlandais, à deux reprises, en 1867 et en 1869, ainsi que les espoirs que Karl Marx mettait dans le mouvement révolutionnaire terroriste, le mouvement Fenians, en Irlande, n'étaient pas de nature à leur susciter des sympathies parmi les trade-unions anglais qui adoptaient sur cette question de l'Irlande la même attitude que le parti libéral ; à différentes reprises des membres anglais du Conseil général ont protesté contre l'appui que Marx donnait aux terroristes irlandais. Si bien qu'à partir de 1867 on peut dire qu'il n'y a plus aucune intimité entre l'A.I.T. et les trade-unionistes. Et un peu plus tard, en 1871, plusieurs leaders trade-unionistes, et en particulier Odger, refuseront de signer l'appel du Conseil général en faveur de la Commune de Paris.

L'Internationale a, par contre, eu un grand retentissement auprès des ouvriers des organisations syndicales du continent. Et ceci, parce que l'Internationale est intervenue à plusieurs reprises et avec succès dans les grèves continentales. L'on peut donner à cet égard trois exemples principaux.

Le premier et le plus célèbre est la grève des ouvriers bronziers à Paris en 1867. A la suite d'une grève de peu d'importance, les ouvriers en bronze (la principale fabrique de bronze était à Paris la fabrique Barbedienne) avait fondé à Paris une société de crédit mutuel et de solidarité qui groupait cinq mille membres. En face d'elle le patronat organise une association des fabricants en bronze qui est destinée à assurer la liberté du travail, et des avantages sont assurés aux ouvriers qui acceptent d'y participer. L'on oblige ainsi progressivement les ouvriers du bronze à abandonner la société de crédit mutuel et de solidarité qu'ils avaient fondée. Un lock-out est décidé par le patronat pour le 25 février 1867 : seuls les ouvriers qui auront donné leur

démission de la société de crédit mutuel, seront réintégrés. Les ouvriers en bronze firent alors appel au Conseil Général de l'Internationale à Londres, et une aide massive leur fut accordée par de très nombreuses corporations. C'est ainsi que 4 000 livres vinrent des syndicats français, et que 10 000 livres vinrent de la seule société des chapeliers anglais. Une délégation de bronziers parisiens fut d'ailleurs reçue à Londres par le Conseil Général et entourée d'une chaude sympathie. Par conséquent, à cette occasion, le Conseil Général de l'A.I.T. a organisé un appui à la grève. Les grévistes l'ont alors emporté, le patronat a dû céder. Il a fini par entrer en négociations avec les ouvriers et leur a accordé une augmentation de 25% pour qu'ils reprennent leur travail ; il n'est plus question de toucher à la société de secours mutuel. Il va de soi que cette aide apportée par le Conseil Général de l'Internationale à la grève a eu pour conséquence d'augmenter considérablement le nombre des adhérents syndicaux à l'Internationale. Marx, dans une lettre du 30 avril 1867, déclare que l'A.I.T. était devenue en France une force importante.

Deuxième exemple : la grève des ouvriers du bâtiment à Genève qui éclate en mars-avril 1868, les ouvriers du bâtiment réclament une diminution du nombre des heures de travail de 12 heures à 10 heures. Leur grève obtient également l'appui de l'Internationale qui réussit à leur verser, pour poursuivre la grève, une somme de 40 000 Frs suisses. Ici encore la grève est victorieuse et provoque un très grand nombre d'adhésions à l'Internationale dont le nombre des adhérents pour la seule ville de Genève se chiffre à mille participants.

Le troisième exemple est la grève de Charleroi en Belgique. L'Internationale avait pris pied en Belgique à partir de 1868, surtout dans le Hainaut. Et il y a eu une série de grèves, certaines sanglantes, dont la plus importante a été celle de Charleroi destinée à protester contre la diminution du nombre de jours de travail dans les mines (qui était réduit par les propriétaires de mines à quatre dans le bassin du Borinage) et contre la réduction des salaires de 10%. Cette grève éclate au printemps 1869. Elle entraîne l'intervention de la troupe et l'arrestation des principaux membres des sections belges de l'Internationale. Mais le Conseil Général intervient. Marx, de Londres, rédige un manifeste aux ouvriers d'Europe et des Etats-Unis, et il organise un système de collectes. Ici encore il s'agit d'un mouvement qui est victorieux, qui suscite par conséquent un sentiment de solidarité extrêmement vif des travailleurs et qui apporte de très nombreuses adhésions à l'Internationale.

Toutes les grèves ne sont pas victorieuses. Il y en a qui aboutissent à des échecs. Ce sera par exemple la grève des filateurs de Rouen, des typographes de Leipzig, des métallurgistes parisiens, des tisserands de Vienne en France, des cigariers allemands. On est particulièrement renseigné – c'est une des grèves les plus considérables – sur celle des teinturiers et des

rubaniers de Bâle au printemps 1869, importante par les listes de souscriptions et par l'envoi de nourriture aux terroristes des régions avoisinantes, - grève qui a échoué.

Mais que ces grèves échouent ou réussissent, il n'est pas douteux qu'elles provoquent ce mouvement de solidarité dont l'Internationale est le point de départ. L'on a pu dire que " si l'Internationale ne jeta pas les ouvriers dans la grève, la grève les jeta dans l'Internationale ". Le prestige de l'A.I.T. est renforcé par cette épreuve. Le Conseil Général à Londres constate après la grève des cotonniers de la région rouennaise en décembre 1868 : " L'insuccès matériel de cette révolte économique fut largement compensé par ses résultats moraux. Elle enrégimenta les ouvriers cotonniers de la Normandie dans l'armée révolutionnaire ". Et de multiples témoignages aux congrès de l'Internationale à Bruxelles et à Bâle, en 1868 et 1869, témoignent de cet état de choses.

En revanche, l'obligation où se trouve l'Internationale de soutenir les ouvriers en grève, l'amène forcément à durcir sa politique, à prendre position contre les gouvernements et contre le patronat. Du fait de ce durcissement, les réformistes perdront peu à peu, au sein de l'Internationale, du terrain au profit des partisans de la rupture révolutionnaire. D'autre part, les gouvernements vont avoir tendance à rendre les membres de l'Internationale responsables des grèves, et vont tenter contre eux des procès qui sont de plus en plus fréquents et qui sont suivis de peines de plus en plus lourdes. Il est évidemment tentant pour les gouvernements de dire contre les grévistes : " Vous voyez, ces grèves, elles ne sont pas organisées par vos compatriotes, mais par une organisation internationale dont le siège est à l'étranger ". Quoi qu'il en soit, les timides et les faibles s'écartent de l'Internationale pour laisser la place à ceux qui recherchent la lutte et qui la conduisent avec tous les moyens en leur pouvoir.

Cette évolution dans les sections de l'Internationale du fait du durcissement des positions, va apparaître essentiellement dans le cas de la section française de l'Internationale, dont le réseau va prendre, en 1868, 1869, et au début de 1870, une très grande densité. Le premier bureau de la section française de l'Internationale s'est installé, en juin 1865, dans la petite rue des Gravilliers dans le quartier du Temple. La section parisienne compte dans ses débuts deux cents adhérents, et dès l'année suivante, semble-t-il, six cents adhérents. D'ailleurs le trésorier Hélicon dira un jour : " Je n'ai jamais eu plus de 500 Frs en poche ". Il y a plusieurs sections provinciales qui se sont établies, au cours des deux premières années (1865-1867), à Lyon, à Caen, ainsi que dans leurs environs, se greffant en général sur des sociétés de résistance, c'est-à-dire des embryons de syndicats, ou des coopératives ouvrières. Cette section française est dirigée dans cette première année par Tolain et Fribourg. Tolain est ce que l'on appelle un " proudhonien étroit ". Il

dirige la section française dans un esprit mutualiste, coopératif, avec le souci de ne pas compromettre l'Internationale dans des affaires politiques, par conséquent de ne pas donner lieu au gouvernement de ne pas tenter des poursuites contre cette association. Aussi le premier bureau de l'Internationale est-il regardé avec méfiance par les éléments blanquistes, avec méfiance également par les éléments républicains qui dénoncent ses prétendues accointances avec le gouvernement impérial, ses sympathies pour ce que l'on appelle un " socialisme impérialiste ". En fait, Tolain est essentiellement un proudhonien. Benoît Malon écrira plus tard : " Au moment où l'Internationale fut introduite en France, la partie militante du prolétariat était presque entièrement mutualiste. La tombe de Proudhon était à peine fermée que sa Capacité politique des classes ouvrières publiée par des disciples fidèles devenait de jour en jour le livre de la partie la plus studieuse et la plus intelligente du prolétariat français ".

Aussi le gouvernement dans ses débuts n'est-il pas systématiquement hostile à cette section française de l'Internationale, bien qu'il la surveille d'extrêmement près. Mais très rapidement les relations s'aigrissent. C'est que le bureau de la section parisienne se trouve mêlé de plus en plus activement et comme malgré lui, à des faits politiques. C'est ainsi qu'au moment de l'exposition internationale de 1867, à Paris, la section française de l'Internationale donne son appui à la commission ouvrière qui a été élue à l'occasion de cette exposition et qui met sur pied, en faveur des ouvriers, un certain nombre de chambres syndicales. D'autre part, la section française est amenée progressivement à soutenir des grèves qui se développent dans le pays, en particulier la fameuse grève des bronziers en 1867. Enfin l'on assiste à un rapprochement entre les ouvriers internationalistes et les républicains, qui se manifeste en particulier à l'occasion de la politique italienne du gouvernement français : on reproche à Napoléon III de maintenir à Rome une armée, qui rend impossible l'unité du pays ; il y a des manifestations, auxquelles participent des membres de l'Internationale, sur la tombe du républicain italien Manin, le héros de la révolution de Venise en 1848. Napoléon III, déçu, est donc amené à se retourner contre l'Internationale. C'est ainsi qu'est, intenté au bureau français, le 30 décembre 1867, un procès portant sur l'accusation que l'Internationale a constitué une association non autorisée de plus de vingt membres. Tolain et ses collègues sont traduits devant des tribunaux et condamnés à des peines d'amendes.

Le résultat de ce procès est la formation d'un second bureau de la section française de l'Internationale, où la personnalité dominante n'est plus Tolain, mais Eugène Varlin assisté de deux internationaux, Bourdon et Benoît Malon. Or, la position de ce nouveau bureau de l'Internationale est différente de la première. Ce ne sont plus des proudhoniens " étroits ", mais des proudhoniens " larges " qui prennent la direction du mouvement. Ils expriment

ce que l'on appelle un collectivisme anti-étatiste. Mais ce qui est certain, c'est que ces nouveaux proudhoniens adoptent sur les problèmes des attitudes sensiblement différentes de celles de Tolain, non pas seulement sur l'idéologie générale, comme par exemple sur le problème de l'émancipation de la femme ou encore de l'instruction obligatoire et gratuite, mais sur la question essentielle de la grève. Ils n'expriment plus les mêmes réserves que Tolain à l'égard de la grève. La section française va dorénavant donner son plein appui de solidarité par souscription aux différentes grèves qui se déroulent en Europe, notamment à la grève des bâtiments de Genève, ce qui amène le gouvernement à tenter à cette section un second procès en mai 1868. Varlin comparissant devant le tribunal, définira devant lui le principe de la solidarité ouvrière dans les termes suivants : " Si, devant la loi, nous sommes, vous des juges et nous des accusés, devant les principes nous sommes deux partis, vous le parti de l'ordre, et nous le parti des réformateurs, le parti socialiste. Mettez le doigt sur l'époque actuelle et vous y verrez une haine sourde entre la classe qui veut conserver et celle qui veut conquérir ". Par conséquent, dans cette déclaration, Varlin affirmait fortement la nécessité de la lutte des classes.

Il s'ensuivit une nouvelle dislocation du bureau français de l'Internationale qui ne se reconstituera qu'au début de l'année 1870 et vivra jusque là dans une entière clandestinité. Mais il n'est pas douteux que la persécution détruit le préjugé que certains milieux républicains, en particulier, nourrissaient à l'égard de l'Internationale soupçonnée de bonapartisme. Varlin attaque maintenant ceux qu'il appelle les proudhoniens attardés. " Je dois vous dire que pour nous, écrira-t-il en août 1869, la révolution politique et la révolution sociale s'enchaînent et sont étroitement liées l'une à l'autre ". Varlin par une propagande incessante tourne vers l'Internationale la sympathie des sociétés ouvrières. C'est l'Internationale qui encadre maintenant une grande partie des chambres syndicales qui ont été créées à l'occasion de l'exposition de 1867, et qui sont groupées dans une chambre fédérale qui est dirigée en grande partie par des membres de l'Internationale et dont le siège est établi dans le même local (rue de la Corderie) que le bureau de l'Internationale. Et l'on fonde partout à Paris des sections de quartiers qui sont réunies en une fédération des sections parisiennes. Chambre fédérale, fédération des sections parisiennes, voilà les instruments principaux de l'action de l'Internationale.

Dans les années qui suivent 1868, le même travail a été accompli dans différents centres de province. A Rouen, Emile Aubry fonde un très grand nombre de sections, et également dans la province rouennaise, notamment à Sotteville et à Elbeuf ; il publie un journal, La Réforme Sociale. A Lyon, c'est l'action d'Albert Richard qui est essentielle ; Richard fonde lui aussi des sections dans les environs de Lyon, à Givors, à Vienne, à Saint-Etienne. A Marseille enfin l'action est dirigée par Bastelica qui fonde des sections dans

les environs de Toulon et chez les ouvriers bouchonniers dans la région de Saint Tropez et de la Garde-Freinet. Tous ces membres de l'Internationale travaillent en étroite cohésion. L'implantation de l'Internationale se fait également à Limoges, à Reims, au Creusot,, sans parler de nombreux cas isolés. Cette implantation se fait dans les métiers les plus divers. Mais (et ceci est important) il faut noter que les membres de l'Internationale se recrutent essentiellement parmi les ouvriers du textile, beaucoup moins parmi les ouvriers appartenant à la grande industrie moderne. Ainsi, à Saint-Etienne, ce sont les passementiers et non les métallurgistes qui constituent la section locale.

Si le nombre de ses adhérents par la voie des syndicats reste faible (50 000 sans doute représente le chiffre maximum), il n'est pas douteux que l'Internationale est devenue en 1868-1869 une force considérable. Elle dispose d'un journal La Marseillaise . Elle est susceptible de mobiliser des masses considérables, comme par exemple le jour des obsèques de Victor Noir. Et elle intervient dans le cas du plébiscite de 1870, en préconisant l'abstention. Marx, qui entretient une correspondance suivie avec différents membres des sections françaises, et notamment avec Frenkel, ouvrier d'origine hongroise travaillant à Paris, - Marx constate à la fin de 1869 que " les parisiens se remettent fermement à l'étude de leur passé révolutionnaire et se préparent à la révolution qui les attend " .

Mais il faut constater qu'à la veille de la guerre de 1870 l'Internationale a été considérablement affaiblie en France par les persécutions dont elle a été l'objet de la part du gouvernement. En effet, d'une part l'intervention de l'Internationale dans des grèves meurtrières où le sang a coulé (comme les grèves du Creusot et de Fourchambault), l'action de l'Internationale, d'autre part, dans la question du plébiscite où elle a fait campagne en faveur de l'abstention, a entraîné le gouvernement à prendre contre elle des mesures de plus en plus rigoureuses. Le 30 avril 1870, des membres de l'Internationale ont été arrêtés, transférés devant les tribunaux, et Varlin n'a pu échapper qu'en fuyant à Bruxelles. Au cours du procès qui est alors intenté aux chefs du mouvement, Frenkel déclarera : " L'union des prolétaires de tous les pays est un fait accompli. Aucune force ne peut nous désarmer, ni nous diviser ". Néanmoins, la répression gouvernementale du printemps 1870 laisse les sections françaises de l'Internationale affaiblies. Et dans le cours des événements qui vont venir – déclaration de guerre du gouvernement impérial à la Prusse, défaite française, installation à Paris d'un gouvernement républicain -, le rôle de l'Internationale sera extrêmement faible. Les leaders en effet n'étaient plus à pied d'oeuvre.

II. Les partis.

A côté des syndicats, il faut dire maintenant un mot des partis politiques.

Mais à vrai dire il n'y a que deux pays où existent des partis politiques de caractère socialiste à cette époque, c'est l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. De l'Autriche-Hongrie il sera question plus tard. Il convient par contre de dire quelques mots de la façon dont se présentent les rapports des socialistes allemands et de l'Internationale (1).

Les sociaux-démocrates, dans les années soixante, sont en Allemagne divisés en deux groupes rivaux. Le premier est l'Association générale des travailleurs qui a été fondée par Lassalle et dirigée par lui jusqu'à sa mort en 1864, puis après sa mort par Von Schweitzer. Cette Association générale des travailleurs allemands a adopté sur le plan national une attitude extrêmement patriotique. Elle est favorable, par suite des relations qui se sont établies entre Lassalle et Bismarck, à une unité allemande qui serait dirigée par la Prusse. Le second de ces groupements socialistes est l'Union des associations ouvrières dirigée par deux leaders socialistes, un intellectuel Liebknecht et un ouvrier Bebel, dans un esprit totalement différent : un esprit d'hostilité à l'égard de Bismarck et de la solution allemande prussienne donnée en 1866 par Bismarck au problème de l'unité allemande.

Quels ont été les rapports de ces deux groupements avec le Conseil Général de l'Internationale à Londres ? Pendant un certain temps Karl Marx, qui suit bien entendu d'extrêmement près le problème du développement des partis socialistes allemands, a accepté de collaborer au journal lassalien *Der Sozialdemokrat* (Le Social-Démocrate). Mais se rendant compte de la façon dont il était rédigé par Von Schweitzer, c'est-à-dire dans un sens très favorable à l'unité allemande sous la direction de la Prusse, Marx et Engels très rapidement ont rompu avec Von Schweitzer, ne pouvant admettre l'attitude pro-bismarckienne, "le socialisme teinté de royalisme prussien", que celui-ci donnait au parti social-démocrate allemand. Ayant rompu avec les lassaliens (il faut dire que Marx n'avait jamais eu de sympathie personnelle pour Lassalle), Marx se préoccupa de constituer en Allemagne des groupes de l'Internationale par adhésion individuelle. En quoi il fut aidé par l'existence, en Allemagne, d'un certain nombre de membres de l'ancienne Ligue des communistes, et parmi eux, pour ne citer qu'un seul nom, de Kulgelmann qui était à Hanovre l'un des principaux correspondants de Marx. Marx a été aidé également, dans la création de ces sections allemandes, par Johann Philipp Becker. Becker était un allemand qui, après avoir joué un rôle considérable dans la révolution de 1848, s'était réfugié en Suisse. C'est de Suisse, de Genève, que Becker a développé en Allemagne des sections allemandes. Il publie parmi ces sections un journal, *Der Vorbote* (Le Messager). Les idées de l'Internationale pénètrent donc progressivement en Allemagne à travers les sections qui ont été constituées par Becker.

Ces idées ont fini par s'introduire dans le second des groupements socialistes dont il était question plus haut, l'Union des associations ouvrières

dirigée par Liebknecht et Bebel. Ces derniers étaient eux-mêmes en rapport avec Marx. Liebknecht échangeait une correspondance avec Marx qu'il considérait comme son directeur spirituel. Mais Liebknecht n'est intervenu que progressivement en faveur de la création de sections de l'Internationale, parce qu'il menait essentiellement un combat politique contre Bismarck, et que, pour mener ce combat à bien, il ne voulait donner un caractère social au parti qu'il dirigeait, - un caractère trop nettement révolutionnaire, pour ne pas effrayer la petite bourgeoisie avec laquelle il collaborait. Quoi qu'il en soit, Bebel et Liebknecht nommés d'ailleurs députés au Reichstag nord-allemand en 1867, ont fini par adhérer à l'Internationale. Et, lors du congrès de l'Union des associations ouvrières à Nuremberg en 1868, l'Union donna son adhésion aux doctrines de l'Internationale. Les idées de l'Internationale, d'autre part, furent développées dans le journal que Liebknecht dirigeait, *Demokratisches Wochenblatt* (L'Hebdomadaire Démocratique), qui donne les directives de l'Internationale.

En 1869, se constituera en Allemagne, à Eisenach, le parti ouvrier social-démocrate, par l'adhésion à l'Union des associations ouvrières dirigée par Bebel et Liebknecht, d'un certain nombre de lassaliens dissidents, - qui précisément étaient dissidents de l'organisation lassalienne parce qu'ils lui reprochaient son caractère trop nettement prussien. L'on peut donc dire, et ceci est le fait essentiel, qu'à partir de 1869 existe en Allemagne un parti politique qui est moralement dirigé par le Conseil Général à Londres, qui est par conséquent un parti de caractère marxiste. Et c'est là ce qui assure aux yeux de Marx une place à part à l'Allemagne dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Alors que les autres sections de l'Internationale sont marquées très fortement par l'idéologie proudhonienne et le seront par l'idéologie bakouniniste, le parti social-démocrate est un parti qui, idéologiquement, suit les directives de Marx. Le prestige de l'Internationale était devenu tel dans les milieux socialistes allemands, que l'Association Générale des Travailleurs - le parti lassalien lui-même -, lors de son congrès à Hambourg en 1868, avait dû mettre à l'ordre du jour la question de la solidarité internationale des travailleurs. Par conséquent, il apparaît que de l'ensemble des pays européens, c'est l'Allemagne qui est celui sur lequel la pensée de Marx exerce l'influence la plus grande.

Telle est donc l'évolution du mouvement de l'Internationale, fort petit mouvement en 1861, qui, par suite des grèves, des transformations syndicales et de la naissance de partis socialistes, exerce une influence de plus en plus grande sur le monde ouvrier : " une grande âme dans un petit corps ".

Note

(1) Sur cette question paraît en ce moment un livre en anglais de Morgan :
Les sociaux-démocrates allemands et la 1ère Internationale 1864-1872 qui a
renouvelé en partie le sujet.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

IV. Divisions idéologiques au sein de la Première Internationale entre 1864 et 1870

1965

DIVISIONS IDEOLOGIQUES AU SEIN DE LA PREMIERE INTERNATIONALE ENTRE 1864 ET 1870

Dans l'ensemble, les principes qui ont été émis par le conseil général dans le préambule des statuts de la Première internationale, ont été acceptés par les différentes sections, en particulier lors du premier congrès de l'Internationale à Genève en 1866. Mais cette unanimité dissimule mal de profondes oppositions. Ces oppositions se sont présentées, dans l'histoire de l'Internationale, sous deux formes : d'une part opposition entre Marx et les proudhoniens, d'autre part opposition entre Marx et les bakouninistes, - bien qu'il ne faille pas donner à ces divers courants idéologiques des formes trop définies.

I. L'opposition entre marxistes et proudhoniens

La tendance proudhonienne au sein de l'Internationale est une tendance que l'on appelle souvent mutualiste. Elle est anti-collectiviste et anti-étatiste qui frise souvent l'anarchie. De nombreux chefs du mouvement ouvrier, et en particulier du mouvement ouvrier français, sont d'origine artisanale. Ils se

contentent de demander des facilités de crédit, des marchés protégés, des coopératives de production. La plupart d'entre eux jugent les mots d'ordre du collectivisme dangereux, nuisibles, voire même absurdes. Ils désirent une évolution pacifique et progressive, rejetant toute espèce de mots d'ordre révolutionnaires. Fribourg qui, au sein de la section française de l'Internationale, représente le mieux cette tendance proudhonienne, voit dans l'Internationale "un instrument pour aider le prolétariat à conquérir pacifiquement, légalement et moralement, la place qui lui revient au soleil de la civilisation". Ces proudhoniens éprouvent une très grande méfiance à l'égard des grèves, qu'ils estiment parfois inévitables, mais toujours indésirables. Ils réprouvent, d'autre part, toute espèce de législation sociale, toute intervention de l'Etat dans les rapports entre le capital et le travail. Bref l'exigence de la justice selon eux – une justice qu'ils envisagent selon le vocabulaire proudhonien - demande la disparition de l'Etat, de toute autorité étatique. Et ils estiment que le collectivisme communiste instaurerait, en l'exagérant, l'autorité de cet Etat. Ils préconisent par contre la création de coopératives de production, la création de ce qu'ils appellent des banques du peuple. Et le système politique qu'ils envisagent à la suite de Proudhon, est une fédération de communes et de coopératives.

A l'égard de ces proudhoniens, Marx éprouve bien entendu une très vive hostilité. Il parle dans sa correspondance du "sentimentalisme", de la "phraséologie horrible" des socialistes français. Dans cette réprobation du proudhonisme il est soutenu par les trade-unionistes anglais. Cependant, si hostile qu'il fût aux proudhoniens, aux mutualistes, Marx estime qu'il ne faut pas les attaquer de front, qu'il faut faire à leur idéologie les plus larges concessions. Et sa politique sera, dans la mesure du possible, d'éviter toute espèce de discussions théoriques avec ses adversaires.

Le conflit entre marxistes et proudhoniens au sein de l'A.I.T. s'est manifesté pour la première fois lors de la conférence de l'Internationale qui s'est tenue à Londres en septembre 1865. Il avait été prévu pour cette année 1865 un congrès, mais faute de temps le congrès ne put pas être organisé. En 1865 il n'y eut qu'une conférence de l'Internationale, c'est-à-dire des secrétaires des différentes sections, où d'ailleurs ne furent représentés que des délégués anglais, français, belges et suisses. Or, à cette conférence de Londres, la discussion porta essentiellement sur le problème de la Russie, et le conseil général prévoyait le vote d'une résolution condamnant la Russie tsariste et préconisant, sur la base du principe des nationalités, la reconstitution de la Pologne. Or les délégués français d'inspiration proudhonienne se prononcèrent contre la proposition du conseil général. Et ceci, pour deux raisons. D'une part, parce qu'il s'agissait là d'une question politique, et les proudhoniens ne veulent pas participer à des débats de caractère politique. D'autre part, parce que cette proposition s'inspirait du principe des nationalités que Proudhon au cours de sa carrière avait constamment

combattu ; à propos de l'unité italienne notamment (1859-1860), il avait écrit un certain nombre d'ouvrages dans lesquels il condamnait l'idée de nationalité. Pour ces deux raisons, par conséquent, les proudhoniens ont pris position très nettement, à Londres, contre la proposition du conseil général qu'ils ont fait échouer. Et cette opposition des proudhoniens à l'idée de nationalité allait d'ailleurs revenir constamment au cours des prochains congrès.

Le congrès de Genève, qui se tint en septembre 1866 et qui est le premier congrès de l'A.I.T., marque d'une façon évidente la prépondérance au sein de l'Internationale des éléments proudhoniens, et le ton des débats (1) est donné par la délégation française, en particulier par Tolain et Fribourg. Ces derniers défendirent le principe de l'émancipation ouvrière par la généralisation des mutualismes : il faut établir l'échange sur la base de la réciprocité, par l'organisation d'un système de crédit mutuel et gratuit, national puis international. Il ne s'agit pas de détruire la société existante, mais de l'aménager. Le point de vue proudhonien l'emporta en particulier à propos de la question des grèves, qui furent condamnées comme une méthode de combat brutale. Et les proudhoniens s'opposèrent à l'idée d'une réglementation des heures de travail par voie autoritaire, contre laquelle ils invoquèrent la liberté des contrats et des contractants. Sur un point cependant – et signe d'une évolution qui n'allait pas tarder à se produire – les proudhoniens furent mis en minorité. Ils auraient voulu que le droit d'être membre de l'A.I.T., ou tout au moins le droit de participer aux congrès de l'A.I.T., fût réservé aux travailleurs manuels, à l'exclusion de ceux que l'on appelle aujourd'hui les intellectuels et que l'on appelait alors les " ouvriers de la pensée ". Tolain fit valoir dans son discours qu'il ne s'agissait pas d'une haine systématique, mais que dans les conditions présentes les travailleurs devaient considérer comme leurs adversaires tous les membres des classes privilégiées, qu'ils tinssent leurs privilèges du capital ou qu'ils les tinssent d'un diplôme. Et Tolain déclara : " En présence de l'organisation sociale actuelle dans laquelle la classe ouvrière soutient une lutte sans trêve et sans merci contre la classe bourgeoise, il est utile, indispensable même, que tous les hommes qui sont chargés de représenter ces groupes ouvriers, soient des travailleurs ". Les ouvriers proudhoniens, en adoptant cette attitude, craignaient surtout que les milieux républicains missent la main sur le mouvement ouvrier. Or cette position ouvriériste des représentants français à l'A.I.T. fut jugée inacceptable, non seulement bien entendu par les membres du conseil général, mais encore par les délégués anglais. En Angleterre une collaboration s'était établie en effet entre les trade-unionistes et les intellectuels radicaux au sein de ce que l'on appelait la Ligue pour la Réforme (Reform League) qui d'ailleurs obtint l'année suivante la réforme électorale de 1867. La position anglaise anti-proudhonienne fut soutenue par les délégués suisses, si bien que les français sur ce point se trouvèrent en minorité.

Le congrès de Lausanne qui a eu lieu l'année suivante (septembre 1867), va voir s'affaiblir le point de vue proudhonien. Sur deux points essentiels, en effet, le congrès de Lausanne à propos de la question de la nationalisation des chemins de fer et en faveur de la propriété collective de la terre. Ce sont des idées qui sont encore lancées seulement, mais qui, à Lausanne, reçoivent un vaste écho. Et, deuxième point, le congrès déclara que la privation des libertés politiques était un obstacle à l'impulsion économique et sociale du prolétariat. Collectivisme d'une part, priorité de l'action politique de l'autre, sont affirmés cette fois en opposition avec les thèses mutualistes. Cependant on constate une désagrégation du front proudhonien, et ceci surtout sous l'action du délégué belge Cesar de Paepe, qui exerce une très grosse influence auprès des milieux belges et qui est devenu secrétaire correspondant de la fédération belge de l'Internationale. Or Cesar Paepe, jusqu'alors partisan de l'anarchisme proudhonien, évolue progressivement, du fait des grèves qui se déroulent alors, vers des solutions collectivistes. Il alla, en provoquant d'ailleurs l'indignation des proudhoniens, jusqu'à réclamer à Lausanne la collectivisation des terres. " Le sol, déclare-t-il, est la matière première de tous les produits, l'origine de toutes les richesses. Accorder à quelques hommes la propriété du sol, c'est donc rendre l'humanité tributaire de ces quelques hommes. Si ces hommes ne cultivent pas eux-mêmes la terre, pourquoi auraient-ils droit sur le travail d'autrui ? " D'autre part, au congrès de Lausanne, l'on assiste à une évolution des proudhoniens français eux-mêmes, qui correspond à celle qui a lieu au sein de la section française de l'Internationale. Les proudhoniens français deviennent de moins en moins irréductibles à l'égard d'une action politique et envisagent même maintenant une collaboration avec les républicains. C'est en effet pendant le congrès de Lausanne que se passe l'épisode suivant. Dans la ville toute proche de Genève se tient à ce moment-là un congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, de caractère pacifique, auquel assistent un très grand nombre d'intellectuels et d'hommes politiques républicains et radicaux, mais d'origine bourgeoise, comme pour la France Victor Hugo, pour l'Italie Garibaldi, pour l'Angleterre John Stuart Mill et John Bright. Or, malgré une certaine résistance de Marx, les membres de l'A.I.T. ont accepté personnellement de participer au congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté. Sans doute ont-ils présenté à cette Ligue certaines conditions. Mais il n'empêche que Tolain a personnellement participé aux travaux de cette Ligue. Il est évident que c'est là le signe de rapprochement entre les milieux français de l'A.I.T. et les milieux républicains.

Les deux congrès suivants, celui de Bruxelles (septembre 1868) et celui de Bâle (septembre 1869), vont marquer la victoire définitive du collectivisme sur le proudhonisme.

Au congrès de Bruxelles, la section belge conduite par Cesar de Paepe a fait

prévaloir, en accord avec Marx, le principe de l'appropriation collective du sol, des mines et des chemins de fer, au grand scandale du dernier carré des proudhoniens français. Les belges ont fait triompher ce principe avec l'appui des délégués anglais et allemands. Paepe a déclaré au cours de la discussion : " La petite propriété morcelée est condamnée au nom de la science. Quant à la grande propriété industrielle, elle est condamnée au nom de la justice. Pour nous il n'y a donc point de milieu. La terre doit être la propriété des travailleurs ruraux associés, ou elle doit être la propriété de la société entière ". Et le congrès de Bruxelles a voté une résolution en faveur de la création de sociétés coopératives qui doivent être appelées à exploiter des richesses appartenant à l'Etat.

Le congrès de Bâle va plus loin encore. Par 54 voix contre 4 voix (qui sont celles de proudhoniens français) et 13 abstentions, le congrès déclara que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de la faire entrer dans la communauté. Il s'agit cette fois, donc, d'un texte voté à une énorme majorité et qui présente un caractère nettement collectiviste. L'importance du congrès de Bâle provient de ce qu'il représente, cette fois (et non plus comme les premiers congrès de l'Internationale), l'ensemble de la classe ouvrière européenne. Les socialistes allemands y ont été représentés par Liebknecht, les belges par Cesar de Paepe, l'Angleterre est représentée par l'un des leaders des trade-unions, Lucraft. Il y a même eu à ce congrès, pour la première fois, une délégation provenant des Etats-Unis, de la National Federation of Labour. Cependant, à ce congrès de Bâle, a fait son apparition, en tant que représentants de la section italienne de l'Internationale, la personnalité de Bakounine qui va dorénavant créer contre les marxistes une seconde forme d'opposition.

II. Ainsi, une fois l'opposition proudhonienne liquidée, c'est l'opposition bakouniniste ou anarchiste qui va jouer un rôle déterminant. En effet, au congrès de Bâle l'opposition s'est manifestée pour la première fois entre les partisans de Marx et les partisans de Bakounine. Bakounine a derrière lui, à cette époque, un long passé révolutionnaire. Fils d'un grand propriétaire terrien russe, il a très vite évolué vers une action révolutionnaire de caractère à la fois panslaviste et nihiliste. C'est à ce titre qu'il a participé aux révolutions de 1848, d'abord en Bohême lors de la réunion du congrès de Prague au printemps 1848, et lors de la construction des barricades de Dresde où il a lui-même combattu en juin 1849. Condamné à mort après cette insurrection, il a été livré au gouvernement russe qui l'emprisonna dans la forteresse Pierre et Paul et ensuite l'exila. En 1860, il réussit à s'évader de Sibérie, et à travers les Etats-Unis il vint s'établir en Europe. En 1864, il s'établit en Italie. Il est à ce moment-là converti sur le plan intellectuel à l'athéisme le plus total et à l'anarchisme. En Italie il a essayé d'utiliser les restes du mouvement mazzinien dont il combat d'ailleurs le caractère nationaliste et religieux. Mais il utilise les groupements mazzaniens pour constituer une société secrète, la

Fraternité Internationale, qui rayonne assez rapidement sur d'autres pays que l'Italie. Pour asseoir son influence, il a essayé d'entrer en rapport avec la Ligue de la Paix et de la Liberté ; il aurait voulu ajouter au programme de cette Ligue des clauses économiques et sociales. Mais il n'obtient pas de ce côté le résultat souhaité. Et c'est alors, qu'après avoir échoué dans ses rapports avec la Ligue de la Paix et de la Liberté, il a fondé en septembre 1868, notamment avec les éléments italiens, espagnols et français (du sud de la France), l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste. Cette Alliance adopta un programme extrêmement édulcoré ; mais elle était doublée par des éléments plus restreints de la Fraternité Internationale, alliance secrète dont le programme consiste à conquérir l'A.I.T. à des vues anarchistes. Or l'Alliance Internationale va demander son adhésion à l'A.I.T. Le conseil général a donné à cette demande d'adhésion, sous l'influence de Marx, une réponse négative. Mais, une fois l'Alliance dissoute, il a autorisé les adhésions individuelles des diverses sections de l'alliance à l'A.I.T. Par conséquent l'Alliance n'est pas entrée en bloc dans l'Internationale ; les diverses sections ont pu adhérer individuellement à l'Internationale. C'est ainsi que, représentant des sections italiennes, Bakounine a pu participer en 1869 au congrès de Bâle.

Or, au congrès de Bâle, Bakounine a remporté un très important succès. Il a posé la question de la suppression complète de l'héritage. Ce point de vue fut combattu par les marxistes, notamment par Eccarius, qui traita la question de l'héritage de " vieilleries saint-simoniennes ". Mais le point de vue de Bakounine l'emporta malgré tout par 32 voix contre 23 et 19 abstentions. C'est ce vote du congrès de Bâle en faveur de la position bakouniniste qui a provoqué la rupture définitive entre Marx et Bakounine. Bakounine écrira plus tard : " Au congrès de Bâle, nous avons remporté une victoire qu'on peut dire complète, non seulement sur les proudhoniens doctrinaires et pacifiques, mais également sur les communistes autoritaires de l'école de Marx. Voilà ce que Marx n'a jamais pu nous pardonner, et pourquoi, après ce congrès, lui et les siens ont commencé contre nous une guerre qui ne tend à rien moins qu'à notre démolition complète ".

Quelles étaient donc les divergences entre Marx et Bakounine ? Elles portent sur trois points essentiels.

1) Premièrement sur le but à atteindre, sur le sens même de la révolution. Bakounine préconise un collectivisme anarchiste et fédéraliste. Il ne veut qu'aucune limite soit établie à la liberté individuelle. Il ne veut pas, par conséquent, d'Etat et préconise un régime d'anarchie. " Tout exercice d'autorité corrompt et toute soumission à l'autorité avilit ", déclare-t-il. Il condamnait sans exception toutes les formes politiques existantes. Il estimait une république démocratique plus dangereuse même qu'une monarchie autocratique.

2) Le deuxième point de divergence (et c'est le principal) porte sur les moyens à employer. Bakounine repousse toute action politique de la classe ouvrière, notamment la participation aux élections, la lutte pour des réformes sociales. Ce sont là pour lui une trahison à l'égard de la révolution. Il refuse donc tout compromis avec le système existant et il compte sur l'insurrection généralisée des communes. C'est seulement au sein des groupements humains de petite importance que l'on peut, selon lui, trouver le respect du droit et de la justice humaine. Et surtout, pour amener cette action révolutionnaire, Bakounine ne fait pas confiance essentiellement aux paysans pauvres, aux ouvriers dont le développement industriel est encore primitif, et avant tout aux intellectuels déclassés. " Il faut pour conduire les masses des groupes bien formés de jeunes gens préparés au sabotage et à la grève, et qui n'ont absolument rien à perdre dans la destruction de la société ". Alors que Marx, pour réaliser la révolution, compte sur les grands Etats industriels modernes où s'est développé un prolétariat conscient de son sort et de ses destinées, Bakounine a, lui, les yeux fixés sur les pays économiquement peu développés, essentiellement en son temps la Russie et l'Italie. Voilà, par conséquent, sur les moyens d'atteindre les révolutions une conception totalement différente de celle de Marx.

3) Enfin, l'opposition porte sur l'organisation même de l'Internationale. Bakounine est absolument hostile à toute espèce de centralisation. Il combat l'importance grandissante que le conseil général a prise au sein de l'Internationale, et il préconise l'autonomie complète des sections. Le conseil général devrait être réduit, selon lui, à une espèce de bureau de statistiques. Bakounine veut faire préconiser dans l'organisation même de l'Internationale son point de vue fédéraliste.

En dehors de ces trois thèmes essentiels, il y a encore toute une série d'autres raisons de l'opposition entre Marx et Bakounine. Notamment les questions de politique extérieure. Bakounine était essentiellement germanophobe, tandis que Marx, lui, était russophobe. Bakounine en effet qui est déjà très sensible en tant que russe aux attaques constantes que Marx lance contre son pays, ne peut pas admettre, en vertu de son système, le point de vue de Marx, selon lequel l'unification politique et économique de l'Allemagne est un stade nécessaire pour obtenir la socialisation des moyens de production. Ces sentiments à l'égard des grands Etats opposent les deux hommes. Enfin, il faut bien entendu mettre en cause l'antipathie profonde que Marx éprouve à l'égard de Bakounine. Marx écrira après le congrès de Bâle : " Ce Russe veut évidemment devenir le dictateur du mouvement ouvrier. Qu'il prenne garde ! Sinon il sera excommunié ". L'historiographie marxiste a bien entendu donné tort à Bakounine. Et il est bien certain que Bakounine très inférieur à Marx par la puissance dialectique et par la clairvoyance intellectuelle. Mais, comme l'a montré récemment un historien de Bakounine

(2), celui-ci donne l'impression souvent d'une figure plus humaine que celle de Marx.

Quelle est, dans ces conditions, l'influence de Bakounine dans les milieux de l'A.I.T. ? Cette influence s'exerce sur un très grand nombre de membres de l'Internationale, notamment à Paris sur Benoît Malon qui s'est cependant assez rapidement détourné du point de vue anarchiste. Mais cette influence s'exerce d'une façon plus profonde sur le leader Bastelica à Marseille, sur Richard à Lyon. Sur ce dernier Bakounine a assez de pouvoir pour lui imposer sa vue à Lyon le 28 septembre 1870 et provoquer un mouvement révolutionnaire qui tourna d'ailleurs court. Mais la conversion des français à l'anarchisme n'a jamais été totale. Au contraire, l'influence de Bakounine va s'exercer d'une façon certaine dans trois Etats en particulier : en Italie, en Espagne et en Suisse. Remarquons qu'il s'agit de pays qui sont encore médiocrement industrialisés : pour ce qui est de l'Italie et de l'Espagne, de pays sous développés, pour ce qui est de la Suisse, d'un pays dont le régime industriel est encore artisanal.

a) En Italie, les sections de l'Internationale vont très vite passer sous l'influence de Bakounine. Pendant longtemps, au cours des années soixante, le mouvement ouvrier italien est dans son ensemble sous l'influence de Mazzini qui considère le mouvement ouvrier dans son combat pour l'émancipation et l'unité de son pays. Mais l'influence de Mazzini est en décroissance dans les années soixante auprès des ouvriers italiens. Et surtout son influence s'est brisée à l'époque de la Commune que Mazzini a condamnée fortement, ainsi que l'A.I.T qu'il rendait responsable de cet acte de sauvagerie. Les milieux ouvriers italiens, se séparant progressivement de Mazzini, ont tendance à se rapprocher de Garibaldi qui avait offert ses services à la France en 1870, puis à la Commune en 1871. C'est dans un sens garibaldien que fut constitué à Bologne en 1871, un mouvement ouvrier de caractère anti-mazzinien, qui s'appelle Il Fascio Operaio (Le faisceau du Travail) et à la tête duquel se plaça rapidement Andrea Costa qui devait être plus tard le fondateur du parti ouvrier italien. Or Andrea Costa est un de ces nombreux italiens qui ont subi profondément l'influence de Bakounine, lequel a vécu en Italie de 1864 à 1866 et connu un certain nombre d'intellectuels, napolitains pour la plupart, qui sont écoeurés par la façon dont s'était réalisée, au cours des années soixante, l'unité de leur pays. Autour de Bakounine l'on rencontre un certain nombre de personnalités qui joueront un grand rôle dans le mouvement espagnol. C'est au sein de ces groupes que Bakounine fonde un premier mouvement et un premier journal, Giustizia e Liberta (Justice et Liberté). Puis il met sur pied avec les éléments italiens cette Fraternité Internationale qui constitue le noyau de son action, groupe secret qui irradiera de Naples et de la Sicile vers la Romagne et Milan, qui dispose d'un journal exerçant une assez grosse influence, l'Egalité. C'est en tant que représentant de la section de l'Internationale qui s'est constituée à Naples, que Bakounine

a assisté au congrès de Bâle (1869). Cependant ce n'est qu'après 1871 que le mouvement bakouninien au sein de l'Internationale prend une très grande extension en Italie. Bakounine d'abord règle ses comptes avec Mazzini, en dirigeant contre lui, en 1871, un pamphlet d'une extrême violence La théologie politique de Mazzini et de l'Internationale. Puis, après avoir complètement liquidé le mazzinisme au sein du mouvement ouvrier italien, il fonde (toujours en 1871) une fédération italienne de l'Internationale, dans laquelle il voit pendant quelque temps le point de départ d'un renouveau européen de l'idée révolutionnaire. Et il n'est pas douteux qu'il exerce auprès de l'intelligence italienne une influence considérable. Les rares éléments marxistes en Italie se tournent progressivement vers lui. Ce fut le cas en particulier pour Carlo Cafiero, gros propriétaire de l'Apulie qui s'était converti au socialisme et en qui Marx et Engels avaient acquis une extrême confiance, mais qui progressivement, sous l'influence de Bakounine, se fait anarchiste.

Le mouvement de l'Internationale reflète donc en Italie les tendances révolutionnaires d'une nation qui n'a point encore de prolétariat industriel organisé. Ce mouvement se traduit par le désespoir brutal des masses rurales et des chômeurs des villes surpeuplées. Cette misère est exploitée par un certain nombre d'intellectuels qui n'ont d'ailleurs pas, comme les éléments des partis socialistes de l'Europe centrale et occidentale, de racines profondes dans la population. C'est là le sens du premier mouvement ouvrier italien sous le signe de l'Internationale.

b) En Espagne l'influence de Bakounine a été d'autant plus forte, qu'elle se trouve combinée avec les aspirations autonomistes de la Catalogne, qui n'a jamais supporté qu'impatiemment le joug de Madrid, combinée également avec l'hostilité profonde des catalans à l'égard de l'idée d'Etat, notion qui leur est imposée du dehors.

Profitant de la situation qui a été créée par la révolution de 1868 en Espagne, qui fait tomber le trône d'Isabelle, Bakounine envoya dans ce pays l'un de ses amis italiens, Giuseppe Fanelli, un ingénieur dont il avait fait la connaissance lors de son séjour à Naples et qui était un membre de l'Alliance Démocratique. Fanelli, une fois arrivé en Espagne, prit contact avec les très rares groupes socialistes existant dans la péninsule, et en particulier avec le madrilène Fernand Garrido, disciple de Fourier. Fanelli prit également contact avec un certain nombre d'organismes syndicaux, en particulier à Barcelone. Et c'est ainsi que furent créées des sections de l'Internationale à Madrid, à Barcelone, d'où elles rayonnèrent en Andalousie.

Le baron de Lavelaye, qui visita l'Espagne en 1869, fut frappé par l'importance qu'avait déjà prise en Espagne l'Internationale sous l'influence de Bakounine, et il écrit : " Visitant l'Espagne, j'assistai à plusieurs séances de

ces clubs socialistes. Elles avaient lieu ordinairement dans des églises enlevées au culte. Du haut de la chaire, les orateurs attaquaient tous ce qui y avait été exalté : Dieu, la religion, les prêtres, les riches. Beaucoup de femmes étaient assises à terre, travaillaient, nourrissaient leurs nouveaux nés, et écoutaient avec attention comme au sermon. C'était bien l'image de Quatre-vingt-Treize ". Ce jugement marque l'hostilité de ces groupes de l'Internationale à la fois à l'Etat, à l'Eglise, aux classes fortunées. Le mouvement anarchiste grandit en Espagne plutôt parmi les intellectuels, les paysans, les artisans (cordonniers, typographes), que parmi les ouvriers de la grosse industrie de Barcelone. Un congrès des sections de l'Internationale se tint à Barcelone en juin 1870. C'est là que fut créée la fédération espagnole de l'Internationale qui groupait à ce moment-là 150 sociétés et disposait de deux journaux, à Madrid La Solidaridad (La Solidarité), et à Barcelone La Federacion (La Fédération). C'est au cours de ce congrès, que l'un de ses organisateurs, Farga y Pellicer, déclara : " Nous souhaitons voir finir le règne du capital, de l'Etat et de l'Eglise. Et sur leurs ruines nous voulons construire l'anarchie, libre fédération d'associations libres groupant des travailleurs libres ".

La position prépondérante prise par les éléments anarchistes au sein de l'Internationale en Espagne a, bien entendu, inquiété le Conseil Central à Londres. Et Marx et Engels essayèrent de réagir. C'est dans ces conditions qu'en 1860 ils ont envoyé en Espagne Paul Lafargue, gendre de Marx. Lafargue porta son action essentiellement sur la section madrilène avec laquelle il entra en rapport. Et il fonda à Madrid un journal de tendances marxistes La Emancipacion (L'Emancipation). Mais cette réaction marxiste pour essayer de ramener la fédération espagnole à l'Internationale, a finalement échoué. Et les internationalistes espagnols sont restés sous l'influence du bakouninisme.

Les anarchistes espagnols ont fini par se donner en décembre 1872, au congrès de Cordoue, une organisation extrêmement poussée, mais chose remarquable selon les vues bakouninistes, selon un schéma de décentralisation, les sections étant à peu près totalement indépendantes et considérant le Conseil Général de Londres comme un simple organisme de statistique que l'on informait sur les progrès de l'organisation. La cohésion au sein de la fédération espagnole était établie par des liens qui existaient entre les leaders eux-mêmes, qui se rencontraient régulièrement. La fédération espagnole de l'Internationale a participé d'une façon importante au mouvement cantonaliste qui s'est développé en 1873 en Espagne et qui est sorti de l'anarchie qui grandissait dans ce pays depuis 1868. Les communes se proclamaient volontiers libres et indépendantes. Profitant de ce mouvement cantonaliste, et d'ailleurs souvent le noyautant, les membres de l'Internationale ont participé à des insurrections sociales d'une extrême violence, comme par exemple celle qui eut lieu dans la ville d'Alcoy (entre

Valence et Alicante), ville industrielle importante avec des fabriques de papier. Une grève générale y fut déclarée sous l'influence d'un instituteur, Albarracin, pour obtenir une journée de huit heures. La municipalité répondit en faisant tirer sur les grévistes. Après un combat de vingt heures, les grévistes d'Alco y restèrent maîtres du terrain. Les usines furent incendiées. Le maire, qui avait tenté de diriger la répression, fut décapité. La presse fit de ces événements un récit terrifiant : des gens avaient été précipités du haut des balcons, des femmes violées, des prêtres crucifiés, des personnes arrosées d'essence et brûlées vives. Ce qui est certain, c'est que l'insurrection d'Alcoy a provoqué une très vive réaction. Et à partir de 1874 les sections de l'Internationale doivent adopter une attitude clandestine.

Cependant ces sections ont continué à vivre, en particulier parmi les ouvriers agricoles en Andalousie, gardant à la fois les moeurs du banditisme et un certain caractère messianique. Dans les baraques des ouvriers agricoles, dans les chaumières isolées, l'on parlait de liberté, de propagande antireligieuse, de la venue d'un âge d'or. Cet état d'esprit s'est maintenu pendant longtemps, on le retrouvera à l'époque de la seconde Internationale en Andalousie (3).

c) Le troisième pays où l'influence bakouninienne a été considérable a été la Suisse. Les premières sections de l'Internationale en Suisse datent de l'origine du mouvement, c'est-à-dire de 1864. La cheville ouvrière de l'Internationale fut un émigré allemand, Jean-Philippe Becker, qui avait joué un très grand rôle dans la révolution de 1848, en tant que membre de la Ligue des communistes, puis avait servi sous Garibaldi en 1860. Révolutionnaire impénitent, il s'était établi à Genève, ville où il y avait de nombreux émigrés républicains et où l'idée de la sainte alliance des peuples était extrêmement vivante. Becker travailla à constituer des organisations ouvrières locales et invita ces organisations à adhérer à l'A.I.T. Des sections furent créées aussitôt à Genève, à Lausanne, à Vevey. Elles se développèrent plus rapidement dans la Suisse romande où elles ont formé la Fédération des sections romandes de l'Internationale, que dans la Suisse alémanique où pourtant des sections ont été constituées, et fort importantes, à Zürich et à Bâle, ainsi que dans les environs de ces deux villes.

Dans la Suisse romande la personnalité la plus considérable de l'Internationale a été le docteur Coullery qui, dans la ville de la Chaux de Fonds en plein Jura, dans un milieu d'horlogers c'est-à-dire d'artisans travaillant à domicile, avait formé une section importante de l'Internationale. Coullery n'était pas un anarchiste. Loin de là. Ce n'était même pas un socialiste. C'était un simple démocrate qui, dans l'esprit de 1848, s'intéressait aux problèmes sociaux, mais sans du tout songer à mettre en question le régime de la propriété. Depuis 1867, le docteur Coullery publiait à la Chaux de Fonds un journal important, La Voix de l'Avenir, qui exerçait une influence

dans toute la Suisse romande. Or le docteur Coullery se vit très vite reprocher son attitude politique par les radicaux bourgeois, et notamment ses sentiments favorables au monde ouvrier. Et comme Coullery se trouvait en opposition avec les radicaux bourgeois, il fut soutenu par les éléments conservateurs qui s'appuyèrent électoralement sur lui contre les radicaux. Si bien que l'on voit se constituer au cours des élections cantonales de 1868, une coalition qui groupe, d'une part les conservateurs, de l'autre les partisans du docteur Coullery. Cette union électorale va provoquer de très vives réactions de la part d'un certain nombre de membres de l'Internationale, et en particulier de James Guillaume auteur d'un ouvrage qui constitue encore aujourd'hui la source la plus importante pour l'histoire de l'Internationale. James Guillaume fut d'abord instituteur au Locle, mais ses idées avancées l'avaient obligé de quitter l'enseignement et il était devenu typographe. Il exerçait dans les milieux ouvriers une influence considérable, doublée par celle qu'exerçait un ouvrier horloger de mêmes tendances, Schwitzguébel. Ce furent Guillaume et Schwitzguébel qui, protestant contre l'attitude de Coullery, apportèrent le mot d'ordre : " L'Internationale se tient en dehors de toute politique ". Et dans cette position apolitique de James Guillaume et de Schwitzguébel, on reconnaît bien entendu l'influence de Bakounine.

Bakounine, établi en Suisse depuis 1867, fait de constants voyages au Locle et à La Chaux de Fonds, et son influence grandit à travers James Guillaume sur le monde des ouvriers horlogers. La querelle devient de plus en plus vive. Guillaume, prenant parti pour Bakounine, finit par s'affilier à la société secrète de La Fraternité. Il s'ensuivit la rupture entre Coullery d'une part, et les anarchistes de l'autre, réunis autour de James Guillaume. Les partisans de ce dernier constituèrent finalement au congrès de La Chaux de Fonds, en avril 1870, une fédération autonome qui rompait avec la fédération romande et prit le nom de fédération jurassienne, d'inspiration bakouniniste.

L'influence bakouniniste n'a pas réussi à s'étendre à l'ensemble des sections suisses de l'Internationale. De fait, la ville de Genève lui demeurera fermée. Marx en effet déclencha en mars 1870 une très violente contre-offensive contre les bakouninistes. Il fit à ce moment-là circuler une communication confidentielle dans toutes les sections, dans laquelle il accusait Bakounine de vouloir transformer progressivement l'A.I.T. en un instrument entre ses propres mains. Marx fit agir auprès des genevois l'un de ses affiliés, le russe Nicolas Outine, qui réussit à maintenir l'importante section de Genève dans le sens marxiste. Le journal L'Egalité, qui était l'organe de l'A.I.T. en Suisse romande, demeura un organe marxiste. Il n'en reste pas moins que c'est de la fédération jurassienne, créée par James Guillaume en 1870, que devait sortir, comme on le verra, la révolte contre l'Internationale marxiste en 1871.

On voit par conséquent qu'à travers l'Italie, l'Espagne, la Suisse, l'influence bakouninienne pénètre dans des milieux considérables de l'Internationale.

Il faut enfin souligner que c'est sous l'aspect bakouninien que s'est exercée l'influence de l'Internationale en Russie, où d'ailleurs n'a jamais été constituée une section propre de l'Internationale, mais où l'intérêt porté par les milieux révolutionnaires et par un certain nombre d'ouvriers avancés à l'Internationale, fut extrêmement vif. La section des émigrés russes de Genève, dont l'organe était Le Journal du Peuple, est resté d'obédience marxiste. Mais, dans la plupart des cas, les révolutionnaires russes qui vivent dans l'émigration, sont d'obédience anarchiste bakouninienne. Les journaux populistes qui paraissent à cette époque dans l'émigration, comme par exemple : En Avant ! (Vpériod) et Le Travailleur (Rabotnik), donnent des événements de l'Internationale une vision favorable à l'anarchisme. C'est ainsi que l'on peut lire dans l'un de ces journaux : " Les membres de l'Internationale désirent voir la ruine de l'Etat, sous quelque forme qu'il se présente, et aspirent à remplacer cet Etat par l'union des fédérations libres, indépendantes les unes des autres ". Il faut signaler que cette influence bakouninienne au sein des milieux russes est encore accentuée par celle d'un autre révolutionnaire, Lavrov, qui vit, lui aussi, dans l'émigration, qui a même fait pendant un certain temps partie de la section française de l'Internationale des Batignolles. Il n'est pas douteux que ses idées développées par l'Internationale ont été en grande partie à l'origine de cette fameuse croisade du peuple, de ce mouvement des intellectuels russes qui sont allés vers les paysans et les ouvriers pour essayer de les conquérir sur place aux idées révolutionnaires.

Notes

- 1) Sur les débats du congrès de l'Internationale, cf. J. Freymond, La Première Internationale, Recueil de documents, 2 vol. qui donne in extenso les discours et les motions proposées.
- 2) A. Lehning. Cet auteur prépare sur Bakounine une grande oeuvre de synthèse, et a publié récemment un ouvrage sur Bakounine et l'Italie.
- 3) On trouvera des indications importantes sur ces événements dans le très beau livre de Brenan, Le Labyrinthe espagnol, 1962.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

V. Le rôle de l'Internationale de 1870-1871 dans la
guerre et dans la Commune.

1965

LE ROLE DE L'INTERNATIONALE DANS LA GUERRE DE ET DANS LA COMMUNE

Ce qu'il faut retenir, c'est que ce n'est ni la guerre de 1870-1871 entre la France et la Prusse, ni le mouvement de la Commune, qui vont provoquer le schisme et la dissolution finale de l'Internationale, mais ce sont les divisions internes qui progressivement l'ont affaiblie.

La guerre de 1870, déclarée par Napoléon III à la Prusse le 19 juillet, a provoqué immédiatement des réactions extrêmement vives dans les milieux de l'Internationale. Du côté français, quelques jours avant la déclaration de guerre, une adresse avait été envoyée par la fédération parisienne au peuple allemand : " Frères d'Allemagne, au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui cherchent à vous tromper sur le véritable esprit de la France. Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre nous serait une guerre fratricide. Restez calmes, comme peut le faire sans compromettre sa dignité un grand peuple fort et courageux. Nos divisions n'amèneraient des deux côtés du Rhin que le triomphe complet des despotismes ". Et le 6 août, une quinzaine de jours après la déclaration de guerre, nouvelle adresse envoyée aux membres de l'Internationale en

Allemagne : " En présence de la guerre fratricide qui vient d'être déclarée pour satisfaire l'ambition de notre ennemi commun, de cette guerre horrible dans laquelle sont sacrifiés des milliers de nos frères, en présence de la misère, des larmes et de la famine menaçante, nous protestons, au nom de la fraternité des peuples, contre les armements et contre la guerre, et nous invitons tous les amis du travail et de la paix à assurer ainsi la liberté du monde. Vive les peuples ! A bas les tyrans ! "

Pour ce qui est de l'Allemagne, les réactions ont été également extrêmement vives dans les milieux de l'Internationale. Dès le 17 juillet 1870, une conférence s'était tenue dans la ville de Chemnitz en Saxe, où un certain nombre de leaders socialistes s'étaient déclarés hostiles à la guerre : " Au nom de la démocratie allemande, et spécialement des ouvriers du parti social-démocrate, nous déclarons la guerre actuelle exclusivement dynastique ". Et la déclaration reprenait pour terminer la formule de l'Internationale : " Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! " Cependant cette guerre qui allait éclater entre la Prusse et la France, a provoqué parmi les sociaux-démocrates allemands deux attitudes différentes. Marx et Engels ont fait voter, le 23 juillet 1870, par le conseil général de l'Internationale une déclaration disant que du côté allemand il s'agissait d'une guerre défensive, que l'agresseur était l'empereur des français, que les allemands par conséquent était en droit de porter les armes pour repousser les armées impériales. Au fond, si l'on veut étudier quelle est à ce moment-là la pensée profonde des deux leaders de l'Internationale, on s'aperçoit que Marx et Engels sont d'accord pour souhaiter une victoire allemande, et la correspondance qu'ils publient à ce moment le prouve. Marx écrit à Engels le 20 juillet 1870, c'est-à-dire quelques jours avant cette déclaration : " Ces français ont besoin d'une raclée. Que les Prussiens soient vainqueurs, la centralisation accrue de l'Etat allemand servira la centralisation de la classe ouvrière allemande. En outre, la prépondérance allemande déplacerait de France en Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale. Et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays depuis 1866 pour voir que la classe ouvrière allemande, tant du point de vue de la théorie que de celui de l'organisation, est supérieure à la classe ouvrière française. " Et il ajoute : " La suprématie de la classe ouvrière allemande sur la française, sera aussi celle de nos conceptions sur celles de Proudhon. " Marx envisage donc la victoire militaire et politique de l'Allemagne comme une victoire de ses conceptions sur celles du socialisme français. Il faut bien comprendre que le point de vue de Marx est dominé par le fait qu'en 1870 il attend davantage de la classe ouvrière allemande que de la française. Et l'unification de l'Allemagne était devenue la condition d'existence en même temps que le gage d'un puissant mouvement prolétarien au coeur même de l'Europe. Engels d'ailleurs partage le même sentiment, puisqu'il écrira quelques jours plus tard, le 15 août, à Marx : " L'Allemagne a été conduite par Badinguet dans une guerre pour son existence. Si l'Allemagne devait se

courber devant Badinguet, le bonapartisme serait consolidé pour de nombreuses années, et l'Allemagne pour plusieurs années, pour plusieurs générations même, serait kaput. Alors il ne saurait être question d'un mouvement ouvrier indépendant. " Et il ajoutait : " Il serait absurde de faire de l'anti-bismarckisme notre seul principe directeur. Bismarck en ce moment, comme en 1866, travaille pour nous à sa façon. " On voit que le point de vue d'Engels rejoint celui de Marx : l'intérêt de la classe ouvrière réside dans une victoire allemande.

Le point de vue que l'Allemagne se fait d'une guerre défensive est partagé également par le parti social-démocrate qui s'est constitué à Eisenach en 1869. Le comité de Brunswick qui est le siège du parti social-démocrate, adopte dès le 16 juillet le même point de vue que Marx et Engels, à savoir que l'Allemagne mène une guerre défensive. C'est la thèse qui est développée par le journal officiel du parti, le Volksstaat (L'Etat populaire).

Cependant ce point de vue n'est pas celui qui est adopté par les leaders du même parti, à savoir par Bebel et Liebknecht. Bebel et Liebknecht, depuis trois ans députés au Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, se sont abstenus de voter les crédits militaires quand ceux-ci ont été demandés par le gouvernement prussien, le 19 juillet. Bebel et Liebknecht ont déclaré qu'en tant que socialistes républicains et membres de l'Internationale, ils ne pouvaient pas voter les crédits militaires parce que cela aurait constitué une marque de confiance à l'égard du gouvernement de Prusse qui, depuis 1866, préparait contre la France une guerre offensive. Ils ne votaient pas en revanche contre les crédits militaires, parce que, déclaraient-ils, ce serait donner une approbation à la politique criminelle de Napoléon III. Dans ces conditions, ils s'abstenaient. On voit que, par rapport à Marx et Engels, et par rapport à la direction du parti social-démocrate, Bebel et Liebknecht prenaient une position en flèche, différente de celle du Conseil Général de Londres.

Cependant la défaite très rapide de l'armée impériale française a ressoudé entièrement le parti d'Eisenach qui avait été divisé. En effet, la proclamation à Paris de la République, le 4 septembre 1871, au lendemain de Sedan, efface les dissensions qui ont pu apparaître au sein des socialistes allemands. Il est évident que tous les socialistes, dès lors et à l'unanimité, manifestent leur réprobation devant la poursuite d'une guerre contre la France républicaine. Le 5 septembre en effet le comité de Brunswick (le comité qui dirige le parti social-démocrate), après avoir pris l'avis du Conseil Général de l'Internationale à Londres, inspiré d'ailleurs directement par Karl Marx, reconnaît la République française et s'élève d'une façon formelle contre le projet éventuel d'une annexion de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne, que laissaient déjà entendre les sphères politiques et gouvernementales de Berlin. " La guerre, disait le Manifeste de Brunswick, si elle se prolongeait, rapprocherait un jour la France et la Russie, et tournerait ces deux pays

contre l'Allemagne. Il faut que l'on accorde au gouvernement français une paix immédiate et honorable. Il est absolument nécessaire que le parti socialiste organise en tous lieux, en accord avec notre manifeste, des démonstrations populaires aussi importantes que possible contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et pour une paix honorable avec la République française." Et d'ailleurs Marx faisait rédiger par l'Internationale à Londres, le 9 septembre 1870, donc quelques jours après, un Manifeste où il reprenait la même idée, dénonçant déjà dans ce texte l'impérialisme de la bourgeoisie allemande dont il annonçait les ambitions. Comme le 11 septembre la fédération parisienne de l'Internationale s'était adressée de nouveau aux socialistes allemands, le Volksstaat, organe de la sociale-démocratie allemande, publiait la déclaration de la fédération parisienne et ajoutait : " Jusqu'au 4 septembre la guerre était pour l'Allemagne une guerre de défense. Mais cette guerre est terminée. Si la guerre est continuée, ce sera une guerre de conquête, une guerre de la monarchie contre la république, une guerre de la contre-révolution contre la révolution, une guerre que la démocratie allemande doit combattre tout autant que la république française. "

Tirant la conclusion de cette attitude unanime qu'avaient adoptée les socialistes allemands d'accord avec l'Internationale, Bebel et Liebknecht, cette fois suivis par l'ensemble des députés socialistes au Reichstag, ont refusé, le 4 novembre, de voter les crédits nécessaires à la continuation de la guerre. Cette fois-ci ils ne se sont pas abstenus, ils ont refusé les crédits. Cette attitude devait provoquer en Allemagne une très profonde émotion. Elle eut pour conséquence l'arrestation de Bebel et de Liebknecht, ainsi que celle du directeur du journal Volksstaat, Heppner. Ces trois personnalités devaient être jugées deux ans plus tard, en 1872, par la cour de Leipzig, Bebel et Liebknecht, qui avaient été comme députés au Reichstag mis en liberté provisoire, avaient aggravé leur cas en prenant position, d'une façon solennelle et à deux reprises, le 24 avril et le 25 mai 1871, pour la Commune parisienne : " Messieurs, disaient Liebknecht au Reichstag, lors de la séance du 25 mai, si épouvantables que soient à vos yeux les effets de la Commune, soyez certains que le prolétariat européen et tous ceux qui ont encore le sentiment de la liberté et de l'indépendance au fond du coeur, regardent vers Paris. Si Paris devait succomber, je me porte garant que le combat dont Paris est l'avant-poste sera mené dans l'Europe toute entière, et qu'avant quelques décades l'appel au combat du prolétariat parisien : " Guerre aux palais, guerre aux chaumières, mort aux oisifs ", sera devenu le cri de guerre du prolétariat européen. "



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

VI. Les relations de la 1ère Internationale et de la Commune

1965

LES RELATIONS DE LA PREMIERE INTERNATIONALE ET DE LA COMMUNE (1)

I Le rôle des sections françaises de l'Internationale dans la Commune.

Il faut bien voir que l'Internationale avait été très affaiblie avant la guerre de 1870 par les persécutions systématiques dont elle avait été l'objet de la part du gouvernement impérial, et que cet affaiblissement avait été accentué encore par la dispersion des membres de l'Internationale due à la mobilisation. Il n'en reste pas moins que les internationaux ont contribué à animer la résistance pendant le siège de Paris, en organisant en particulier les comités de vigilance d'arrondissements, et en siégeant au sein de la délégation des vingt arrondissements qui a joué un rôle politique assez considérable pendant le siège pour accentuer le mouvement de résistance.

Cependant la participation de l'Internationale au cours des événements qui ont suivi le siège a été extrêmement faible. Ceci se montre lors des élections à l'assemblée législative qui ont eu lieu le 8 février 1871 en vertu de l'armistice conclu entre la France et la Prusse, élections qui ont été un triomphe en France pour les forces conservatrices, mais où à Paris des

membres assez nombreux de la gauche ont été élus (vingt députés appartenant à diverses tendances de la gauche), et seulement deux membres de l'Internationale : Tolain et Malon. L'Internationale n'a joué pratiquement aucun rôle dans l'insurrection du 18 mars (s'il est vrai que certains internationaux comme Varlin y ont participé), qui est l'oeuvre essentiellement de la Garde Nationale de Paris. D'autre part, l'Internationale n'a joué qu'un très faible rôle dans la proclamation de la Commune.

Au sein du Conseil de la Commune qui a été élu le 26 mars, les Internationaux sont au nombre d'une trentaine environ, sans que l'on puisse d'ailleurs préciser ce chiffre. Mais ils apparaissent comme divisés entre eux, entre proudhoniens de droite ou de gauche (proudhoniens "étroits" ou "larges", comme on disait à l'époque), et il y a parmi eux un certain nombre ayant des tendances blanquistes. Quoiqu'il en soit ces internationaux ne constituent au sein du Conseil de la Commune qu'une minorité, par opposition à ceux qu'on appelle les jacobins, les radicaux ou les blanquistes, qui constituent la majorité, occupent les postes les plus importants et préconisent une action révolutionnaire. Dans les différentes commissions qu'a mises sur pied le Conseil de la Commune, les internationaux ont des places seulement dans les commissions de caractère économique et social, et non dans les grandes commissions politiques. C'est le cas par exemple pour Varlin qui s'occupe des subsistances, pour Jourde qui s'occupe des finances, pour Vaillant qui s'occupe de l'enseignement, pour Frankel qui s'occupe du travail, et pour Theisz qui s'occupe des postes.

L'Internationale constitue au sein du Conseil de la Commune une force de pondération. Frankel déclare à une séance du Conseil fédéral du 28 mars " Nous voulons le droit des travailleurs et le droit de s'établir par la force morale et la persuasion. " Ils mettent le social avant le politique et insistent sur la primauté des intérêts ouvriers. Leur oeuvre, du point de vue social, n'a pas été négligeable, en particulier au sein de la commission du travail. Il est prévu notamment par cette commission du travail la remise aux syndicats des ateliers confisqués ou abandonnés, ce qui constituait une mise en pratique de la gestion ouvrière directe.

Certains des membres de l'Internationale ont eu, en tant que communards, des relations avec Marx. Cela a été le cas en particulier de Frankel et surtout de Madame Elisabeth Dmitrieff, exilée russe, fille d'un grand propriétaire terrien de la Russie, qui s'était convertie au socialisme et a créé pendant la Commune l'Union des Femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés. Frankel et Mme Dmitrieff ont correspondu avec Marx et ont essayé de faire prévaloir les instructions du Conseil Général à Paris. Mais, dans l'ensemble, comme le montre la lecture du journal des Internationalistes pendant la Commune, La Révolution politique et sociale, l'activité des membres de l'Internationale demeure marquée très profondément de

proudhonisme, s'il est vrai d'ailleurs que les internationaux ont condamné formellement l'attitude de certains proudhoniens qui, comme Tolain, avaient accepté de siéger à l'assemblée nationale et qui fut exclu de l'Internationale dans une séance du 12 avril. Mais il a manqué en général aux internationaux parisiens une doctrine révolutionnaire cohérente. Ils n'ont pas joué au cours des journées de la Commune le rôle directeur qui semblait leur revenir.

II La position du Comité Central de l'A.I.T. à l'égard de la Commune

Le Conseil général de Londres n'a eu aucune part dans la formation de la Commune. Les procès-verbaux des séances antérieures au 18 mars sont absolument muets sur ce qui s'est passé en France. Et la correspondance d'Engels et de Marx ne contient pas le moindre indice qui laisse penser que l'insurrection parisienne ait été encouragée à Londres. Cependant, une fois l'insurrection éclatée, le 18 mars, Marx revendique pour l'Internationale la paternité de la Commune, car il y discerne " le premier grand combat du prolétariat européen contre la bourgeoisie ". Il est remarquable, en effet, que le Conseil général a suivi avec le plus grand intérêt et avec la plus vive sympathie les événements de Paris, en faveur de qui il essaie de créer un mouvement d'opinion européen en envoyant des lettres aux différentes sections de l'Internationale dans lesquelles il montre " la véritable signification de cette grandiose manifestation parisienne ". Le Conseil général a délégué à Paris l'un de ses membres, Auguste Serrailier, qui a eu énormément de peine à entrer en relation avec les membres des sections parisiennes de l'Internationale. Et son attitude politique a témoigné de la plus grande inexpérience. Il semble que le choix de Serrailier ait donc été malheureux.

Pourtant de très bonne heure Marx a perdu toute espèce d'illusions sur les chances de victoire de l'insurrection, et dans sa correspondance il s'est montré extrêmement sévère à l'égard de la politique des communards. Il écrit, par exemple, à Frankel et à Varlin le 13 mai 1871 : " La Commune semble perdre trop de temps avec des bagatelles et des querelles personnelles. On voit qu'il y a d'autres influences que celles des ouvriers. Tout cela ne ferait rien, si vous aviez le temps pour rattraper le temps perdu. " D'autre part, il s'est montré très sévère pour la politique financière de la Commune, pour les communards qui ont refusé de mettre la main sur les réserves de la Banque de France à Paris. Malgré tout et malgré ces réserves, il a fait passer constamment des conseils aux communards, les invitant par exemple à prendre l'offensive contre les troupes versaillaises, la tactique défensive devant à ses yeux conduire à une issue fatale. Il les invite à chercher l'appui des paysans par des mesures appropriées. Et enfin il fait passer aux communards des documents diplomatiques sur les conversations entre Favre et Bismarck. Ses lettres, adressées à des socialistes allemands comme Kugelmann ou Liebknecht, montrent l'étendue de ses préoccupations à propos de la Commune. Il fait allusion au " troupeau des vils chiens de la

vieille société qui se sont jetés sur les ouvriers parisiens, contre le parti laborieux, pensif, combattant et sanglant, qui oublie presque dans l'incubation d'une société nouvelle les cannibales campés à ses portes, rayonnant de l'enthousiasme de son initiative historique. "

Dans les derniers jours du conflit Marx a composé son étude La guerre civile en France qui fut lue au Conseil Général à Londres après la défaite, et transmise aux différentes sections de l'Internationale. Cet ouvrage n'est pas seulement un hommage aux héros de la classe ouvrière française, mais il célèbre la Commune comme l'avant-coureur d'une société nouvelle. Et l'exemple de la Commune sert à Marx pour définir ce que doit être l'Etat issu de la révolution. " Quoique la Commune, disait-il, fût une esquisse imparfaite d'organisation nationale, elle n'en demeurait pas moins essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail. " Il félicite la Commune en particulier d'avoir " détruit l'Etat oppresseur, amputant les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, brisant (c'est l'expression qu'a utilisée Lénine pour expliquer ce texte de Marx) la machine d'Etat bourgeoise, supprimant la police, la bureaucratie, les armées permanentes, brisant le pouvoir des prêtres par la séparation de l'Eglise et de l'Etat, supprimant la centralisation par la libre fédération des communes de France, entreprenant la réforme du travail par l'organisation coopérative de la production. " L'Etat issu de la révolution communale devenait une forme d'émancipation, au lieu d'être comme jusqu'alors une forme d'oppression. Ainsi, et c'est ceci qu'il faut retenir surtout, la Commune avait fourni aux yeux de Marx le type d'organisation politique qui correspondait à cette phase transitoire qu'était pour lui la dictature du prolétariat. Elle représentait donc, aux yeux de Marx, la forme transitoire où l'Etat se transforme d'une forme d'oppression en une forme d'émancipation. Marx a écrit : " Le véritable secret de la Commune, le voici, c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte des classes des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail ". On voit par conséquent que la Commune de Paris a permis à Marx de définir un aspect essentiel de ce stade intermédiaire entre la société capitaliste et la société de type communiste, sous la forme d'une dictature du prolétariat.

III Les conséquences de la Commune pour l'histoire de l'Internationale

En Angleterre les résultats de la Commune ont été sérieux pour l'Internationale. En effet, la Commune a provoqué dans les milieux syndicaux anglais de graves remous. Certes, il existe à Londres un certain nombre de partisans de la Commune, rassemblés en particuliers autour de Bradlough, républicain actif qui a essayé d'organiser à Londres un certain nombre de manifestations de soutien à l'égard de l'Internationale. Mais dans l'ensemble

les trade-unions ont réagi d'une façon négative à la Commune parisienne. Et notamment l'adresse que Marx a rédigée à la fin de la Commune, comme manifestation à son égard, a provoqué une réaction hostile de la part des syndicalistes anglais. A ce moment-là deux membres du Conseil Général qui représentaient les trade-unions, Lucraft et Odger, décidèrent de donner leur démission, ne voulant pas soussigner la déclaration de Marx. D'ailleurs les relations entre les trade-unions britanniques et l'Internationale étaient déjà extrêmement relâchées ; la Commune ne fit qu'aggraver cette situation. Ainsi, avec la Commune disparaît le lien entre les trade-unions de plus en plus attachés au réformisme et l'Internationale.

En fait, si Marx leur reproche d'avoir vendu le mouvement à Gladstone, ces syndicats anglais étaient depuis très longtemps tout autre chose que révolutionnaires. Il était bien évident que la Commune de Paris devait leur paraître quelque chose de monstrueux. La conséquence de cette démission d'Odger et de Lucraft est qu'en 1871, alors que les sections anglaises de l'A.I.T. avaient été jusqu'alors dirigées directement par le Conseil Général à Londres, il se constitua à ce moment-là une fédération anglaises des sections britanniques, ce qui naturellement a diminué l'influence directe que Marx pouvait exercer encore sur le mouvement ouvrier anglais.

Pour ce qui est du continent, la Commune a eu pour conséquence tout un système de répression dont l'Internationale a été victime. Thiers d'ailleurs, habilement, avait déjà dirigé contre l'Internationale les colères de la réaction en désignant l'Internationale (ce qui était absolument faux) comme la principale responsable de la Commune. Les dénonciations pleuvent contre l'activité de l'A.I.T. rendue responsable d'un plan général de subversion. On peut lire dans la presse de cette époque les accusations les plus abracadabrantes contre l'Internationale. La Gazette de Cologne fait par exemple savoir que le Conseil Général de Londres a mis 200 000 Frs au service de la section française pour poursuivre la guerre contre la Prusse. La presse française annonce que Marx est le secrétaire particulier de Bismarck et que c'est sur son ordre qu'a été déclenchée la Commune de Paris. On peut lire dans la presse américaine que l'incendie qui, en octobre 1871, a détruit entièrement Chicago, était l'oeuvre des membres de l'Internationale. L'on pourrait multiplier les exemples de ces calomnies qui ont été dirigées contre le mouvement.

Jules Favre, rédigea, le 6 juin 1871, une circulaire aux puissances européennes qui leur demandait de prendre conjointement des mesures contre l'A.I.T. " Elle est, disait cette circulaire, la société de la guerre et de la haine. Elle a pour base l'athéisme et le communisme. Son but est la destruction du capital et de la propriété privée. Ses moyens sont la violence brutale de la grande masse. L'Europe se trouve en présence d'une oeuvre de destruction qui est dirigée contre toutes les nations et contre les principes sur

lesquels repose toute civilisation ". Peu de temps après la publication de cette circulaire, Bismarck faisait paraître à l'usage des cabinets européens un pro memoria où il demandait la réunion d'une conférence internationale pour établir une alliance européenne contre l'Internationale. Cette idée fut à ce moment-là formellement repoussée par le cabinet britannique qui fit répondre à Bismarck que lui-même ne se sentait nullement menacé par les activités de l'Internationale et qu'il ne voyait aucune raison de convoquer cette conférence. Mais Bismarck rencontre peu de temps après le chancelier autrichien, Beust, dans la ville autrichienne de Gastein (entrevue qui est d'ailleurs suivis quelque temps après par une rencontre entre les deux empereurs d'Autriche et d'Allemagne), et il discute avec lui des " mesures de caractère répressif destinées à détruire l'esprit de l'Internationale ". Dans ces conditions on ne peut pas s'étonner que la répression se soit abattue sur cette association.

En France, la loi connue sous le nom de loi Dufaure, du 14 mars 1872, interdit absolument toute adhésion à une quelconque organisation de caractère international. En Allemagne, l'attitude très favorable à la Commune adoptée par Liebknecht et Bebel au Reichstag aggrave leur cas (nous l'avons vu) lorsque, en mars 1872, ils comparaissent devant la cour suprême de Leipzig et sont condamnés à dix-huit mois de prison pour haute trahison. Il n'est pas douteux que le discours prononcé par Liebknecht au Reichstag en faveur de la Commune a décidé Bismarck à engager le plus tôt possible la lutte contre la social-démocratie allemande dont on sait les liens avec l'Internationale. La loi sur les socialistes, destinée à briser le parti social-démocrate allemand et qui prendra corps à la fin des années soixante-dix, a été conçue dans l'esprit de Bismarck du fait des paroles prononcées par Bebel et Liebknecht en faveur de la Commune. En Autriche-Hongrie des mesures extrêmement énergiques ont été prises à l'égard des groupements favorables à l'Internationale. Si déjà depuis 1870, du fait de leur participation au congrès d'Eisenach de 1869, les leaders autrichiens Scheu et Oberwinder, sont en prison, des mesures de répression sont dirigées contre les sections hongroises de l'Internationale, notamment contre l'association générale des ouvriers hongrois qui avaient des relations profondes avec les milieux marxistes de Londres. Deux membres de cette association, Politzer et Farkas, furent traduits devant les tribunaux. Et l'activité des mouvements ouvriers hongrois dut pratiquement cesser jusqu'en 1880, date où se forma un parti ouvrier hongrois. En Espagne, l'action de l'Internationale a été interdite depuis octobre 1871 par une loi des Cortès. Et en février 1872 le gouvernement espagnol présidé par Sagasta envoie une circulaire aux puissances, invitant les gouvernements (comme l'avait fait quelques temps plus tôt Bismarck) à s'entendre pour mettre en oeuvre les méthodes de répression. Ici encore l'initiative de Sagasta se heurte au mauvais vouloir du gouvernement anglais. La pape Pie IX lui-même intervient dans une allocution prononcée à Rome devant des catholiques suisses : il invite ceux-ci à faire pression sur leur gouvernement (on sait qu'il y avait énormément de réfugiés politiques en

Suisse) pour qu'il renonce au droit d'asile en faveur des membres de l'Internationale et les livre à la vindicte de leur gouvernement. On voit par conséquent l'ampleur des tentatives de réaction contre l'Internationale.

Cependant il ne faut pas s'imaginer que la Commune ait signifié un affaiblissement profond de l'A.I.T. Certes la propagande contre les communards représentés comme des incendiaires a réussi auprès d'un certain nombre de membres de la petite bourgeoisie et du prolétariat qui étaient encore en grande partie inéduqués. Et les attaques contre la Commune ont eu incontestablement une répercussion dans un très grand nombre de groupements ouvriers. Mais cela ne signifie pas que les événements de la Commune aient diminué l'action et les initiatives de l'Internationale. On a déjà vu que les sections italiennes n'ont pris leur extension qu'après la Commune, et en grande partie en réaction contre Mazzini qui, dans son journal, *Il popolo di Roma*, avait pris position contre la Commune et contre l'Internationale qu'il accusait de l'avoir provoquée. Si le socialisme italien à ce moment-là rompt avec Mazzini pour s'orienter vers d'autres directions, garibaldienne ou bakouniniste, il faut le mettre sur le compte de l'enthousiasme provoqué par la Commune. On peut dire la même chose d'une grande partie des sections espagnoles. Il semble, d'autre part, que la Commune ait exercé un effet stimulant sur les sections de l'Internationale en Hollande ainsi qu'au Danemark qui voit sa première section créée en juillet 1871. C'est après la Commune que les sections belges connaissent également leur plus grand développement, disposant maintenant d'une presse très importante qui a pris en quelque sorte la succession des journaux français et anglais pour la direction de l'Internationale : le journal *L'Internationale* qui paraît à Bruxelles, où en particulier Eugène Steens a fait une importante campagne d'explications sur la Commune ; le journal *Le Mirabeau* qui paraît à Verviers ; le journal *Le Devoir* qui paraît à Liège ; à côté de toute une série de journaux qui paraissent dans les villes flamandes.

Enfin, et c'est un point sur lequel il importe d'insister, la Commune a exercé une très forte impression dans les pays slaves, et en particulier en Bohême. Jusqu'en 1871 il n'y avait eu qu'un très faible développement des sections tchèques de l'Internationale, notamment dans les portions peuplées slaves de la Bohême, alors que de nombreuses sections avaient été créées dans les pays allemands de l'Etat autrichien. Or, ce fut la Commune qui a démontré aux tchèques (les Tchèques avaient été l'une des seules nations – ou éléments de nation – qui avaient protesté d'une façon formelle contre l'annexion par l'Allemagne de l'Alsace et de la Lorraine) que le socialisme n'était pas un fait spécifiquement allemand. Elle a développé un très grand enthousiasme dans les milieux tchèques et a entraîné de nombreuses participations à l'Internationale. Karl Kautsky, né en Bohême et d'origine tchèque, l'une des personnalités les plus importantes du mouvement socialiste avant 1914, a raconté dans ses Mémoires que c'est la Commune

qui a déterminé l'éclosion de son idéal socialiste et de ses vues internationalistes. Les groupements ouvriers tchèques, tant à Prague que dans les villes industrielles de la Bohême, comme Reichenberg, tendent à échapper alors à l'influence du mouvement bourgeois Jeunes Tchèques qui les avait jusqu'alors contrôlés. C'est la Commune qui les a amenés à prendre conscience de la solidarité des travailleurs par-dessus les divisions sociales. Cette évolution apparaît en particulier dans le grand journal socialiste tchèque qui paraît à ce moment-là à Prague, le Delnické Lysty.

Aux Etats-Unis enfin, les sections nord-américaines de l'A.I.T. ont publié un communiqué pour défendre les communards contre les attaques qui se répandaient contre eux dans la presse américaine. " Si vous avez encore quelques doutes contre la Commune, déclarait ce manifeste, n'oubliez pas que toutes vos informations vous ont été transmises par la presse servile de nos plus mortels ennemis. N'oubliez pas que la Commune était le gouvernement des travailleurs et, comme telle, est calomniée par toutes les classes privilégiées et leurs organes qui ont toujours agi de même à l'égard de tous les mouvements ouvriers. N'oubliez pas que la Commune s'est battue et est tombée pour revendiquer les droits dont nous devons tous jouir à l'avenir : le droit de nous gouverner nous-mêmes et le droit du travailleur à jouir du fruit de son travail ". Cette manifestation prouve l'ampleur des répercussions de la Commune aux Etats-Unis dans les mouvements ouvriers.

En conclusion, il faut souligner que, contrairement à ce qui est lu et dit le plus souvent, ce n'est ni la guerre de 1870, ni la Commune, qui ont provoqué la dissolution de l'A.I.T. Ce qui provoqua cette dissolution, ce sont les conflits idéologiques intérieurs, qui s'y manifestaient déjà en 1870, et qui vont prendre au cours de la période suivante, du fait de l'opposition entre le bakouninisme et le marxisme, une importance de plus en plus grande.

Note

(1) Pour l'histoire générale de la Commune parisienne de 1871, cf. l'ouvrage collectif de Bruhat, Dauty et Tersen (1960).



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

VII. La dissolution de la Première Internationale

1965

LA DISSOLUTION DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

La crise au sein de la Première Internationale est venue beaucoup moins des conséquences de la Commune, de la répression qui s'est développée dans les Etats européens, que de la division idéologique qui touchait essentiellement les buts de l'Internationale, les méthodes de la révolution sociale et l'organisation même de l'A.I.T. C'est en somme la continuation du conflit qui avait opposé Marx et Bakounine. Ce conflit, à l'époque où l'on est arrivé, c'est-à-dire en 1870-1871, a été considérablement aggravé par ce que l'on appelle l'affaire Netchaïev, affaire d'ailleurs obscure et qui a provoqué à l'époque une très grosse émotion dans les milieux révolutionnaires.

Ce Netchaïev était un révolutionnaire russe qui était venu à Genève en 1869 et avait collaboré (sans que les historiens soient absolument d'accord sur le rôle de chacun des deux auteurs) avec Bakounine à la rédaction d'un Catéchisme Révolutionnaire. La thèse qui est développée dans cet ouvrage et que Netchaïev a fait sienne, c'est que tout était permis aux révolutionnaires : la fin sanctifie les moyens. Netchaïev d'ailleurs a mis en pratique ces idées. Retourné en Russie, il organisa une société secrète, un plan de conspiration contre le gouvernement tsariste, et au cours de ces événements il mit à mort personnellement un de ses camarades, le révolutionnaire Ivanof, qui avait

refusé de le suivre. Après ce meurtre il s'était enfui à l'étranger et il vécut de nouveau en Suisse dans l'entourage de Bakounine. Or les excès de la thèse développée par Netchaïev, ses actes même, avaient été constamment couverts par Bakounine, jusqu'au jour d'ailleurs où les deux hommes se brouillèrent, mais plus tard. Il était évident aux yeux de Marx que si l'on voulait que l'Internationale continuât à vivre, il fallait se libérer du bakouninisme, il fallait que l'Internationale ne pût être soupçonnée d'être le paravent, l'inspiration des méthodes de Netchaïev. La lutte contre Bakounine devenait dans ces conditions, pour le Conseil Général et pour Marx, une question de vie ou de mort. Le conflit opposant les deux tendances marxiste et bakouniniste va se développer jusqu'au congrès de la Haye, en 1872, qui va porter un coup très grave à l'Internationale.

Dans l'impossibilité où se trouve, par suite des événements internationaux, l'A.I.T. de réunir un congrès en 1871 (congrès qui avait été primitivement prévu à Mayence), le Conseil Général décida de convoquer une conférence à Londres en septembre 1871. En fait, le nombre des participants était extrêmement réduit. Il n'y eut que 23 présents dont 13 membres du Conseil Général. C'est dire qu'à cette conférence de Londres Marx avait une majorité absolue. Il continuait en effet à exercer une influence prépondérante sur les très nombreux émigrés politiques qui vivaient à Londres et qui constituaient l'élément le plus important de l'Internationale. A la conférence de Londres il n'y eut que quatre opposants sur les vingt-trois présents, dont le français Bastelica qui représentait l'Internationale à Marseille et l'espagnol Lorenzo, tandis que le Belge César de Paepe s'efforçait d'être un instrument de conciliation entre les deux tendances. Marx, qui disposait d'une majorité assurée à Londres, profita de cette situation pour faire voter par la conférence de Londres un certain nombre de thèses qui lui étaient chères, à savoir ses thèses sur l'action politique de la classe ouvrière, insistant sur la nécessité de la constitution de partis politiques : " La constitution du prolétariat en partis est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et son but suprême, l'abolition des classes ". A côté de cela il fit voter par la conférence de Londres un paragraphe prévoyant la nécessité de poursuivre une action politique et économique indissolublement unie. D'autre part l'attitude de la Fédération jurassienne fut sévèrement condamnée. On voit par conséquent que la conférence de Londres était absolument dans la lignée marxiste.

Mais elle va soulever au sein de l'A.I.T. de très vives protestations parmi les groupes bakouninistes, qui vont se manifester dans deux congrès principalement.

Le premier est le congrès de Sonvillier, village du Jura où se réunit la Fédération jurassienne sous la présidence de James Guillaume en novembre 1871. Au cours de cette conférence de Sonvillier les pouvoirs du Conseil Général furent discutés, son autorité fut mise en doute. Il était accusé de se

considérer comme le chef légitime de l'Internationale, et on accusait Marx d'avoir truqué les mandats. Marx est accusé d'avoir fait prédominer une doctrine personnelle, de faire prévaloir dans l'A.I.T. une orthodoxie dont les apôtres sont les membres du Conseil Général et les secrétaires correspondants, manoeuvrés par lui. A ce régime le congrès de Sonvillier oppose le principe de l'indépendance des sections par rapport au Conseil Général, celui-ci devant être ramené au rôle d'un simple bureau de correspondance et de statistique. En prenant parti pour l'autonomie des sections, Bakounine s'attirait des groupes qui n'étaient pas précisément anarchistes (c'était le cas en particulier pour les Suisses de la Fédération jurassienne), mais qui le suivaient dans l'idée d'une réorganisation décentralisée de l'A.I.T.

Le second congrès fut celui de Rimini en Italie, en août 1872, où se réunirent un certain nombre d'Italiens favorables à Bakounine, en particulier Cafiero et Andrea Costa. C'est à ce congrès de Rimini que fut constituée la fédération italienne de l'Internationale qui alla encore beaucoup plus loin que la fédération jurassienne puisqu'elle décida de rompre complètement avec le Conseil Général dont l'autoritarisme était de nouveau dénoncé. C'est à Rimini également que l'on demanda le boycottage du Conseil Général jusqu'à un prochain congrès annoncé pour La Haye en 1872. Donc la fédération italienne cessait de reconnaître l'autorité du Conseil Général. Ce point de vue italien fut adopté également par le journal espagnol *La Federacion* (La Fédération) qui se demandait si une séparation en deux camps ne serait pas préférable à une lutte sourde perpétuelle.

On voit par conséquent qu'avec les congrès de Sonvillier et de Rimini l'autorité du Conseil Général sur l'A.I.T. est déjà fortement ébranlée.

Pendant ce temps, les polémiques se continuent avec une extrême violence entre Bakounine et Marx. Bakounine multiplie les attaques contre Marx et le Conseil Général, Marx étant accusé de faire de l'A.I.T. l'instrument de sa propre politique, étant même représenté comme un agent pan-germaniste au service de la politique bismarckienne. De leur côté Marx et Engels rejettent ces accusations et publient une brochure extrêmement importante pour l'histoire de l'Internationale, *Les Prétendues Scissions de l'Internationale*, dans laquelle ils justifient le travail du Conseil Général, montrent la volonté de Bakounine de désorganiser en fait l'A.I.T. et combattent l'idée de l'autonomie des sections.

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions l'on ait attendu avec beaucoup d'impatience le congrès qui devait se tenir en septembre 1872 à La Haye et où furent représentés tous les pays ayant des sections de l'Internationale, sauf les Italiens qui avaient boycotté le congrès. A vrai dire, au congrès de La Haye, où Marx fut présent (c'est le seul congrès de l'Internationale où il ait été

personnellement sur les lieux), malgré les attaques très violentes qui furent adressées au Conseil Général, en particulier venant de James Guillaume et d'un certain nombre d'Espagnols bakouniniens, le Conseil Général continuait à disposer d'une très solide majorité. Et c'est par 36 voix contre 6 et 15 abstentions qu'il fut dans sa forme présente renouvelé dans ses fonctions. Bakounine et Guillaume furent, au cours de ce congrès, exclus de l'A.I.T. à la suite de la déposition d'un rapport sur l'activité de cette fameuse alliance que, on le sait, Bakounine avait dissoute, mais que Marx et le Conseil Général prétendaient être clandestinement reconstituée. Mais à la suite de ces succès qui marquaient la position encore extrêmement forte de Marx au sein du congrès, Marx fit au congrès une proposition qui était de nature à l'étonner profondément, à savoir de transporter le Conseil Général de l'A.I.T. de Londres à New-York. L'idée du transfert, à la suite d'ailleurs d'une très longue discussion, fut adoptée, malgré l'opposition d'un certain nombre de bakouninistes, par 26 voix contre 23 et 9 abstentions.

La question se pose de savoir pourquoi Marx a demandé à ce moment-là le transfert du Conseil Général de Londres à New York. Marx a exposé les raisons de sa décision dans un discours qu'il a prononcé le lendemain au congrès de la section hollandaise de l'A.I.T. à Amsterdam. Les raisons avancées par Marx ont été les suivantes : il estimait qu'en 1872 l'Internationale était trop profondément divisée pour pouvoir continuer utilement son oeuvre. Les bakouninistes, constatait-il, dominaient en fait la Suisse jurassienne, l'Italie et l'Espagne. Ils étaient sur le point, s'ils ne l'avaient pas fait encore, d'emporter les sections belges et hollandaises qui sans doute n'étaient pas anarchisantes, mais étaient favorables au principe de l'autonomie des sections. Quant aux Français (c'étaient essentiellement les émigrés français de la Commune, ceux qui avaient pu fuir Paris et s'étaient réfugiés à Londres), et le plus influent d'entre eux était Edouard Vaillant, ils étaient presque tous blanquistes ; mais il n'ignorait pas leur hostilité à ses idées, désapprouvant ce qu'il appelait " l'émeutisme " des blanquistes et leur goût des barricades. Par conséquent si Marx s'était servi des votes blanquistes contre les bakouninistes, il savait très bien que les blanquistes avaient au fond une idéologie qui lui était opposée. D'autre part, ceux qui restaient des membres anglais de l'Internationale (ils étaient maintenant très peu nombreux) n'étaient pas anarchisants, mais étaient hostiles également aux conceptions politiques de Marx, puisque favorables, comme on sait, aux conceptions tradeunionistes. Dans ces conditions, sur qui pouvait compter Marx ? Il pouvait évidemment compter sur les socialistes allemands, sur les membres de la sociale démocratie, et en plus sur un certain nombre de socialistes autrichiens et de la Suisse allemande. Mais en Allemagne même le parti social-démocrate, qui était de tendance très nettement marxiste, était tellement retenu par les affaires intérieures d'organisation, par le péril que constituait pour lui l'administration impériale, qu'il ne pouvait pas consacrer de temps aux problèmes internationaux : si bien qu'Engels a déclaré que

l'appui des sociaux-démocrates allemands était seulement platonique. On voit par conséquent que si l'on excepte le groupe d'émigrés qui vivaient à Londres et sur lesquels Marx exerçait une influence personnelle extrêmement forte (par exemple sur les émigrés polonais), Marx n'avait plus dans les pays étrangers d'appui sérieux. Il n'était plus possible dans ces conditions d'imposer une doctrine commune aux sections nationales qui se conduisent avec de plus en plus d'indépendance. C'est pourquoi Marx estima qu'il était préférable de détruire l'Internationale (tout au moins sous la forme où elle existait en 1872) de ses propres mains plutôt que de la laisser tomber un jour ou l'autre aux mains de ses ennemis dont il prévoyait le triomphe à plus ou moins longue échéance. Il faut dire aussi que Marx était personnellement fatigué par le poids extrêmement lourd pour lui de l'administration de l'Internationale et qu'il voulait avant de mourir terminer son travail sur *Le Capital*.

La question se pose de savoir si, en transportant le siège du Conseil Général à New-York, Marx ne pensait pas redonner à l'Internationale une nouvelle vie. Marx pensait en effet que le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, en plein développement, constituerait pour l'Internationale un appui précieux. De fait, il y avait eu au cours des années précédentes un très grand développement de l'Internationale aux Etats-Unis. En novembre 1870 il y avait eu une manifestation extrêmement importante dirigée par l'Internationale à New-York contre la guerre franco-prussienne. Les sections aux Etats-Unis, d'abord constituées presque uniquement par des ouvriers allemands, mais auxquelles s'étaient adjointes quelques sections irlandaises, françaises et tchèques, étaient au nombre de 27 au moment où l'Internationale a eu un entier rayonnement. Le chiffre de ses adhérents est d'ailleurs extrêmement difficile à préciser, sans doute un millier. Ces sections américaines étaient divisées entre des sections prolétariennes et des sections intellectuelles, ces dernières subissant l'influence très nette de Bakounine. C'était le cas en particulier pour la section 12 dirigée par deux femmes. Victoria et Tennessee Woodhull, que l'on présente dans la littérature de cette époque comme étant d'une ensorcelante beauté et qui se livraient à la pratique du spiritisme et de l'occultisme. Dans leur riche demeure de Wall Street, fréquentée par un très grand nombre d'intellectuels américains anarchisants, on parlait surtout de nourriture végétarienne, de socialisme, d'amour libre, de contrôle des naissances, du vote des femmes. Ces deux demoiselles éditaient une revue le *Weekly*, où fut imprimée la première traduction en anglais du Manifeste Communiste. Lors du congrès de la Haye en 1872, la question de la section 12 fit grand bruit. L'attitude des demoiselles Woodhull fut défendue avec talent d'ailleurs, par le délégué de la section William West qui fit un éloge brillant du féminisme : " Que Misses Woodhull et d'autres soient des spiritistes et des partisans de l'amour libre, peut-on l'interdire? Peut-on commander l'amour là où il n'y en a point ? " Malgré cette plaidoirie habile le mandat de West fut invalidé. On voit par conséquent qu'il y avait des tendances très

diverses au sein des sections américaines de l'Internationale. Et la personnalité qui était chargée de s'occuper de ces sections, Sorge, était fort inquiète et sans illusion sur l'appui qu'elles pourraient apporter à l'Internationale.

Ce qu'il faut retenir de tout cela c'est l'évolution même du monde ouvrier et l'importance grandissante des partis et des syndicats qui, agissant sur le plan national, ont été de moins en moins favorables à l'action de l'Internationale. La décision du congrès de la Haye, en 1872, de transporter le Conseil Général de Londres à New-York a été pour l'A.I.T. le coup de grâce, une véritable liquidation. Au lendemain en effet du congrès de La Haye les bakouninistes anti-autoritaires au nom de cinq fédérations tinrent un congrès en Suisse, à Saint-Imier, sous la présidence d'Andrea Costa, le délégué italien, et de Bakounine lui-même. Le congrès de Saint-Imier repoussa les décisions de La Haye et prétendit être dorénavant le représentant officiel de l'Internationale. Cette Internationale dissidente et antiautoritaire créée à Saint-Imier fut rejointe (et ceci confirmait les pronostics de Marx) par la plupart des associations européennes, sauf toutefois par l'allemande. Elle réunit un nouveau congrès à Genève, en septembre 1873, qui vota à l'unanimité l'abolition du Conseil Général, l'autonomie des sections, et se prononça sous une forme platonique pour la grève générale comme moyen d'émancipation du prolétariat. Cette Internationale anti-autoritaire tint encore un certain nombre de congrès, de 1874 à 1877, le dernier ayant eu lieu à Verviers en Belgique.

En fait, il ne tarda pas à apparaître dans cette Internationale dissidente des tendances diverses qui s'accommodaient mal de l'anarchisme bakouninien. Les Anglais en particulier ne voulaient pas entendre parler d'anarchisme. James Guillaume lui-même, qui était beaucoup plus sensible à l'autonomie des sections qu'à la doctrine anarchiste, repoussa les méthodes bakouniniennes. Quant aux Italiens, ils rompirent avec le mouvement pour tenter sur leur propre initiative un certain nombre d'insurrections locales, d'ailleurs sans grandes conséquences, comme l'insurrection bolognaise en 1874. Insurrection également dans la région de Naples en 1877. Les héros malchanceux de ces insurrections, Malatesta et Cafiero, furent emprisonnés, tandis qu'un certain nombre d'autres Italiens qui subissaient à ce moment-là l'influence de Benoît Malon exilé en Italie, se rapprochaient de conceptions socialistes plus orthodoxes, de ce que l'on appelait le " socialisme légal " avec le journal La Plèbe. On retrouvera ces tendances en étudiant le rôle des Italiens dans la deuxième Internationale. D'ailleurs, et c'est ce qui a provoqué l'affaiblissement de l'anarchisme, Bakounine s'est retiré de l'Internationale entièrement en 1874 et est mort en 1876.

Quant à l'Internationale régulière, celle dont le Conseil Général s'était établi à New-York, elle tint encore deux congrès, l'un à Genève en 1873, l'autre à Philadelphie en 1876. A cette date elle ne comprenait plus que quelques

membres américains et suisses et elle décida de se saborder elle-même. La disparition de l'A.I.T. en 1876 a amené un certain nombre de révolutionnaires à envisager tout de suite la reconstitution d'une nouvelle Internationale. Cesar de Paepe, le leader belge, proposa la réunion d'un congrès universel socialiste qui poserait de nouveaux statuts pour l'Internationale. De fait, une réunion de ce genre s'est tenue à Genève en septembre 1877. Il y eut à cette réunion 1800 présents appartenant à différentes nations, et parmi des socialistes de tendance marxiste comme Liebknecht et Cesar de Paepe, des anarchistes comme Costa, Brousse et surtout Kropotkine qui était devenu à la mort de Bakounine le théoricien de l'anarchisme. Si le congrès de Genève a donné lieu à des manifestations bruyantes, il fut impossible de trouver un terrain d'accord sur la méthode de la lutte des classes. Cela ne veut pas dire que l'Internationale n'ait encore végété quelque temps. Mais l'ultime citadelle, la Fédération jurassienne, tint son dernier congrès à La Chaux de Fonds en octobre 1880. Tels ont été les derniers soubresauts de l'Internationale après le congrès de La Haye.

Il reste maintenant à conclure sur l'Histoire de la Première Internationale.

La Première Internationale est extrêmement petite par le nombre. Seule, une très faible partie des ouvriers a adhéré au mouvement de l'Internationale. Les chiffres sont difficiles à fixer, il n'est pas possible de le faire dans la plupart des cas. Ce qui est certain c'est que le nombre des adhérents à l'Internationale est infime. Encore l'Internationale, et c'est un fait important, n'a-t-elle guère touché les ouvriers de la grande industrie. Elle se développe presque partout, notamment en Angleterre, en France, en Suisse, dans les milieux d'artisans, dans les métiers dans l'ensemble peu compétitifs. Il y a une exception en Belgique où certains ouvriers de la grande industrie ont été touchés par l'Internationale. Il y a certainement, parmi les adhérents, des ouvriers du bâtiment, des typographes, des cordonniers. Pour ce qui est de la grande industrie, c'est le textile beaucoup plus que la métallurgie qui a été touché.

Petite par le nombre, l'Internationale est faible par l'organisation. Peu de discipline. Cotisations très mal payées, en particulier les Français ne paient jamais les leurs. Beaucoup de sections en état de perpétuelle anarchie. Et chez un très grand nombre (on a vu que cela a été une des causes de la décadence et de l'effondrement de l'Internationale), refus de reconnaître l'autorité du Conseil Général. Si bien que l'on a pu conclure que la Première Internationale a été un échec à la base. Il n'a pas été possible aux sections et aux fédérations d'organiser une lutte conséquente. Pour cela, on manquait de militants formés et éprouvés, de cadres constitués. Les masses, elles réagissaient fortement lors d'une grève, mais elles redevenaient apathiques quand le problème précis était résolu. Les organisations de l'A.I.T. ont été en général faiblement structurées, les membres peu stables, peu fidèles ; très

souvent on ne retrouve pas d'une année à l'autre, même au sein de la même section, les mêmes membres. Les résultats immédiats ont été peu importants. C'est qu'en fait l'idéologie de l'Internationale était encore trop abstraite pour pouvoir s'imposer à une masse de travailleurs incapables de la recevoir. L'idée même de l'Internationale, c'est-à-dire la solidarité internationale des travailleurs, dépassait de beaucoup la pensée moyenne des ouvriers, même les plus évolués, de cette époque. Si bien que l'on a pu parler d'un mythe de l'Internationale.

Mais alors d'où vient l'importance de ce mouvement ? La voici : il a existé un organisme, le Conseil Général, qui a pu diffuser dans le monde ouvrier des doctrines, des conseils, des mots d'ordre communs. Ce qui est donc essentiel dans l'Internationale, c'est beaucoup moins la vie des sections que les impulsions qui sont venues d'en haut. C'est ainsi qu'a pu être mis en marche un dispositif de secours international dans le cas de certaines grandes grèves, qui a pu malgré tout faire entrevoir aux travailleurs l'idée de la solidarité internationale de la classe ouvrière. Un certain nombre d'idées simples ont été diffusées ainsi dans l'ensemble du monde ouvrier. Ce travail n'a été possible que grâce à l'existence à cette époque d'un très grand nombre d'émigrés politiques qui, réunis à Londres en particulier, ont réussi à faire passer dans leurs pays d'origine les mots d'ordre de l'A.I.T., grâce aussi aux travailleurs émigrés travaillant dans un autre pays que leur pays d'origine et qui, revenus dans leur foyer, faisaient connaître les idées qui étaient celles de l'A.I.T. Ces émigrés ont été les instruments les plus importants de la vie de l'Internationale. C'est donc dans la divulgation de pensées communes que réside l'importance de l'A.I.T. L'Internationale a eu une influence considérable sur le mouvement ouvrier européen qui n'aurait pas vu le jour sans elle, car elle a établi une certaine unité dans les consciences. Elle a préparé par conséquent le mouvement ouvrier qui allait se développer surtout à partir de 1880.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

VIII. La constitution de la Seconde Internationale

1965

LA CONSTITUTION DE LA SECONDE INTERNATIONALE (1)

Ce n'est qu'en 1889 que s'est constituée la Seconde Internationale. Ce retard s'explique :

1. Par la position de Marx (1883) et d'Engels, qui ont estimé que le problème n'était pas de constituer une organisation internationale, mais des partis nationaux puissants et cohérents.

2. Par la pluralité des systèmes socialistes, qui rendaient absolument vaine la constitution d'une nouvelle Internationale, destinée à succomber aux mêmes contradictions que la première.

Cette constatation rend indispensable l'examen préalable des principaux courants qui, dans les années 1880, traversaient le socialisme européen.

I) LE MARXISME ne dominait réellement que la sociale-démocratie allemande, qui au congrès d'Erfurt (1891) a rompu totalement avec les formules lassalliennes. Ce parti est alors le plus important des partis socialistes européens : aux élections de 1890, il a obtenu 1 427 000 voix et compte 35 députés. Pour ce qui est du parti social-démocrate autrichien, la

pénétration des idées marxistes y a été plus lente, mais elle est achevée en 1889. Pendant les années 70, le parti a été écartelé entre la tendance lassallienne ou modérée, représentée par Oberwinder, et la tendance marxiste ou radicale, représentée par Scheu. Les deux leaders s'étant éliminés eux-mêmes, la personnalité la plus considérable du parti est devenue, dans les années 80, J. Peuckert, qui, sous l'influence d'un autre socialiste qu'il avait connu à Londres, Johann Most, a orienté le mouvement vers l'anarchisme, ce qui a conduit à divers attentats et à une sévères répression. Divisé entre les tendances les plus opposées, le parti a été repris en main par Victor Adler, israélite originaire de Bohême, établi comme médecin à Vienne, qui, après avoir milité dans les organisations nationalistes, a été converti au socialisme par le spectacle de la misère du prolétariat qu'il avait sous les yeux. Fondateur de la revue L'Égalité (Die Gleichheit), il réussit au congrès de la social-démocratie de Rheinfeld (1889) à réconcilier les diverses factions autour d'un programme de tendance marxiste, orienté vers le combat politique et la conquête du suffrage universel, sans toutefois tomber dans les compromissions du parlementarisme. Il devait jouer un rôle important dans la Seconde Internationale.

II) L'ANARCHISME. La puissance des anarchistes demeure considérable dans le socialisme européen au cours des années 1880. Quelle est la position générale des milieux anarchistes ? Les anarchistes s'opposent absolument à toute espèce de compromis avec la vie parlementaire, et d'autre part à toute espèce de législation du travail. Ce sont les deux points essentiels de la position anarchiste qui séparent l'anarchisme du socialisme. Dans une portée plus lointaine, les anarchistes déclarent incompatible l'Etat avec la liberté individuelle. Ils estiment que la destruction de l'Etat doit être le premier objectif. Ils ne pensent pas, comme les marxistes, qu'il y a possibilité de constituer un Etat de transition où les partis socialistes utiliseront les rouages existants pour supprimer les anciennes classes dirigeantes.

Après la disparition de Bakounine, la personnalité la plus considérable des milieux anarchistes est le prince Kropotkine, qui a eu, du fait d'une naissance dans une famille aisée de l'aristocratie russe, une brillante carrière à la cour et dans les services géographiques de l'armée du tsar. En 1872, au cours d'un voyage en Europe, le prince Kropotkine fit connaissance des milieux anarchistes suisses et en particulier de James Guillaume. Il fréquente en Suisse un très grand nombre d'anarchistes français (notamment Brousse) et italiens (Cafiero).

Après avoir participé quelque temps à des mouvements révolutionnaires en Russie, il revint en Suisse où il édita, à partir de 1878, le journal Le Révolté ainsi que de très nombreux pamphlets anarchistes. Il connut une existence agitée, étant menacé constamment d'expulsion et obligé de s'expatrier. Il fut condamné, en 1883, par un tribunal français (celui de Lyon) sous prétexte qu'il

avait appartenu à la Première Internationale. En 1886, il finit par s'établir à Londres où il passa désormais la plus grande partie de sa vie. Il vivra jusqu'en 1917 et aura le bonheur de voir dans ses derniers jours la révolution qui a mis fin au régime tsariste. Il a fait paraître à Londres un très grand nombre d'ouvrages. L'un des plus importants est L'Aide Mutuelle dans lequel il démontre que la coopération volontaire (que dans un langage darwinien il appelle " une force naturelle ") doit conduire à la suppression de l'Etat. Il développe une sorte d'anarchisme communiste qui s'oppose très fortement à l'anarchisme individualiste de la génération précédente.

Quelles sont, en 1889, au moment où se réunissent les deux congrès de l'Internationale, les forces anarchistes en Europe ?

Le pays où l'anarchisme a acquis la place la plus considérable, est sans doute l'Italie. L'anarchisme italien est en liaison avec l'état précapitaliste de l'économie italienne : prolétariat ouvrier relativement peu organisé, importante *intelligentzia* déclassée ; il est conforme à la tradition de " coup de main ", soulèvement, qui est celle du Risorgimento italien. Avant de s'attacher d'ailleurs à l'anarchie, les leaders socialistes italiens avaient été les compagnons de lutte de Mazzini et ensuite de Garibaldi. Et à l'époque de la Première Internationale, les socialistes italiens avaient participé à toute une série de mouvements insurrectionnels – le mouvement de Bologne en 1874, celui de San Lupo, près de Naples, en 1877 – qui avait conduit à des échecs irrémédiables. Cependant, progressivement, on avait assisté chez quelques-uns de ces socialistes italiens à une certaine désaffection à l'égard de l'anarchisme de Bakounine. C'est le cas en particulier pour Andrea Costa qui, peu à peu, à l'étranger où il avait été obligé de se réfugier, avait marqué des doutes sur l'anarchisme. Il s'en détacha à la suite de l'attentat perpétré en 1878 par Passanante sur le roi Humbert 1er . A partir de cette date il abandonne ce qu'il appelle l'insurrectionnisme et se prononce de plus en plus nettement pour le travail parlementaire. De fait, il sera nommé à la Chambre des Députés socialiste, en 1882.

Cette même évolution, on la retrouve chez un personnage qui a été longtemps son compagnon d'armes, Amilcar Cipriani, de tous les anarchistes italiens la figure peut-être la plus populaire. Il avait combattu sous Garibaldi, participé à la bataille d'Aspromonte, il s'était battu avec courage au cours de la Commune parisienne, avait été déporté en Nouvelle Calédonie pour revenir en Italie, en 1877 et participer à l'insurrection de San Lupo. Cipriani s'était encore prononcé en 1880, lors d'un congrès des anarchistes italiens à Chiasso, petite ville suisse du Tessin, en faveur de l'insurrection armée. Or, sous l'influence de Costa, Cipriani aussi s'oriente vers ce que l'on appelle le socialisme légal, mis sur pied avec un parti qui porte ce nom par Enrico Bignami et qui dispose d'un journal très important pour la connaissance du socialisme italien de cette époque, La Plèbe (qui paraît à Milan).

Cependant, si l'on assiste au ralliement d'un certain nombre d'anarchistes italiens au socialisme légal, beaucoup d'entre eux demeurent fidèles à l'anarchisme. C'est le cas en particulier pour Saviero Merlino, et surtout pour Enrico Malatesta, figure extrêmement curieuse dans l'histoire de l'Internationale. Malatesta exerce une très grande influence en Italie à travers son journal *La Question Sociale* (*La Question Sociale*) où il attaque vivement le socialisme et s'efforce d'utiliser contre le gouvernement tous les moyens de lutte possibles. Par exemple, il vient se jeter dans l'épidémie de choléra, qui sévit à Naples en 1885 pour essayer d'utiliser l'émotion et le malheur des masses en faveur d'un soulèvement, ce qui met évidemment la police à ses trousses et l'oblige à partir pour l'Argentine. Dans ce pays il continue dans un milieu italien sa propagande en faveur de ses idées, il publie *La Question Sociale* sous la forme d'un journal bilingue, et revient en Europe en 1889. Il jouera un rôle important dans la formation de la Seconde Internationale. Il existe en Italie de très nombreux cercles anarchistes, en particulier dans l'Italie centrale : en Toscane et en Romagne, et aussi dans le Midi, dans ce Mezzogiorno qui a été, à partir des années 60, profondément remué par les idées révolutionnaires. Mais il n'y a pas de lien entre ces différents groupes. Et beaucoup de ces Italiens orientés vers l'anarchisme ont, du fait de la situation économique de leur pays et des avantages que leur offre le Nouveau Monde, émigré entre 1880 et 1890.

L'autre foyer traditionnel de l'anarchisme est l'Espagne. L'anarchisme s'y développe pour les mêmes raisons économiques qu'en Italie. D'autre part, en 1873, au moment où a été proclamée la République, la déception dans les masses a été très violente devant l'impuissance des républicains bourgeois à remédier à la situation sociale. Enfin il s'avère que l'influence de Bakounine en Espagne, par des intermédiaires d'ailleurs généralement italiens, tel Fanelli, a été particulièrement puissante. Depuis la réaction s'est installée en 1874, l'anarchisme y mène une vie clandestine. Mais l'action des anarchistes se fait sentir constamment. Lorsqu'à la suite d'un attentat contre la personne d'Alphonse XII, une véritable terreur se déverse sur le pays, il y est répondu par des lancements de bombes et des incendies.

Certes, il existe en Espagne un certain nombre de socialistes qui n'adoptent pas l'idéologie anarchiste. Leur chef, dans les années 80, est un typographe madrilène, Pablo Iglesias, qui a tenté, en se libérant de l'emprise anarchiste, de fonder en 1879 un parti socialiste espagnol des travailleurs. Ce parti est demeuré longtemps clandestin, mais réussissait à faire paraître un journal, *Il Socialista* (*Le Socialiste*). Il n'en reste pas moins que cette tendance non anarchiste du socialisme espagnol ne représente qu'une très faible minorité, et une minorité essentiellement madrilène.

Dans les grands foyers révolutionnaires espagnols – c'est essentiellement la

Catalogne et l'Andalousie – se reconstitue une Fédération régionale des syndicats qui reprend, vers 1878-80, les traditions de la Première Internationale. Mais des oppositions se manifestent au sein même de cette Fédération entre les éléments catalans, représentant surtout les ouvriers de l'industrie textile qui mettent l'accent sur les préoccupations syndicales, - et les éléments andalous, des paysans surtout, qui préconisent l'action directe, la lutte violente contre les propriétaires et les fonctionnaires. Ces derniers constituent ce que l'on appelle le groupe des Desheredados (Déhérités), partisan des moyens subversifs à l'égard des puissances établies. Ce sont les crimes agraires dirigés contre les propriétaires et les fonctionnaires, en particulier contre les gendarmes, surtout dans la région de Xérès et d'Arcos de la Frontera, qui ont donné naissance à ce qu'on appelle " le mythe de la Main Noire ", organisation terroriste sur laquelle on n'a jamais réussi à faire le jour, dont certains mêmes prétendent qu'elle n'a jamais existé, mais dont, en tous les cas, les forces de répression se sont servi pour organiser une véritable terreur en Andalousie. La Fédération régionale de tendances anarchistes reste en tout cas profondément divisée entre des éléments qui se disent collectivistes et appartiennent à des milieux agraires, et des éléments communistes qui se recrutent surtout à Barcelone dans les milieux ouvriers.

Quant à l'anarchisme hollandais, il est de toute autre nature. Son chef, Domena Nieuwenhuis, tire son inspiration anarchiste, non pas de Bakounine, mais de l'Ancien Testament et de l'Évangile. Nieuwenhuis a été représenté par Victor Adler comme un homme avec une tête de christ et l'âme d'un sectaire fanatique. Fils de pasteur, pasteur lui-même d'une communauté bourgeoise de La Haye, il a exposé dans un ouvrage qui s'intitule *Ma sortie de l'Église* (1891) les raisons pour lesquelles, rompant entièrement avec le milieu dans lequel il a vécu, il s'est adonné à un socialisme de caractère internationaliste, antimilitariste et très hostile au parlementarisme. Il a réussi à se faire nommer député en 1888, malgré un système censitaire. C'est au parlement de La Haye, qu'il a acquis une hostilité contre le système parlementaire dans lequel il ne voit que l'expression des intérêts du monde capitaliste. Il insiste sur l'idée que les syndicats doivent organiser eux-mêmes leur émancipation, au besoin par l'action directe. Il a mis sur pied un journal *Recht voor Allen* (Le droit pour Tous), ainsi que la Ligue Socialiste qui a été pendant longtemps le principal instrument de lutte dans les Pays Bas. Il se constituera plus tard un socialisme de tendance marxiste aux Pays Bas, qui a une grande importance. Mais dans les années 80, c'est Nieuwenhuis qui donne le ton au socialisme en Hollande.

Si l'on excepte les trois pays dont il vient d'être question – l'Italie, l'Espagne et la Hollande -, l'anarchisme ne représente que des forces relativement faibles. En Suisse, la pensée anarchiste disparaît à peu près totalement en 1880. En Allemagne et dans les pays, il faut bien entendu signaler l'influence de Johann Most. Mais Most a été chassé en 1880 de la sociale-démocratie allemande,

ainsi que les autres éléments anarchistes ; depuis lors, son crédit en Allemagne a diminué. En France (2), la situation de l'anarchisme est assez particulière. Les anarchistes se sont reconstitués, vers 1877, surtout sous l'influence de Paul Brousse, qui à ce moment-là fréquente les milieux anarchistes italiens et publie un journal anarchiste L'Avant-Garde. Mais Brousse a fait une évolution assez rapide vers ce que l'on appelle le possibilisme. Les anarchistes sont entrés dans le Parti Ouvrier Français qui s'est constitué en 1878, mais ils ont rompu dès 1880 avec Jules Guesde lors du congrès du Havre. Dans les années 80, les anarchistes constituent en France une cinquantaine de groupes, assez influents à Paris et à Lyon, mais sans aucun lien les uns avec les autres et ne comportant pas plus de trois mille personnes environ. Parmi eux se trouvent des personnalités remarquables, et c'est cela qui fait l'importance de l'anarchisme français. Il y a parmi eux – et c'est plus un emblème qu'une véritable force – l'ancienne communarde Louise Michel ; le géographe Elisée Reclus ; le journaliste Jean Grave dont le journal Le Révolté, rédigé de façon remarquable (et que l'on a appelé Le Temps de l'anarchie), a pris la suite du Révolté de Kropotkine ; Emile Pouget qui rédige dans un style très différent Le Père Peinard où il prêche une espèce d'anarcho-syndicalisme ; enfin Emile Gautier dont les études sur le darwinisme sont célèbres et qui est un propagandiste remarquable dans les milieux ouvriers. Les anarchistes en France ont participé à quelques mouvements de protestation populaire au cours des années 80. En 1882, c'est le mouvement de La Bande Noire dont le champ d'action est la région de Montceau-les-Mines et qui est dirigé contre un certain nombre de notables industriels ou grands propriétaires et des religieux. En 1883, eut lieu le pillage d'une boulangerie à Paris au cours d'une manifestation de chômeurs (c'était une période de récession économique) ; à cette manifestation avaient participé Pouget et Louise Michel qui furent condamnés à des peines extrêmement sévères de prison.

En Angleterre, le mouvement anarchiste n'a jamais été puissant, mais il existe un anarchisme littéraire, représenté en particulier par William Morris, auteur des News from nowhere (Nouvelles de nulle part), sorte de tableau de la cité utopique de l'avenir. Kropotkine d'ailleurs est établi à Londres depuis 1876 où il vit dans un milieu de personnalités anarchistes extrêmement remarquables.

Or, il y a eu dans les années 80 toute une série d'attentats – que l'on a appelés " attentats anarchistes " - contre des têtes couronnées. Certains ont réussi, comme l'assassinat d'Alexandre II en 1881 par la soif et la volonté populaires. D'autres ont échoué, tels l'attentat contre Guillaume 1er qui a amené la loi sur les socialistes, l'attentat contre Humbert 1er et celui contre Alphonse XII. Ces attentats se sont continués au cours des années 80. Or les milieux anarchistes n'y jouent aucun rôle. En Russie, certes, les terroristes sont fortement organisés, mais ce sont les milieux appartenant aux groupements populistes et qui n'ont que de très faibles liens avec l'anarchie.

Cependant, si les anarchistes n'ont pas joué de rôle dans ces crimes, la "propagande par le fait", comme on a dit, n'a pas été condamnée par eux. Certes, Kropotkine a déclaré que de tels actes ne servaient à rien et au contraire aggravait la situation du prolétariat ; mais les anarchistes ont donné leur approbation à certains de ces crimes, en particulier à ceux qui ont été perpétrés en Russie, car, analysant la situation révolutionnaire, ils estimaient qu'il n'y avait pas d'autre moyen pour le peuple russe de se débarrasser de la tyrannie dans laquelle il vivait.

III) A côté de l'anarchisme, il y a d'autres aspects de l'antimarxisme sur lesquels il convient d'attirer l'attention : le trade-unionisme anglais, le possibilisme français.

En Angleterre le mouvement ouvrier est dominé par le trade-unionisme : il y a dix millions d'adhérents aux syndicats trade-unionistes en 1889. Mais c'est un mouvement qui ne présente aucun caractère socialiste et est absolument hostile à l'idée de la lutte des classes. Pourtant dans les années 80, on voit apparaître en Angleterre des tendances nouvelles. En 1881, une Fédération Sociale Démocratique (Social Democratic Federation) a été créée par un socialiste qui a subi profondément l'influence du marxisme théorique, Hyndman. Hyndman a publié un livre, *England for all* (l'Angleterre pour tous), qui est une espèce d'adaptation du marxisme à l'usage des Anglais. Le but qu'il poursuivait, est une rénovation de l'agitation chartiste, mais en donnant à celle-ci un programme théorique influencé par le marxisme. Le mouvement de la Fédération Démocratique comprend un très grand nombre de personnalités des milieux intellectuels londoniens : l'écrivain William Morris, Belfort Bax, Eleonore Marx Eveling (fille de Karl Marx), ainsi que quelques chefs de syndicats, tels John Burns et Tom Man. L'organe de la Fédération Démocratique était le journal *La Justice* dont les frais étaient payés par un riche écrivain de tendances socialistes, Edward Carpenter. Il y eut au sein de cette Fédération des craquements. Et des éléments plus proches de l'anarchie, comme William Morris, ont fondé ce que l'on appelle *La Ligue Socialiste* qui a adopté un programme essentiellement antiparlementaire, et publiait un journal remarquable, *The Common weal* (Le Bien commun).

D'autre part, à partir de 1884, se constitue à Londres un autre groupe d'intellectuels socialistes, *La Société Fabienne*, qui comprend déjà quelques une des personnalités qui feront sa gloire : Sydney Webb, l'écrivain Wells et le dramaturge Shaw. On voit que cette Société Fabienne était déjà extrêmement poussée dans les milieux intellectuels londoniens. Elle insistait sur l'appropriation des biens par la communauté. Mais elle exerçait surtout – et c'est là le point important – son influence par la vente de tracts destinés à un public très varié. Le but était essentiellement de conquérir les notables, les milieux dominants, intellectuels, de la société, au socialisme.

A la fin des années 80, ces différents mouvements (Fédération Démocratique, Société Fabienne) provoquent une certaine radicalisation des revendications sociales. Une des personnalités les plus considérables du mouvement ouvrier britannique, Keir Hardie, proclamait dans son journal *The Miner* (Le Mineur) l'absurdité d'une alliance avec les libéraux et la constitution – ce qui est entièrement nouveau – d'un parti indépendant des travailleurs, qui sera, en dehors du parti libéral et du parti conservateur, destiné à défendre les intérêts des ouvriers. En 1889, Hardie constitue le parti indépendant des travailleurs écossais. Or l'année 1889 est une année tournante pour le mouvement ouvrier anglais. Il y a eut cette année-là une série de grèves d'une importance capitale. D'abord la grève des ouvriers du gaz, puis celle des dockers du port de Londres qui dura cinq semaines et se termina, grâce à l'appui de la population et à l'intervention du cardinal Manning (principal représentant de l'Eglise catholique en Angleterre), par une victoire complète des éléments grévistes. Ces grèves de 1889 ont été à l'origine du développement des syndicats d'ouvriers non spécialisés, qui réclamaient une élévation immédiate des salaires. Alors que jusqu'à présent les trade-unions avaient presque uniquement réuni des ouvriers skilled, c'est-à-dire spécialisés, se constituent dorénavant des trade-unions s'adressant à une partie inférieure du prolétariat britannique. En 1889, toujours sous l'effet de ces manifestations, la direction des trade-unions passe entre les mains d'éléments socialistes, comme Keir Hardie, John Burns, Tom Man, dont certains avaient appartenu à La Fédération Démocratique. Et c'est de la collaboration de ces divers éléments que sortira en 1893 l'Independent Labour Party (l'I.L.P., Le Parti Indépendant du Travail).

Il ne faut pas s'imaginer, malgré l'évolution qui vient d'être retracée, malgré la constitution de la Fédération Démocratique, de la Société Fabienne, et les événements de 1889, - que les leaders socialistes britanniques, s'ils ont acquis un vif sentiment de classe, soient attirés par l'idéologie marxiste. Le socialisme anglais, même à cette époque, demeure dominé, d'une part par l'éthique du christianisme et d'autre part par les traditions politiques du radicalisme anglais. Ce sont ces deux éléments qui constituent la base de la pensée socialiste anglaise. Et même si l'on a vu dans les années 80 un certain développement incontestable de l'idéologie marxiste, il n'en reste pas moins que le marxisme n'a pas pris pied profondément en Angleterre.

C'est l'émiettement qui caractérise en France à cette époque le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier. Le premier redressement du socialisme a été rendu rendu possible par l'amnistie des communards. A la suite de cette amnistie s'est réuni à Marseille, en octobre 1879, un congrès de travailleurs où Jules Guesde, qui avait mis sur pied dès 1877 une revue intitulée *L'Egalité* – la première revue socialiste après la Commune – était l'introducteur en France des idées marxistes. D'ailleurs, à cette revue, il faisait collaborer un

certain nombre de marxistes, comme par exemple l'allemand Liebknecht. Il voulait créer un parti socialiste français socialisé comme l'était la social-démocratie allemande. Il avait discuté ces questions avec Marx et avait mis sur pied avec le gendre de Marx, Paul Lafargue, un programme qui fut accueilli, lors du congrès de Paris en 1880, avec enthousiasme. Mais, dès cette année 1880, on voit apparaître dans ce groupement socialiste des éléments qui se détachent, des scissions. D'abord les éléments proudhoniens et anarchistes, ces derniers en particulier lors du congrès du Havre en 1880. A côté d'eux, un troisième élément de dissidence apparaît avec Jean Brousse, un médecin qui avait, après la Commune, suivi Bakounine et la Fédération jurassienne, s'était orienté d'abord vers l'anarchisme, puis était revenu à un socialisme réformiste et évolutionniste. A partir de 1880, dans le journal *Le Prolétaire*, Brousse défend ce que l'on appelle la théorie du "socialisme municipal" qui par beaucoup de côtés rappelle les conceptions des Fabians anglais, et sur le plan tactique préconise l'alliance avec les éléments de gauche de la bourgeoisie, par conséquent avec le parti radical. Au congrès de Saint-Etienne en 1883, les partisans de Brousse, qui portent dorénavant dans l'histoire le nom de "possibilistes" ont fondé un parti séparé de celui de Guesde (Parti Socialiste Révolutionnaire). Guesde de son côté avait formé le Parti Ouvrier Français (le P.O.F.) de tendance marxiste. L'émiettement cependant se poursuit. En effet, de Brousse et des possibilistes se séparent un certain nombre de socialistes qui, sous la direction d'Allemane, ne sont pas d'accord entièrement avec les alliances électorales conclues par Brousse, et tendent plus ou moins vers l'anarchisme. Enfin, se constitue sous la direction de Vaillant un mouvement blanquiste qui prend le nom de Parti Socialiste Révolutionnaire.

Ces divisions qui émiettent le socialisme français, sont encore compliquées par celles qui apparaissent au même moment dans le mouvement syndical, reconstitué en 1884 grâce à la loi sur les syndicats que fait voter Waldeck-Rousseau. Ces syndicats forment à Lyon, en 1886, la Fédération Nationale des Syndicats dans laquelle il faut distinguer ceux qui sont partisans de la grève générale et ceux qui en sont les adversaires. Cette Fédération Nationale des Syndicats, d'autre part, adopte dans l'ensemble un point de vue antiparlementaire. Celui-ci est vigoureusement défendu par contre par les Guesdistes qui estiment que le travail parlementaire ne doit pas être négligé. Ainsi le socialisme et le syndicalisme tendent à prendre des directions divergentes.

On voit que l'on peut distinguer en 1889 dans le socialisme français des tendances extrêmement variées : guesdistes, broussistes, allémanistes, blanquistes, syndicalistes et anarchistes. En France comme dans d'autres pays, le marxisme, représenté essentiellement par Jules Guesde et ses partisans, est une tendance minoritaire et, dans tous les cas, fortement discutée.

Ce tableau d'ensemble du socialisme européen dans les années 80 doit permettre maintenant d'étudier les débuts de la Seconde Internationale.

Notes

1) Lire, outre les ouvrages cités de Cole et de Braunthal, J. Joll, *The Second Internationale* (1955) ; J. Longuet, *Le mouvement socialiste international* (dans l'*Encyclopédie socialiste*) (1913) ; G. Haupt, *La Seconde Internationale, Etude de sources* (1964)

2) Cf. J. MAITRON, *Histoire du Mouvement Anarchiste en France* (1955)



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

IX. Les débuts de la Seconde Internationale

1965

LES DEBUTS DE LA SECONDE INTERNATIONALE

Deux congrès simultanés se sont tenus du 14 au 21 juillet 1889, à l'occasion du centenaire de la prise de la Bastille. Ces réunions ont été provoquées par des initiatives diverses. La première est venue des possibilistes français, des partisans de Brousse, qui avait déjà organisé en France à deux reprises des congrès internationaux de travailleurs, et étaient, à cette occasion, entrés en rapport avec les trade-unions britanniques. Les trade-unions anglais et les possibilistes français ont prévu pour 1889 un congrès de leaders syndicalistes auquel étaient invités également un certain nombre de socialistes des deux pays. Là-dessus, fort mécontents de cette initiative, les guesdistes décidèrent d'organiser un contre-congrès. Pour éviter que siègent en même temps deux congrès rivaux, la sociale-démocratie allemande a tenté une médiation : Liebknecht convoqua à La Haye, pour essayer de les mettre d'accord, les représentants des organisations hostiles. Cette médiation ayant échoué, deux congrès rivaux et parallèles se réunirent : le congrès des possibilistes dans une salle de la rue Lancry, et le congrès des marxistes dans une salle de la rue Pétrelle. Bien que le nombre des participants du premier congrès fut plus grand (il y avait 612 participants dont 521 français), c'est le second congrès, celui de la rue Pétrelle, qui a le plus d'importance, car c'est de lui que sortira la Seconde Internationale. Il comprenait 400 délégués appartenant à vingt

pays et représentant des éléments extrêmement divers. La délégation française, de loin la plus importante (221 membres) puisque le congrès se tenait à Paris, comprenait un certain nombre de marxistes, comme Guesde et les deux gendres de Marx, Longuet et Lafargue. Il comprenait aussi des éléments blanquistes avec Vaillant, et des éléments anarchistes comme Sébastien Faure. L'Allemagne était, après la France, le pays le plus représenté, avec 81 délégués élus, et parmi eux, essentiellement, Liebknecht qui a été la figure centrale du congrès. Il jouissait alors d'une réputation considérable dans les milieux socialistes, et était entouré d'une série de personnalités sociales-démocrates allemandes de premier plan, comme par exemple Edouard Bernstein. L'Angleterre était représentée par 22 membres, dont un certain nombre de personnalités illustres, comme le leader syndicaliste Keir Hardie, l'écrivain William Morris, fondateur de La Ligue Socialiste, l'une des filles de Marx, Eléonore Marx Eveling, qui avait à ce moment-là un rôle assez considérable dans le mouvement socialiste anglais. De Belgique était venu Cesar de Paepe qui représentait la tradition de la Première Internationale. D'Italie étaient venues également des personnalités, soit socialiste comme Andrea Costa, soit anarchistes comme Saverio Merlino. D'Espagne étaient venus des marxistes comme Iglesias, et un certain nombre d'anarchistes ; d'Autriche, Victor Adler, dont on sait le rôle considérable dans la réorganisation du socialisme autrichien. On voit qu'il y avait là des personnages extrêmement divers. Il y avait là, comme on le faisait remarquer Victor Adler, " des hommes, dont les uns sortaient de prison et les autres y étaient attendus, un très grand nombre de condamnés à mort, et un plus grand nombre de proscrits ". De nombreux Etats secondaires, dont le rôle jusqu'à présent n'avait pas été considérable sur le plan socialiste, étaient représentés. Il faut signaler des délégations russes et américaines.

Il faut remarquer que le congrès de Paris de 1889 n'a pas donné naissance à un organisme international. L'Internationale qui va naître à ce congrès, n'a encore aucun secrétariat, aucune commission permanente ; aucuns statuts, pas même un nom, car ce nom de Seconde Internationale ne lui sera donné que beaucoup plus tard. Ce n'est qu'en 1896 au congrès de Londres, et surtout en 1900 à un nouveau congrès à Paris, que l'on verra s'établir une ébauche d'organisation internationale. C'est en 1900 que sera créé le Bureau Socialiste International (le B.S.I.) siégeant à Bruxelles et constituant l'organe centralisateur de l'Internationale. Mais rien de pareil en 1889 et pendant les premières années du mouvement. Ce n'était d'ailleurs nullement dans les intentions d'Engels, qui joua dans les coulisses du congrès un rôle de tout premier plan, de voir se reconstituer une Internationale ; Engels estimait essentiel encore à cette époque d'organiser solidement des partis nationaux.

Ce congrès va voir se développer un certain nombre de polémiques qui sont capitales pour l'avenir du mouvement ouvrier et du socialisme international. Trois questions essentielles ont été traitées.

1. LA QUESTION DE LA LEGISLATION SOCIALE. Est-il souhaitable que les socialistes essaient d'obtenir de leur gouvernement une législation limitant les heures de travail et accordant aux ouvriers un certain nombre d'avantages ? Cette question était d'autant plus à l'ordre du jour que l'empereur Guillaume II, qui était monté l'année précédente sur le trône d'Allemagne, avait prévu en signe de joyeux avènement (il s'appelait lui-même l' "empereur des gueux ") la réunion d'un congrès international à Berlin pour discuter de la question sociale. Le problème qui, aux yeux des socialistes, se posait surtout, était celui de la réduction des heures de travail que l'on souhaitait voir assez uniformément réduites à huit heures. A ce vœu d'une législation du travail s'opposent les anarchistes, qui sont absolument hostiles à toute espèce de législation sociale, quelle qu'elle soit.

2. LA DEUXIEME QUESTION QUI A ETE DISCUTEE EST CELLE DU SUFFRAGE UNIVERSEL, qui devait permettre, là où il existait, de faire pression sur les gouvernements, ou qui devait devenir l'objet d'une revendication constante de la part des socialistes là où il n'existait pas encore, par exemple en Autriche ou en Belgique. Ici encore, comme sur la question de la législation sociale, le vœu de conquérir le suffrage universel s'oppose aux conceptions des anarchistes qui estiment absolument vaine toute espèce d'action parlementaire. Cette thèse a été développée en particulier au congrès de Paris par des hommes comme Merlino pour l'Italie, Sébastien Faure pour la France, Nieuwenhuis pour la Hollande, qui repoussent toute espèce de participation de la classe ouvrière aux élections parlementaires. Il y eut d'ailleurs à ce sujet de très violentes altercations au congrès de Paris. Il fallut par la force obliger les anarchistes à quitter la tribune qu'ils occupaient pendant des heures.

3. LE TROISIEME POINT SUR LEQUEL A PORTE LA DISCUSSION EST LA FACON DONT LA CLASSE POPULAIRE POURRAIT SUR LE PLAN INTERNATIONAL COORDONNER SON ACTION. C'est cette idée d'une coordination des mouvements ouvriers qui a provoqué la revendication du 1er mai chômé. L'idée d'un 1er mai chômé internationalement et devenu fête du travail (et ceci essentiellement pour l'obtention de la journée de huit heures) a été soulevée dans des congrès syndicaux américains dès 1884. Elle a été systématisée au cours d'un congrès syndicaliste américain et européen qui se tint à Saint Louis aux Etats-Unis, en décembre 1888, sur l'initiative du président de l'American Federation of Labour, Samuel Gompers, une des personnalités considérables du mouvement des travailleurs aux Etats-Unis. Elle a été reprise enfin au congrès de Paris en 1889 par un syndicaliste français, Raymond Lavigne, qui avait joué un rôle assez considérable dans la réorganisation du mouvement socialiste. Mais l'idée de Lavigne fut à peine discutée faute de temps. Il fut seulement décidé que dans chaque pays les travailleurs organiseraient leur manifestation lors du 1er mai suivant (c'est-

à-dire le 1er mai 1890) d'une façon compatible avec les conditions de leurs pays respectifs.

Tels ont été les thèmes principaux développés lors du congrès de Paris. On voit que deux problèmes essentiels vont dominer l'histoire de l'Internationale pendant les années 90 : la question du 1er Mai et la lutte contre les anarchistes.

La question du 1er Mai (1)

Pourquoi cette date du 1er Mai ? Le 1er Mai 1531 avait eu lieu une révolte des ouvriers de la soie à Lucques en Italie. Certains ont avancé cette raison pour le choix du 1er Mai. Cette hypothèse n'a aucune valeur. La raison, c'est que dans certains Etats des Etats-Unis, en particulier dans l'Etat de New-York, le Premier Mai était la date où étaient établis certains baux, contrats, locations, d'où l'on faisait par conséquent partir l'année de travail, l'année ouvrière. Cette date correspondait, si on veut, pour les transactions économiques et pour les contrats de travail, à la Saint Jean des campagnes françaises.

Dès que les délégués au congrès de Paris eurent réintégré leurs Etats respectifs, ils se demandèrent comment organiser les mouvements de masse du 1er Mai 1890. Les Français et les Autrichiens décidèrent de faire du 1er Mai un jour de grève totale. Les Allemands et les Anglais se contenteraient, eux, de manifester le dimanche suivant le 1er Mai. On voit que les interprétations ont été diverses. Malgré ces divergences et malgré l'opposition générale des anarchistes qui reprochaient à cette manifestation son caractère pacifique et le recours aux pouvoirs publics qu'impliquait la loi limitant à huit heures la journée de travail (puisque c'était en vue de cette limitation que le 1er Mai était essentiellement organisé), - malgré ces divergences et malgré cette opposition, le 1er Mai 1890 a constitué une manifestation grandiose et pacifique de la solidarité internationale de la classe ouvrière.

En France, la grève toucha 138 villes et affecta même un certain nombre de bassins miniers, tels ceux de l'Allier, du Gard et de la Loire. A Paris, centre le plus actif du mouvement ouvrier, la manifestation du 1er Mai, imposante (environ 100 000 travailleurs y participaient) et accompagnée d'un pétitionnement au Palais Bourbon, eut lieu dans le calme. Et cela, malgré une incroyable propagande gouvernementale mise sur pied par le ministre de l'Intérieur, Constans, et destinée à présenter le 1er Mai comme le prélude au " chambardement universel du grand soir ", " préparant l'âme de la bourgeoisie au jour du Jugement dernier ", - malgré également d'incroyables provocations policières. Il n'y eut, ce 1er Mai en France, de violence qu'à Vienne (Isère) par suite de l'intervention de quelques éléments anarchistes. Dans d'autres villes d'Europe les manifestations furent aussi considérables. En Belgique il y eut 340 000 manifestants, 100 000 à Barcelone, 120 000 à

Stockholm. A Hyde Park, à Londres, malgré le peu de chaleur des trade-unions anglais pour la grève, il y eut des démonstrations de masse imposantes. Mais de loin la manifestation du 1er Mai 1890 la plus considérable fut celle qui eut lieu à Vienne en Autriche. Le 1er Mai y fut entièrement chômé. L'empereur avait réuni un conseil de la Couronne, la veille, pour envisager des contre-mesures. Des troupes croates et bosniaques avaient été cantonnées dans la ville. La journée d'ailleurs fut suivie d'un lock-out pour tous ceux qui avaient participé au mouvement. Il n'en reste pas moins que le 1er Mai viennois a été une des grandes dates du mouvement ouvrier européen. Ces mouvements ont contrasté avec la faiblesse de l'agitation en Allemagne où l'on s'est contenté d'une manifestation dans les grandes villes industrielles, dans la soirée du 1er Mai.

Les choses se renouvelèrent à peu près de la même façon l'année suivante. Pour ce qui est de la France, les manifestations s'étendirent à un plus grand nombre de localités qu'en 1890 et provoquèrent à Fourmies, ville industrielle du Nord, un véritable massacre organisé par les forces de l'ordre, au cours duquel dix personnes furent tuées, en particulier des femmes et des enfants. A la suite de cet événement, des poursuites furent intentées contre Lafargue qui fut condamné à un an de prison, " l'iniquité d'une condamnation s'ajoutant à l'horreur d'un massacre ", comme l'écrivait un journal socialiste. Ce n'est pas d'ailleurs l'effet du hasard si l'émotion provoquée par le massacre de Fourmies a été suivie, quinze jours plus tard, de la publication par Léon XIII de l'Encyclique Rerum Novarum qui apportait une solution chrétienne au problème social.

Si les manifestations du 1er Mai 1891 ont pris en Europe une très grande extension, en Allemagne le 1er Mai ne fut pas chômé. Cela mécontenta les autres partis qui décidèrent, lors du congrès suivant de l'Internationale à Bruxelles en 1891, de rappeler les Allemands à l'ordre. Toutefois il fut impossible au cours des années suivantes d'obtenir que ceux-ci modifient leur attitude, bien que Victor Adler, à chaque occasion, dans ses conversations avec les leaders allemands, essayât de les entraîner. La thèse défendue par les Allemands pour justifier leur attitude, est que la sociale-démocratie en Allemagne est plus particulièrement menacée par la réaction et qu'elle ne peut se permettre aucune provocation. De fait, la loi sur les socialistes en Allemagne, cette vieille loi mise sur pied par Bismarck, n'a été retirée qu'en octobre 1890. Et, même après son retrait, les socialistes n'étaient pas sans savoir que certains membres du gouvernement impérial espéraient revenir sur l'institution du suffrage universel. La sociale-démocratie estimait qu'elle n'était pas, dans ces conditions, en mesure de tenter une épreuve de force contre le gouvernement. Celui-ci, dans cette condition de la grève et en raison des gênes qu'elle impliquait, était soutenu par l'immense majorité de la bourgeoisie. Au congrès de l'Internationale à Zürich, en 1893, la décision fut prise officiellement de faire du 1er Mai une date chômée ; cependant, même

cette décision ne vint pas à bout de la résistance des Allemands. Cette résistance a entraîné au cours des années suivantes un certain déclin de la fête du 1er Mai, dont l'éclat ne reparaitra que plus tard.

La lutte contre les anarchistes

C'est le deuxième point qui illustre l'histoire des débuts de la Seconde Internationale.

Au congrès de Paris, en 1889, avaient participé un très grand nombre d'anarchistes. La question de leur présence n'avait pas été résolue. On n'était venu à bout de leur opposition qu'en leur interdisant par la force l'accès à la tribune. Le problème anarchiste ne fut pas non plus résolu au congrès de Bruxelles en 1891, où l'on se contenta de considérer les mandats des anarchistes comme non valables, ce qui entraîna l'exclusion d'un certain nombre d'entre eux. Ce fut le congrès de Zürich en août 1893 qui prit la première résolution doctrinale destinée à rendre la présence des anarchistes impossible aux congrès de l'Internationale. Sans condamner formellement d'ailleurs l'anarchisme, le congrès déclara que serait admis dorénavant les syndicats professionnels ouvriers, ainsi que ceux des partis ou associations socialistes qui reconnaissaient la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique. Par "action politique" le congrès entendait, selon la définition donnée par Bebel, que les mouvements ouvriers s'engageaient à utiliser l'appareil législatif pour obtenir certains avantages que le prolétariat était en droit d'espérer. On voit que ces décisions excluaient les anarchistes puisque ceux-ci n'avaient jamais consenti à recourir à l'appareil législatif. Cette définition donnée par le congrès de Zürich provoqua de très violentes discussions, l'opposition d'un certain nombre d'anarchistes allemands, comme par exemple l'écrivain Gustave Landauer qui d'ailleurs parlait à titre personnel (Landauer devait être tué par la Reichswehr en 1919 lors de la répression du mouvement socialiste bavarois), l'opposition également d'un certain nombre de délégués français et polonais. Finalement, la définition donnée par Bebel qui faisait appel à l'idée de l'appareil législatif, fut votée par 14 nations contre 2. Mais les anarchistes refusèrent de se soumettre et ils revinrent en force trois ans plus tard en 1895, au congrès de Londres. C'est à ce congrès qu'il devait appartenir de régler définitivement la question anarchiste. Ce congrès de Londres avait été organisé par les trade-unions anglais, et il a dépassé de beaucoup l'importance des autres congrès : 776 délégués y représentaient plus de 20 nations. Des phénomènes nouveaux étaient apparus dans le monde ouvrier, qui ont contribué à donner à ce congrès une physionomie différentes des précédents.

Il s'était constitué en effet une aile gauche dans le mouvement syndical français. Elle s'était développée dans les bourses du travail et s'était groupée autour d'un certain nombre de personnalités dont les plus représentatives

étaient Pelloutier, Pouget et Tortelier. Ces tendances des bourses du travail étaient fort proches de ce que l'on appelle dorénavant en France l'anarcho-syndicalisme. De fait, Pelloutier, le principal organisateur des bourses du travail, voit, non pas dans les partis politiques, mais dans les syndicats, les cellules de la société de l'avenir, et il veut préparer à l'idée de la grève générale les éléments destinés à détruire la société bourgeoise. Son idéal était celui d'une société sans Etat qui reposerait sur une fédération de syndicats représentant les producteurs. Ses idées étaient exposées essentiellement dans la revue Les Temps Nouveaux qui s'était peu à peu substituée aux revues anarchistes qui n'avaient pas survécu aux attentats commis entre 1892 et 1894 : attentat de Ravachol qui avait fait sauter plusieurs immeubles à Paris ; attentat d'Auguste Vaillant qui avait jeté une bombe dans la Chambre des Députés ; assassinat du Président Carnot à Lyon. Le mouvement anarcho-syndicaliste s'était progressivement substitué, après 1894, à l'anarchisme simple. La thèse de Pelloutier était exposée de la façon suivante (2) : " Laboratoire d'études économiques, détaché des compétitions électorales, favorable à la grève générale avec toutes ses conséquences, s'administrant anarchiquement, le syndicat est bien l'organisation à la fois révolutionnaire et libertaire qui pourra seul contrebalancer et arriver à détruire la néfaste influence des politiciens collectivistes ". D'autre part, l'idée même de la grève générale développée par les anarcho-syndicalistes s'est trouvée renforcée par les événements qui ont eu lieu en Belgique. La thèse de la grève générale (3) avait été développée dès 1886 par un certain nombre de syndicalistes belges. Et si les grèves de 1886 et 1888 avaient échoué, celles de 1893 avaient déterminé l'Assemblée constituante désignée à cet effet, à accorder le suffrage universel, quoique celui-ci fût limité dans ses avantages pour la classe ouvrière par l'existence d'un vote plural.

Que se passe-t-il donc au congrès de Londres ? On se trouve en présence de trois positions tranchées. Celle tout d'abord des anarchistes venus nombreux au congrès, avec l'Italien Malatesta, le Hollandais Nieuwenhuis, la Française Louise Michel, l'ardente combattante de la Commune. Ces anarchistes étaient soutenus par les syndico-anarchistes français dirigés par Tortelier qui déclarait que la classe ouvrière n'avait rien à attendre d'un Parlement et qu'il fallait préparer, comme moyen d'action, la grève générale. La deuxième tendance était représentée par les sociaux-démocrates allemands, en particulier par Bebel qui estimait que seuls la vie politique et le régime parlementaire permettraient à la sociale-démocratie, un jour ou l'autre, de conquérir le pouvoir. Les sociaux-démocrates allemands, soutenus par les marxistes français, demandaient l'exclusion immédiate des anarchistes. Une troisième tendance enfin était représentée par un certain nombre de délégués anglais, d'ailleurs dans leur propre mouvement minoritaires, qui étaient favorables, non pas à l'anarchisme, mais à une tolérance réciproque. Ils estimaient qu'il ne fallait exclure aucune opinion, quelle qu'elle soit, de

l'Internationale. C'est la thèse développée par exemple par Keir Hardie. Quoi qu'il en soit, lorsqu'on en vint au vote, 17 nations se prononcèrent pour l'exclusion des anarchistes, 2 seulement contre. Et encore ces deux dernières se prononcèrent-elles à très faible majorité: l'une, la France, avait voté contre par 57 voix contre 56, et la seconde, la Hollande, par 9 voix contre 5 ; tandis que l'Italie s'abstenait. Ce vote a terminé l'action des anarchistes au sein de la Seconde Internationale. A partir de ce moment les anarchistes n'ont plus envisagé de pénétrer dans le mouvement.

Cependant, si le problème anarchiste se trouve enfin réglé en 1896, le problème soulevé par les anarcho-syndicalistes, c'est-à-dire le problème des rapports des partis et des syndicats, n'est pas encore résolu. Les syndicats doivent-ils avoir dans les congrès des organisations spéciales ? Doivent-ils être placés sous la direction des partis ? Les partis doivent-ils être seuls représentés ? Voilà les questions qui se posent et qui pèseront lourdement sur les délibérations de l'Internationale au cours des sessions suivantes.

Notes

(1) Il existe sur Le 1er Mai un ouvrage de M. Dommange. Cet ouvrage, s'il est bon sur le 1er Mai français, est à peu près inexistant sur les pays étrangers.

(2) On trouvera de nombreux renseignements sur la question dans la thèse de M. MAITRON sur l'anarchisme français.

(3) Cf. plus bas, le cours consacré à l'idée de grève générale.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

X. Le révisionnisme dans le cadre de la Seconde Internationale

1965

LE REVISIONNISME DANS LE CADRE DE LA SECONDE INTERNATIONALE

Le révisionnisme domine l'histoire de la Seconde Internationale. Le tournant du siècle se traduit en effet dans le domaine idéologique par ce que l'on appelle le problème révisionniste. Le problème fondamental qui se pose à l'Internationale est en effet de savoir si l'ordre capitaliste sera détruit selon un processus révolutionnaire ou s'il faut dans le cadre de l'Etat existant attendre d'une force évolutive le progrès de la classe ouvrière.

Le problème du révisionnisme est lié à un tournant de l'histoire du socialisme international qui fait apparaître à la fin du 19ème siècle et dans les premières années du 20ème toute une série de facteurs nouveaux qu'il importe de mettre en évidence. Trois facteurs essentiels vont influencer la vie de l'Internationale.

D'abord l'extension du socialisme à des pays nouveaux dans lesquels il n'avait encore pris pied que d'une façon tout à fait superficielle et qui vont prendre au contraire autour de la fin du 19ème siècle une importance capitale : les pays scandinaves et surtout la Russie dont la révolution de 1905

constituera pour l'histoire du monde ouvrier un événement d'une portée exceptionnelle. Tout en restant à dominante européenne, le socialisme d'autre part s'étend à un grand nombre d'Etats extra-européens, non seulement aux Etats-Unis où, dès l'époque de la Première Internationale, le socialisme avait une grande place, mais aux Etats de l'Amérique du Sud, au Japon, à l'Iran et même à la Chine. Tous ces Etats vont jouer dans la vie ouvrière internationale un rôle grandissant.

Le deuxième point est le suivant : la société capitaliste, après une longue période de baisse des prix, de récession économique, qui s'étend en gros de 1873 à 1895, entre à partir de 1896 dans une période d'euphorie économique, de hausse générale des prix. Cette période de croissance va se manifester par une lutte accrue pour les débouchés économiques, par le développement des oppositions impérialistes, et par conséquent par l'aggravation du risque de guerre. Tous ces phénomènes vont poser au monde socialiste des problèmes nouveaux.

Enfin, en troisième lieu, jusqu'en 1896 environ l'on a cru imminente la venue de la révolution sociale, et les discussions soulevées lors des premiers congrès de la Seconde Internationale apparaissent comme dominées par la vision messianique d'un monde nouveau. Engels lui-même, s'entretenant en 1889 avec des socialistes, déclarait que " peu d'entre nous ne verront pas la cité socialiste de l'avenir ". A partir de 1900 environ cesse la phase romantique du socialisme, qui entre à cette date dans une phase réaliste. L'illusion de la fin prochaine de l'ordre établi s'est dissipée, d'où un changement de perspective et d'orientation. C'est dorénavant l'exploitation expérimentale de certaines méthodes, comme la pratique du parlementarisme, qui va dominer les préoccupations socialistes. Les congrès ne se livreront plus à des déclarations de principe, mais à une analyse exacte et minutieuse des faits économiques, sociaux et politiques ; ils rechercheront par conséquent des solutions pratiques.

A l'ensemble de ces problèmes nouveaux correspond le besoin d'une organisation nouvelle de l'Internationale. Celle-ci est obligé de consolider son armature. Les premiers congrès avaient été en effet des congrès ouvriers organisés empiriquement par les mouvements ouvriers et socialistes du pays où ils avaient été convoqués. Le congrès de 1900, qui se tient à Paris, a décidé par contre la création d'un Bureau Socialiste International (connu dans l'histoire sous le nom de B.S.I.) qui sera composé de deux délégués par pays, quelle que soit son importance, et qui siègera à Bruxelles. La délégation belge (constituée par deux personnalités de premier ordre dans l'histoire du mouvement ouvrier, Vanderveelde et Anseele) jouera le rôle de comité exécutif. De plus, le B.S.I. a un secrétaire qui assure la continuité des activités de l'Internationale entre les congrès annuels. Ce poste de secrétaire a été tenu à partir de 1905 par le Belge Camille Huysmans qui, ayant une grande

connaissance des affaires internationales et parlant de très nombreuses langues, a pu prendre contact avec les socialistes du monde entier. L'importance de l'Internationale ne faisant que croître, il a été envisagé dans les années qui ont précédé la guerre, de faire du B.S.I. une espèce d'instrument de coordination de la lutte contre le militarisme, l'impérialisme et le danger même de la guerre. L'organisation de l'Internationale a été complétée au cours des années suivantes par la création d'une Commission socialiste interparlementaire qui a pour but de coordonner les activités parlementaires dans le monde entier. Il faut signaler enfin la création de toute une série d'organisations autour de la Seconde Internationale, comme les groupes de Femmes socialistes, de Jeunesse socialistes, etc...

C'est donc une Internationale équipée et structurée qui aura à faire front à la crise révisionniste. Celle-ci va se dérouler parallèlement dans deux pays : en France où elle revêtira un caractère pratique, et en Allemagne où elle prendra un aspect théorique.

I. En France : le conflit entre les révolutionnaires et les évolutionnistes a surgi autour d'un cas concret, ce que l'on appelle le cas Millerand. Le député socialiste Alexandre Millerand est entré en 1899 dans un cabinet bourgeois présidé par Waldeck-Rousseau, et qui reposait sur une majorité radicale. A vrai dire, depuis plusieurs années le rapprochement politique entre les radicaux et les socialistes avait fait de grands progrès. Aux élections de 1893 et de 1898 une alliance électorale avait été conclue entre les deux partis. Après les élections de 1898, une majorité de gauche s'avérait impossible sans l'appui socialiste, et c'est pour s'assurer cet appui que Waldeck-Rousseau a fait appel à Millerand. Millerand était un avocat qui, comme Jaurès (leurs deux carrières se ressemblent, tout au moins au début), était passé d'un républicanisme modéré au socialisme. En 1896, Millerand avait prononcé pour les élections municipales un discours, connu sous le nom de discours de Saint Mandé, dans lequel il s'efforçait d'établir un programme pouvant rapprocher les différentes tendances extrêmement bariolées du socialisme français. Il soutenait que le but à atteindre était la substitution d'une économie socialiste à l'économie capitaliste, mais que ce résultat ne pouvait être obtenu par une révolution brutale : il fallait que l'Etat et les communes procèdent à la nationalisation des entreprises et que les fonctions des communautés publiques soient accrues sur le plan économique. Il ajoutait que le but des socialistes devait être la conquête de la majorité des citoyens au socialisme, et que les socialistes ne devaient pas négliger, lorsque celles-ci pouvaient leur être profitables, des alliances avec les éléments progressistes de la nation, même si ceux-ci appartenaient à des partis bourgeois. Millerand n'était inscrit, comme Jaurès et Viviani (dont la carrière à cette époque est parallèle à la sienne), à aucun des groupes socialistes existants ; mais il faisait parti depuis 1893 du groupe des socialistes indépendants. Il fit savoir d'ailleurs, lorsqu'il accepta d'entrer dans le cabinet

Waldeck-Rousseau, qu'il ne représentait pas un groupe parlementaire, mais sa seule personne. Il décrivait le danger que courait à ce moment là la République du fait de l'agitation nationaliste qui s'était emparée du pays à la suite de l'affaire Dreyfus, et il invoquait ce danger pour justifier son entrée dans un cabinet bourgeois.

Il n'en reste pas moins que l'initiative de Millerand provoqua de très graves remous parmi les socialistes français. Elle fut certes appréciée par l'ensemble du groupe des broussistes, ainsi qu'isolément par quelques uns de ses collègues, comme Jaurès, conduit dans cette voie par le bibliothécaire de l'Ecole Normale, Lucien Herr, qui exerçait à cette époque une très grande influence dans les milieux socialistes. En juin 1899, dans le journal La Petite République qui était à ce moment-là un organe de gauche accentuée, Jaurès écrit : " Pour ma part, et sous ma responsabilité personnelle, j'approuve Millerand d'avoir accepté un poste dans un ministère de combat. Que la république bourgeoise, à l'heure où elle se débat contre la conspiration militaire qui l'enveloppe, proclame elle-même qu'elle a besoin de l'énergie socialiste, c'est un grand fait. Quel que soit l'avenir immédiat, ce sera une date historique. Et un parti audacieux, conquérant, ne doit pas à mon sens négliger ces appels du destin, ces ouvertures de l'histoire ". Par contre, l'initiative de Millerand provoqua des réactions hostiles chez les guesdistes, les blanquistes et surtout dans l'ensemble des milieux syndicalistes. L'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois constituait à leurs yeux une trahison, d'autant plus (ce qui aggravait le cas Millerand) qu'au ministère de la guerre siégeait le général de Galliffet, un des généraux qui avaient le plus brutalement réprimé le mouvement de la Commune. Il est évident que pour un homme comme Vaillant qui avait combattu dans les rangs de la Commune, qui ensuite avait dû s'exiler, la présence de Millerand aux côtés de Galliffet était insupportable.

Quoi qu'il en soit, un congrès socialiste se réunit en décembre 1899 à Paris, le congrès de la salle Japy, qui fut chargé de statuer sur le cas Millerand Or ce congrès n'arriva pas à un résultat net. Par 818 voix contre 634, il déclara qu'en principe il y avait incompatibilité entre l'idée de la lutte des classes et la participation à un cabinet bourgeois. Donc en principe l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau était condamnée. Mais par 1 140 voix contre 240, le même congrès admettait que l'on pouvait dans des conditions exceptionnelles envisager une pareille hypothèse. La résolution admettait qu'il fallait combattre politiquement la classe capitaliste avant de la désarmer économiquement, et que par conséquent la conquête de positions politiques pouvait être d'une grande utilité. On voit que le congrès hésitait à prendre une position radicale de condamnation de Millerand. Cependant il ne fut pas possible de se contenter de ce compromis, de cette fiction établie par le congrès de Japy. A la suite d'une grève sanglante à Chalon-sur-Saône, au cours de laquelle le gouvernement fit intervenir la troupe contre les grévistes,

l'on vit les guesdistes et les socialistes indépendants voter dans un sens différent : les guesdistes contre le ministère, les socialistes indépendants pour. Si bien qu'en fin de compte, dans l'automne 1901, deux partis se constituèrent : le parti socialiste de France comprenant les éléments guesdistes, blanquistes et la plus grande partie des allémanistes, tandis que le parti socialiste français groupait les possibilistes, les indépendants et quelques allémanistes, de droite. Le cas Millerand aboutissait en somme à la division nette du socialisme français en deux groupes, dont l'un condamnait et dont l'autre approuvait la position pris par ce député.

II. Pendant que le socialiste français essayait péniblement de résoudre le cas Millerand, la question du révisionnisme se posait pour les Allemands. C'est au congrès de la sociale-démocratie allemande de Hanovre, en 1899, que la question révisionniste a été pour la première fois débattue en public. Mais, à vrai dire, les prises de position révisionnistes remontaient à une date antérieure. La première manifestation en Allemagne de l'idéologie révisionniste a été le discours prononcé en 1891 par un député bavarois de la sociale-démocratie, Vollmar, à Munich (" discours de l'Eldorado "). Vollmar, ancien officier converti sur le tard au socialisme, y étonna infiniment, car il avait été considéré longtemps comme un homme de gauche. Il faut en effet, disait Vollmar, répondre à la politique de Guillaume II, telle qu'elle s'exprime au début de son règne, par de la bonne volonté. " A la bonne volonté la main ouverte ; à la mauvaise, les poings tendus ". Il ne faut pas considérer l'enseignement théorique du marxisme, mais aller de la théorie à la pratique. Il y a bien, disait-il, quelques grandes crises par lesquelles l'histoire a semblé faire un bond. Ce qui s'est produit en général, c'est une lente évolution organique. Utiliser la forme actuelle pour exercer une influence sur celle de demain, voilà ce que doit être le rôle des socialistes. Peu de temps après, Vollmar répéta la même idée dans un discours électoral prononcé à Munich.

Le grand cheval de bataille des " opportunistes " comme Vollmar était la question agraire. Depuis longtemps en effet, les socialistes de l'Allemagne du sud suivaient d'extrêmement près les questions agraires. En 1892 un certain nombre de députés socialistes des Etats du sud s'étaient réunis à Ratisbonne et avaient formulé un programme commun. Il s'agissait, aux yeux de ces socialistes, de défendre non pas, comme on le faisait jusqu'alors, les intérêts des ouvriers agricoles, mais aussi ceux des petits propriétaires. Car la sociale-démocratie, déclarait Vollmar, ne représente pas seulement les prolétaires, mais l'ensemble des travailleurs au sens large du terme. Les paysans propriétaires doivent être défendus. Il faut éviter qu'ils soient chassés de leurs biens, réduits à la prolétarisation et amenés par là, dans les villes, à devenir les rivaux des ouvriers sur le marché du travail. Ce ne serait pas un avantage pour la démocratie socialiste, dit Vollmar dans une brochure intitulée La Question des Paysans et la Démocratie en Bavière, d'être obligée d'attendre pour faire sa révolution que la production capitaliste se soit partout

développée jusqu'à ses dernières conséquences, que le dernier petit artisan ou le dernier petit paysan ait succombé à la grande exploitation capitaliste. Il faut, disait Vollmar, voler à la défense de la petite propriété. D'où un certain nombre de revendications pratiques faites par Vollmar en faveur des petits propriétaires, comme par exemple la nationalisation par l'Etat des hypothèques, la réduction autoritaire du taux de l'intérêt du crédit agricole, le maintien des biens communaux, etc... C'est donc sur cette question agraire (défense de la petite propriété) que, pour la première fois, un socialiste rompait avec la conception marxiste, selon laquelle la propriété, grande ou petite, était condamnable.

Ces idées ont été reprises au cours des années suivantes dans une revue intitulée Sozialistische Monatshefte (Les Cahiers mensuels du Socialisme), qui est devenue progressivement l'organe du révisionnisme, tandis que la revue Die Neue Zeit (Les Temps Nouveaux), dirigée par Kautsky, représentait l'orthodoxie marxiste.

Toutefois, ce n'est que lorsque l'on connut les ouvrages d' Edouard Bernstein, que le révisionnisme a véritablement pénétré en tant que doctrine dans la conscience politique allemande. Bernstein était un socialiste de vieille date dont la pensée avait été pendant longtemps extrêmement floue ; mais il avait été converti au socialisme orthodoxe sous l'influence d'Engels et de Bebel, et il publia pendant plusieurs années, à Zürich d'abord, à Londres ensuite où la loi sur les socialistes l'avait obligé à émigrer, le journal Le Social-Démocrate. Le Social-Démocrate, introduit clandestinement en Allemagne, avait été pendant de nombreuses années l'organe le plus important du socialisme allemand. Mais pendant son séjour à Londres, la pensée de Bernstein s'est transformée. Dans les années 90 il a été amené à abandonner l'orthodoxie marxiste et à exposer un système de caractère révisionniste.

Avant d'examiner ce système, il s'agit de voir quelles ont été les influences qui se sont exercées sur Bernstein. Il y en a trois principales. D'abord les contacts qu'il a eu à Londres, en tant que journaliste correspondant des journaux et des revues allemandes, avec les socialistes anglais et en particulier avec la société Fabienne, avec Sidney Webb, Bernard Shaw, William Morris, toutes personnalités qui avaient combattu l'idéologie marxiste et avaient une position assez hostile à l'idée de la lutte de classes. La deuxième influence qui s'est exercée sur Bernstein est celle d'un certain nombre d'économistes, que l'on appelle les socialistes de la chaire, qui avaient des positions importantes dans les universités allemandes. Ils étaient préoccupés par le problème de l'intégration du prolétariat dans la nation allemande, ils voulaient amender le capitalisme pour n'avoir pas à le renverser. Les socialistes de la chaire faisaient appel à ce qu'ils nomment les éléments raisonnables de la bourgeoisie afin qu'ils consentent en temps utiles les réformes nécessaires et en particulier les augmentations de salaires. Enfin, troisième facteur, c'est la

constatation même des faits économiques par Bernstein, c'est le progrès extraordinaire de la richesse en Allemagne à partir surtout de 1895-1896 où se situe un tournant de la conjoncture. Il n'est pas douteux que Bernstein constate, tout au moins dans l'aristocratie du travail, parmi les ouvriers spécialisés, une amélioration sensible du bien-être, une transformation profonde du genre de vie, qui rapprochent progressivement ces milieux de la bourgeoisie. Enfin, ce dernier facteur, événementiel celui-là, qui agit sur Bernstein, c'est la mort d'Engels en 1896 : cette disparition le libérera des inhibitions qu'avaient pu provoquer chez lui l'influence exercée par le leader du socialisme allemand.

Dès lors Bernstein va mener vigoureusement la lutte contre ce qu'il appelle les dogmes périmés. Il commence, en 1896, la rédaction d'un certain nombre d'articles intitulés Les problèmes du socialisme, qui constitueront en 1899 son ouvrage fondamental Les Prémisses du Socialisme. Dans cet ouvrage se trouve exposé l'ensemble de la doctrine révisionniste dans laquelle on peut discerner cinq points essentiels.

1) D'abord Bernstein prend nettement position contre le matérialisme historique. Les facteurs économiques, déclare-t-il, n'ont pas un rôle déterminant dans la formation de la conscience et de la volonté. Si la nécessité règne, à quoi bon l'action ? Il faut au contraire considérer le rôle des facteurs moraux, la puissance des idées comme éléments moteurs. Le socialisme, déclare-t-il, prend appui sur un jugement moral. Et ici il faut faire intervenir l'influence du néokantisme, mouvement d'idées qui a eu une très grande influence à cette époque dans une école de philosophie, l'école de Marburg, et a eu, incontestablement, une grande part dans l'évolution de la pensée de Bernstein.

2) Bernstein n'admet pas la théorie économique de Marx pour ce qui est de la valeur et de la plus value. Les conceptions économiques de Marx, dans leur doctrine essentielle, sont mises en discussion par Bernstein. Il critique les théories marxistes de la valeur et de la plus value à la lumière de ce que l'on appelle le système marginaliste, système qui a été développé à cette époque par un grand nombre d'économistes, surtout américains et autrichiens, dont le plus célèbre est peut-être Jevons. Selon cette théorie, la valeur repose non pas sur le travail qui y est inclus, comme le déclare Marx, mais est déterminée par le besoin, le goût, l'utilité de l'objet ; par conséquent c'est la mesure psychologique de la valeur qui est mise en évidence. Cette conception marginaliste fondée sur l'utilité de l'objet à un moment donné, est à la base de la critique bernsteinienne du système marxiste.

3) Un troisième point est la critique par Bernstein de la conception catastrophique de l'histoire. Marx envisage en effet une catastrophe qui doit provoquer en fin de compte la chute du régime capitaliste. Or, selon

Bernstein, cette évolution vers une catastrophe finale est absolument illusoire. Marx et Engels, dit-il, se sont trompés sur la durée de la lutte. Le nombre des possédants, contrairement à leur attente, n'a pas diminué, il s'est au contraire accru. La richesse sociale de plus en plus considérable se déverse sur les classes moyennes. Les sociétés par action réagissent contre la tendance à la centralisation des entreprises, et les valeurs émises par ces sociétés, qui sont cotées en bourse, permettent à d'innombrables petits épargnants de participer à l'accroissement de la production. Si donc les antagonismes économiques et la concentration de la propriété doivent peut-être un jour conduire à une catastrophe, il ne faut pas, en tout cas pour le moment, spéculer sur une telle éventualité. Et le capitalisme, d'après Bernstein, s'adapte au contraire de mieux en mieux aux crises qui sont des accidents évitables dont la cause doit être recherchée dans un manque d'information, et qui, en tout cas, d'après lui, perdent progressivement beaucoup de leur volume, de leur durée et de leur gravité.

4) Bernstein met en cause l'idée même de la lutte des classes. Selon lui, c'est une erreur de parler de l'aggravation de la lutte des classes, qui va au contraire en s'atténuant. Il souligne en particulier que la sociale-démocratie allemande est d'une part fort loin de représenter la totalité de la classe ouvrière, que la plus grande partie de cette classe ouvrière n'est nullement favorable à une action révolutionnaire. Seule, une élite est véritablement socialiste. D'autre part, il montre qu'il existe dans la bourgeoisie des éléments progressistes qui sont extrêmement importants : la bourgeoisie n'est nullement une classe arrogante et égoïste que présente Marx. Il faut donc éviter de heurter la bourgeoisie en portant la main sur le mode de production actuel. Il faut au contraire encourager dans la bourgeoisie les tendances libérales qui existent en son sein. On voit qu'aux yeux de Bernstein le socialisme n'est plus en somme qu'un achèvement du libéralisme dont, en tant que mouvement d'importance historique, le socialisme n'est pas seulement chronologiquement, mais aussi par son contenu spirituel, l'héritier légitime.

5) Bernstein prend à partie la théorie marxiste de l'Etat, instrument de coercition aux mains de la classe dirigeante. Il reproche à Marx de sous-estimer la démocratie qui retire à l'Etat son caractère de classe et en fait l'instrument de l'intérêt général. Les réformes démocratiques, écrit-il, et tout particulièrement le suffrage universel, ont eu pour conséquence qu'aucune classe ne bénéficie plus d'un privilège politique en face de la collectivité. Car, ajoute-t-il, l'Etat démocratique nie toute discrimination basée sur la naissance, la propriété, les origines ou les croyances. Il accuse en fait Marx d'avoir été en quelque sorte un bakouniniste ou encore un blanquiste, c'est-à-dire au fond un partisan d'un coup d'Etat dû à la violence. Et il félicite Proudhon d'avoir résister à l'entraînement révolutionnaire et d'avoir, par exemple en 1848, condamné l'action du peuple de Paris pendant les journées de juin.

Au congrès de Hanovre, en 1899, après avoir tenté de faire le plus longtemps possible silence sur les conceptions de Bernstein, la sociale-démocratie allemande a été bien obligée de les prendre en considération. Et l'on s'est déchaîné contre celui que l'on appelle dorénavant l'apostat ou l'hérétique. La réfutation des idées de Bernstein a été menée en particulier par Kautsky dans un ouvrage intitulé Edouard Bernstein et le programme social-démocrate. Certes, Kautsky ne niait pas entièrement la valeur des analyses de Bernstein. Mais s'il était disposé à lui faire quelques concessions de détail, il lui reprochait son optimisme concernant les aptitudes de l'Etat capitaliste à surmonter à l'avenir les crises économiques. Surtout Kautsky était extrêmement inquiet de la démoralisation qui pouvait se produire dans le parti social-démocrate si l'on acceptait, comme le faisait Bernstein, de nier le but final, le but révolutionnaire auquel devait tendre la sociale-démocratie. Il fallait, disait Kautsky, garder à tout prix l'idéal et le mythe révolutionnaires, même si les pratiques quotidiennes du parti tendent vers un certain opportunisme. Et surtout, tel était l'argument essentiel de Kautsky, Bernstein avait tort de penser que la démocratie, qui certes pouvait devenir et devenait une réalité en Angleterre ou en France, pouvait s'instaurer en Allemagne, dans une Allemagne qui ne connaît qu'un régime parlementaire superficiel, où le Parlement ne détient pas la réalité du pouvoir législatif, où la totalité des pouvoirs demeure en fait entre les mains de l'empereur, et où il n'est pas possible sur le plan social de concevoir une collaboration effective avec les Junkers et les magnats de l'industrie. Quant à la bourgeoisie, disait Kautsky, même dans ses sphères les plus éclairées, elle acceptait le principe de la monarchie autoritaire et militaire qu'est l'Allemagne, et il n'y a aucune raison de penser qu'elle appuiera réellement l'établissement en Allemagne d'un régime foncièrement démocratique. Kautsky tirait par conséquent de la situation politique de l'Allemagne, en la comparant avec celle de la France ou de l'Angleterre, la conclusion que l'idée d'une démocratie parlementaire qui était le vœu de Bernstein, n'était pas réalisable dans ce pays.

C'est pourquoi, après les arguments développés par Bernstein, le révisionnisme a été condamné formellement à une très forte majorité au congrès de Hanovre, comme le sera d'ailleurs dans les congrès suivants de la sociale-démocratie, à Lübeck en 1901, et tout particulièrement à Dresde en 1903. Il faut cependant remarquer que, si la pensée de Bernstein a été condamnée, jamais, dans aucun de ces congrès, son exclusion, qui était demandée par un certain nombre de membres de la sociale-démocratie, n'a été votée.

Ce sont, d'une part le cas de Millerand en France, de l'autre les discussions à Hanovre sur la pensée de Bernstein, qui ont fait pénétrer l'idée révisionniste dans l'horizon de la Seconde Internationale. On verra comment celle-ci a essayé de résoudre ce problème.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

XI. Les conséquences du révisionnisme
pour l'histoire internationale du socialisme

1965

LES CONSEQUENCES DU REVISIONNISME POUR L'HISTOIRE INTERNATIONALE DU SOCIALISME

L'affaire Millerand pose le problème du ministérialisme, c'est-à-dire de la participation des socialistes à des cabinets bourgeois, tandis que les débats du congrès socialiste de Hanovre posent celui du révisionnisme, - deux problèmes qui sont dorénavant profondément imbriqués l'un dans l'autre. Il n'est pas étonnant, par conséquent, au lendemain de cette double crise, que le congrès de l'Internationale, qui se tint à Paris en septembre 1900, ait mis à l'ordre du jour la question suivante : la conquête du pouvoir politique et les alliances avec les partis bourgeois.

Car ce ne sont pas seulement les Français et les Allemands qui apparaissent comme divisés sur ces problèmes. C'est le cas également, à la même époque, du parti socialiste italien. Celui-ci a été fondé en 1895 par une personnalité qui avait depuis longtemps milité dans les organisations ouvrières de l'Italie du Nord, Filippo Turati. Turati dirigeait un journal, La Critique Sociale, avec sa femme, Anna Kuliscioff, une émigrée russe qui s'était réfugiée en Italie. Or Turati dirigeait et orientait le nouveau parti socialiste italien dans un sens réformiste. Il était favorable à une alliance avec

les partis républicains bourgeois. Et c'est grâce à cette prise de position que le cabinet Crispi avait été renversé en 1900. Il y avait à ce moment-là 23 députés socia-listes au Parlement italien. Mais cette tendance très proche du révisionnisme était critiquée au sein du parti par Enrico Ferri, professeur de droit, élève de Lombroso, le grand criminaliste italien. Ferri écrivait dans un journal qui avait une grande divulgation à cette époque, l'Avanti.

Ce fut Enrico Ferri qui, avec le français Guesde, prit, au congrès de Paris en 1900, la défense du marxisme orthodoxe. La résolution Ferri-Guesde prit une position très nette d'hostilité contre toute espèce de participation des socialistes à des gouvernements bourgeois. Cette position radicale des Italiens et des Français a été combattue par deux socialistes qui avaient très grande autorité : Vanderveelde pour la Belgique et Kautsky pour l'Allemagne. Vanderveelde et Kautsky adoptèrent à l'égard de la participation une position plus modérée que celle de Guesde et de Ferri, car ils étaient soucieux de ne pas provoquer, en condamnant Millerand et Jaurès (ce dernier avait défendu au congrès de Paris avec beaucoup d'éloquence la cause de la participation), une rupture définitive au sein du parti socialiste français. Ils proposèrent une résolution de caractère infiniment plus modéré, plus élastique (on lui a donné le nom de " motion caoutchouc "), et se contentèrent de déclarer que " dans un Etat démocratique moderne, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne pouvait être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique ". Ceci souligne que l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ne pouvait être envisagée que sous un angle tactique et, à ce titre, pouvait apparaître comme une nécessité provisoire et exceptionnelle : " L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut être considérée comme le commencement normal de la conquête politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel ". On voit que la position Vanderveeld-Kautsky, tout en condamnant d'une façon théorique le révisionnisme et le participationnisme, était infiniment plus subtile. Ce fut cette résolution Kautsky qui fut votée finalement par 29 voix contre 9 (1). Il est évident que cette subtile résolution de Kautsky ne résolvait pas le problème de la tendance révisionniste. Au contraire, le congrès de Paris, par son imprécision n'a fait qu'accentuer la lutte entre les tendances diverses, lutte qui sera enfin réglée au cours du congrès d'Amsterdam en 1904.

Les guesdistes ont demandé dès 1903 l'inscription de la question du révisionnisme, lors du congrès socialiste qui s'est tenu à Lille. Mais surtout la question du révisionnisme a été l'objet d'un débat extrêmement important de la sociale-démocratie allemande : en effet, aux élections de 1903 au Reichstag, les socialistes avaient eu trois millions de voix, soit un quart du corps électoral, et 55 députés élus. Au congrès de Dresde, l'aide droite réformiste du parti, soutenue par les syndicats, déclara que le parti devait

abandonner dorénavant une attitude d'opposition à l'égard de l'Etat, et, pour marquer son intérêt pour la vie parlementaire, réclamer un poste de vice-président au Reichstag, ce à quoi lui donnait droit le nombre de députés qu'il possédait dans cette assemblée. Bien entendu, cette dernière suggestion provoqua dans le parti de très violents remous. Bebel estima nécessaire de réfuter catégoriquement les positions révisionnistes. Certes, déclara-t-il, le parti combattait pour obtenir des réformes, mais il ne devait pas oublier que sa vocation était essentiellement révolutionnaire. L'attitude de Bebel fut appuyée par la majorité, puisque, par 288 voix contre 11, le congrès de Dresde repoussa de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes " tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse, basée sur la lutte des classes, et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie, par une politique de concessions à l'ordre établi. La conséquence d'une telle tactique révisionniste serait de faire d'un parti, qui poursuit la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste, un parti qui se contenterait de réformer la société bourgeoise ". L'opposition de classe, déclarait également le congrès de Dresde dans sa résolution finale, devait non pas dans l'avenir s'atténuer, mais au contraire s'accroître. Et la sociale-démocratie refusait de soutenir toute action tendant à garder au pouvoir la classe dirigeante actuelle, pour la raison qu'elle ne pourrait exercer le pouvoir suprême dans une société telle qu'elle était actuellement constituée.

Or, c'est de cette résolution de Dresde que les guesdistes, qui disposent de la majorité des mandats français au congrès d'Amsterdam, vont essayer de faire leur cheval de bataille pour condamner d'une façon formelle les tendances ministérialistes et révisionnistes. Au congrès d'Amsterdam ils vont présenter la résolution de Dresde comme devant être valable pour l'ensemble des partis socialistes européens. Très vite, cette résolution, si elle n'est pas discutée dans son principe, est attaquée par ses adversaires en tant que manifestation d'une prise de position universelle valable pour tous les pays. A cet égard, l'attaque menée en particulier par le belge Vanderveelde et de l'autrichien Adler, que l'on nommait déjà les " frères siamois " de l'Internationale à cause de leur étroite amitié et de la similitude de leurs points de vue. Pour ce qui est de la délégation française, le problème en 1903 à Amsterdam ne se posait déjà plus comme en 1899 ou en 1900. Car le cabinet Waldeck-Rousseau dans lequel Millerand était ministre, avait disparu en 1902, et dans le cabinet Combe qui lui avait succédé, il n'y avait pas de socialistes. Mais se posait la question du soutien au cabinet Combe. Or, Jaurès, qui venait de fonder L'Humanité, était tout à fait favorable à un appui effectif par les socialistes du parti radical qui constituait le principal soutien du cabinet Combe. Cette position de Jaurès fut immédiatement l'objet d'une discussion à laquelle participèrent, entre autres, l'espagnol Pablo Iglesias, Kautsky et surtout Bebel qui depuis la mort de Liebknecht survenue en 1900, était de loin la personnalité la plus considérable de la sociale-démocratie

allemande. Le moment le plus mémorable du congrès d'Amsterdam a donc été le duel qui a opposé Jaurès et Bebel. La thèse défendue par Jaurès était que l'on pouvait beaucoup obtenir par une politique strictement réformiste. " Le prolétariat, déclara-t-il, devait être organisé dans l'indépendance afin de pouvoir profiter de toutes les formes d'action, alors qu'un attachement exclusif à la lutte des classes ne pouvait conduire qu'à la stérilité politique ". Mais soudainement survinrent, dans le discours de Jaurès, des accusations violentes contre la sociale-démocratie allemande. " En ce moment, déclara Jaurès, ce qui pèse sur l'Europe et sur le monde, c'est l'impuissance politique de la sociale-démocratie allemande ". Ces paroles provoquèrent d'abord un mouvement d'étonnement, puis de protestation dans l'ensemble de l'assemblée. Jaurès s'expliqua. Il reprocha aux Allemands de s'être, à Dresde, réfugiés dans l'intransigeance des formules théoriques : " Leur révolutionnarisme est un révolutionnarisme de mots et non d'action. L'adoption de la résolution de Dresde signifierait que le socialisme international, dans tous ses pays, dans tous ses éléments, dans toutes ses phases, s'associerait à l'impuissance momentanée, mais formidable, à l'inaction provisoire, mais forcée, de la démocratie allemande ". Car, malgré le nombre impressionnant de ses députés au Reichstag, malgré l'importance des voix qui se portent sur elle en Allemagne, la sociale-démocratie allemande ne constitue pas une force parlementaire réelle. Même si elle atteignait la majorité au Parlement, ce Parlement serait impuissant, car la Constitution de l'empire allemand ne lui donne pas le pouvoir législatif. " Votre Parlement (déclara Jaurès en se tournant vers Bebel) n'est qu'un demi-Parlement quand il n'a pas en main le moyen de faire respecter sa force exécutive, quand ses décisions ne sont que des vœux arbitrairement cassés par les autorités d'empire ". Et il montrait que, par opposition à ce qui se passe en Allemagne où le Parlement n'a pas de pouvoir réel, le Parlement français, en vertu même de la Constitution républicaine, avait un moyen d'action sur l'Etat, que c'était lui qui avait fait reculer, au moment du boulangisme et de l'affaire Dreyfus, les tentatives de pouvoir personnel, c'était lui qui faisait reculer aujourd'hui le cléricisme et le nationalisme. Jaurès soulignait enfin que la sociale-démocratie allemande n'avait pas de tradition révolutionnaire, ce n'était pas elle qui avait conquis le suffrage universel sur les barricades ; les institutions parlementaires dont bénéficiait l'Allemagne lui avaient toujours été octroyées d'en haut.

Après ce réquisitoire violent, on entendit la réponse de Bebel. Celui-ci porta l'argumentation sur les deux points suivants. Il déclara tout d'abord que si l'Allemagne était en effet un Etat réactionnaire et féodal, " l'un des pays les plus mal gouverné d'Europe ", la république française était, elle aussi, une république bourgeoise " qui ne valait pas la peine de nous faire casser la tête ", elle était d'ailleurs plus en retard même que l'Allemagne sur le plan de la législation sociale, et son système fiscal était infiniment plus réactionnaire que le système allemand. Au fond, la république française comme l'empire

allemand étaient des Etats de classes. Et Bebel reprocha en particulier au gouvernement Waldeck-Rousseau d'avoir fait marcher récemment la force militaire contre les grévistes. Il lui reprocha, sur le plan de la politique extérieure, son alliance avec le régime tsariste. Le deuxième point sur lequel Bebel fit porter son argumentation, était que la sociale-démocratie allemande était la seule en Europe à pouvoir espérer un jour ou l'autre conquérir le pouvoir par la majorité électorale ; l'impuissance que l'on reprochait à sa direction, était en fait un acte de prudence : la sociale-démocratie allemande n'allait pas par des actions inconsidérées et violentes compromettre un résultat qu'elle pouvait atteindre par la progression constante du nombre des électeurs socialistes, par l'imprégnation de la pensée et de la politique allemandes par le socialisme.

Le conflit entre les deux orateurs, qui resta d'ailleurs dans les limites de la grande courtoisie, se termina par la victoire des Allemands. La résolution Adler-Vanderveelde qui, tout en maintenant dans la théorie les principes fixés par la résolution de Dresde, marquait une certaine répulsion à condamner le révisionnisme, fut écartée par 21 voix contre 5 et 12 abstentions. Parmi les adversaires de la résolution de Dresde, il y avait une voix anglaise et une voix française. Le vote par le congrès d'Amsterdam de cette résolution constituait une condamnation définitive du révisionnisme, et Guesde estimait que désormais Jaurès et ses amis du Parti socialiste de France seraient obligés de quitter l'Internationale.

Cependant (et ici l'on entre dans les subtilités de la politique des congrès de l'Internationale et de l'histoire du socialisme de cette période), ce serait une erreur de s'imaginer que par le vote d'Amsterdam la doctrine révisionniste était définitivement écartée. D'ailleurs ce n'était nullement l'intention de Bebel et de Kautsky d'exclure les révisionnistes du parti. Les révisionnistes, au contraire, ont continué à y vivre et même à y progresser. Bien plus, la pensée profonde de Bebel et de Kautsky était d'obtenir, avec l'appui d'un certain nombre de délégués, que fût rétablie le plus tôt possible l'unité dans les partis socialistes encore divisés. La motion déposée par eux en vue de la réunification des partis divisés, visait tout particulièrement les partis socialistes français. Lors même de la dernière séance du congrès d'Amsterdam, après les débats pathétiques qui viennent d'être retracés, Vanderveelde déclara : " Camarade Guesde, camarade Jaurès, je vous adjure, dans une pensée de paix sociale internationale, de vous tendre la main ". Et l'un des événements émouvants de ce congrès a été la réconciliation, tout au moins apparente, des deux hommes. La réunification des deux branches du socialisme français fut annoncée d'un côté par Renaudel, ami de Jaurès, et de l'autre par Vaillant.

De fait, en avril 1905, donc quelques mois après le congrès, les deux tendances fusionnèrent au sein du Parti socialiste qui, à la demande d'un de

ses membres, Alexandre Bracke, prit dorénavant le nom de Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.), nom qui lui est resté dans l'histoire. Cette réunion des deux tendances en une seule, selon le vœu exprimé par Bebel et Kautsky, permettait la coexistence dans ce parti de la tendance guesdiste d'une part, et de la tendance réformiste de l'autre. Si bien que l'on a pu dire que, battu dans le congrès par la force de la tradition, le révisionnisme l'emporte victorieusement dans la pratique. La croissance du réformisme s'explique d'ailleurs par la pratique même des partis socialistes européens qui sont devenus essentiellement des partis nationaux, "contaminés" par l'esprit de la démocratie représentative ou parlementaire. En luttant souvent aux côtés de la gauche bourgeoise pour obtenir des réformes immédiates, ils se sont peu à peu intégrés dans le système, reléguant à l'arrière plan le programme socialiste d'une conquête du pouvoir qui apparaît comme de plus en plus lointaine. On se trouve maintenant très loin de la génération romantique des dernières décades du 19ème siècle. Les partis socialistes deviennent de plus en plus des mécanismes compliqués qui nécessitent une bureaucratie nombreuse. De ce fait, la gestion du parti, indépendamment de ses fonctions révolutionnaires, devient en quelque sorte une fin en soi. Il faut ajouter à cela que beaucoup de socialistes sont devenus des maires, des conseillers municipaux, des administrateurs, qui font passer les préoccupations technocratiques avant les préoccupations politiques ; cela est vrai tout particulièrement en Allemagne où de très nombreuses villes, en ces premières années du 20ème siècle, sont déjà des administrations socialistes. Cela est vrai encore d'un très grand nombre d'Etats où, peu à peu, le révisionnisme, sans d'ailleurs adopter des positions combattives, par la seule évolution des faits, prend dans la vie du socialisme une part de plus en plus grande. C'est le cas des pays anglo-saxons et scandinaves, et même des sociales-démocraties de certains pays non européens comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Cette évolution vers le réformisme est l'objet de très violentes résistances au sein de la sociale-démocratie. Le centre essentiel de la résistance est en Allemagne dans un groupe de sociaux-démocrates rassemblés autour de Rosa Luxembourg, qui dénonce le péril révisionniste dans son livre Réforme Sociale ou Révolution. La thèse que le révisionnisme est un danger fatal pour la sociale-démocratie anime tout un groupe d'écrivains qui collaborent à la Leipziger Volkzeitung (La Gazette Populaire de Leipzig). On trouve autour de Rosa Luxembourg le socialiste Parvus et l'historien de la sociale-démocratie allemande Mehring. C'est la thèse également de ceux que l'on appelle en Hollande le groupe des "tribunistes" parce qu'ils collaborent à un journal intitulé La Tribune, autour de Pannekoek. Mais surtout cette hostilité au révisionnisme va apparaître dans l'oeuvre de Lénine. En 1898, s'est constitué en Russie un parti social-démocrate dont le principal théoricien est Plekhanov (dont on se rappelle qu'il représentait la Russie aux congrès de l'Internationale). Or, dans ce parti social-démocrate russe, est très vite

apparue ce que l'on appelle la tendance des " économistes ". Les " économistes " sont des socialistes qui estiment que la classe ouvrière devrait être organisée sur une base purement économique et professionnelle, donc que les ouvriers ne doivent être appelés qu'à défendre leurs intérêts matériels ; à la révolution politique, d'après eux, elle s'accomplira nécessairement en vertu d'une évolution normale, et d'abord au profit de la bourgeoisie ; c'est par conséquent à la bourgeoisie qu'il faut laisser la direction du mouvement politique, ce sont des bourgeois qui doivent constituer les cadres de cette première révolution. Les thèses des économistes ont été développées dans des revues parues clandestinement en Russie, telles La Cause ouvrière ou La pensée Ouvrière, qui insistent sur la nécessité de laisser aux libéraux la direction de la vie politique. Parmi ces économistes, certains, autour de Struve, vont plus loin encore ; on les appelle les " marxistes légaux " : ils vont jusqu'à faire l'apologie du capitalisme qui peut être considéré comme un bien puisqu'il doit amener une transformation des institutions politiques.

Or c'est pour lutter contre cette tendance des " économistes " que Lénine a fondé en 1900, à l'étranger, le journal Iskra (L'Étincelle), et qu'il a fait paraître sa première grande publication politique, Que Faire ? Dans cette brochure il est démontré, contre les " économistes ", la nécessité de constituer un parti fort et discipliné, ayant à sa tête des hommes rompus à l'activité révolutionnaire, et devant entraîner les ouvriers, non pas seulement à la défense de leurs intérêts matériels, mais à la lutte politique, à la lutte contre le tsarisme. Lénine obtiendra la victoire de son point de vue sur les économistes lors du second congrès du Parti Social-Démocrate qui se tint à Londres en 1903. Certes, la position de Lénine, à ce congrès sur l'organisation du Parti, s'est heurtée à une forte résistance, les mencheviks s'opposant aux bolcheviks, ceux-ci insistant sur la nécessité d'un parti fortement structuré, ceux-là au contraire sur la nécessité de maintenir dans le Parti, sans qu'ils adhèrent forcément à des organisations locales, le plus grand nombre possible de participants. Il n'en reste pas moins que la tendance des " économistes ", qui était au fond une déformation du révisionnisme, a été condamnée lors du congrès de Londres de 1903. Ces tendances défendues par Lénine, on les retrouve dans un parti socialiste qui dépend très étroitement de lui, le parti socialiste bulgare, où s'est constitué ce que l'on appelle le " groupe des Étroits " avec deux personnages dont l'importance a été considérable dans l'histoire du socialisme balkanique, Blagoev et Dimitrov, pour ne signaler que les plus importants. Ces " Étroits " s'érigent en gardiens rigoureux de l'orthodoxie révolutionnaire et insistent sur la nécessité de constituer un parti dont le but est avant tout la révolution.

En conclusion, au cours de la période du congrès d'Amsterdam (1904-1905), on peut distinguer dans la sociale-démocratie internationale, au sujet du révisionnisme, trois tendances dominantes :

1) La tendance de la droite révisionniste qui se rallie à la pensée de Bernstein ; elle estime que le socialisme doit dorénavant sortir de son isolement pour mener le combat avec la gauche des partis bourgeois en vue d'obtenir des réformes immédiates.

2) La tendance centriste, représentée essentiellement par Kautsky, qui critique Bernstein au nom du marxisme ; elle ne voit dans le révisionnisme au fond que le reflet d'une crise de croissance au sein du socialisme, et dans tous les cas elle est hostile à l'exclusion de Bernstein et des révisionnistes du parti social-démocrate.

3) La tendance de gauche, celle qu'on appelle déjà luxembourgistes, qui oppose à Bernstein une pensée essentiellement révolutionnaire (" Tout est dans le but final, écrit Rosa Luxembour, rien dans le mouvement "), et prétend par conséquent éliminer toute espèce de tendances réformistes.

Note

(1) Chaque nation, quelle que soit son importance, avait droit à deux voix.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

XII. Le problème de la grève générale et la
Deuxième Internationale

1965

LE PROBLEME DE LA GREVE GENERALE ET LA DEUXIEME INTERNATIONALE

L'idée de la grève générale, c'est-à-dire d'une grève qui s'étend simultanément à tous les métiers dans un pays, et même dans différents pays à la fois, a été discutée pour la première fois au cours d'une conférence chartiste en Angleterre en 1839. Elle a été exposée à cette occasion par l'un des leaders du mouvement chartiste anglais, Benbow. Et la première grève qui eut un caractère général, a eu lieu lors d'une pétition chartiste (1) présentée au Parlement en 1842. A cette occasion, en Angleterre, plus de trois millions de travailleurs se sont mis en grève pendant environ trois semaines, jusqu'à ce que la faim et la misère les obligent à réintégrer les usines où ils travaillaient. Lors de ces événements, tous les aspects du problème de la grève générale avaient été déjà examinés. Les uns voyaient dans la grève générale le moyen de prendre politiquement le pouvoir, d'autres, le moyen d'organiser à partir de la grève une insurrection armée, d'autres encore, le moyen d'éduquer le sentiment de classe, de préparer le monde ouvrier, par une sorte de "gymnastique révolutionnaire", à l'action révolutionnaire proprement dite.

A l'époque de la Première Internationale, l'idée d'une grève générale avait été reprise, surtout sous l'influence bakouniniste, au congrès de Bruxelles en 1868. Il fut fait allusion à cette idée également aux premiers congrès de la Deuxième Internationale de 1889 et 1891, autour du problème du 1er mai. On se rappelle quelle était la signification de ce 1er mai, fête du travail chômée en vue d'obtenir la journée de huit heures.

Mais ce furent, à vrai dire, les grèves politiques de Belgique qui ont porté l'attention sur l'idée de grève générale d'une façon beaucoup plus pressante, le but étant la conquête par la grève générale du suffrage universel. En Belgique, l'action a été menée par Albert Defuisseaux, un des chefs du mouvement socialiste Wallon. Celui-ci fit paraître, en 1886, un ouvrage intitulé *Le Catéchisme du Peuple*, qui fut vendu à 260 000 exemplaires et déclencha, comme d'une façon spontanée, un mouvement de grève, d'abord à Charleroi, puis dans le Borinage. Ce mouvement fut réprimé par la force, et à des peines sévères de prison furent prononcées. Cela n'empêcha pas le parti socialiste, à la suite d'un congrès qui se tint à Namur, d'utiliser à nouveau la grève générale pour obtenir en Belgique ce qui avait toujours été refusé par le Parlement : l'établissement du suffrage universel. Il se déclencha, le 1er mai 1892, une grève d'une telle ampleur que le Parlement belge, inquiet, se décida à faire réunir une sorte d'Assemblée constituante destinée à réviser la loi électorale (qui avait été jusqu'alors très strictement censitaire). Cependant cette Assemblée, élue sous l'influence du parti catholique qui était très hostile au suffrage universel, n'ayant pas donné satisfaction, une nouvelle grève générale se déclencha en avril 1893. Ce fut cette seconde grève générale qui finit par arracher au Parlement le suffrage universel, avec cette réserve toutefois que le droit de vote plural était instauré, c'est-à-dire que tous les citoyens belges de sexe mâle étaient électeurs, mais que les gens les plus riches voyaient leur vote dédoublé ou même triplé. Malgré ce vote plural, les premières élections qui ont eu lieu sous le régime du suffrage universel, donnèrent aux socialistes 28 sièges au Parlement belge. Il faut signaler, parmi les élus, deux personnalités : Anseele, directeur des fameuses coopératives du Voruit à Gand, qui constituaient la principale ressource financière du parti socialiste belge ; et Emile Vanderveelde, alors chef du mouvement ouvrier. Anseele et Vanderveelde ont fait fonction de membres du Comité Exécutif de l'Internationale. Remarquons que le succès relatif – mais le succès tout de même – de ces deux grèves générales de 1892 et 1893 devait entraîner plus tard le parti socialiste belge à réorganiser ces grèves générales, cette fois pour obtenir l'abolition du vote plural (qui ne fut d'ailleurs obtenue qu'après la première guerre mondiale). C'est cette grève victorieuse de 1893 qui démontra que l'idée de la grève générale n'était point une absurdité, qu'elle pouvait être une arme utilisable.

Dès lors, le problème de la grève générale sera posé à tous les congrès de

l'Internationale, en 1893 au congrès de Zürich, en 1896 au congrès de Londres, en particulier par les délégations françaises, sans réussir à provoquer sur ce sujet une discussion générale. C'est, en fait, en France parmi les syndicalistes français, que l'idée de grève générale a recueilli le plus d'adhésions, du fait de la profonde déception qu'avait créée dans les milieux ouvriers la démocratie parlementaire. L'idée de grève générale s'est particulièrement développée en France dans les bourses du travail qui groupaient les différentes corporations d'une même localité, et qui se sont répandues surtout à partir de 1886, sous l'influence de Fernand Pelloutier, le principal théoricien de l'anarcho-syndicalisme. Pelloutier est devenu en 1894 le secrétaire de la Fédération Nationale des Bourses de Travail ; il en a été également l'historien. Il apparaît comme essentiellement soucieux de créer une oeuvre qui soit celle de la classe ouvrière elle-même, qui détache par conséquent celle-ci de l'action politique électorale et parlementaire. Son syndicalisme révolutionnaire (car c'est la formule à laquelle il aboutit) est éminemment anti-étatique, anti-parlementaire, et jusqu'à un certain point anti-socialiste. Sous l'influence sans doute de la propagande faite dans les bourses du travail, la Fédération Nationale des syndicats ouvriers (qui avait, depuis les années 1880, commencé à se constituer et dont devait sortir la Confédération Générale du Travail) a été amenée dans différents congrès, surtout à celui de Nantes en 1884, à consacrer une grande place à l'idée de la grève générale, " ce coup de pouce décisif, ce levier puissant, permettant de faire sur la société capitaliste les pesées nécessaires ". Telle était la formule employée, pour définir la grève générale, par Aristide Briand, ami de Pelloutier, et qui au congrès de Nantes triompha de l'opposition des guesdites, qui présentaient la grève générale comme " un mirage trompeur ". Le congrès de Nantes, qui s'est donc terminé par la victoire de Briand, a mis sur pied un comité d'organisation de la grève générale qui devait se réunir périodiquement et attendait l'occasion de lancer le mot d'ordre définitif.

Au congrès qui s'est tenu deux ans plus tard à Tours, en 1896, un autre syndicaliste, le cheminot Eugène Guérard, a lui aussi déclaré, en défendant la grève générale : " Les grèves partielles échouent, parce que les ouvriers se démoralisent et succombent sous l'intimidation du patronat protégé par le gouvernement. La grève générale durera peu et sa répression sera impossible. Quant à l'intimidation, elle est encore moins à redouter. La nécessité de défendre les usines, ateliers, manufactures, fera que l'armée sera éparpillée jusqu'à l'émiettement ". On voit apparaître ici l'une des thèses qui est le plus souvent invoquée en faveur de la grève générale, à savoir que celle-ci rend la répression du pouvoir impossible en dispersant les forces de l'ordre. Toutes ces idées ont pris corps lorsque se constitua, au congrès de Limoges en 1895, la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) avec laquelle devait en 1902 fusionner la Fédération des Bourses.

Le problème de la grève générale se trouve à partir de 1895 au centre de

toutes les discussions syndicales. Elle est défendue en particulier par Emile Pouget, rédacteur d'un journal syndicaliste, La Voix du Peuple, de tendances anarchistes et libertaires, qui voyait dans la grève générale une école de volonté indispensable, une école de préparation, de gymnastique révolutionnaire. L'on trouve cette idée exposée également par Georges Yvetot, qui a succédé à Pelloutier (mort en 1901) au secrétariat des bourses de travail, ainsi que par Victor Griffuelhes, de loin la personnalité la plus considérable du monde ouvrier français à cette époque. Griffuelhes est venu essentiellement du blanquisme, de la théorie de la minorité agissante. Après un passé de militant considérable, il sera désigné, en 1902, comme secrétaire de la C.G.T. au moment même où celle-ci est doublée par l'adhésion de la Fédération des Bourses. C'est lui qui a inspiré la fameuse Charte d'Amiens, votée par le congrès de la C.G.T. en 1906, et qui se prononce pour l'indépendance totale du monde syndical à l'égard des partis politiques, dans lesquels les syndicalistes peuvent militer, mais seulement à titre privé. Car l'oeuvre syndicale ne vise pas uniquement l'amélioration immédiate du sort des ouvriers, mais aussi, à long terme, l'expropriation capitaliste, l'émancipation intégrale du prolétariat ; et elle préconise pour obtenir cela la grève générale comme moyen d'action. Dans la pensée de ces diverses personnalités (Pouget, Yvetot, Griffuelhes), la grève générale est devenue de plus en plus un mythe d'où l'on peut tirer pour l'action révolutionnaire un enthousiasme nouveau : c'est une sorte de force irrationnelle qui doit exalter l'énergie ouvrière et d'où sortira finalement la régénération de la société. Cette idée de mythe appliquée à la grève générale a inspiré en particulier l'oeuvre de Georges Sorel, bien que celui-ci n'ait pas eu de relations personnelles avec les dirigeants syndicalistes. Il a publié à partir de 1906, dans un journal intitulé Le Mouvement Socialiste, une série d'articles qui constitueront l'ouvrage Réflexions sur la Violence. Dans cet ouvrage, Georges Sorel a donné en quelque sorte la théorie du syndicalisme révolutionnaire, en ramenant son rôle et son action à ceux du christianisme dans les premiers âges de notre ère. Sorel affirmait que de toutes les classes de la société, le prolétariat seul constitue un réservoir de forces morales, et que seul l'esprit de lutte contre les autres classes peut préserver et entretenir ces forces morales. D'où l'apologie, dans son oeuvre, de " la violence prolétarienne ", c'est-à-dire le refus total du prolétariat de transiger avec la bourgeoisie. D'où aussi la confiance dans la seule action de la classe ouvrière organisée dans les syndicats, et la nécessité de la grève générale, " idée force, mythe susceptible d'entretenir dans le peuple une unité combative ainsi que l'intuition même du socialisme. De même que le mythe du prochain retour du Christ avait soutenu les premiers chrétiens, exalté leurs énergies, et avait contribué à l'essor du christianisme, le mythe de la grève générale fera de chaque ouvrier un guerrier aspirant à l'ultime rencontre dans laquelle il donnera toute la mesure de sa valeur ".

Or cette idée de la grève générale, magnifiée par les syndicalistes

révolutionnaires français, aura beaucoup de peine à s'imposer dans le monde de l'Internationale. La résistance contre la grève générale est venue essentiellement du parti socialiste allemand. Liebknecht, dès 1889, s'était prononcé contre la grève générale, en donnant comme argument qu'elle ne permet pas le recul, et que, si elle échoue, elle compromettra le mouvement socialiste dans sa totalité, qui se trouvera complètement désorganisé. Lorsque se réunit le congrès de l'Internationale à Paris, en 1900, l'argumentation des syndicalistes français fut présentée par Briand et se heurta aussitôt à l'opposition des syndicalistes allemands, en particulier de leur leader, le chef des Libres Syndicats (Frei Gewerkschaften), Legien. Celui-ci déclara qu'une grève générale serait inévitablement abattue par son gouvernement, que le travail d'organisation syndicale serait, de ce fait, entièrement détruit et compromis pendant de très nombreuses années. La position de la délégation française fut d'ailleurs combattue, en France même, par les éléments guesdistes, et elle fut battue à une très large majorité.

Au cours des années suivantes, des grèves générales infructueuses vinrent consolider la position des adversaires de cette idée. Grève d'abord en Belgique, en 1902, contre le vote plural qui demeura sans aucun effet. Grève de trois jours des syndicats suédois, en mai 1902, pour obtenir une nouvelle loi électorale du Parlement suédois, de tendance conservatrice, qui aboutit également à un échec. Grève enfin en Hollande, en avril 1903 contre la réglementation du droit de grève, qui échoua et provoqua un grave conflit entre les syndicats anarchistes et socialistes, dont le mouvement ouvrier hollandais eut beaucoup de peine à se remettre.

Aussi, après ce triple échec, lorsque se réunit le congrès d'Amsterdam en 1904, il était bien évident que l'opinion n'était guère favorable à l'idée de la grève générale. La thèse, à ce congrès, a été défendue à nouveau par Briand, soutenu du côté français par Jaurès, bien que celui-ci n'ait pas une entière confiance dans cette solution, mais qui était soucieux à ce moment-là de ne pas briser avec les éléments syndicalistes. A l'étranger le point de vue de Briand n'a été guère soutenu que par les représentants du parti socialiste révolutionnaire russe (S.R.) dont le principal représentant était Ustinov. Mais d'une façon générale l'opinion fut hostile. La délégation hollandaise Henriette Roland-Holst, admirable personnalité du monde ouvrier européen du début du 20ème siècle, distingua entre la grève générale qu'elle déclarait impossible, et la grève des masses qui ne pouvait être utilisée, d'après elle, que dans certains cas exceptionnels pour la défense ultime des droits des travailleurs. Tout en admettant la possibilité d'une grève des masses, elle mettait en garde les ouvriers contre le caractère anarchiste de l'idée de grève générale et insistait sur le travail d'organisation qui doit être fait au sein des fédérations. Le parti socialiste hollandais, qui était à ce moment-là dirigé par Troelstra et dans lequel les tendances réformistes parlementaires étaient importantes, se plaça derrière Henriette Roland-Holst. Le même point de vue

fut soutenu par la délégation allemande qui, si l'on excepte quelques individus pris isolément, déclara ne pouvoir même discuter la question de la grève générale. Le point de vue de la commission qui avait été défendu par Henriette Roland-Holst, fut approuvé finalement par trente six voix contre quatre.

Au moment même où l'idée de la grève générale semblait par conséquent condamnée par le socialisme international, deux événements vont modifier brusquement la position des socialistes sur cette question. Le premier, ce furent les grèves de caractère insurrectionnel qui se développèrent en Italie. A la suite de la répression policière contre un certain nombre de grèves d'ouvriers agricoles en Sardaigne et en Sicile, les grèves de Bugarru et de Castelluzzo, des manifestations s'étendirent progressivement sur le continent. Elles commencèrent à Milan (qui avait été ébranlée par une secousse révolutionnaire quelques années plus tôt) le 15 septembre 1904 et gagnèrent tous les grands centres industriels italiens : Gênes, Monza, Rome, Livourne, pour embraser finalement la totalité du pays. Les syndicats, dans cette révolte généralisée, ont été menés par une personnalité considérable du socialisme italien, Arturo Labriola, qui était à ce moment-là à la tête du syndicalisme italien. C'était un marxiste dont l'oeuvre théorique était importante ; il avait essayé cependant de modifier certains aspects de la doctrine marxiste ; il exaltait la fonction créatrice de l'homme dans le socialisme et niait le caractère déterministe du mouvement historique, la nécessité fatale d'une transformation économique. Le mouvement de grève dont on vient d'indiquer l'origine, avait un caractère spontané et inorganisé. Ces grèves insurrectionnelles ont été l'expression d'une colère profonde dans l'ensemble du prolétariat italien. Le ministre libéral Giolitti, qui était alors au pouvoir, réprima par les armes l'ensemble de ces mouvements, et les ouvriers, au bout de quelques jours – tout au plus de quelques semaines – furent obligés de réintégrer les usines. Malgré l'échec, l'ampleur du mouvement avait démontré, comme l'écrivait Labriola, que " cinq minutes d'action directe avaient plus de valeur que quatre années de bavardages parlementaires ". Il avait été possible de mobiliser la totalité de la classe italienne, qui s'était spontanément offerte à la lutte.

Le deuxième événement, d'une portée encore plus considérable, ce furent les mouvements révolutionnaires qui eurent lieu en Russie au cours de l'année 1905, et qu'on ne peut ici que rappeler brièvement dans leur déroulement historique. Ce fut d'abord le dimanche rouge de Moscou, le 9 janvier, où la place du Palais d'hiver à Saint-Petersbourg fut teinte du sang de centaines d'ouvriers, et qui coûta définitivement au tsar sa popularité auprès des masses, puis d'innombrables insurrections agraires, puis la grève générale qui suivit la signature de la paix avec le Japon et obligea le tsar à signer le Manifeste d'octobre créant en Russie un régime constitutionnel (élection d'une Douma). Enfin, au mois de décembre, il y eut toute une série de grèves qui ne

purent s'achever dans l'insurrection prévue ; elles furent réprimées dans le sang ; mais elles prouvèrent la violence du sentiment révolutionnaire, et, dans certains secteurs, comme à Moscou, elles montrèrent l'organisation remarquable que les Soviets avaient reçue, surtout sous l'influence de Lénine. Quoi qu'il en soit, et bien que finalement les mouvements révolutionnaires de 1905 en Russie aient conduit, eux aussi, à un échec ouvrier, ils avaient démontré la puissance révolutionnaire de la classe ouvrière.

Ces événements vont provoquer un certain revirement, en particulier au sein de la sociale-démocratie allemande (2). En mai 1905 encore, le congrès des syndicats allemands qui s'était tenu à Cologne, s'était sur la proposition de Theodor Bömelberg, prononcé d'une façon formelle contre toute discussion de la grève générale. Mais au congrès du parti social-démocrate qui se tint quelques mois plus tard, en août 1905, à Iéna, il ne fut plus possible d'éluder la question de la grève générale. A la suite d'une longue intervention de Bebel, il fut reconnu que la grève des masses – c'était le terme qu'avait employé Henriette Roland-Holst – devait être organisée à titre défensif en cas d'atteinte, soit au suffrage universel, soit au droit de coalition. Et quand Bebel évoquait la menace qui pesait sur le suffrage universel en Allemagne, il ne faisait pas allusion à un bruit inexact : beaucoup de membres du gouvernement allemand, devant les progrès de la sociale-démocratie, conseillaient la suppression du suffrage universel. La solution d'une grève défensive des masses apparut d'ailleurs comme insuffisante à beaucoup de socialistes allemands : il fallait, disaient-ils, utiliser la grève générale pour briser tout de suite en Prusse la loi électorale des trois classes, qui rendait impossible toute évolution réelle vers la démocratie et maintenait dans le pays la domination des anciennes classes dirigeantes. Il fallait par conséquent, d'après ces éléments de gauche, donner à la grève des masses un caractère non pas seulement défensif, mais également offensif. Cette position a été défendue par la gauche du parti dans la *Leipziger Volkszeitung* (La Gazette populaire de Leipzig), et en particulier par Rosa Luxembourg dans sa brochure *Grève Générale, Partis et Syndicats*, où elle insiste, en partant de l'exemple de la Russie, sur l'idée d'une sorte de grève permanente, indissolublement liée à la cause de la révolution, sans distinction entre les facteurs économiques et politiques. Il fallait, disait Rosa Luxembourg, que les ouvriers allemands réfléchissent sur la révolution russe, la considèrent comme un moment de leur propre histoire sociale et politique, qu'ils se mettent à l'école de la Russie.

Cependant, cette position reste celle d'une infime minorité au sein de la sociale-démocratie. Les syndicats, même après l'expérience russe de 1905, demeurent formellement hostiles à la grève générale. Au congrès de la sociale-démocratie allemande qui s'est tenu à Mannheim en 1906, les syndicats allemands, par la bouche de Legien, ont réaffirmé leur hostilité à la grève générale. " Elle est une absurdité, disent-ils, elle ne peut conduire qu'à

la désillusion et au découragement général ". Et ils ont fait adopter à ce congrès le principe d'une égalité complète du parti et des syndicats sur l'ensemble des questions touchant la politique ouvrière : c'était rendre impossible, étant donné les positions syndicales allemandes, toute mise en marche du mécanisme de la grève générale.

Il n'en reste pas moins, malgré les réserves adoptées à Mannheim, que la révolution russe avait contribué à modifier la position des socialistes européens sur la question de la grève générale. Cette évolution explique que l'idée de la grève générale ait été reprise en 1907, lors du congrès de l'Internationale à Stuttgart, où cette fois elle ne restera plus envisagée en vue de l'obtention de telle ou telle réforme politique comme le suffrage universel, ou telle ou telle acquisition pour la classe ouvrière (loi de huit heures), mais comme un moyen de lutte contre la guerre. C'est-à-dire qu'elle sera considérée comme un soulèvement de la classe ouvrière, le jour où les puissances capitalistes déclencheraient une guerre mondiale.

Notes

(1) On sait que les Chartistes avaient mis sur pied une Charte du peuple – d'où leur nom – qu'ils voulaient faire appliquer.

(2) On peut suivre l'évolution de cette opinion dans un livre de Kautsky, *La Grève des Masses Politique (Politischer Massenstreik)*, paru en 1914.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

XIII. La Deuxième Internationale et la question
coloniale

1965

LA DEUXIEME INTERNATIONALE ET LA QUESTION COLONIALE (1)

Il apparaît que le socialisme, en affirmant l'égalité des hommes et des races, le droit de toutes les nations à l'indépendance et le respect intégral de la personne humaine, devait impliquer une condamnation de l'idée coloniale. Il est certain que ces principes ont inspiré le Bureau de la Première Internationale, lorsque celle-ci a envoyé ses encouragements à Lincoln et soutenu la cause nordiste contre les esclavagistes américains.

Cependant, La Deuxième Internationale aura beaucoup de peine à définir une doctrine en face du colonialisme. Et dans tous les cas il est certain que ses positions à l'égard du problème colonial ne doivent pas être assimilées aux positions anti-colonialistes actuelles. Il ne faut donc pas voir le problème colonial, tel qu'il s'est posé aux socialistes autour de 1900, sous le même angle que celui sous lequel nous examinons aujourd'hui le problème de la décolonisation. Ainsi un homme comme Jaurès, qui s'est à différentes reprises préoccupé du problème colonial (il a visité l'Algérie entre 1895 et 1900, et consacré un très grand nombre d'articles, d'abord dans La Petite République, et plus tard dans L'Humanité, au problème colonial), - Jaurès estime que le fait colonial est un fait irrésistible et naturel . Et il considère

comme vaines les dénonciations théoriques du colonialisme, telles qu'elles ont été faites à cette époque, en particulier en France par les milieux guesdistes. Bien entendu, Jaurès pense que vis-à-vis de la politique coloniale des grandes puissances, il faut adopter une attitude vigilante. Il écrira en 1896 dans *La Petite République* : " Qu'il s'agisse des Hindous dominés par l'Angleterre, ou des Arabes dominés par la France, c'est le devoir des socialistes de prendre l'initiative de propositions humaines et des protestations nécessaires ". Et surtout à partir de 1898, Jaurès insistera sur la nécessité d'émanciper progressivement la masse musulmane, en particulier en Algérie, en l'associant à la vie politique française. Il souligne également qu'un vigoureux contrôle parlementaire sur l'administration coloniale est indispensable. Mais, ceci dit, il ne met pas en question la possibilité d'une expansion pacifique des nations européennes et les possibilités de mieux-être pour les masses que peut créer cette expansion.

La première fois que s'est posé d'une façon évidente et pressante le problème colonial pour La Seconde Internationale, ce fut à l'occasion de la guerre des Boers, entre 1899 et 1900. Il n'est pas douteux que les socialistes dans leur majeure partie ont considéré que cette guerre était menée par les classes possédantes anglaises pour mettre la main sur les mines d'or de l'Afrique du Sud. Et il est normal que les socialistes anglais aient pris position contre le gouvernement qui menait cette lutte contre les populations Boers. De fait, l'Independent Labour Party (le Parti Travailleuse Indépendant) avec la personnalité de Keir Hardie, et la Fédération Socialiste Démocratique, avec Hyndman, ont pris nettement position contre le gouvernement anglais et contre la guerre des Boers. Le journal de la Fédération Socialiste Démocratique, *Justice*, écrit que " la guerre du Transvaal n'est autre chose qu'une guerre de classe, et les Boers mènent la lutte des travailleurs contre les capitalistes ". Cependant cette position, qui est celle de la majorité des socialistes anglais, n'a pas été adoptée par un très grand nombre de groupes fabiens. En particulier, parmi les Fabiens, Bernard Shaw a écrit un ouvrage, *Le Fabianisme et l'Empire* (1900), dans lequel il a justifié l'annexion des républiques boers par le souci de défendre la main d'oeuvre noire contre l'oligarchie blanche des Boers. Il est allé jusqu'à défendre le principe même du colonialisme, qui se justifie, d'après lui, par sa mission civilisatrice. " Une grande puissance, écrivait-il, doit gouverner dans l'intérêt de la civilisation considérée comme un tout ". Il suggérait que l'administration des territoires contestés fût prise en charge par un Etat Fédéral, mais que, puisqu'un tel Etat n'existait pas encore, il était souhaitable que ce fût l'Angleterre qui assurât cette administration. Le livre de Shaw a provoqué un très grand scandale à l'époque où il a paru. Mais dans l'ensemble il a recueilli l'approbation de la plupart des groupes fabiens, en particulier de celui de Webb. Les thèmes développés par Shaw ont été repris, dans le journal *The Clarion*, par le meilleur journaliste anglais de l'époque, Robert Blatchford. Voilà donc l'appui important et indiscutable que la pensée de Shaw a recueilli dans des milieux

étendus de l'Intelligence anglaise. Il faut remarquer d'ailleurs que les cas d'opposition du prolétariat ouvrier anglais à la guerre des Boers, ont été exceptionnels. La plupart des ouvriers ont appuyé sans réserve l'effort de guerre et ont été emportés, comme le reste de la nation, par un certain chauvinisme, par ce que l'on appelait le " jingoïsme " alors en Angleterre. Ce patriotisme des masses ouvrières s'est particulièrement révélé parmi les ouvriers des arsenaux et des ports. Sauf en Ecosse, les syndicats n'ont qu'exceptionnellement manifesté un sentiment d'opposition à la guerre. Et ce furent souvent les ouvriers les plus pauvres, les moins instruits, qui se sont montrés les plus chauvins, alors que certains travailleurs autodidactes et indépendants étaient pro-boers. La violence des passions nationales s'est manifestée à l'occasion de l'événement suivant : un député travailliste, John Burns, qui représentait une section d'une banlieue ouvrière de Londres et qui avait exprimé sa haine de la guerre – qui passait donc pour pro-boers -, s'est vu assiégé dans sa maison par une foule hurlante le soir de la défaite des Anglais à Mafeking.

Les mêmes idées qu'on a vu défendues par Shaw dans son ouvrage *Le Fabianisme et l'Empire*, on les retrouve exposées en Allemagne par Bernstein dans ses *Prémises du Socialisme* et dans différents articles qu'il a publié à cette époque. Dans ces articles, Bernstein prenait position sur la question de Kiao-Tchéou, port chinois dont l'occupation par les Allemands en 1897 avait provoqué les protestations du groupe socialiste au Reichstag. Bernstein démontrait que si le procédé était répréhensible, il n'y avait pas non de raison de repousser en soi le fait colonial. L'acquisition des colonies était indispensable pour organiser la production des plantations tropicales qui ne pouvaient pas être laissées entre les mains des indigènes. Ce n'était pas, disait-il, la possession brutale du sol, mais son exploitation qui justifiait la propriété. La thèse de Bernstein a été condamnée au congrès de la social-démocratie à Mayence, qui présenta la colonisation comme radicalement viciée par la volonté de la bourgeoisie de se procurer de nouveaux débouchés, par l'exploitation forcenée de la population indigène. Mais si le point de vue de Bernstein a été condamné officiellement, les thèses qu'il développe se trouvent répandues et défendues parmi de nombreux collaborateurs des *Sozialistische Monatshefte* (*Les Cahiers Mensuels du Socialisme*), la principale revue révisionniste allemande, et par des personnalités comme Quessel, Schippel et surtout Hildebrand – (qui sera expulsé du parti en 1912 à cause de ses années coloniales). Les adversaires du colonialisme eux-mêmes, prenant position sur la révolte des Boxers et sur la pénétration européenne en Chine, étaient partisans de la doctrine de la " porte ouverte " qui favorisait la liberté des échanges et la lutte des capitalistes. On voit par conséquent que les adversaires mêmes de la doctrine de Bernstein admettaient le principe de la " porte ouverte ", qui favorisait le développement du capitalisme.

L'importance de ces événements – guerre des Boers, affaire de Kiao-Tchéou, pénétration européenne en Chine – a déterminé l'inscription de la question coloniale au congrès de l'Internationale à Paris, en 1900. Le rapporteur en fut un Hollandais, Henri Van Kol, qui passait à ce moment-là pour le principal spécialiste des questions coloniales. C'était un ingénieur qui avait passé une grande partie de sa vie à Java et connaissait fort bien en effet ces problèmes. Il déclara : " J'ai passé les seize plus belles années de ma vie parmi ces indigènes que j'ai appris à aimer, ces peuples si doux et si pacifique, toujours esclaves, toujours abandonnés, toujours martyrs ". Van Kol qui, sentimentalement, on le voit, était près des indigènes et contre l'exploitation coloniale, était d'avis que le problème colonial pouvait être résolu selon des solutions paternalistes. Il pensait que, dans un autre régime que celui qui existait alors, la politique coloniale pourrait promouvoir le bien-être des indigènes. Au congrès de Paris se manifesta, du fait de l'âpreté des luttes coloniales de l'époque et des passions chauvines surexcitées, un violent mouvement anti-colonial et une condamnation radicale de l'expansion coloniale présentée comme un aspect de l'impérialisme. Mais le congrès, il faut le noter, se contenta de condamner la politique coloniale de la bourgeoisie. A ce titre, il invitait les peuples à combattre la politique d'expansion et à dénoncer les modes d'oppression employés alors. Cette condamnation ambiguë laissait entendre qu'aux yeux des congressistes, il pouvait y avoir une politique coloniale socialiste qu'il importait de définir. Le principal intérêt de ce congrès a été de suggérer aux partis socialistes européens l'organisation de commissions pour l'étude des questions coloniales, et, si possible, pour la formation de partis socialistes aux colonies.

La création de ces commissions explique que les débats sur la question coloniale, qui eurent lieu au Congrès d'Amsterdam en 1904, aient été beaucoup plus fournis, parce que préparés par un travail intense de documentation. Mais les discussions aboutirent à des positions différentes. Le leader de la Fédération Sociale Démocratique anglaise, Hyndmann, spécialiste de la question des Indes qu'il avait étudiée sur place, exposa d'une façon brutale les crimes de l'Angleterre dans ce pays : " Nous fabriquons délibérément la famine pour nourrir l'avidité de nos classes privilégiées en Angleterre ". Il aboutissait à une condamnation radicale de la colonisation. Il n'y avait d'autre politique coloniale concevable qu'une dénonciation de l'impérialisme, qui était la cause profonde du mal. En opposition avec Hyndmann, Van Kol affirmait la nécessité du fait colonial, même en régime socialiste, en raison des besoins vitaux d'une société en expansion : " Les besoins nouveaux qui se font sentir après la victoire de la classe ouvrière et son affranchissement économique, rendront nécessaire, même sous le régime socialiste de l'avenir, la possession de colonies ". Il fallait seulement empêcher les crimes par une méthode paternelle à l'égard des peuples indigènes, ayant comme but final l'émancipation progressive des colonies. Il

fallait soumettre l'administration coloniale au contrôle parlementaire. Entre ces deux thèses, celle qui constituait une condamnation radicale, et celle, infiniment plus nuancée, de Van Kol, qui admettait la nécessité du fait colonial même en régime socialiste, le congrès d'Amsterdam n'a pas su choisir. Il se fit un plaisir de saluer le militant indien Naoroji, membre du parti des Congrès ; il y eut alors un moment émouvant dans la salle. Mais, sur le plan pratique, le congrès se contenta d'établir une solution de compromis qui laissait de côté la définition de l'idée coloniale.

Ce n'est qu'au congrès de Stuttgart, en 1907, qu'eut lieu le grand affrontement d'où devait sortir la condamnation du colonialisme. Avant d'en arriver là, il est indispensable d'étudier les événements qui se sont passés dans le monde colonial et les réactions qu'ils ont suscitées dans les partis nationaux.

Du côté allemand, les réactions sur la question coloniale ont été dominées par la guerre répressive, menée alors dans le sud-ouest africain allemand par le général Von trotha. Elle aboutit pratiquement à l'extermination d'une grande partie des populations de cette région qui s'étaient révoltées, les Hottentots. En décembre 1906, les sociaux-démocrates et le parti du centre catholique ayant refusé de voter les crédits nécessaires à la poursuite de la guerre, le Reichstag fut dissous et de nouvelles élections eurent lieu ; c'est ce que l'on a appelé dans l'histoire allemande les " élections hottentotes ". Elles furent menées du côté gouvernemental dans une atmosphère de chauvinisme sans pareil. Les résultats de ces élections de 1907 ont fait tomber le nombre des élus sociaux-démocrates au Reichstag de moitié : 36 élus contre 79, (ce sont les seules élections entre 1870 et 1914, où le nombre des députés socialistes ait été en recul). A vrai dire, le nombre des voix socialistes n'avait pas été profondément modifié ; mais le régime électoral aidant. Il est évident que les socialistes révisionnistes et pro-coloniaux utilisèrent cet échec de la sociale-démocratie pour démontrer que celle-ci devait avoir à l'égard du problème colonial une politique réaliste et positive, ce qui signifiait ne plus faire d'opposition au gouvernement dans sa politique aux colonies.

Au contraire, les événements qui se sont alors situés au Congo, ont provoqué en France et en Belgique des réactions inverses. En France, les violences qui ont eu lieu dans le Congo français, sont devenues, surtout depuis 1905, l'objet d'une surveillance de plus en plus poussée de la part de quelques spécialistes des questions coloniales, membres du parti socialiste : Paul Louis, auteur d'un ouvrage, *Le Colonialisme*, paru en 1905 ; le philosophe Félicien Challaye, qui est resté longtemps l'un des meilleurs observateurs dans ce domaine ; et surtout Rouanet, qui a publié dans *L'Humanité* des articles très informés sur le Congo français, dans lesquels il envisage une campagne contre la barbarie coloniale. C'est ainsi que la nouvelle alors répandue que des fonctionnaires coloniaux de Brazzaville avaient fait sauter à la dynamite un jeune Noir, un soir d'orgie, fut mise à la connaissance du public et

provoqua une grande émotion. L'on commençait, dans ces publications, à faire connaître les diverses insurrections coloniales (que la presse officielle avait, bien entendu, cachée), en Algérie, à Madagascar, au Tonkin, qui, toutes, avaient été noyées dans le sang.

Mais les choses étaient beaucoup plus graves dans le Congo belge. Ce territoire était à l'origine la possession personnelle de Léopold II. Depuis plusieurs années, le système du travail forcé avait été institué dans le pays. Il était l'objet d'attaques très violentes dans la presse belge de gauche, à la suite de révélations faites par un écrivain anglais, Dene Morel, qui avait effectué plusieurs enquêtes sur les événements du Congo belge. Or, Léopold II a fait savoir, en 1906, qu'il était décidé à faire don à l'Etat belge de son domaine privé. Ceci posait un problème extrêmement grave pour le parti socialiste belge. Quelle attitude allait-il adopter devant le don du roi ? Et on voit apparaître, au sein du parti socialiste belge, de très grandes divisions. D'abord, on ne peut pas envisager que le Congo redevienne libre et s'administre lui-même ; car il retomberait immédiatement sous les marchands d'esclaves. Si l'on exclut la position du socialiste Terwagne, qui estime que le Congo doit devenir une colonie de la Belgique, promue au rang de puissance coloniale, - position qu'il est d'ailleurs seul à adopter au sein du parti socialiste -, trois thèses sont apparues à cette époque. La première a été défendue en particulier par le socialiste Anseele qui soutient que le Congo doit être internationalisé : il faut, dit-il, en s'inspirant du traité de 1885 qui prévoyait le partage de l'Afrique, placer le Congo sous le contrôle des grandes puissances. Cette thèse a été immédiatement combattue par Vanderveelde qui avait dans le parti socialiste belge une immense autorité. Il objecta que, donner le Congo à un consortium de grandes puissances, c'était, en fait, y installer un colonialisme impérialiste et que mieux valait, dans ces conditions, que l'Etat belge en prît la charge, à la condition toutefois que le Parlement puisse exercer un droit de contrôle effectif sur l'administration de ce pays. Vanderveelde connaissait admirablement les détresses et les souffrances de la population noire, mais il estimait que la colonisation était un fait, qu'il fallait aborder avec réalisme. On voit qu'il avait sur ce problème des positions assez proches de celles de Jaurès. Selon la troisième thèse, enfin, la plus répandue semble-t-il, il ne fallait procéder ni à la reprise, ni à l'internationalisation du Congo, mais à l'abandon pur et simple : " Pas un sou, pas un homme, pas une voix pour la colonisation ". Cette solution fut défendue en particulier par De Brouckère dans le journal *Le Peuple de Bruxelles*. Malgré l'opposition de Vanderveelde – et ce fut la seule fois de sa carrière où il ne fut pas suivi par le parti -, ce fut cette troisième solution qu'adopta le congrès du parti socialiste belge en juin 1907. Il se prononça simplement contre toute espèce d'annexion du Congo, qui aurait équivalu, selon lui, " à la mise en esclavage d'une population indigène ".

Devant ces différents problèmes, soulevés tant par la guerre des Hottentots

que par la situation du Congo, il était à prévoir que les débats du congrès de Stuttgart, en 1907, seraient extrêmement passionnés. Encore une fois, le point de départ des débats fut un projet de résolution de Van Kol condamnant toute politique coloniale de caractère capitaliste, mais ajoutant que la sociale-démocratie ne pouvait condamner en principe le régime colonial si celui-ci agissait dans un sens civilisateur. Devant cette résolution Van Kol, trois tendances se sont faites jour au cours des débats (il faut noter que les pays sans colonies tendaient à adopter des positions plus radicales que les pays disposant de colonies).

Le premier point de vue, celui de la droite socialiste, était représenté essentiellement par le courant révisionniste et impérialiste au sein de la sociale-démocratie allemande, par David en particulier, député de Mayence, qui saluait l'idée colonisatrice comme un élément intégral du but universel de civilisation poursuivi par le mouvement socialiste : sans colonies, déclarait David, nous serions assimilables du point de vue économique à la Chine. David approuvait, par conséquent, d'une façon générale les buts de la colonisation, et se contentait d'en désapprouver les méthodes.

La deuxième tendance, celle défendue par Van Kol, fut soutenue par de nombreux Allemands, notamment Bernstein et Bebel lui-même, par certains Belges et par les jaressistes français. Ils considèrent la colonisation comme un fait qu'il est devenu dérisoire de combattre. " Se retirer des colonies, déclare un orateur, ce serait simplement restituer les Etats-Unis aux Indiens ". Mais il faut dégager la colonisation de la barbarie coloniale. Il convient donc d'élaborer un programme colonial qui doit définitivement conduire cette partie de l'univers à l'indépendance. Il faut noter que dans ce groupe, qui soutenait la thèse de Van Kol, de fortes nuances se marquaient. Les uns, comme Van Kol lui-même, croyaient que le régime de protectorat, tel qu'il était appliqué en Tunisie par exemple, était de nature à favoriser l'avancement des peuples indigènes ; Rouanet, mieux informé des réalités de l'empire colonial français, était hostile à cette solution. Jaurès était favorable à une gestion internationale des colonies ; Van Kol n'y croyait pas. Il y avait donc, on le voit, des différences de position parmi les partisans de la thèse de Van Kol.

La troisième tendance est celle de la gauche, représentée essentiellement par De Broukère et Kautsky. Celui-ci est l'auteur d'un ouvrage Socialisme et Politique Coloniale, paru en 1907, quelques semaines après le congrès de Stuttgart. Kautsky voit dans le fait colonial la conséquence de la forme moderne du capitalisme en période impérialiste. Il nie que la colonisation soit un facteur de progrès, et déclare que, la condamner, n'est pas s'opposer à la dialectique de l'histoire. Il affirme enfin qu'il n'y a qu'un seul programme socialiste valable pour l'ensemble du genre humain, et non pas un programme limité à un certain nombre de peuples plus ou moins sous-développés.

Après une très longue discussion, ce fut le point de vue de Kautsky qui

l'emporta par 127 voix contre 108. La résolution faisait une obligation au parti socialiste de combattre dorénavant toutes les formes de l'exploitation coloniale. Cette motion, votée à Stuttgart, demeurera jusqu'en 1928 la charte de la Seconde Internationale en matière coloniale.

Cependant, il ne faut pas croire que la résolution de Stuttgart ait épuisé les réactions de la Seconde Internationale à l'égard du problème colonial. Deux remarques doivent être faites, en ce qui concerne cette politique durant les années qui s'étendent du congrès de Stuttgart à la guerre de 1914. La première, c'est qu'il n'a jamais été possible à l'Internationale d'organiser d'une façon précise des partis socialistes chez les peuples indigènes. Il avait été recommandé à différentes reprises par les congrès de l'Internationale, de créer chez les peuples soumis, des partis socialistes. Or, cette invitation n'a jamais eu d'écho, sauf toutefois en Indonésie, et plus particulièrement à Java où les étudiants de Batavia ont constitué un mouvement de caractère socialiste, le Budi Utomo (Le Noble Effort), organisé et pris en main par un socialiste hollandais, Sneevliet. Ce parti constitue, avant même la guerre de 1914, une force incontestable. Mais c'est un exemple unique. Il y a sans doute, à la même époque, des éléments de parti socialiste en Algérie et en Tunisie ; mais ce sont des sections de la S.F.I.O. où dominant les colons et leur idéologie.

Deuxième remarque. Il apparaît, au contraire, que le secrétariat de l'Internationale, et en particulier Camille Huysmans, ont eu des rapports constants avec un certain nombre d'organisations et de personnalités en Asie, et ont cherché à les faire bénéficier dans leur lutte révolutionnaire de l'expérience et de l'autorité morale de la Deuxième Internationale. Huysmans (et ceci a été révélé récemment par l'étude de ses archives qui sont déposées en Belgique) a eu des contacts avec Sun Yat-Sen, a reçu sa visite en Chine et est resté en correspondance avec lui, notamment au moment de la révolution chinoise (1912-1913). Il apparaît également que la Seconde Internationale a joué un assez grand rôle dans l'organisation du parti socialiste en Perse, à partir de Bakou d'où les écrits étaient acheminés dans ce pays. Le B.S.I. a eu aussi des rapports avec des groupes socialistes en Turquie après la révolution Jeune Turquie de 1908 : celle-ci a soulevé, semble-t-il, dans l'Internationale, de grands espoirs vite déçus ; elle a néanmoins été suivie par la constitution de groupes socialistes en Turquie, notamment chez les Arméniens et chez les Grecs de Salonique, par conséquent parmi les populations soumises.

On voit que l'intérêt de l'Internationale, même avant 1914, a beaucoup dépassé le cadre de l'Europe. L'élément moteur, dans cet éveil révolutionnaire des nations, sera essentiellement Lénine. Celui-ci a écrit plusieurs articles sur la question du réveil des peuples soumis ; ces articles ont été réunis dans un ouvrage, Le Mouvement de Libération Nationale des

Peuples de l'Orient. Un autre élément moteur, à côté de Lénine, a été le petit groupe de socialistes hollandais réunis autour de Pannekoek, et que, l'on appelle les " Tribunistes " parce qu'ils écrivaient dans le journal La Tribune. Lénine et Pannekoek ont fort bien vu le parti que l'on pouvait tirer, du point de vue révolutionnaire, du développement de l'idéologie nationale appliquée dans le monde colonial, et de la volonté d'indépendance des masses opprimées des colonies. Mais, à vrai dire, il appartiendra seulement à la Troisième Internationale de découvrir et d'utiliser le rôle que les peuples colonisés peuvent jouer dans le processus stratégique de la révolution mondiale.

Note

(1) cf. la revue *Le Mouvement Social*, octobre – décembre 1963.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

XIV. Le problème des nationalités dans l'empire
Austro-Hongrois
et la Seconde Internationale

1965

LE PROBLEME DES NATIONALITES DANS L'EMPIRE AUSTRO- HONGROIS ET LA SECONDE INTERNATIONALE

Le problème que pose l'action des masses laborieuses sur le développement de l'idéologie nationale est, dans les pays autrichiens, d'un caractère très particulier. A l'époque, en effet, où les masses ouvrières arrivent à la maturité politique et sociale et s'intègrent dans des partis ou des syndicats fortement organisés, à l'époque par conséquent où elles apparaissent mûres pour l'apprentissage de la lutte des classes, elles se trouvent impliquées en Autriche-Hongrie, du fait du caractère multinational de cet Etat, dans des conflits qui opposent les nations les unes aux autres. Et elles éprouvent la virulence de ces conflits dans leur vie quotidienne, à l'école, sur le marché, à l'usine, dans les centres d'apprentissage. Les principes fondamentaux du socialisme, qui regarde les luttes nationales comme une simple affaire de la bourgeoisie, se trouvent ainsi menacés dans leur application par la virulence des antagonismes de nation à nation. Il n'est donc pas étonnant que dans les Etats autrichiens l'attention des cadres socialistes ait été attirée plus qu'ailleurs par les problèmes nationaux afin de trouver une solution à un

conflit déchirant : en fin de compte, sera-ce la solidarité internationale ou l'exigence nationale qui l'emportera dans la conscience des travailleurs ? C'est le problème que pose la question des nationalités au socialisme dans les pays autrichiens. L'opposition de nation à nation, dans cet empire, est particulièrement développée entre Tchèques et Allemands. On se contentera, dans l'exposé qui va suivre, d'étudier cet aspect du conflit, et on n'abordera qu'accessoirement les autres qui n'ont pas du tout la même virulence.

On sait qu'en Bohême il y a un mélange de deux races, les Allemands et les Slaves, qui sont dans certaines régions, et notamment dans le pourtour de la Bohême, dans ce qu'on appelle le pays des Sudètes (qui est aussi la région la plus importante parce que la plus industrialisée), fortement imbriquées l'une à l'autre. Cette juxtaposition sur le même territoire de races différentes et parlant des langues différentes, pose toute une série de problèmes extrêmement graves. C'est ainsi que, jusqu'en 1914, les salaires et le niveau de vie sont infiniment plus bas dans les pays slaves que dans les pays allemands. Et l'on a clairement senti à Prague à quel point était insuffisante la politique d'investissement du gouvernement dans les pays slaves encore sous-développés. A ces causes générales, économiques, de conflit, vient s'ajouter dans les pays de population mixte, comme le pourtour de la Bohême, l'impression d'insécurité que crée, pour la population allemande, la puissante émigration tchèque et, de ce fait, la slavisation par les campagnards tchèques des grandes villes industrielles allemandes. La situation paraît particulièrement inquiétante pour les Allemands dans le bassin minier de Teplitz où les Tchèques passent entre 1880 et 1900, de 13 à 26% dans le chiffre de la population, dans la région industrielle de Reichenberg (aujourd'hui Liberec), dans la ville de Brünn, capitale de la Moravie. Une ville comme Prague, où le peuplement allemand avait été longtemps prépondérant, tend au cours de cette période à devenir une ville entièrement tchèque (il n'y a plus de représentation allemande au conseil municipal de Prague à partir de 1910). Le même problème se pose à Vienne, une ville cependant en apparence totalement allemande, mais où une partie de la population est d'origine tchèque ; et si le processus d'assimilation à Vienne est plus fort qu'en Bohême, de nombreux ouvriers tchèques se montrent malgré tout rétifs à s'assimiler la langue et la culture allemandes. A mesure que se développe la grande industrie, comme cela a été le cas en Bohême, surtout dans les dernières décades du 19ème siècle, les ouvriers allemands et la main d'oeuvre slave tendent à s'isoler les uns des autres, et aux préoccupations communes de conquête sociale, qui unissaient jusqu'alors l'élite des ouvriers, se substituent des passions nationales plus élémentaires et plus puissantes.

Certes, contre le développement de ces antagonismes nationaux particulièrement vifs dans les régions de population mixte, les leaders ouvriers syndicalistes ont essayé de réagir, et ils ont fait beaucoup pour tenter

d'empêcher que s'accroisse l'animosité des Slaves et des Allemands les uns à l'égard des autres. En particulier, à l'époque de l'organisation du parti social-démocrate autrichien qui eut lieu au congrès de Hainfeld en 1889, Victor Adler, personnalité la plus remarquable du socialisme autrichien, aidé d'ailleurs par un certain nombre de syndicalistes tchèques, comme notamment Joseph Hybes, avait tout fait pour que les passions nationales ne nuisent pas à l'unification du parti qui s'était réalisée, on l'a vu, sous le signe du marxisme après une très longue crise doctrinale. Il n'en reste pas moins que, progressivement, pour les raisons indiquées plus haut, des sentiments de méfiance se glissent entre le prolétariat allemand et le prolétariat slave. Il y a incontestablement chez les Allemands, et en particulier chez les syndicalistes allemands, un sentiment de prééminence, d'autant plus que l'allemand est la langue de la culture, où se sont exprimés les maîtres de la pensée marxiste, Marx et Engels. De leur côté, les socialistes tchèques subissent l'influence du mouvement national Jeunes Tchèques qui vise à la reconstitution d'un Etat autonome de Bohême dans les frontières de l'ancien Etat qui portait ce nom. Pour éviter des heurts, le parti social-démocrate s'est transformé, en Cisleithanie (dans la monarchie austro-hongroise, ce sont les pays qui sont gouvernés par Vienne, tandis que la Transleithanie, dominée essentiellement par les Hongrois, a sa capitale à Budapest), en un parti fédératif où les six nations principales (Allemands, Tchèques, Polonais, Ruthènes, Italiens et sud-Slaves) s'administrent elles-mêmes, leurs affaires gardant seulement un exécutif commun.

Mais, de très bonne heure, les socialistes autrichiens vont essayer de trouver une solution au problème des nationalités. Ce souci va apparaître, parmi eux, dans le groupe des austro-marxistes qui comprend des personnalités assez diverses, dont les plus importantes sont Otto Bauer, Karl Renner (futur président de la république autrichienne, après la deuxième guerre mondiale) et Frédéric Adler (fils de Victor Adler, qui pendant la guerre assassina un ministre autrichien). Les austro-marxistes écrivent presque tous dans une revue, *Der Kampf* (Le Combat). Leur conviction commune sur le plan doctrinal est que le marxisme ne constitue pas un système clos, qu'il n'est qu'un point de départ et qu'il faut chercher à travers des domaines nouveaux le moyen d'appliquer ses idées à de nouvelles questions. L'un des points essentiels de la réflexion des austro-marxistes va être précisément les liens entre socialisme et nationalisme. Le socialisme peut-il apporter une solution à la lutte des nationalités ? L'occasion de la réflexion sur ces problèmes a été le congrès de la sociale-démocratie autrichienne à Brünn en 1899. A ce congrès on tomba d'accord sur l'idée que le problème des nationalités devait être résolu dans le cadre de l'Etat existant, qui était reconnu, s'il était très défectueux dans la réalité, comme une unité politique et économique viable. Les sociaux démocrates estiment qu'il faut faire disparaître dans la monarchie austro-hongroise, la notion des Etats de la Couronne (couronne de Saint Etienne en Hongrie, comme de Saint Venceslas en Bohême), qu'il faut

supprimer les privilèges dont jouissent certaines nations (les Allemands et les Hongrois) en vertu même du dualisme de 1867, et qu'il faut transformer la monarchie en une série de corps autonomes, égaux entre eux et fondés sur leurs caractères ethniques.

C'était là le point de départ d'une théorie qui va être développée en particulier par Karl Renner, et que l'on appelle la théorie de l'autonomie personnelle. On a considéré Karl Renner comme l'auteur de cette théorie. A vrai dire, elle avait été exposée déjà quelques décades plus tôt par le leader hongrois, Kossuth, alors que celui-ci, après la révolution de 1848, vivait dans l'exil. Kossuth avait suggéré la création de congrégations nationales qui grouperaient les membres d'une même nation disséminés sur l'ensemble du territoire, et qui administreraient elles-mêmes leurs affaires. Ces idées de Kossuth vont être reprises et développées par Renner dans une série d'ouvrages parus au début du 20ème siècle, et dont le plus important est *La Crise du Dualisme* (1904). Renner déclare : (et c'est là la théorie de l'autonomie personnelle) que la nationalité est un attribut du citoyen au même titre que l'appartenance à une confession religieuse. Or, de même que l'on a depuis longtemps abandonné la formule *cujus regio, ejus religio*, par laquelle on indique que les sujets ont généralement la même nationalité que leur prince, de même qu'il n'est plus possible, déclare Renner, d'attacher la nationalité à un territoire déterminé. Chaque citoyen a le droit de choisir sa nationalité, comme il choisit sa religion. Quel que soit son domicile, il peut s'inscrire par conséquent à ce que Renner appelle un "cadastre national". Ainsi sera constituée une association nationale, indépendante du territoire, disposant de son administration propre ainsi que de son budget, et qui élira un Conseil National, lequel statuera sur tous les problèmes touchant l'enseignement, la langue et la culture. Renner établit une séparation entre les affaires politiques qui restent entre les mains d'une administration commune, et les affaires de culture qui dépendent strictement de la nationalité, du Conseil national élu par les membres d'une même nationalité. La thèse développée par Renner a été reprise quelques années plus tard par Otto Bauer dans son livre *La Question des Nationalités et la Sociale-Démocratie* (1907), dans lequel il écrit : "L'organisation de l'humanité en communautés nationales autonomes jouissant de leurs biens culturels, c'est là le but principal que doit poursuivre une sociale-démocratie de tendance internationale."

Or, la thèse de Renner-Bauer, qui est devenue progressivement la thèse officielle de la sociale-démocratie autrichienne, va se heurter à deux formes d'opposition. D'abord et essentiellement, au nationalisme des socialistes tchèques. La question pour les Tchèques va se poser principalement sur le plan syndical, où ils reprochent aux Allemands de détenir toutes les fonctions de secrétaires de syndicats, de ne pas tolérer à côté d'un secrétaire allemand un secrétaire tchèque, et par conséquent de s'efforcer de germaniser par les syndicats le monde entier tchèque. A cela les syndicalistes allemands

répondent que les syndicats sont des affaires professionnelles, économiques, et que l'on ne peut pas y faire entrer les questions nationales. Ainsi, à propos de la question syndicale un conflit très grave s'ouvre dans la première décennie du 20^{ème} siècle entre les socialistes allemands et tchèques. On voit se développer, à côté d'un petit groupe de Tchèques centralistes qui restent rattachés à Vienne, un parti socialiste tchèque de caractère séparatiste, infiniment plus nombreux, et qui lance de violentes attaques dans la presse socialiste tchèque contre les tendances centralisatrices qui prévalent dans les centrales viennoises. On voit par conséquent que la sociale-démocratie tchèque tend à se séparer purement et simplement du parti social-démocrate autrichien.

Or, la question va être posée devant l'Internationale. A deux reprises, en 1907 et en 1910, celle-ci va prendre position contre le séparatisme tchèque. La première escarmouche eut lieu au congrès de Stuttgart (1907) où il fut décidé que, contrairement à la demande des Tchèques, il ne pourrait y avoir qu'une seule centrale syndicale par pays, ce qui était bien évidemment condamner les prétentions tchèques à avoir, à côté de la centrale viennoise, une centrale à Prague. Mais plus grave est ce qui s'est passé au congrès de Copenhague en 1910, où les séparatistes tchèques tentèrent de démontrer par la bouche de leur représentant, Némec, qu'il était impossible de faire vivre dans un même parti des nationalités différentes. " Malgré l'unité du programme, déclare Némec, il y a entre les prolétaires tchèques et allemands des différences de développement et de besoins telles qu'une technique et une tactique organisatrices et administratives différentes doivent être mises au point. Comme il n'est pas possible de réunir ces intérêts mutuellement réfractaires dans des forces d'organisation polyglottes, des conflits internes jaillissent de cette situation qui fait naître une défiance mutuelle et paralysante d'énergie combative du prolétariat tout entier ". A la même époque, dans un journal socialiste tchèque, le Rovnost paraît un article disant : " Comment un mouvement coopératif tchèque peut-il naître, si l'ouvrier tchèque envoie aux unions centrales de Vienne le peu d'argent qu'il a économisé " Comment l'ouvrier tchèque peut-il demander pour ses enfants une école tchèque, quand il aura donné son argent pour acheter aux ennemis de sa nation ? Et comment la classe ouvrière tchèque peut-elle obtenir l'égalité politique, sociale et nationale, si elle abandonne sa puissance économique, sa force productive, la puissance de l'argent, aux camarades d'une autre nation ? " Malgré ces plaidoyers, le congrès de Copenhague donna entièrement raison aux socialistes autrichiens, qui furent soutenus avec efficacité par Kautsky, dont l'influence était grande au sein de la sociale-démocratie allemande, et par le syndicaliste allemand Liegen. A une très forte majorité, le congrès de Copenhague condamna l'attitude des séparatistes tchèques.

Mais cette condamnation n'a pas résolu le conflit. Les décisions de Copenhague n'ont pas donné satisfaction aux Tchèques qui ont continué à

marquer leur opposition jusqu'à la guerre. L'opposition apparaît d'autant plus grave en ce début du 20ème siècle, que se sont constitués en Bohême, à côté de la sociale-démocratie, des partis socialistes de caractère national, comme le Parti national socialiste tchèque, et surtout – le plus influent – le Parti des Travailleurs allemands qui se recrute dans les pays Sudètes, a des tendances antisémites et pangermanistes, et organise parfois des mouvements terroristes pour effrayer les industriels qui emploient une main d'oeuvre tchèque. Cet antagonisme entre Allemands et Tchèques apparaît en 1911, aux élections au Reichstag (qui est depuis 1905 élu au suffrage universel) où l'on voit s'opposer des socialistes allemands et tchèques dans les

mêmes circonscriptions électorales. Au Parlement, les députés socialistes des différentes nationalités forment des clubs (club allemand, club tchèque, club polonais) qui votent souvent dans un sens différent. Le journal socialiste de Vienne, Die Arbeiterzeitung (Le Journal des Travailleurs), reproche aux Tchèques d'être en Bohême des " briseurs de grève ". Quant aux socialistes tchèques, ils se rapprochent de plus en plus de l'idéologie nationaliste des partis bourgeois. Si la rupture ne s'est pas produite et si les séparatistes ne furent pas violemment exclus des congrès de la sociale-démocratie, on le doit à l'esprit conciliant d'un certain nombre de personnalités de premier plan dans le socialisme autrichien : Victor Adler en Autriche, Seliger, leader allemand en Bohême, et Smeral, député socialiste tchèque. Ces personnalités, par soucis de préserver les intérêts de la classe ouvrière, empêchèrent la rupture complète.

Les choses ne se présentent pas avec autant de gravité pour les autres nationalités. Mais il n'est pas douteux non plus que les socialistes polonais de Galicie (c'est-à-dire de la partie de la Pologne qui appartient à l'Autriche) soient de plus en plus dominés par l'idéologie nationale polonaise. C'est le cas également des socialistes slaves du sud, dont la personnalité la plus considérable à cette époque est le Slovène Kristan, qui, eux aussi, envisagent dorénavant la formation d'un grand Etat yougoslave. Il apparaît en tout cas qu'à la veille de la guerre les passions nationales en Autriche ont tendance à ruiner progressivement dans les masses ouvrières le sentiment de solidarité de classe. Dans un journal socialiste de Budapest on peut lire en 1913 : " Les nations opprimées élèvent une protestation plus forte que les classes opprimées. La petite Internationale (comme on appelait la monarchie autrichienne) n'apparaît pas capable, en présence des passions déchaînées, de faire vivre côte à côte des socialistes appartenant à des nations différentes ".

Mais l'opposition aux idées de Renner vient d'un second horizon. Un certain nombre de marxistes reprochent à Renner et à Bauer d'avoir donné dans leurs écrits, en définissant la théorie de l'autonomie personnelle, trop d'importance au problème des nationalités qui, disent-ils, doit être

systematiquement exclu des préoccupations du parti. C'est la thèse radicale qui est développée par un leader syndicaliste de la Bohême allemande, Josef Strasser, dans son ouvrage *Les Travailleurs et la Nation* (1912), qui dénonce le nationalisme sous toutes ses formes et déclare que l'intérêt de classe est la somme des intérêts de l'ouvrier et contient par conséquent son intérêt national. C'est la thèse également qui est développée par les tribunistes hollandais, en particulier par Pannekoek dans son livre *Guerre des classes et Nations* (1912). C'est enfin – et c'est là le point le plus intéressant – la thèse qui va être développée par Staline dans son premier ouvrage *Le Marxisme et la Question Nationale* (1913). Quelle est l'origine de cet ouvrage ? Lénine, dont on sait l'importance au sein de la sociale-démocratie russe à cette époque, était inquiet du développement des idées de Renner et de Bauer dans un certain nombre de groupements socialistes russes, en particulier au sein de Bund, organisation socialiste juive, et chez certains socialistes russes de la périphérie de la Russie, de la région du Caucase notamment. La solution de l'autonomie personnelle avait, dans tous ces groupements, conquis des adeptes. C'est pourquoi Lénine décida d'envoyer Staline étudier cette question en Autriche. Et Staline, de fait, en 1912-1913, passa quelques mois à Vienne. Il est sorti de ce séjour une série d'articles qui parurent dans une revue russe et qui furent réunis sous le titre *Le Marxisme et la Question Nationale*. Dans cet ouvrage Staline prend à partie la conception d'individus en dehors de tout territoire déterminé, comme une communauté purement culturelle. " Le point de vue de Bauer, écrit-il, identifiant la nation avec le caractère national, détache la nation du sol et en fait une sorte de force invisible et se suffisant à elle-même ". " On ne saurait, ajoute-t-il, parler de communauté culturelle dans une nation où s'opposent bourgeois et ouvriers ". Et allant plus loin, Staline rendait responsables Renner et Bauer de la division entre socialistes de la monarchie autrichienne. " Les choses sont arrivées au point, constate-t-il, qu'au lieu d'un parti international unique, il existe maintenant six nations, dont le parti social-démocrate tchèque qui ne veut même pas avoir affaire à la sociale-démocratie allemande. Division des syndicats par nationalité, aggravation des frictions nationales, trahison à l'égard des ouvriers des autres nationalités, tels sont les résultats du fédéralisme dans l'organisation ". Ce qui ne veut pas dire, pour Staline, que les socialistes ne doivent pas s'intéresser aux luttes nationales. Au contraire, Staline soutient le droit d'auto-disposition, d'auto-détermination des nations, dans le cas où

cette autodétermination peut servir la cause révolutionnaire. Les socialistes doivent appuyer le principe d'autodétermination, par conséquent, selon les exigences de la lutte des classes. Cette thèse sera reprise par Lénine lui-même dans une série d'articles qu'il publie en 1913-1914 et qui ont pour titre : *Le Droit des Nations à l'Autodétermination*. Lénine écrit : " La question du droit des Nations à disposer d'elles-mêmes, les partis sociaux-démocrates doivent la résoudre dans chaque cas pris individuellement de façon

absolument indépendante du point de vue de l'intérêt de toute évolution sociale et de l'intérêt de la lutte du prolétariat pour le socialisme ". On voit par conséquent que dans ces articles, Lénine, tout en méprisant le nationalisme bourgeois, admet que le mouvement d'émancipation nationale peut contribuer à la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. Il admet que dans certains cas la lutte des nations pour leur indépendance peut coïncider avec des fins révolutionnaires et être utilisée en vue de ces fins. La valeur du mouvement national est jugée par Lénine en rapport avec les services qu'il rend à la cause révolutionnaire, et subordonnée à cette cause.

A cette position de Lénine, favorable, on le voit, dans certains cas à l'autodétermination nationale, s'oppose la position de Rosa Luxembourg. Etudiant notamment le problème de la Pologne, dont elle a été pendant longtemps le représentant aux congrès de l'Internationale, Rosa Luxembourg estime, elle, que la création des Etats nationaux ne constitue jamais un progrès et que la revendication nationale ne peut que faire obstacle au maintien de l'union internationale des prolétaires. Il n'est pas douteux que Rosa Luxembourg ait été déterminée pour une grande part, dans cette attitude, par ses sentiments de juive, les juifs ayant toujours été persécutés par le nationalisme polonais. Elle montrait en tous les cas que le nationalisme polonais ne pouvait pas constituer une base valable pour un mouvement révolutionnaire, parce qu'il dressait contre lui aussitôt les minorités opprimées traditionnellement par la Pologne, à savoir les Juifs, les Ruthènes et les Ukrainiens. " Dans cette lutte, ajoutait-elle, le nationalisme mettait dans tous les cas les prolétaires à la remorque de la bourgeoisie ". Et elle déduisait que les travailleurs polonais devaient continuer la lutte dans les partis socialistes des pays auxquels ils appartenaient : ceux qui habitaient dans la Pologne russe, au sein du parti socialiste russe, etc...

On voit donc qu'à la veille de la guerre, sur le problème des nationalités, il n'y a pas seulement division entre les partisans de la théorie de Renner-Bauer de l'autonomie personnelle et les éléments de gauche de la sociale-démocratie mondiale, mais que ces éléments de gauche sont divisés entre deux tendances : le léninisme et le luxembourgeoisisme. La discussion était fort loin d'être achevée au moment où la guerre de 1914 a éclaté, et elle a été reprise constamment au cours des hostilités. (1)

Note

(1) Cf . le livre en langue anglaise de Boernser, *Les Bolcheviks et la question coloniale et nationale*, Genève 1957



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

XV. La Deuxième Internationale et le problème de la
guerre

1965

LA DEUXIEME INTERNATIONALE ET LE PROBLEME DE LA GUERRE

Le problème de la guerre est essentiel pour la Deuxième Internationale, il constitue en quelque sorte le point nodal où les conflits de tendances prennent leurs véritables dimensions. A l'approche des événements de 1914, l'Internationale est tellement préoccupée par la menace de guerre, qu'elle a essayé de faire du Bureau de Bruxelles et du secrétariat que préside Huysmans, un organisme destiné à surveiller le conflit et à convoquer, si besoin est, l'Internationale en congrès lorsque le danger deviendra imminent.

Cependant, jusqu'en 1904 environ, le problème de la guerre a été discuté dans les congrès de l'Internationale d'une façon presque académique, car on n'avait pas, jusqu'alors, le sentiment qu'une menace existât véritablement. Les thèmes développés sont sans cesse les mêmes, à savoir que la guerre est la conséquence de la situation économique et que le triomphe du socialisme signifiera la fin des périodes belliqueuses. Abolir les classes, c'est supprimer la guerre. Dans la pratique, dit-on, il importe que les socialistes mènent la lutte pour la suppression des armées permanentes et en faveur du désarmement. Il faut qu'ils donnent leur appui aux associations dont l'objet est le maintien de la paix universelle.

Cependant, dès les premiers congrès, apparaissent un certain nombre de divergences sur le problème de la guerre. C'est ainsi que, faisant bande à part au congrès de Bruxelles en 1891, l'anarchiste hollandais Domena Nieuwenhuis a souligné la nécessité d'une mobilisation de la classe ouvrière en cas de guerre ; son point de vue a été combattu alors par Liebknecht qui l'a fait écarter. Au congrès de Zürich, en 1893, le délégué russe Plekhanov fait valoir contre la grève générale, que, pour être valable, il faudrait qu'elle soit menée simultanément sur les deux fronts, qu'elle est impossible, en fait, à organiser dans les Etats absolutistes et arriérés comme la Russie, que, par conséquent, elle défavoriserait, en cas de guerre les puissances dont la culture politique et intellectuelle était plus avancée. Cet argument a été par la suite très souvent repris.

Quoi qu'il en soit – et sans qu'il soit possible d'entrer ici dans tous les détails -, ce n'est guère qu'au congrès d'Amsterdam, en 1904, que les délégués parlèrent de l'éventualité de la guerre, et ceci sous l'influence de la guerre russo-japonaise qui venait d'éclater. Les délégués des deux pays belligérants, Plekhanov et Katayama, au milieu de l'enthousiasme général, se serrèrent cordialement la main et s'embrassèrent – et ceci pendant que leurs compatriotes s'entr'égorgeaient. Ce fut un incident mémorable, mais sans lendemain, de la vie de l'Internationale.

A vrai dire, dès cette époque, le problème de la guerre était lié étroitement au

problème de l'antimilitarisme. Or, ce dernier problème se pose d'une façon extrêmement différente dans les divers pays membres de l'Internationale.

En Allemagne, à part un certain nombre de sociaux-impérialistes qui défendent la politique du gouvernement allemand, la sociale-démocratie a placé parmi ses idéaux la lutte pour la paix ; elle condamne absolument la guerre comme une conséquence du monde capitaliste. Il n'empêche que la sociale-démocratie allemande est extrêmement réservée à l'égard de la propagande antimilitariste. Dans le parti social-démocrate allemand, l'antimilitarisme n'est guère préconisé que par l'extrême gauche du parti, en particulier par Karl Liebknecht, fils de Guillaume Liebknecht et auteur d'un ouvrage *Militarisme et Antimilitarisme* (1907). Dans cet ouvrage Karl Liebknecht déclare que le développement de la propagande antimilitariste parmi le contingent dans les casernes, est un devoir de la sociale-démocratie ; mais il reconnaît aussitôt que les Allemands sont dans l'ensemble peu sensibles à cette propagande, et qu'il faut par conséquent, pour ne pas choquer le sentiment général, se maintenir dans les limites de la stricte légalité. On voit comment l'antimilitariste Karl Liebknecht qui jouera un rôle considérable dans le sens défaitiste pendant la guerre de 1914-1918, se montre extrêmement réservé sur ce point. La même position est adoptée à la même époque par le socialiste bavarois Kurt Eisner, qui jouera, lui aussi, un grand rôle dans le mouvement révolutionnaire allemand pendant la guerre.

Les choses se présentent de façon très différente en France, où on peut distinguer trois positions à l'égard de l'antimilitarisme. La position extrême est représentée par Hervé, instituteur dans l'Yonne –révoqué d'ailleurs à cause de ses idées pacifistes -, qui défend la thèse de la grève générale des travailleurs, l'insurrection des réservistes, dans le même esprit que Nieuwenhuis les avait encouragées quelques années plus tôt. Hervé a développé ses idées dans son livre *Leur Patrie* (1906). Il repousse toute distinction entre une guerre offensive et une guerre défensive ; il veut transformer la guerre étrangère en guerre civile. Et reprenant les formules de Marx (que d'ailleurs il ne comprend pas parfaitement), il déclare que le prolétariat n'a pas de patrie. On connaît un certain nombre de formules qu'il a employées : " Nos compatriotes, ce ne sont pas les bourgeois en France ". " Notre patrie,, c'est notre classe ". A vrai dire, cette position extrémiste d'Hervé a très peu d'action dans les masses. Rosmer, qui adoptera une position très antimilitariste pendant la guerre de 1914-1918, qualifie l'antimilitarisme d'Hervé de " démagogie " et d' " aventurisme ". Hervé a cependant créé un journal, *La Guerre Sociale* , dans lequel ses idées sont exposées ; et il faut bien reconnaître qu'un certain nombre d'anarcho-syndicalistes sont assez proches du point de vue qui est le sien. A l'extrême opposé d'Hervé se trouve Guesde, soutenu par la Fédération Socialiste du Nord, qui se refuse absolument à miser sur une insurrection tardive et problématique du prolétariat : la lutte doit être menée d'abord contre le

capitalisme qui est la source véritable de la guerre ; et Guesde condamne l'antimilitarisme comme " détournant la classe ouvrière de sa lutte essentielle ". La grève militaire est pour lui une chimère. Il importe que les socialistes réclament seulement sur le plan politique la réduction progressive du service et des crédits militaires. Entre ces deux positions extrêmes, se situe Jaurès qui reconnaît, comme Guesde, le lien existant entre le militarisme et l'impérialisme, et qui, d'autre part, repousse absolument la négation hervéiste de l'idée de patrie. On connaît sa formule : " Un peu d'internationalisme nous éloigne de la patrie, beaucoup nous en rapproche ". Jaurès pense d'ailleurs que le socialisme doit se réaliser d'abord dans le cadre national, et que finalement le prolétariat sera rallié dans l'Etat socialiste à l'idée de nation. Par contre, Jaurès compte sur le Bureau Socialiste International pour prévenir et empêcher la guerre " par tous les moyens à sa disposition, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation politique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale et l'insurrection ". Jaurès estime donc que la classe ouvrière, si elle est unie sur le plan international, peut, en ayant recours à la révolte armée faire reculer la guerre.

Ce point de vue a été présenté au nom de la Fédération de la Seine par Jaurès et Vaillant aux deux congrès du parti socialiste, à Limoges en 1906 et à Nancy en 1907. Il est intéressant de voir comment les mandats se répartissent au congrès de Nancy par exemple. La proposition Jaurès-Vaillant recueille 251 mandats, alors que la motion Guesde en recueille 123 et la motion Hervé 41. En tous les cas, il fut décidé à ce congrès que la résolution serait présentée quelques mois plus tard, lors du congrès de l'Internationale prévu pour le mois d'août 1907 à Stuttgart. Et, de fait, le congrès de Stuttgart, qui constitua en quelque sorte le point culminant de l'histoire de la Seconde Internationale, a posé le problème de la grève générale appliquée à l'idée de la guerre ; mais cette discussion a fait apparaître, comme on va le voir, des positions extrêmement opposées.

En effet, déjà, au cours d'un débat au Reichstag qui avait précédé de très peu la réunion du congrès de Stuttgart, le problème de l'antimilitarisme avait été assez curieusement soulevé. Un député social-démocrate, Noske, qui avait une influence considérable dans le parti et devait la conserver longtemps, avait affirmé que les sociaux-démocrates en cas de guerre feraient leur devoir " avec autant de détermination qu'un citoyen appartenant au côté droit de cette Chambre ". Le propos de Noske avait été aussitôt relevé par le ministre prussien de la guerre, Von Einem. Celui-ci, avec d'ailleurs une pointe d'ironie, avait mis ce propos en contradiction avec de nombreuses autres déclarations antipatriotiques des leaders socialistes, et avait invité Noske à " nettoyer le parti social-démocrate des éléments qui n'étaient pas foncièrement allemands ". On voit que ce débat au Reichstag laissait présager une position assez hostile de la sociale-démocratie allemande à l'idée de l'antimilitarisme.

Au congrès de Stuttgart les discussions ont été dominées par trois propositions principales faites au sujet des moyens de lutter contre la guerre. Deux étaient d'origine française : l'une présentée par Gustave Hervé et l'autre par Vaillant et Jaurès dans l'esprit exposé plus haut. A ces propositions françaises s'opposait une résolution présentée par la délégation allemande, qui, si elle déclarait nécessaire de lutter contre les armements, omettait intentionnellement, à l'encontre des projets français, l'énumération des moyens pratiques pour empêcher la guerre. L'opposition de ces deux tendances a entraîné des débats extrêmement pénibles. Le leader allemand Bebel, qui défendit la proposition de la social-démocratie, tenta d'abord de démontrer que le gouvernement allemand ne souhaitait pas la guerre, ensuite qu'une action en faveur de la grève générale était un appel à la désertion qui serait en fin de compte désastreux pour la social-démocratie allemande, parce qu'elle entraînerait une répression gouvernementale, la ruine et l'anéantissement du parti (cette argumentation a déjà été rencontrée lorsqu'a été examinée la position allemande à l'égard du problème de la grève générale). Bebel ajoutait que les Allemands ne voulaient être liés à aucun moyen d'action défini " qui ne nous donne pas la liberté de décision et qui supprimerait les conditions d'existence de notre parti. Il appartient à chaque pays de conserver sa liberté entière de faire, en cas de guerre, ce qui lui paraît le plus efficace ". Bebel ajoutait cet autre argument : dans la misère générale et en présence du recul de l'économie qui accompagneraient la déclaration de guerre, l'appel à la grève générale était absolument dépourvu de sens. Un autre socialiste allemand, Vollmar, très proche des idées révisionnistes, défendit la social-démocratie allemande de tout chauvinisme, mais traita d'utopie un internationalisme outrancier. Il déclara : " L'idée de supprimer la guerre par la grève militaire ou par une mesure semblable me semble aussi folle que celle de supprimer le capitalisme par la grève générale ". Bien entendu, ces propos des leaders allemands ont suscité à Stuttgart de très violentes réactions, en particulier de la part des socialistes français. Hervé alla jusqu'à dire : " Votre discipline est une discipline de mort. Si la social-démocratie n'a rien d'autre que Bebel, je crains que notre internationalisme ne soit qu'une duperie pour le prolétariat ". Et il déclara que, si l'on suivait la formule des socialistes allemands, le mot de Marx : " Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! " se transformerait en : " Prolétaires de tous les pays, massacrez-vous ! " Jaurès, lui, tout en défendant l'idée de nation, se montra également sévère pour la social-démocratie allemande et pour son refus d'étudier les moyens pratiques d'une lutte contre la guerre.

Finalement, après ces douloureux débats, le congrès se mit d'accord à l'unanimité sur un texte de compromis, élaboré par Rosa Luxembourg qui représentait au congrès les socialistes polonais. Ce texte, tout en impliquant que la guerre devait tourner en combat contre l'ordre social existant

(transformation de la guerre étrangère en guerre civile), n'envisageait cependant pas la grève générale, ne faisait aucune allusion à l'insurrection et à la désertion, et ne prévoyait pas, par conséquent, de moyen direct de lutte contre la guerre ; ce qui était donner satisfaction à la déclaration allemande. La déclaration finale, en effet, était ainsi rédigée : " Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau International, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et de la situation générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement, et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter et soulever les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste ". Cette résolution, vigoureuse dans les termes, mais qui, encore une fois, ne faisait allusion à aucun moyen précis, fut cependant votée à l'unanimité dans un enthousiasme délirant ; et elle parut résoudre la contradiction entre les positions de la délégation française et de la délégation allemande. A vrai dire, et Jaurès s'en était parfaitement rendu compte, la résolution laissait dans l'ombre les moyens de la lutte contre la guerre. Dans un discours qu'il prononça peu de temps après à VauxHall, à Paris, Jaurès tenta de lui donner une signification précise en dénonçant comme l'agresseur, c'est-à-dire celui contre lequel le devoir des prolétaires était de se retourner, le gouvernement qui refuserait l'arbitrage international. Cette idée a été longuement et plusieurs fois défendue par Jaurès, mais à titre privé.

Plus encore que le congrès de Stuttgart, celui de Copenhague, qui eut lieu trois ans plus tard, en 1910, devait montrer les fissures de l'Internationale sur le problème de la guerre. Ici, ce ne sont pas tant les oppositions entre les socialistes allemands et français qui font leur apparition, que celles entre les socialistes anglais et allemands ; et ce-ci, à propos de la rivalité navale anglo-allemande qui bat alors son plein et de la construction des nouveaux navires de guerre, les fameux Dreadnought. Au congrès de Copenhague, la seule résolution positive ayant trait au problème de la guerre fut votée sur la proposition du délégué autrichien, Karl Renner ; elle invitait les parlementaires à entreprendre une action plus énergique contre le vote des budgets militaires et en faveur de la réunion des tribunaux d'arbitrage internationaux pour la solution des conflits. Mais les divergences apparurent une nouvelle fois sur la façon de s'opposer à la guerre, et cette fois-ci entre Anglais et Allemands. Le représentant anglais, Keir Hardie, soutenu par le délégué de la France, Vaillant, affirma la nécessité, en cas de menace de guerre, de déclencher aussitôt la grève dans trois types d'industries : les industries d'armement, les mines et les transports. Cette prise de position fut combattue par le représentant de l'Allemagne, Ledebour, soutenu par le délégué italien, Morgari, qui déclara qu'une telle grève constituerait un suicide de leur parti ; Il

faut d'ailleurs remarquer que la position de Keir Hardie fut affaiblie par les interventions de son compatriote Hyndman qui, dans un langage extrêmement violent, se lança dans une attaque contre la politique allemande et justifia la politique d'armement poursuivie alors par l'Angleterre ; si bien que la résolution Keir Hardie-Vaillant fut finalement repoussée par 119 voix contre 58, et ce rejet contribua à aigrir les relations au sein des partis socialistes. Toutefois, il fut décidé, au congrès de Copenhague, que l'affaire serait examinée dans toute son ampleur par le Bureau Socialiste International et reprise trois ans plus tard au congrès prévu pour 1913 à Vienne (et qui n'aura, on va le voir dans un instant, jamais lieu).

Cependant, le péril de guerre se fait de plus en plus menaçant. L'Italie a déclaré la guerre à la Turquie, non sans provoquer d'ailleurs de très graves remous au sein du parti socialiste italien. Un certain nombre de socialistes italiens, comme Bissolati et Bonomi, se sont rangés dans le camp des patriotes et convertis à ce que l'on appelle le

" tripolisme " ; ils ont été exclus du parti lors du congrès de Reggio d'Emilie, sous l'influence des éléments de gauche du parti, parmi lesquels Mussolini qui fait alors ses premières interventions importantes au sein du socialisme italien et a pris la direction du journal L'Avanti. Il y eut même une tentative de grève générale en septembre 1911, contre la guerre italo-tripolitaine ; mais elle ne parvint pas à fléchir la volonté du gouvernement. Plus grave encore est, en octobre 1912, le début de la guerre balkanique qui oppose les pays chrétiens des Balkans à la Turquie, et menace de devenir une guerre européenne.

C'est à la suite de ces différentes explosions belliqueuses, que le Bureau Socialiste International se réunit à Bruxelles, le 28 octobre 1912, et décida de convoquer un congrès extraordinaire devant celui de Vienne, et qui se tint à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. A ce congrès était mis à l'ordre du jour le seul point suivant : la situation internationale et l'entente pour une action contre la guerre. Il s'agissait donc de faire la démonstration de la puissance du prolétariat mondial en faveur de la paix. Le congrès de Bâle s'ouvrit en présence de 555 délégués et sous la présidence du Belge Anseele. Mais, en fait, il y eut plus de 555 délégués : dans cette ville qui est un centre important de relations, de voies ferrées, un très grand nombre de sympathisants à l'Internationale vinrent de Suisse, d'Allemagne, d'Alsace ; ils se déplacèrent en cortège à travers la ville pour se rendre à la cathédrale (qui, assez curieusement, avait été mise par le clergé protestant au service de l'Internationale), tandis que les cloches sonnaient à toute volée et que les orgues de la cathédrale faisaient entendre la Messe de Bach et l'Hymne à la Joie de Beethoven. Le discours le plus considérable fut prononcé par Jaurès dans la chaire de la cathédrale de Bâle. S'inspirant du Chant de la Cloche de Schiller, il dressa un hymne à la paix qui, pour ceux qui l'entendirent, fut

inoubliable. " Nous avons été reçus dans cette église, dit-il, au son des cloches, ce qui m'a paru soudain comme un appel à la réconciliation. Je me rappelle l'inscription que Schiller a gravée sur la cloche symbolique : vivos voco, mortuos plango, fulgura frango. Vivos voce j'appelle les vivants pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon ; mortuos plango, je pleure les morts innombrables couchés là-bas, vers l'Orient, et dont la puanteur arrive jusqu'à nous comme un remords " (allusion aux combats de la guerre balkanique) ; " fulgura frango, je briserai les foudres de la guerre qui menacent dans les nuées. Oui, j'ai entendu cette parole d'espérance. Mais cela ne suffit pas. Pour empêcher la guerre, il faudra toute l'action concordante du prolétariat mondial ".

Les jours suivants, le congrès se poursuivit dans la ville de Bâle. Il avait été remarquablement préparé par le Bureau Socialiste International, qui avait écrit un long Mémoire dans lequel il ne se contentait pas de formules de condamnation de la guerre, mais exposait un programme concret d'action. Ce programme avait été rédigé essentiellement par l'Autrichien Adler, le Français Jaurès et l'Anglais Keir Hardie. Il prévoyait l'organisation d'une Fédération Démocratique des Peuples balkaniques, qui ne devait exclure d'ailleurs aucun peuple, en particulier les Turcs et les Albanais, et qui devait s'opposer aux hostilités qui dressaient les nations les unes contre les autres. La théorie de la Fédération balkanique avait été mise au point par le délégué bulgare, Sakasov ; elle constituait la solution envisagée par l'Internationale au problème balkanique. D'autre part, le B.S.I. insistait sur la nécessité pour les socialistes de la double monarchie austro-hongroise, de s'opposer à toute espèce d'intervention autrichienne qui aurait pour but l'asservissement de la Serbie. De plus, le B.S.I. réfutait la thèse de la Russie qui se présentait comme la protectrice des peuples slaves ; il réfutait la doctrine panslaviste et invitait les socialistes russes à renverser le régime tsariste. Enfin, les socialistes allemands, français, anglais, qui n'étaient pas directement impliqués dans le conflit, devaient intervenir auprès de leurs gouvernements pour que ceux-ci se tiennent à l'écart des guerres balkaniques. En conclusion, le Manifeste du B.S.I. rappelait aux gouvernements que le déclenchement d'une guerre mondiale provoquerait nécessairement le soulèvement de la classe ouvrière. Et la résolution se terminait par cette formule : " Le prolétariat est conscient d'être en ce moment le porteur de l'avenir de l'humanité ".

Des discours ont été prononcés par les représentants de multiples délégations, qui mirent la guerre hors la loi. Ce fut à cette occasion, il faut le noter, que Bebel prononça son dernier discours ; il devait mourir peu après. Cependant, les moyens précis de lutte contre la guerre ne furent évoqués qu'épisodiquement, en particulier par Keir Hardie et Vaillant qui parlèrent de la grève générale, d'une insurrection de la classe ouvrière. Mais rien de précis ne fut envisagé. On se contenta, en fait, de mandater le B.S.I. pour suivre les événements avec vigilance et maintenir, quoiqu'il advienne, des relations

entre les prolétaires de tous les pays. Et les observateurs les plus perspicaces du congrès de Bâle, après avoir été bouleversés par l'enthousiasme régnant, ont reconnu en fin de compte que le congrès n'avait pris aucune décision engageant l'avenir. Victor Adler, le délégué autrichien, exprimait son pessimisme en déclarant : " Il ne dépend pas de nous, en fin de compte, que la guerre ait lieu ou pas " .

A vrai dire, dans les dernières années qui précédèrent la guerre de 1914, il y a un malaise profond au sein de l'Internationale, qui provient essentiellement des inquiétudes que donne l'attitude de la sociale-démocratie allemande. Il y a certes eu une multiplication de manifestation de rapprochement entre socialistes allemands et français, comme par exemple en mars 1913 la signature d'un Manifeste commun contre l'accumulation des armements. Mais, de plus en plus, un doute se manifeste sur ce que sera l'attitude de la sociale-démocratie allemande en cas de guerre. A cet égard la discussion qui se développe entre Andler et Jaurès est tout à fait significative. Andler, professeur à la Sorbonne et l'un des spécialistes les plus remarquables des questions germaniques, a déclaré à plusieurs reprises que la social-démocratie, en cas de guerre, ne se séparerait pas de la dynastie des Hohenzollern et qu'elle voterait les crédits militaires. Jaurès, confiant au contraire de la social-démocratie allemande, a reproché à Andler, dans l'Humanité en particulier, en mars 1913, d'être " le grand fournisseur de poison qu'on colporte contre les socialistes ", et même d'utiliser contre les socialistes allemands des textes tronqués ou truqués. Lucien Herr, le bibliothécaire de l'Ecole Normale, qui était lié avec l'un et l'autre, essaya de s'entremettre. Mais il n'a pas pu empêcher Andler de quitter le parti socialiste français et de poursuivre son agitation dans le sens indiqué plus haut. Mais Jaurès était-il lui-même si persuadé d'avoir raison ? En apparence, il ne se départait pas de son optimisme dont il pensait qu'il devait entraîner l'enthousiasme des masses contre la guerre, si celle-ci venait à éclater. En fait, dans les conversations privées, Jaurès pense, et il le dit, que le socialisme international n'est pas suffisamment armé pour faire face à la menace de guerre. Et c'est précisément cette crainte qui va se révéler vraie dans la crise de juillet 1914.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

XVI. Le 4 août 1914

1965

LE 4 AOUT 1914

C'est le 4 août 1914 que se sont effondrés les espoirs de l'Internationale, car au cours de cette journée, aussi bien au Reichstag allemand qu'à la Chambre des Députés française, les députés socialistes ont voté les crédits militaires. C'était l'échec des tentatives des partis socialistes et de l'Internationale pour empêcher la guerre. Comment en est-on venu là ? Il faut examiner d'abord l'évolution du côté français, puis du côté allemand, et voir ensuite ce qu'a tenté au dernier moment l'organisation même de l'Internationale.

Le côté français d'abord. Un congrès extraordinaire du parti socialiste français se tint vers le milieu du mois de juillet 1914 pour prendre position à l'égard du projet Keir Hardie-Vaillant, qui avait été mis en avant lors du congrès de Bâle. Ce congrès extraordinaire, qui se situe, on le voit, après le meurtre de Sarajevo, mais avant l'ultimatum autrichien à la Serbie, par conséquent avant le moment où la crise a pris son extension et sa gravité, - ce congrès a adopté à l'égard du problème de la guerre une position extrêmement prononcée. Par 1690 voix contre 1174 (qui représentaient les voix guesdistes), il s'est déclaré, en cas de guerre, en faveur de la grève générale. Le texte qui fut voté, est le suivant : " Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le congrès

considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'action et l'agitation populaires sous les formes les plus diverses ". Au cours de ce congrès, Jaurès que l'on considérait comme l'élément modérateur, s'est porté volontairement à l'extrême gauche du parti. Il était soucieux essentiellement, en adoptant cette attitude, de garder l'accord des syndicats ouvriers, et surtout des anarcho-syndicalistes. Naturellement, l'attitude de Jaurès a provoqué un tollé dans la presse bourgeoise. En prenant cette position, le parti socialiste français se rapprochait en effet très nettement du point de vue de la C.G.T., qui depuis plusieurs années, et en particulier aux congrès de Marseille (1908) et de Paris (1912), avait préconisé la grève générale insurrectionnelle en cas de guerre. Cette propagande antimilitariste et en faveur de la grève générale était orchestrée par les journaux syndicalistes, en particulier par La Voix du Peuple et La bataille Syndicaliste.

Cependant – et il faut ouvrir ici une parenthèse –, on peut se demander si les masses ouvrières françaises, qui éprouvaient une hostilité incontestable à l'égard de l'armée et s'étaient prononcé par leurs votes en 1914 contre la prolongation du service militaire à trois ans, étaient véritablement entraînées par l'idéologie antipatriotique. Il semble que les masses ouvrières françaises aient été beaucoup plus sensibles à l'idéologie du patriotisme jacobin qu'à l'antipatriotisme systématique d'un Hervé. Quant aux cadres, ils sont extrêmement sceptiques sur la possibilité d'une grève internationale : ils éprouvent d'ailleurs depuis très longtemps une vive méfiance à l'égard de leurs collègues allemands. En fait, ils n'ont rien prévu de précis en cas de guerre ; ils s'en remettent à la spontanéité prolétarienne, à l'initiative de la base, et, tout en réclamant leur adhésion à l'idée de la grève insurrectionnelle, ils ne savent pas très bien comment ils pourront la provoquer. (1)

Quoi qu'il en soit, et ces réserves faites, il n'est pas douteux que la C.G.T., et en particulier son organe La Bataille Syndicaliste, manifeste une très grande activité pendant la crise de juillet 1914. Elle organise, à partir du 23 juillet, des manifestations dans les grandes villes françaises contre la guerre. Ces manifestations ont culminé le 27 juillet à Paris dans un heurt redoutable entre les masses prolétariennes et la police.

Cependant, à mesure qu'évolue la crise, et surtout à partir du 26 juillet, on voit Jaurès modifier progressivement son attitude. Les articles de L'Humanité, qu'il écrit à partir de cette date, passent sous silence l'idée de la grève générale insurrectionnelle, et préconisent au contraire le sang-froid. Il admet que le gouvernement français désire sincèrement la paix. " Nous, socialistes français, nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique. J'ai le droit de dire à l'heure actuelle que le gouvernement français veut la paix " (2). Et il se contente de déclarer que la lutte contre la guerre doit continuer à être menée essentiellement sur le plan international.

" C'est l'intelligence des peuples, dit-il, qui doit conjurer les périls ". Or, Jaurès finit par conquérir la C.G.T. à ses vues. Le 31 juillet, La Bataille Syndicaliste se contente de préconiser l'union de toutes les forces pacifiques. Le point de vue de Jaurès, à savoir qu'un combat devait être livré sur le plan international et que l'idée d'une grève insurrectionnelle sur le plan français devait être abandonnée, s'est donc progressivement imposé à la C.G.T. (3). On peut se demander en effet dans quels sentiments est mort, le 31 juillet 1914, Jaurès, assassiné par un internationaliste irresponsable. Il y a, à cet égard, deux interprétations. Un journaliste qui a vu de près Jaurès dans les jours précédents, Dupuy, a déclaré qu'il avait en poche au moment de sa mort un article intitulé En Avant, qui devait être publié le lendemain dans L'Humanité et où il se ralliait totalement à la thèse de la défense nationale et de l'union sacrée. En revanche, une autre thèse, à savoir que Jaurès estimait que la France était la victime des intrigues russes, que le gouvernement français, en acceptant le point de vue de la Russie, était pour sa part également responsable de la guerre, a été soutenue par Abel Ferry, alors sous-secrétaire d'Etat. Abel Ferry (qui a été tué lui-même pendant la guerre) a laissé dans ses Cahiers une note déclarant que Jaurès considérait, au moment de sa mort, que le ministère des Affaires Etrangères français était la victime d'une intrigue russe, et qu'il fallait par suite poursuivre la lutte contre la guerre. D'après Abel Ferry, Jaurès n'aurait jamais adhéré à l'union sacrée.

C'est le point de vue également de Clémenceau. On peut évidemment spéculer à l'infini, puisqu'on ne sait pas ce qui se passait dans l'esprit de Jaurès précisément au moment où il est mort. Ce qui est certain, c'est que sa mort a scellé l'union sacrée. Celle-ci a d'ailleurs été facilitée par l'attitude du gouvernement qui a résolu de ne pas appliquer les mesures d'incarcération aux inscrits sur le carnet B, c'est-à-dire à un certain nombre de militants syndicalistes, au nombre de trois ou quatre mille, qui, en cas de mobilisation, auraient dû être immédiatement arrêtés. Cette décision a été conseillée au gouvernement par Malvy, ministre de l'Intérieur, qui entretenait des relations constantes avec de nombreux militants syndicalistes et a répondu devant le gouvernement de leur patriotisme.

La doctrine de l'union sacrée fut affirmée par Jouhaux, alors secrétaire général de la C.G.T., dans le discours qu'il prononça le 4 août au matin, sur la tombe de Jaurès, et où il mit en cause l'impérialisme allemand qui était, d'après lui, la cause profonde de la guerre. " Ce n'est pas sa faute " (à Jaurès) " si la paix n'a pas triomphé. Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue. Ceux qui l'ont déchaînée, des pestes aux visages sanguinaires, aux rêves d'hégémonie criminelle, devront en payer le châtime. Non seulement le rôle des mourants, les clameurs de souffrance des blessés, monteront vers eux comme une réprobation universelle, mais l'éclair de haine qui s'allumera dans le regard des mères, des orphelins et des veuves, devra faire jaillir des entrailles des peuples, le cri de révolte qui condamne, précédant l'action qui

réalise la condamnation. Acculés à la lutte, nous nous lèverons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire ". Et l'union sacrée a été établie dans cette même journée du 4 août par le vote à l'unanimité (donc par l'ensemble de la représentation socialiste) des crédits de guerre, et l'entrée quelques jours après de deux socialistes dans le gouvernement.

Pour ce qui est de l'Allemagne, c'est tardivement que les masses ont pris conscience du danger de guerre. Pendant tout le mois de juillet, le grand organe socialiste, le Vorwärts, et la presse socialiste allemande dans son ensemble, n'ont accompli que très mal leur devoir d'information. Les leaders sociaux-démocrates sont convaincus que la guerre est impossible et que la crise se résoudra pacifiquement. La présentation par le Vorwärts de la crise austro-serbe, à la suite du meurtre de Sarajevo, est en général hostile à la Serbie. Le danger qui menace l'Europe est le danger panslave, donc le danger russe. Ce n'est qu'à la suite de l'ultimatum du 23 juillet adressé par l'Autriche à la Serbie, que la position du journal se modifie. Le 25 juillet, paraît dans le Vorwärts un Manifeste qui stigmatise " la frivole provocation de guerre " du gouvernement austro-hongrois, et qui rappelle qu' " à ce désir de puissance des dirigeants autrichiens et aux intérêts impérialistes du profit, ne devra être sacrifiée aucune goutte de sang d'un soldat allemand ". C'est dans ce sens également que s'exprime la direction du parti, qui s'est réunie à Berlin le 25 juillet et organise au cours des jours suivants (parallèlement, on le voit, à celles qui se déroulent en France) toute une série de manifestations de masse, destinées à montrer la volonté de paix des couches laborieuses allemandes. Le mouvement culmine le 28 où, dans tout le Reich, manifestent les organisations ouvrières.

Mais, en même temps que se multiplient ces manifestations dans la dernière semaine de juillet, il est à remarquer que la presse socialiste ne met pas en cause le gouvernement allemand et admet au contraire, d'une façon générale, sa volonté de paix. Le Vorwärts, le 30 juillet, écrira que " dans toute circonstance, Guillaume II s'est montré l'ami de la paix internationale ". Il y a certes une camarilla qui pousse à la guerre. Mais on ne peut pas mettre en doute les efforts du gouvernement allemand pour sauver la paix. Rosa Luxembourg, elle-même, qui était à la gauche du parti, décerne à Guillaume II un " brevet de pacifisme ". La presse socialiste présente le conflit comme une affaire austro-russe, et il est bien évident que pour les sociaux-démocrates est essentielle la haine du tsarisme. De plus en plus, le ton antirusse prévaut dans la presse socialiste allemande. En même temps, le gouvernement allemand réussit à prendre contact avec les leaders de la sociale-démocratie et à les convaincre, dans des conversations personnelles, de son désir de paix. Le 29 juillet, le leader socialiste Südekum a été reçu personnellement par le chancelier Béthmann Hollweg, qui a voulu s'entretenir avec lui de la situation internationale. Et le 30 juillet, celui-ci peut affirmer à ses collègues

que la social-démocratie lui a déjà donné des assurances qu'en cas de guerre il n'y aurait ni grève, ni sabotage. Dès le 31 juillet, il apparaît en effet que la direction du parti n'est pas d'accord, en son sein même, pour savoir si elle votera les crédits militaires. Et le 2 août – ce qui est encore plus important – s'est tenue une séance de la Commission directrice des syndicats, qui a décidé de ne rien faire pour s'opposer à la guerre qu'elle juge dorénavant inévitable, et a même suspendu les grèves en cours.

Il reste maintenant à voir ce qui a été tenté par l'Internationale elle-même.

Dans la journée du 29 juillet, s'est réuni à Bruxelles le Bureau de l'Internationale. A cette réunion assiste les personnalités les plus considérables du monde socialiste d'alors : du côté de la France, Jaurès et Guesde ; du côté de l'Autriche, Adler ; du côté de l'Allemagne, Kautsky, Haase, Rosa Luxembourg ; du côté belge, Vanderveelde ; du côté anglais, Keir Hardie. La décision est prise d'avancer le congrès de l'Internationale qui doit se tenir à Vienne, et de le fixer au 9 août, c'est-à-dire une dizaine de jours plus tard, à Paris. Mais l'Internationale n'a pas, malgré tout, pris position en faveur de mesures précises pour organiser des manifestations destinées à arrêter la guerre. Keir Hardie a fait allusion, au cours des débats de Bruxelles, à la grève générale ; mais on n'a guère donné suite à son idée. A vrai dire – et c'est là surtout ce qu'il faut retenir –, ce qui est étonnant dans cette réunion du 29 juillet, c'est que la plupart des délégués ne croient pas encore à la possibilité de la guerre. Seul véritablement Adler, l'Autrichien, estime qu'il est trop tard et qu'il n'y a plus rien à faire. L'immense majorité des délégués gardent un certain optimisme sur l'issue de la crise. Des hommes comme Haase, Jaurès, Keir Hardie, pensent que les gouvernements reculeront au dernier moment devant l'éventualité du conflit, et que la menace pourra être écartée en temps utile si les partis ouvriers et socialistes maintiennent une lutte conjointe, une pression continue sur ces gouvernements. Les énormes manifestations contre la guerre, qui ont eu lieu dans la soirée du 29 à Bruxelles de la part des foules ouvrières belges, ont affirmé l'optimisme des membres du bureau de l'Internationale.

Une dernière tentative de l'Internationale aura lieu le 1er août, et elle sera effectuée du côté allemand par Hermann Müller, député socialiste (qui sera dans la période d'entre les deux guerres, chancelier du Reich). Hermann Müller est venu à Paris, accompagné par le secrétaire de l'Internationale, Camille Huysmans, et par un interprète le socialiste belge De Man, pour sonder la position des socialistes français devant le vote éventuel des crédits de guerre. Au moment où il débarque à la gare du Nord, Jaurès vient d'être assassiné, et l'état de guerre proclamé en Allemagne, tandis que la mobilisation est ordonnée en France. Müller rencontre ses collègues français et leur fait part de l'opinion des sociaux-démocrates allemands qui sont, dit-il, divisés. Les députés socialistes français répondent qu'ils sont convaincus de

la volonté de paix du gouvernement français et ne peuvent voter contre les crédits de guerre. Cependant Müller et les socialistes français, sans prendre une décision ferme, se sont entendu sur la possibilité d'une abstention commune, c'est-à-dire que les socialistes allemands et français se seraient abstenus au moment du vote des crédits de guerre. Seulement, quand Müller rentra à Berlin, le 3 août, il trouva l'opinion des socialistes allemands entièrement renversée : par 78 voix contre 14, la fraction sociale-démocrate au Reichstag avait décidé, dans la matinée du 3 août, de voter les crédits de guerre. Certes, il y avait eu une opposition, représentée par des hommes comme Karl Liebknecht, Haase et Ledebour ; mais cette opposition avait cédé et déclaré que, puisque la majorité se prononçait pour les crédits de guerre, elle les voterait également.

C'est dans ces conditions que le 4 août, au Reichstag comme à la Chambre des Députés, les crédits de guerre ont été votés à l'unanimité par les socialistes français et allemands. La justification était des deux côtés la même : nous menons une guerre défensive ; nous ne pouvons pas abandonner à l'heure du péril notre patrie en danger. Les partis socialistes peuvent se tenir quittes, puisque, malgré les efforts qu'ils ont entrepris, ils n'ont pas pu empêcher le conflit. Bien plus, la guerre pris pour chacun des belligérants le visage d'une guerre défensive, donc juste et légitime dans la terminologie socialiste elle-même.

Comment expliquer cette déroute de l'Internationale ? On a fait valoir parfois les menaces policières, la pression gouvernementale. Bien davantage, semble-t-il, il faut faire valoir le sentiment général de l'impuissance. La pression du chauvinisme, le fait national, étaient trop forts pour que les socialistes pussent résister. Le syndicaliste français Monatte déclara : " Je ne ferai pas au Bureau Confédéral le reproche de n'avoir pas déclenché la grève générale devant la mobilisation. Nous avons été impuissant les uns et les autres quand la vague a passé ". Frossard, député socialiste, déclara : " La vérité, c'est que le 31 juillet 1914, si nous avions voulu essayer de résister, nous aurions été emportés par le torrent de chauvinisme qui déferlait à ce moment là sur le pays ". Et Merrheim, un autre leader syndical déclara : " A ce moment, la classe ouvrière, soulevée par une vague formidable de nationalisme, n'aurait pas laissé aux agents de la force publique le soin de nous fusiller ; elle nous aurait fusillés elle-même ". En fait, la France, objet d'une attaque de l'étranger, avait l'impression qu'elle volait au secours de la patrie en danger. Même sentiment chez les socialistes allemands ; mais, cette fois, c'est contre le péril russe, panslave, et le régime tsariste, que l'on prend les armes. La crainte d'une victoire des armées russes décide les socialistes allemands. C'est ce que Haase a déclaré à la tribune du Reichstag : " L'enjeu est pour nous d'écarter le péril qui menace maintenant la culture et l'indépendance de notre patrie ". Même sentiment chez les socialistes autrichiens qui estimaient impossible de réagir contre la vague d'hostilité qui

déferlait en Autriche contre la Serbie depuis l'attentat de Sarajevo.

On voit par conséquent que, pliant devant la peur – la France se sentant menacée par le militarisme allemand, l'Allemagne et l'Autriche par l'empire des tsars –, les socialistes n'ont pas cru devoir s'opposer au déferlement du sentiment national. La guerre était sortie de l'opposition des impérialismes qui mettaient au fond à leur service les passions nationales déchaînées. C'est dire que le socialisme n'avait conquis encore qu'une très faible partie du monde ouvrier. Si l'on tient compte en effet du fait que, même en Allemagne, ce n'était qu'une fraction de la classe ouvrière qui était syndicalisée et qui votait socialiste, on peut mesurer la faiblesse réelle du mouvement. La social-démocratie avait engagé une lutte contre le temps, et elle l'avait perdue. La solidarité internationale de classe n'avait pas eu le temps ou le moyen de se former encore. Elle a succombé devant les passions nationales déchaînées.

Le résultat avait été entrevu déjà par quelques esprits plus perspicaces. C'était le cas par exemple pour Trotsky, qui terminait alors son livre *La Guerre et l'Internationale* (qui paraîtra à Zürich en 1914) et s'était parfaitement rendu compte que, sitôt la mobilisation proclamée, les sociaux démocrates seraient réduits à la défensive, et qu'au sein d'un pays emporté par la vague patriotique, l'action révolutionnaire ne serait pas possible ; ce n'est qu'en utilisant la fatigue de la guerre, qu'une telle action révolutionnaire pourrait plus tard se développer. Et c'est là également le sentiment de Lénine.

On voit quelles ont été les raisons de l'échec de l'Internationale. Il reste à examiner les conclusions qui en ont été tirées pendant la première guerre mondiale et leurs conséquences sur l'avenir même de l'Internationale.

Notes

(1) Sur les positions des milieux syndicaux avant 1914, cf. l'article de J. Julliard dans la revue *Le Mouvement Social*, oct. – déc. 1964.

(2) *L'Humanité*, 30 juillet 1914, article de Jaurès.

(3) Sur cette évolution, cf. A. Kriegel, 1914. *La Guerre et le mouvement ouvrier français* (Kiosque, 1964).



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

XVII. Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal

1965

LES CONFERENCES DE ZIMMERWALD ET DE KIENTHAL

Un nouveau chapitre de l'histoire de l'Internationale en temps de guerre s'ouvre avec les conférences de Zimmerwald et de Kienthal.

La première réaction contre l'attitude patriotique adoptée par les partis socialistes, c'est-à-dire contre la politique de l'Union sacrée, est venue d'un certain nombre de socialistes appartenant à des pays neutres. Ces éléments socialistes se sont seulement montrés hostile à l'égard d'une intervention éventuelle de leur propre patrie dans la guerre (en Italie on a même envisagé une grève générale au cas où les obligations de la Triplice seraient tenues), mais se sont proposé de réunir les partis socialistes des différents pays dans des conférences destinées à définir les éléments d'une politique socialiste commune et les conditions d'une paix de compromis. Des invitations à cette fin furent lancées par des socialistes scandinaves et hollandais, en vue d'une réunion qui se tiendrait à Copenhague en février 1915. Mais les socialistes français et belges firent aussitôt savoir qu'ils ne pourraient s'associer à une telle conférence, qu'ils jugeaient inadmissible de s'asseoir à la même table que les socialistes allemands, tant que ceux-ci n'auraient pas désavoué l'invasion de la Belgique. Ce point de vue fut adopté à ce moment là par la totalité des socialistes français et belges. Et un certain nombre de socialistes

anglais, Belfort Bax en particulier, ont adopté une attitude analogue. En fait, lorsque la conférence de Copenhague se réunit en février 1915, seuls les représentants des trois partis scandinaves, du parti socialiste hollandais et du bund (organisme socialiste israélite), y assistaient. L'unique mesure qui fut prise à Copenhague fut le transfert du secrétariat de l'Internationale, de Bruxelles (alors occupée par les troupes allemandes) à la Haye, et l'introduction dans l'exécutif de trois personnalités hollandaises, Van Kol (que l'on a déjà rencontré à propos des questions coloniales), Troelstra et Albarda. En dehors de cette organisation nouvelle de l'exécutif, la conférence de Copenhague se contenta de rappeler aux socialistes de tous les pays que les buts de guerre devaient comporter le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, l'arbitrage obligatoire et le désarmement général. Voeux pieux, mais, en février 1915, sans aucune portée.

La violence des oppositions nationales au sein des partis socialistes apparaît aux réunions socialistes interalliées qui eurent lieu au début de l'année 1915. Il y eut alors deux réunions, l'une, des partis socialistes de l'Entente, l'autre, des partis socialistes des empires centraux. La première se tint à Londres en février 1915. Là, une motion franco-belge, soutenue par Vaillant, fit savoir, malgré quelques réticences venues de certains éléments britanniques, que les socialistes étaient décidés à combattre jusqu'à la victoire pour obtenir la libération de la Belgique, la reconstitution de la Pologne, et, d'une façon générale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'Alsace-Lorraine jusqu'aux Balkans : tels étaient donc les buts de guerre que se proposaient les socialistes de l'Entente. Dans un état d'esprit voisin, les socialistes d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie, se réunirent à Vienne en avril 1915, sous la présidence de Victor Adler, et firent valoir qu'ils étaient eux aussi favorables au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (à vrai dire, dans le texte même qui fut rédigé, il n'était question ni de la Belgique, ni de la Serbie, ni de l'Alsace-Lorraine), et que pour cette noble cause ils étaient disposés à lutter jusqu'à la victoire. En somme, les partis socialistes, de part et d'autre, adoptaient les buts de guerre des classes dirigeantes.

A la conférence de Londres, cependant, une opposition s'est manifestée, représentée essentiellement par un certain nombre de membres de l'Independent Labour Party, c'est-à-dire du parti travailliste anglais, par Merrheim, membre du syndicat des métaux, du côté français, et enfin, du côté russe, par Maiski qui lut une déclaration des socialistes russes invitant les pays à rompre avec la politique de l'Union sacrée. A l'occasion de cette réunion de Londres, un des amis de Lénine, Litvinov, lut un mémorandum de ce dernier qui exigeait le retrait des ministres socialistes des cabinets dans lesquels ils étaient entrés. Mais il ne s'agissait là que d'une opposition comprenant quelques individus, et non pas de tendances générales au sein des partis socialistes de l'Entente.

Cependant, l'on voit progressivement se développer un courant, très faible à l'origine, qui rassembla dans les pays belligérants ou neutres des hommes ou des groupes que l'impuissance de l'Internationale n'avait pas convaincus de la vanité de l'internationalisme. On voit apparaître des sentiments de ce genre chez certains syndicalistes français, précisément dans l'entourage de Merrheim, de Monatte, de Rosmer, dans les milieux de la revue syndicaliste *La Vie Ouvrière*, et chez certains socialistes. En Allemagne également apparaissent des groupes socialistes qui, plus ou moins nettement, se prononcent – on le verra – contre le vote des crédits de guerre. Encore faut-il que ces diverses personnalités puissent se rencontrer. C'est ici qu'entre en jeu l'action d'un certain nombre de socialistes italiens (l'Italie était encore neutre) et suisses qui, réunis en une conférence à Lugano, dès la fin de septembre 1914, établissent des relations avec les milieux qu'ils supposent pouvoir souhaiter la reconstitution d'une Internationale. Mandaté par le congrès de Lugano, un socialiste italien, Morgari (secrétaire de la fraction socialiste au Parlement italien), se rendit dans les pays de l'Entente pour essayer de reconstituer le Bureau de l'Internationale. Mais, au cours de ce voyage, Morgari se heurta à l'opposition formelle des socialistes français et belges, qui déclarèrent qu'aucune conférence de l'Internationale ne pouvait être envisagée avant la défaite totale du militarisme allemand. Alors Morgari, prenant contact avec le socialiste suisse Grimm et avec Angelica Balabanova (une Russe réfugiée en Suisse), organisa une rencontre internationale en vue de l'établissement de la paix, à laquelle seraient invités, non pas les leaders des différents partis, mais tous ceux qui combattaient le principe de l'Union sacrée et souhaitaient le rétablissement de l'action de l'Internationale contre la guerre. Ce sont ces différentes démarches qui sont à l'origine de la conférence de Zimmerwald, en Suisse (Zimmerwald est à quelques kilomètres de Berne) entre le 5 et le 8 septembre 1915.

Mais entre temps, et avant même que la conférence se réunît, était intervenu Lénine qui, surpris par la guerre en territoire autrichien, avait pu, grâce à une intervention de Victor Adler, se faire donner un passeport et se rendre en Suisse où il avait publié ses fameuses Thèses sur la Guerre. Dans cet ouvrage, il avait condamné d'une façon formelle les partisans de l'Union sacrée, " traîtres à la social-démocratie ", et expliqué cette trahison par le développement dans les partis socialistes de ce qu'il appelait une " aristocratie ouvrière " corrompue par les avantages de la classe dominante ; il invitait les masses à se désolidariser de leurs chefs et à " transformer la guerre impérialiste étrangère en guerre civile ". En somme, Lénine souhaitait détacher des partis socialistes, les ailes gauches de ces partis, et constituer avec ces dernières une Troisième Internationale qui se substituerait à la Seconde reconnue comme défunte. Il essaya alors d'entrer en rapport épistolaire avec un certain nombre de socialistes de tous les pays, mais sans grand succès. Et, sans grand succès également, il essaya d'agir sur le

congrès de Zimmerwald lui-même.

La conférence de Zimmerwald avait été organisée par le leader socialiste suisse, Robert Grimm. Elle groupa 38 délégués – très inégalement représentatifs – appartenant à onze pays, et parmi lesquels il y avait un grand nombre de réfugiés politiques, en particulier russes et polonais. Les délégués furent d'accord pour condamner la politique de l'Union sacrée et pour regretter la participation de socialistes à des cabinets d'Union sacrée. Mais, sauf en ce qui concerne cette condamnation platonique, les zimmerwaldiens vont se diviser en deux groupes. Il se constitue ce qu'on appelle " la gauche zimmerwaldienne ", qui prévoit la restauration d'une nouvelle Internationale, qui admet par conséquent – avec des nuances assez marquées d'ailleurs – le principe des idées de Lénine ; cette gauche zimmerwaldienne n'est constituée que par 7 participants. Au contraire, " la droite zimmerwaldienne ", qui comprend le plus grand nombre des membres de la conférence préconise, elle, la reprise des relations internationales dans le cadre de la Deuxième Internationale, de façon que les partis socialistes puissent jouer le rôle de médiateur ; il fallait que les partis socialistes des différents Etats belligérants puissent se présenter comme détenant la solution (une solution de compromis) pour établir la paix. C'est ce point de vue qui fut adopté par la majorité de la conférence de Zimmerwald, en particulier par les délégués français (deux syndicalistes : Merrheim et Bergeron) et par les délégués allemands qui représentaient à ce moment là les éléments les plus avancés du parti socialiste : Ledebour et Haase. Finalement, pour éviter la rupture de la conférence, Lénine, qui était présent, se rallia, pour des raisons tactiques, à une solution de compromis, qui préconisait la constitution d'une Commission Sociale Internationale (la C.S.I.) dont le secrétaire devait être Angelica Balabanova et dont le rôle était de hâter la convocation d'un nouveau congrès de l'Internationale. A vrai dire, cette solution de compromis ne dissimulait pas une opposition réelle entre la droite et la gauche zimmerwaldiennes, qui allait se perpétuer pendant longtemps parmi les éléments les plus dynamiques du socialisme européen. Il faut ajouter que la conférence de Zimmerwald n'ébranla pas le moins du monde la position des socialistes dans les différents pays qui s'étaient ralliés à l'Union sacrée. Et Huysmans (qui jouait le rôle de secrétaire dans l'ancienne Internationale) voit dans les membres de la réunion de Zimmerwald des " francs-tireurs sans troupe ".

Cette dualité qui s'est manifestée à Zimmerwald, allait se répéter lors de la conférence qui se tint quelques mois plus tard, en avril 1916, à Kienthal. Cette conférence comprenait 44 délégués ; de France étaient venus un certain nombre de députés socialistes dont le plus influent était Brizon, et quelques syndicalistes de gauche. Lénine y défendit une fois de plus son programme ; il montra la nécessité d'amener la troupe à tourner les armes contre le monde bourgeois, et il souligna que le combat devait être d'abord conduit contre les sociaux-démocrates chauvins en vue de l'éclatement de l'Internationale ;

transformation de la guerre étrangère en guerre civile, création d'une nouvelle Internationale, c'était la reprise des thèmes de la gauche zimmerwaldienne. Mais, encore une fois, Lénine resta dans la minorité ; il ne réussit guère à convaincre que 12 délégués. La discussion, d'après le récit d'Angelica Balabanovna, fut extrêmement confuse. Toutefois, on finit par s'entendre sur un texte de compromis qui représentait, par rapport à la conférence de Zimmerwald, un léger progrès de l'influence léniniste. Cette fois-ci, il ne fut pas question non plus de la disparition de la Seconde Internationale, comme l'aurait souhaité Lénine ; néanmoins, la conférence reconnaissait l'échec total du Comité Exécutif de la Seconde Internationale, et stigmatisait sa complicité dans la politique de l'union sacrée.

Quelles ont été, dans les différents pays belligérants, les conséquences des conférences de Zimmerwald et de Kienthal pour l'évolution des partis socialistes européens ?

En Angleterre, l'appel zimmerwaldien à la rupture de la politique d'Union sacrée fut entendu par certaines fractions peu importantes du Labour Party, en particulier par l'Independent Labour Party qui, dès le début de la guerre, avait pris position contre l'Union sacrée, mais n'alla pas jusqu'à se séparer sur cette question de l'ensemble du parti travailliste. De même, la position zimmerwaldienne fut accueillie avec faveur par le British Social Party (le B.S.P.), qui se rallia, partiellement du moins, aux conceptions zimmerwaldiennes. En particulier, John Mac Lean considérait la guerre comme " une entreprise capitaliste " dont tous les peuples sont également responsables. Et les membres du B.S.P. prirent une position extrêmement hostile au groupe de Hyndman, qui au contraire considérait la guerre comme justifiée à titre de combat contre le militarisme prussien. Mais le B.S.P. ne représentait que quelques éléments intellectuels sans grande influence.

En France, la réaction à Zimmerwald s'est fait sentir au cours de l'année 1915. Il s'est constitué, vers la fin de cette année, un Comité pour la Reprise des Relations Internationales (le C.R.R.I.) qui comprenait un certain nombre d'éléments syndicalistes, en particulier Merrheim, Rosmer, Monatte, Lorient, et quelques socialistes pacifistes. Le but que poursuit le C.R.R.I., est le renversement de la majorité favorable à l'Union sacrée dans les grandes formations ouvrières. Ce n'est pas seulement dans les milieux syndicaux que l'on assiste à une évolution de l'opinion, c'est dans le parti socialiste lui-même. L'origine de l'opposition à la politique de l'Union sacrée est venue de la Fédération de la Haute-Vienne, où les traditions guesdistes étaient fortement implantées, où militaient Paul Faure et des personnalités ayant une audience assez considérable dans le parti socialiste : Pressemanne et Betoulle (ce dernier a été durant 40 ans maire de Limoges). La Fédération de la Haute-Vienne sera le point de départ de ceux qu'on appelle dans le parti socialiste, les " minoritaires ". Ceux-ci opposent à l'union sacrée un certain

nombre d'arguments : pour ce qui est du passé, ils suspectent l'action du président de la République, Poincaré, et contestent la thèse de la responsabilité unilatérale de l'Allemagne ; pour le présent, ils s'opposent à ce qu'ils appellent le " bourrage de crâne " et souhaitent une reprise des relations socialistes dans tous les pays, ainsi que l'organisation d'une paix sans vainqueurs, ni vaincus. Un certain nombre de Fédérations socialistes se joignent à celle de la Haute-Vienne, celle de l'Isère et celle du Rhône notamment. Jean Longuet, petit-fils de Marx, et alors député de Sceaux, prit la direction du groupe minoritaire dont l'organe est Le Populaire de Paris, tandis que L'Humanité est l'organe de la position majoritaire. A la Chambre, cette tendance est représentée essentiellement par Brizon qui déclara, à l'occasion de la définition des buts de guerre franco-russes : " Nous refusons de voir nos soldats tomber pour donner Constantinople aux Russes ". Cependant, les minoritaires sont décidés à ne pas pousser l'opposition jusqu'à mettre en question l'unité du parti. C'est pourquoi ils restent en général très en deçà des positions zimmerwaldienne. Jamais les minoritaires, s'ils souhaitent une paix de compromis, n'ont mis en cause la nécessité de la défense nationale.

En Allemagne, les choses se présentent d'une façon plus complexe. Et l'on va voir se développer dans ce pays, sous l'influence des théories zimmerwaldiennes, deux oppositions à la social-démocratie majoritaire, qu'il faut étudier séparément bien qu'elles soient très liées l'une à l'autre.

C'est tout d'abord, à l'extrême-gauche, le mouvement spartakiste. Il apparut en effet très vite que le vote des crédits de guerre, obtenu le 4 août à l'unanimité des voix, n'avait été accepté qu'à contre-cœur par un certain nombre de députés. La preuve en est que le 4 août au soir avait eu lieu une réunion, chez Rosa Luxembourg, où s'était manifestée aussitôt une opinion contre la poursuite de la politique de guerre. La tête de l'opposition a été prise par Karl Liebknecht, qui décida, le 3 décembre 1914, lorsque le gouvernement eut à demander de nouveaux crédits de guerre, de voter contre. A ceux qui invoquaient la peur du tsarisme et la libération de la Russie, il répondit que l'Allemagne, type même de l'Etat arriéré, n'avait absolument rien à envier à la Russie. Le vote de Liebknecht fut alors unique, et les députés qui représentaient les éléments de gauche du parti, se refusèrent à se joindre à lui par souci de la discipline. Cependant, le 20 mars 1915, un nouveau député, Ruhle, refusa également de voter le budget. Liebknecht commença alors, au cours de l'année 1915, une très active propagande, soutenant que le combat devait être mené contre la guerre elle-même. " L'ennemi principal, écrivait-il, est dans notre pays ". Le mouvement prit forme lorsque Rosa Luxembourg et Frantz Mehring (l'historien extrêmement remarquable de la social-démocratie allemande) publièrent, en mars 1915, la revue Die Internationale (L'Internationale), - qui n'eut d'ailleurs que trois numéros. Le 1er janvier 1916, eut lieu la première conférence nationale du groupe, où furent rédigés, sur la proposition de Rosa

Luxembourg (qui était alors en prison), un certain nombre de principes directeurs : " Les prolétaires n'ont qu'une patrie, l'Internationale " ; " Tout appel au devoir patriotique n'est qu'un moyen de tromper le prolétariat ". C'est au cours de cette séance, qu'a été prise la décision de créer une publication clandestine, Les Lettres Politiques, dont les articles étaient signés par un certain Spartacus, qui n'était autre que Karl Liebknecht lui-même. Liebknecht avait été exclu en janvier 1916 du parti. Mais il avait pu organiser, bien qu'il portât à ce moment là l'uniforme militaire, une grande manifestation, le 1er mai 1916, sur la Potsdamerplatz à Berlin, ce qui entraîna d'ailleurs son arrestation et sa condamnation à deux ans de prison.

Tandis que se manifeste cette forme d'opposition spartakiste, apparaît dans la sociale-démocratie allemande une autre tendance, non pas d'extrême-gauche, mais de gauche. C'est la thèse de ceux qui ne veulent pas aller jusqu'à l'élaboration de la guerre civile, mais qui, comme les socialistes minoritaires français, ne sont disposés à soutenir le gouvernement que dans la mesure où celui-ci mène une guerre défensive. Ils ne veulent pas s'associer à une politique d'annexion, et préconisent une paix de compromis. C'est dans cet esprit que, le 30 mai 1915, trente députés se sont abstenus lors du vote des crédits militaires. Et en juin 1915, un appel dirigé par Haase et portant, outre sa signature, celles de Kautsky et de Bernstein (celui-ci était passé à un pacifisme militant), dénonçait le caractère que commençait à revêtir la guerre. Dans ce document, qui avait pour titre Les Exigences de l'Heure, ces sociaux-démocrates constataient que leur parti devenait un rouage de la machine de guerre allemande. En décembre 1915, vingt membres de cette gauche du parti décidèrent, non plus de s'abstenir, mais, cette fois, de refuser les crédits militaires. Ces députés tiennent cependant à bien marquer qu'ils n'ont pas de rapport avec Liebknecht ; ils déclarent que la position favorable de l'Allemagne lui fait alors un devoir de proposer une paix sans annexion, qui sera négociée par compromis. D'ailleurs, pas plus que les socialistes majoritaires ne désiraient la dissolution de leur parti, les sociaux-démocrates de gauche ne souhaitaient la rupture du parti social-démocrate. Mais celle-ci apparut inévitable à partir du moment où les autorités civiles pressèrent les sociaux-démocrates de se débarrasser des éléments douteux du point de vue national qu'ils abritaient dans leur sein. Et, en mars 1916, Haase et ses amis ayant à nouveau combattu l'Union sacrée, furent expulsés, par 58 voix contre 13, de la fraction social-démocrate du Reichstag. Ils furent ainsi amenés à constituer un groupe à part qui prit le nom d'Arbeitsgemeinschaft (communauté de travail) et fut présidé par Haase. Ce groupe avait comme organe principal la revue Neue Zeit (Temps Nouveaux), alors que le Vorwärts (En Avant) demeurait l'organe de la sociale-démocratie. C'est de ce groupe que devait sortir, après exclusion totale de l'opposition, le Parti Social-Démocrate Indépendant (U.S.P.D.), en avril 1917.

On voit donc qu'en Allemagne également, sous l'influence des événements de

Zimmerwald, il y eut la formation d'une opposition qui s'est manifestée sous deux formes différentes.

Parmi les sociaux-démocrates autrichiens qui, dans leur immense majorité, suivirent la politique de l'Union sacrée, le seul qui ait exprimé une opinion divergente, fut Fritz Adler (fils de Victor Adler), l'un des secrétaires du parti. Dans une lettre adressée à la conférence de Zimmerwald, il mit en doute le fait qu'en luttant contre le tsarisme, on servît vraiment la cause de la démocratie. Son point de vue fut adopté à cette époque par une infime minorité de socialistes autrichiens, parmi lesquels on retiendra le nom d'une femme Terese Schlesinger. Or, Fritz Adler allait très rapidement se rendre célèbre en assassinant en octobre 1916, pour marquer son opposition à la guerre, le président du conseil autrichien, Stürghk. Le discours qu'il prononça devant le tribunal qui le condamna à mort (il ne fut d'ailleurs pas exécuté), réveilla sans doute dans sa léthargie la sociale-démocratie autrichienne.

En conclusion, il faut bien noter que chez tous ceux qui, à cette époque, sont soumis, de loin ou de près, à l'influence du mouvement zimmerwaldien, on voit apparaître essentiellement un esprit socialiste pacifiste beaucoup plus qu'un esprit révolutionnaire. Il faut noter que même les partisans de Liebknecht à Zimmerwald (Liebknecht était représenté à Zimmerwald par deux personnalités qui le touchaient de très près, Meyer et B. Talheimer) ont refusé de suivre Lénine et ont voté avec la droite zimmerwaldienne. Seul, de tous les Allemands présents à Zimmerwald, Borchart, qui dirigeait un groupe de socialistes internationalistes, a voté dans le sens de la gauche zimmerwaldienne. Mais le parti de Borchart n'avait d'adeptes que dans la ville de Brême ; c'est-à-dire qu'il n'avait aucune espèce d'audience en Allemagne. En fait, l'idée de Lénine, de transformer la guerre étrangère en guerre civile et de constituer une Troisième Internationale, n'avait, dans les premières années de la guerre (jusqu'en 1916), séduit qu'une très faible minorité de révolutionnaires. Cette position de Lénine n'est suivie qu'en Russie par un certain nombre de bolcheviks, par quelques individus isolés d'ailleurs, mais extrêmement peu nombreux. Lénine – sa correspondance le prouve – avait, au début de l'année 1917, c'est-à-dire à la veille de la révolution russe, parfaitement conscience de son échec. C'est la révolution russe, en 1917, qui allait provoquer une transformation des esprits, des prises de position nouvelles au sein des partis socialistes ; elle allait entraîner certains esprits à l'idée de la dissolution de la Seconde Internationale et de la formation d'une Troisième Internationale. Mais dans les trois premières années de la guerre, il faut dire que ce point de vue n'était pas encore celui des socialistes européens.

1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

XVIII. L'influence des révolutions russes de 1917
sur l'Internationale et la conférence de Stockholm

1965

L'INFLUENCE DES REVOLUTIONS RUSSES DE 1917 SUR
L'INTERNATIONALE ET LA CONFERENCE DE STOCKHOLM

L'opinion dans les milieux socialistes à l'égard des problèmes de l'Internationale a été totalement transformée du fait des événements survenus en Russie en mars 1917. Il était difficile, lorsque la révolution a éclaté à cette date, de savoir ce qu'il en sortirait du point de vue tout au moins de la guerre : les uns y voyaient un renforcement de la volonté de guerre de la Russie, les autres le début de la désagrégation de l'armée russe. Il est d'autant plus malaisé de se faire une idée sur l'action de cette révolution sur la marche de la guerre, qu'il y a à Pétrograd dualité du pouvoir entre le gouvernement provisoire d'une part et les soviets de l'autre (1). Cependant les déclarations du soviet de Pétrograd – dont la tendance est en majorité menchevik – au milieu de mars 1917 ne laissent guère de doute sur la volonté de paix du peuple russe. Le soviet de Pétrograd s'exprime en faveur d'une paix de compromis, sans annexions, ni indemnités. Il appelle l'ensemble du prolétariat européen à entreprendre une action commune contre la guerre. Lorsque le ministre des Affaires Etrangères Milioukov, qui appartient au parti bourgeois des cadets, tente par une déclaration du 16 mars de maintenir la conception des buts de guerre de la Russie, il est contraint à un désaveu, et il est

emporté à la fin avril par la démission du gouvernement.

Il est certain que du point de vue de l'Internationale, la première révolution russe a constitué une incitation pour le Bureau Socialiste International à reprendre les tractations en faveur d'un congrès socialiste qui réunirait les partis de toutes les nations belligérantes. Les instances socialistes et internationales sont d'autant plus portées dans cette voie que l'année 1917 représente pour les belligérants dans leur totalité une période de crise, le moral de l'arrière, et aussi partiellement celui de l'armée, ayant considérablement faibli. En Allemagne eurent lieu au cours de l'année 1917 toute une série de manifestations extrêmement inquiétantes : les grèves d'avril, les mouvements dans la flotte, la grève générale de début janvier 1918. Et la majorité du Reichstag, menée par le centre et les sociaux-démocrates, s'est prononcée le 19 juillet 1917 en faveur d'une paix de réconciliation durable entre les peuples, désavouant les conquêtes territoriales obtenues par la force. Le même état d'esprit qui touche au défaitisme règne en France à la suite de l'échec de l'offensive en Champagne au mois d'avril 1917. Les grèves eurent lieu, et dans l'armée des mutineries (sur lesquelles d'ailleurs la lumière n'est pas encore faite). En Angleterre également des grèves d'une extrême gravité ont été dirigées contre le système dit " de la dilution " qui consistait à remplacer dans les usines de guerre les ouvriers envoyés au front par des femmes.

L'état d'esprit est encore aggravé au cours de l'année 1917 par les bruits persistants de négociations de paix qui circulent à travers l'Europe : non seulement l'offre, qui fut sans résultat, du président Wilson, mais encore les conversations que le prince Sixte de Bourbon-Parme a menées au nom du gouvernement autrichien avec la France, les entrevues entre Lancken et Briand, et enfin la proposition de paix du pape Benoît XV. C'est dans ce contexte de négociations de paix qu'il faut situer la tentative socialiste en vue d'organiser la conférence internationale de Stockholm qui, on va le voir, n'a jamais eu lieu.

L'origine de cette conférence est venue d'un certain nombre de délégués hollandais à l'exécutif de l'Internationale, réunis autour de Troelstra, Von Kol el Alvarra, qui se sont adjoints pour l'ensemble de ces négociations le Belge Huysmans, secrétaire de l'Internationale. Ces délégués hollandais se rendirent donc à Stockholm le 22 avril 1917 pour envoyer de là aux membres de tous les pays qui avaient fait partie de la Deuxième Internationale une invitation à une conférence qui devait se réunir primitivement le 15 mai. Un comité a été constitué qui avait été placé sous la présidence du socialiste suédois Branting, l'une des personnalités les plus considérables du socialisme européen de cette époque, et dont les sympathies pour le clan de l'entente étaient certaines. C'est ainsi qu'a été constitué ce que l'on a appelé le comité hollandais-scandinave. Cependant cette invitation n'a pas eu de

succès. Les Anglais et les Français firent la fine bouche et déclarèrent qu'il ne leur plaisait pas de se réunir avec des délégués allemands. Le comité se tourna alors vers les socialistes russes (on est au lendemain de la révolution) et en particulier vers le soviet de Pétrograd qui, sur l'initiative de l'un de ses membres, Dan, se montra extrêmement favorable à l'idée d'une conférence internationale. La social-démocratie russe en est arrivée en effet à cette conclusion qu'une conférence internationale socialiste constituerait " le premier pas nécessaire et décisif pour une action internationale commune dans les pays ouvriers et pour l'organisation d'une lutte énergique et tenace ayant pour but de mettre fin à la boucherie générale ". Derrière ces formules se dissimulait bien évidemment la pensée qui était celle des révolutionnaires russes, qu'une conférence socialiste internationale leur permettrait de se retirer de la guerre. C'est ainsi qu'une délégation composée de révolutionnaires russes, parmi lesquels se trouvaient notamment Axelrod et Smirnov, fut envoyée à Stockholm. S'étant mis d'accord avec le comité hollando-scandinave – c'est-à-dire le comité neutre – , cette délégation a rédigé le 11 juillet un appel aux prolétaires de tous les pays, les invitant à une conférence qui devait s'ouvrir primitivement le 15 août, mais qui fut reportée ensuite au 9 novembre. Trois questions devaient être mises à l'ordre du jour de cette conférence internationale des socialistes européens : la guerre mondiale ; le programme de l'Internationale pour la paix, c'est-à-dire la fixation des buts de guerre de l'Internationale ; et les moyens propres à réaliser ce programme et à faire cesser la guerre aussi vite que possible.

Cette invitation se heurta tout de suite à l'opposition fondamentale des socialistes majoritaires français, et en particulier de Guesde, qui firent valoir qu'il s'agissait d'une machination allemande, que c'était là un piège tendu par l'Allemagne qui menait les socialistes neutres en vue de faire accepter par les socialistes européens les buts de guerre des puissances de l'Europe centrale. Ce point de vue fut également celui du socialiste russe Plékhanov qui vivait dans l'émigration, et qui pensait que la présence des soviets russes créerait une influence désastreuse sur l'armée russe et n'aboutirait qu'à une " compromission honteuse avec les agents de l'impérialisme allemands, les Scheidemann et Cie, persécuteurs implacables des sociaux-démocrates indépendants ". Cependant, si les socialistes de l'Entente avaient marqué tout de suite une certaine résistance, leur opinion n'a pas tardé à se modifier. En effet, à la suite de la révolution de mars 1917, avait été envoyée en Russie une mission parlementaire française composée d'éléments d'extrême-gauche, Moutet et Cachin, socialistes " bon teint ", qui étaient chargés de convaincre leurs amis russes de continuer la guerre. De même avait été envoyé du côté anglais le socialiste Henderson, membre du Labour Party. A cette mission parlementaire a succédé du côté français une mission gouvernementale : Albert Thomas lui-même, alors ministre, avait été envoyé pour appuyer l'effort de guerre russe. Or, tous ces hommes politiques revinrent de Russie, convaincus que, si l'on voulait maintenir ce pays dans la

guerre – ce qui était fort difficile –, il fallait recourir à la conférence de Stockholm. La Russie nouvelle ne veut plus de la guerre dans un but de conquête, constatent-ils ; il faut donc démontrer la mauvaise foi allemande ; nous, socialistes, nous en ferons la preuve au congrès internationale de Stockholm ; les socialistes allemands seront confondus et les socialistes russes recommenceront la guerre. Il fallait, par conséquent, si l'on voulait éviter que les socialistes russes évoluent vers l'idée d'une paix séparée, leur donner une satisfaction en réunissant une conférence internationale où serait discutés les buts de la guerre.

Le congrès national du parti socialiste français, le 28 mai, sur la proposition commune de deux députés, l'un majoritaire, Auriol, et l'autre minoritaire, Pressemanne, après avoir entendu un discours pathétique de Cachin, et tandis que la foule qui stationnait place de la République devant la salle du congrès, entonnait pour la première fois depuis 1914 l'Internationale, - le congrès vota à l'unanimité la participation des socialistes français à la conférence internationale de Stockholm. Ce point de vue cependant était combattu au sein de la S.F.I.O. par un petit groupe, celui de la " France libre " réuni autour d'un député, Compère-Morel. Un congrès socialiste interallié, c'est-à-dire comprenant les membres des partis socialistes de l'Entente, se réunit en août 1917 ; malgré certaines résistances – belges en particulier –, ce congrès décida d'envoyer des délégués à Stockholm.

Il n'est pas douteux que la conférence de Stockholm ait suscité pendant quelques temps de très grands espoirs. Stockholm était devenu le symbole de l'espoir de paix d'un très grand nombre de socialistes et de pacifistes de tous les pays. On en trouve le témoignage dans Les Souvenirs de Victor Adler, qui a parlé de la force morale que devaient acquérir les socialistes en prenant l'initiative des négociations de paix. La future conférence, en définissant les positions socialistes sur les problèmes généraux de la guerre et de la paix, devait apparaître comme une contribution spécifique du mouvement ouvrier international à l'établissement d'un climat qui allait favoriser l'ouverture de négociations entre les belligérants. Elle pouvait même contraindre les gouvernements, désarmés devant la révolte de l'opinion publique, à ouvrir des négociations de paix sur les bases des propositions de Stockholm. Cependant, il faut bien noter que cette attitude généralement très favorable à la conférence de Stockholm dissimulait deux positions très différentes : les uns, en général les socialistes majoritaires, voient dans la conférence le moyen d'empêcher une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne, donc le moyen de porter la guerre jusqu'au bout contre l'impérialisme allemand ; les autres, au contraire, y voient le moyen d'atteindre la paix par la voie des négociations.

Or, la conférence de Stockholm allait se heurter très vite à une double opposition. D'abord à celle de Lénine qui, au lendemain de la révolution de

mars 1917, avait réussi à regagner la Russie dans un wagon plombé. Lénine, d'abord dans une lettre adressée au parti bochevik de Suisse, puis, au lendemain même de son retour à Pétrograd, dans les fameuses " thèses d'avril ", avait dénoncé le chantage au patriotisme et réclamé aussitôt la totalité du pouvoir pour les soviets. Il avait réaffirmé, comme il l'avait fait à Zimmerwald et à Kienthal, sa volonté de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. " La guerre que mène la Russie, déclarait-il, n'est pas notre guerre " ; et son but était de créer une Troisième Internationale. Lénine se prononçait absolument contre une guerre de caractère défensif et opposait sa volonté révolutionnaire aux positions purement pacifistes des mencheviks. Lénine considérait à ce moment là l'ère zimmerwaldienne comme close. " Le zimmerwaldisme avait sombré, disait-il, dans un social-pacifisme ". " Nous ne pouvons plus supporter, écrivait-il, le marais zimmerwaldien ". Et il ajoutait : " C'est précisément nous qui devons fonder sans tarder la nouvelle Internationale prolétarienne et révolutionnaire, ou plutôt nous ne devons pas craindre de déclarer publiquement qu'elle est déjà fondée et qu'elle fonctionne déjà. Fonder la Troisième Internationale sans attendre, c'est le devoir de notre patrie ". Et lorsque la question se pose, au cours de l'été 1917, de la participation d'éléments bolcheviks à la conférence de Stockholm, Lénine se déclare nettement contre. Il écrit : " Ce n'est pas l'étendard révolutionnaire qui va flotter sur Stockholm, mais bien le drapeau du marchandage, du compromis et de l'assistance pour les sociaux-impérialistes, le drapeau des banquiers conférant sur le partage des pays annexés. Nous avons décidé de fonder la Troisième Internationale, nous devons la créer malgré toutes les difficultés. Pas un pas en arrière vers les tractations avec les sociaux-impérialistes et les transfuges du socialisme ! " Lénine ne voulait avoir aucun rapport avec Stockholm.

L'autre élément d'opposition, ce furent les gouvernements. En effet, la conférence de Stockholm fut contrariée par l'attitude des gouvernements de l'Entente, d'autant plus que l'offensive russe tentée en juillet 1917, à l'époque du gouvernement Kerenski, aboutit à un échec total et démontra qu'il n'y avait plus rien à attendre de l'armée russe. Les gouvernements de l'Entente refusèrent les passeports aux délégués au moment où ceux-ci allaient partir pour Stockholm. Il était en effet apparu au gouvernement français que si les passeports étaient accordés, il ne serait plus possible de maintenir l'ordre dans l'armée. C'est du moins la position qui avait été adoptée par le général Pétain chargé de réorganiser l'armée française à la suite de la catastrophe du Chemin des Dames au printemps 1917. Certes, cette décision de refuser les passeports aux délégués français et anglais, a provoqué un certain nombre de réactions. Un manifeste fut signé le 10 septembre par les puissances invitantes à Stockholm, qui faisait du comité de Stockholm une organisation permanente et maintenait l'idée de convoquer, quand les temps seraient plus propices, le congrès international prévu pour le mois de septembre. Un programme pour la paix fut établi par le comité hollando-scandinave à partir

d'un très grand nombre de rapports internationaux qui lui avaient été envoyés. Mais, à vrai dire, il ne fut plus question à partir du mois de septembre 1917 d'une conférence internationale fixant un programme général de paix. Les socialistes alliés se réunirent encore plusieurs fois pour définir leurs buts de guerre, mais sans rencontrer les socialistes des puissances qui leur étaient opposées.

En même temps que la conférence de Stockholm aboutissait à cette impasse, le mouvement zimmerwaldien s'acheminait lui aussi vers un échec complet. A la suite de la révolution russe la commission socialiste internationale, fondée, on s'en souvient, à Zimmerwald en 1915, s'était rendue à Stockholm, et là elle convoqua pour le 5 septembre une troisième conférence zimmerwaldienne (la première s'étant tenue à Zimmerwald et la seconde à Kienthal). Mais cette conférence zimmerwaldienne fut également privée de la présence des délégués de l'Entente puisque ceux-ci n'avaient pas reçu de passeports. Il y eut un certain nombre de délégués allemands appartenant aux formations de l'extrême gauche et de la gauche, et un certain nombre de mencheviks et de bolcheviks. La conférence, après avoir exprimé sa sympathie pour Frédéric Adler, vota une résolution de caractère révolutionnaire qui prétendait transformer la guerre impérialiste en guerre sociale. Mais cette résolution qui représentait un progrès incontestable des idées léninistes en son sein, la conférence zimmerwaldienne de Stockholm fut hors d'état de la faire connaître à aucun des partis socialistes belligérants. Elle fut publiée dans l'organe socialiste suédois d'extrême-gauche, Politiken, qui représentait des conceptions léninistes. Mais, à vrai dire, elle resta lettre morte. Lorsque sera constituée la Troisième Internationale, le mouvement zimmerwaldien sera liquidé par la même occasion.

Pourquoi cet insuccès du mouvement de Stockholm qui constitue un second et grave échec de l'Internationale ? Il faut l'expliquer essentiellement par la faiblesse du mouvement révolutionnaire européen à cette époque. Certes, au cours de l'année 1917, l'on avait assisté à une extension des grèves et des mutineries. Mais il avait été impossible de substituer, dans les grands Etats belligérants, à la passion patriotique et belliqueuse une énergie révolutionnaire et pacifiste. En fait, le refus des passeports, au cours du mois d'août 1917, ne s'est heurté à aucune espèce de résistance véritable. Sans doute, au congrès socialiste de Bordeaux, en octobre 1917, il fut protesté contre le retrait des passeports, et la question fut posée au mois de septembre au Parlement par un député socialiste. Mais, de ces protestations, rien n'est sorti. Pour ce qui est des socialistes allemands, à qui l'on n'avait pas refusé les passeports, ils vinrent à Stockholm ; mais ils y présentèrent deux Mémoires absolument différents sur leurs buts de guerre. Les uns et les autres se prononcèrent en principe pour la libre détermination des peuples, qui était, on le sait, l'une des propositions essentielles de la social-démocratie. Mais les majoritaires, c'est à dire le parti traditionnel (le S.P.D.),

ne voulurent pas introduire parmi les peuples disposant d'eux-mêmes, ni l'Alsace et la Lorraine, ni les provinces polonaises d'Autriche et de Prusse. Au contraire, les " Socialistes Indépendants " (U.S.P.D.) qui était favorables à une disposition générale des peuples d'eux-mêmes, appelaient les socialistes à rompre complètement avec les buts de guerre prévus par les gouvernements impérialistes. On voit que le S.P.D. et l'U.S.P.D. adoptaient des positions entièrement différentes.

Cet échec de la conférence de Stockholm va avoir des conséquences d'une grande gravité. Elles sont extrêmement sérieuses pour le mouvement ouvrier européen qui est vaincu une seconde fois. L'Internationale n'avait pas été capable en août 1914 d'empêcher la guerre ; elle n'a pas été capable dans l'été 1917 de fixer les bases d'une paix de compromis. Le mouvement socialiste apparaît donc une seconde fois désarmé et vaincu. Il ne reste plus dorénavant qu'à attendre la victoire d'un des blocs capitalistes sur l'autre. C'est à quoi s'emploient, en France la dictature de Clémenceau, en Angleterre celle de Lloyd George.

Cependant, dans cette fin de l'année 1917 un fait révolutionnaire subsiste : c'est la révolution russe et la victoire bolchevik. La révolution dite d'octobre marque le passage entre les mains des bolcheviks russes de l'hégémonie dans le mouvement international ouvrier. Lénine dira plus tard : " L'hégémonie dans l'Internationale est passée aux Russes comme elle avait été dans les différentes périodes du 19ème siècle chez les Anglais, chez les Français et puis chez les Allemands ". Nous nous trouvons donc à partir de la révolution d'octobre devant une nouvelle expérience révolutionnaire : l'expérience bolchevique. Seulement, pour l'apprécier, il faut tenir compte du fait qu'au moment même où les bolcheviks s'emparaient du pouvoir, ils avaient été obligés d'entrer en négociations de paix avec l'Allemagne. La révolution a été accompagnée presque simultanément de la paix de Brest-Litovsk, c'est à dire d'une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne, capitulation qui a dû être acceptée par le gouvernement révolutionnaire pour préserver la révolution elle-même. Et il est bien évident que le jugement porté sur la révolution russe sera en Europe en grande partie déterminé par la signature contemporaine du traité de Brest-Litovsk.

Quelles sont, dans cette dernière année de guerre, les réactions des socialistes devant les événements qui se situent en Russie ? Le fait essentiel apparaît comme un glissement vers la gauche des partis socialistes. En France, la proposition de reprendre les relations internationales entre socialistes, qui avait été rejetée par la majorité en 1916 encore, est acceptée en 1918. D'autre part, depuis septembre 1917, l'Union sacrée se trouve rompue. En Allemagne, l'U.S.P.D., c'est à dire le parti socialiste minoritaire, s'est constitué en avril 1917 sur la base d'une paix sans annexions, ni indemnités, et il a acquis une position dans le pays sensiblement égale à celle

des majoritaires.

Cependant, si les minoritaires se trouvent renforcés et si l'on voit ainsi un glissement de la social-démocratie vers son centre, les éléments de gauche demeurent encore extrêmement faibles. Le spartakisme demeure en Allemagne le fait de quelques individus qui d'ailleurs demeurent au sein de l'U.S.P.D., qui hésitent par conséquent à constituer un parti autonome ; il faut ajouter à cela que la plupart d'entre eux sont en prison et ne peuvent participer à l'action révolutionnaire. En France, les éléments révolutionnaires se sont groupés autour de ce que l'on appelle le Comité de Défense Syndicale (le C.D.S.) dont la personnalité la plus considérable est celle de Péricat qui organise au cours du printemps 1918 plusieurs grèves d'une certaine violence. Mais, là aussi, le gouvernement, sous Clémenceau, a réagi avec la plus grande violence. Les persécutions gouvernementales se sont abattues sur les éléments les plus actifs, et la plupart de ces éléments d'extrême-gauche, comme Henri Guilbeaux, ont été incarcérés.

Tant que la guerre a duré, c'est à dire jusqu'à l'automne 1918, la révolution russe n'exerce qu'une très faible fascination sur les masses laborieuses ; et cela, du fait essentiellement de ce qu'elles appellent la trahison de Brest-Litowsk. En Allemagne, Rosa Luxembourg (qui est en prison) reproche aux soviets d'avoir cessé de combattre et de n'avoir pas essayé de transporter la révolution en Europe. En France, la révolution bolchevique est interprétée comme une prise de pouvoir par une minorité, surtout à partir du moment où les bolcheviks se sont opposés à la réunion d'une assemblée constituante. On connaît le mot : " La garde rouge de Lénine-Trotsky a assassiné Karl Marx ". En Angleterre, l'immense majorité du parti travailliste est extrêmement hostile à la révolution russe, et seuls certains éléments du British Social Party se sont prononcés en sa faveur. On voit par conséquent que, tant que la guerre a duré, l'influence de la révolution russe n'a nullement été décisive sur le socialisme européen.

Note

(1) Pour une vue d'ensemble sur la révolution russe, cf. F. X. Coquin, *La Révolution Russe*, P.U.F., collection " Que sais-je ? ".



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

XIX. Seconde et Troisième Internationale

1965

SECONDE ET TROISIEME INTERNATIONALE

Les problèmes que posent en premier lieu la décomposition de la Seconde Internationale, en deuxième lieu la formation d'une Troisième Internationale – ou Internationale Communiste – et ses rapports avec les partis socialistes nationaux dans les différents pays d'Europe, vont être étudiés maintenant. Deux problèmes vont donc s'entremêler au cours des deux dernières années de l'histoire de la Seconde Internationale, c'est-à-dire durant la période qui s'étend de 1918 à 1920 : d'une part l'impossibilité où se trouve cette Seconde Internationale pour faire revivre l'unité du mouvement socialiste, d'autre part les difficultés que rencontre la Troisième Internationale à sa naissance pour s'attirer ces mêmes partis.

LA DECOMPOSITION DE LA SECONDE INTERNATIONALE

A la fin de la première guerre mondiale, et malgré l'échec de la conférence de Stockholm dans les conditions examinées plus haut, le Secrétaire Général de l'Internationale, Huysmans, estime qu'une conférence internationale socialiste est de nature à exercer une influence sur la signature de la paix. Il s'agissait, dans un sens qui a été défendu à cette époque par un très grand nombre de brochures anglaises (en particulier éditées par la Société Fabienne),

d'instituer une Société des Nations, dans l'esprit où la concevait Wilson ; cependant cette Société des Nations ne serait pas une assemblée de gouvernements, mais une assemblée populaire, une sorte de Parlement international. Pour cela, il fallait, dans la pensée des socialistes, que la paix conclue à la suite de l'épreuve de 1914-1918 reposât, non pas sur l'arbitraire des vainqueurs, mais sur les notions de droit et de justice, en fait sur des plébiscites populaires qui permettraient aux nations consultées d'exposer leurs volontés. La pensée de Huysmans est donc d'imposer par un congrès socialiste une paix reposant sur la notion de justice internationale. En accord avec un certain nombre de socialistes, comme Henderson pour l'Angleterre, Vanderveelde pour la Belgique, Thomas pour la France, il lança une invitation. Le congrès prévu devait se réunir à Berne où, de fait, parurent, le 3 février 1919, 102 délégués appartenant à 26 pays. Cependant il ne faut pas se représenter le congrès de Berne comme une figuration générale du socialisme européen. C'est, comme on l'a dit, une " assemblée croupion " à laquelle de très nombreux partis ont refusé d'adhérer : les Soviets bien entendu (il y a cependant quelques Russes mencheviks ou sociaux révolutionnaires) ; les Belges qui n'ont pas voulu s'asseoir à côté des Allemands ; les Italiens et les Suisses qui refusent par attachement à la doctrine zimmerwaldienne. Les partis socialistes qui furent représentés, étaient divisés entre majoritaires et minoritaires ; du côté allemand il y avait pour les majoritaires, Hermann Müller, pour les minoritaires, Hugo Haase et Kurt Eisner ; du côté français étaient présents, pour les majoritaires, Thomas et Renaudet, pour les minoritaires, Longuet.

La conférence, qui élut pour Président le suédois Branting, mit à son ordre du jour deux problèmes essentiels : d'abord le problème des responsabilités du socialisme dans la guerre, ensuite l'attitude à adopter à l'égard de la révolution bolchevique en Russie. Le premier de ces problèmes provoqua déjà des heurts extrêmement violents, des discussions passionnées, la majorité des Allemands (si l'on excepte Kurt Eisner qui fit un examen de conscience et une autocritique très poussés) se refusant à considérer que l'impérialisme germanique encourait des responsabilités supérieures à celles des capitalismes alliés, et d'autre part le Français Albert Thomas attaquant avec une grande violence la social-démocratie allemande. On voit que l'atmosphère était déjà empoisonnée par la persistance de ces oppositions nationalistes lorsque l'on aborda le second problème, celui des rapports avec la Russie. Sur cette question, le Président Branting adopta une attitude extrêmement hostile aux Soviets : " Il faut, disait-il, éliminer toute méthode de socialisation qui n'aurait aucune chance de gagner l'adhésion de la majorité du peuple. Le danger serait plus grand encore si une telle dictature s'appuyait seulement sur une partie du prolétariat. La conséquence inévitable d'un tel régime ne pourrait être que de paralyser toutes les forces du prolétariat par une guerre fratricide. La fin serait la dictature de la réaction ". " Il faut, déclara Branting, que le socialisme reste fidèle aux principes de la démocratie ". Sous

cette formule, il indiquait la liberté de parole, d'écrit et de réunion, le suffrage universel, le système parlementaire responsable. Les mêmes idées ont été exposées du côté allemand par Kautsky : " Le seul résultat positif de l'activité bolcheviste, déclara Kautsky, c'est la création d'un militarisme nouveau ". Et Bernstein déclara de même : " Les bolchévistes sont les vrais contre-révolutionnaires en Russie. Ils tueront la révolution. Leur interprétation des théories marxistes sur la dictature du prolétariat est absolument fausse ". A cette position hostile à la Russie soviétique s'oppose la position adoptée par le délégué français, Longuet, et le délégué autrichien, Fritz Adler, qui déclarent dans leur projet de résolution : " Nous mettons le prolétariat en garde contre toute espèce de flétrissure qu'on voudrait appliquer à la République russe des soviets. Car nous n'avons pas une base suffisante pour prononcer un jugement ". Mais la résolution de Branting avait pour elle une immense majorité de suffrages. Par conséquent, on le voit, le congrès de Berne prit une attitude d'hostilité fondamentale à l'égard de l'expérience soviétique, s'il est vrai qu'on fut tout de même d'accord pour envoyer une délégation chargée de faire en Russie une enquête impartiale sur ce qui s'y passait.

Quoi qu'il en soit, la conférence de Berne a été le point de départ d'une évolution de la Seconde Internationale, qui allait se poursuivre et s'exagérer au cours des deux conférences suivantes : celle de Lucerne en août 1919, et surtout celle de Genève en juillet 1920. Bien qu'à l'époque de la conférence de Genève la Seconde Internationale continuât à compter 47 partis, et parmi ceux-ci les partis les plus puissants et les plus nombreux, comme l'étaient par exemple les majoritaires sociaux-démocrates allemands, le Labour Party anglais, le parti socialiste belge, et la majorité des partis socialistes scandinaves – bien que cette Seconde Internationale représentât donc encore des forces importantes, il est certain qu'elle ne figure plus qu'une fraction de l'opinion socialiste universelle. Au congrès de Genève, en juillet 1920, un effort a été fait pour clarifier les positions sur les responsabilités de la guerre afin de calmer les susceptibilités des socialistes occidentaux à l'égard de l'Allemagne ; et les sociaux-démocrates allemands acceptèrent de lire une autocritique de leur politique pendant la première guerre mondiale. En revanche, les traités de paix furent condamnés et une révision en fut demandée. Mais, comme à Berne, ce furent les rapports avec la Russie soviétique qui retinrent le plus l'attention et le congrès de Genève condamna lui aussi, à la suite notamment d'un discours de l'anglais Sidney Webb, la violence et la terreur qui inspiraient cette révolution bolchévique ; elle posa comme principe que le socialisme était impensable sans l'exercice complet de la démocratie. Si certaines voix discordantes se sont encore élevées à Genève pour défendre la Russie soviétique, en particulier celle de l'anglais Mac Lean qui démontra que c'était une erreur de faire une condamnation doctrinale du bolchévisme, la rupture n'en fut pas moins enregistrée.

Le siège de la Seconde Internationale fut alors transporté de Bruxelles à Londres. Son centre de gravité glissait de plus en plus sensiblement vers la droite. Et déjà se dessinait le retrait d'un très grand nombre de partis socialistes européens, en particulier celui du parti socialiste français qui, à son congrès de Strasbourg en février 1920, avait décidé de se retirer de la Seconde Internationale, celui aussi du parti socialiste indépendant allemand. Un certain de socialistes dissidents qui ne reconnaissent plus l'autorité de la Seconde Internationale, comme les Indépendants allemands, les Longuetistes français ou les socialistes autrichiens, décidèrent de tenir une conférence à Berne en décembre 1920. Ils constituèrent là une communauté de travail des partis socialistes qui, sans adhérer à l'Internationale de Moscou, considérait que Genève était incapable de donner satisfaction aux aspirations révolutionnaires des masses. Cette communauté de travail des partis socialistes fut appelée par dérision, parce qu'elle ne voulait plus de la Seconde Internationale et ne s'intégrait pas encore dans la Troisième Internationale Deux et Demi ; mais elle est plus connue sous le nom d'Internationale de Vienne. Sans qu'il soit possible ici de poursuivre l'histoire de ce mouvement, il est dorénavant avéré – et c'est là le fait essentiel – que la Seconde Internationale est incapable de reconstituer l'unité du monde socialiste.

LA FORMATION DE LA TROISIEME INTERNATIONALE SES RAPPORTS AVEC LES PARTIS SOCIALISTES NATIONAUX

Il est évident qu'avec la prise du pouvoir en Russie des Bolcheviks, s'est introduit un élément nouveau dans la vie de l'Internationale. Cependant, aux yeux de Lénine, la victoire de la révolution russe est inimaginable dans la seule Russie. Pour qu'elle triomphe en Russie même, elle doit être liée à la victoire du socialisme dans les autres pays. Lénine a donc tendance à voir dans l'Union Soviétique un simple instrument pour l'organisation de la révolution dans l'Europe tout entière. " La victoire complète de la révolution socialiste, écrit Lénine, est impensable dans un seul pays. Elle exige la collaboration plus ou moins active des éléments les plus avancés parmi lesquels nous ne pouvons encore compter la Russie ". Et Trotsky déclare : " Nous vous avons prévenus de tout temps, et je vous le rappelle à nouveau, que si la révolution ne se déclenche pas dans les autres pays, nous serons finalement écrasés par le capitalisme européen ". En vue de la propagande, a été créée très rapidement une Section Internationale au Commissariat du Peuple pour les affaires étrangères. Elle est dirigée par une personnalité qui a une grosse expérience des mouvements socialistes européens, Karl Radek, qui publie également un journal, L'Appel des Peuples, destiné à étendre la révolution à l'Europe. Lénine, bien qu'il se soit engagé par la paix de Brest-Litovsk à n'entreprendre aucune propagande dans les pays d'Europe centrale, envoie à l'ambassade russe de Berlin une sorte de quartier général

de la révolution. Et les Soviets répandent des sommes d'argent considérables, en particulier en Allemagne par l'entremise d'Oscar Cohn, l'un des fondateurs du parti socialiste indépendant, et du syndicaliste Barth.

Or, deux tentatives révolutionnaires en Europe vont être esquissées au cours de l'hiver 1918-1919 qui, après avoir donné de très grands espoirs à Moscou et laisser présager l'expansion de la révolution vers l'ouest, échouent l'une et l'autre. Ce sont celles d'Allemagne et de Hongrie.

Pour comprendre les événements qui se déroulent durant l'hiver 1918-1919 à Berlin (on passera très rapidement sur les faits eux-mêmes qui ne sont destinés qu'à éclairer l'évolution même des partis vers la Troisième Internationale), il faut remonter un peu en arrière, à la révolution de novembre 1918 qui a abouti à la proclamation de la République allemande. Or il apparaît que cette révolution n'a pas été provoquée par un mouvement subversif, mais a été la conséquence de l'effondrement militaire et politique du pays après la défaite. Elle a porté au gouvernement les socialistes. En effet, les hommes qui gouvernent l'Allemagne républicaine sont soit d'ancien majoritaires, comme Scheidemann, Ebert ou Noske, soit des minoritaires appartenant au parti socialiste indépendant, c'est le cas de Haase. Mais, dans son ensemble, le gouvernement n'est nullement disposé à faire triompher le principe d'une révolution sociale à la suite de la révolution politique ; il veut au contraire préserver l'Allemagne de l'expérience russe. D'autre part, il s'est avéré que les conseils d'ouvriers et de soldats qui se sont institués en Allemagne à la suite de la défaite, pendant la révolution, restent en général sous la direction des socialistes majoritaires. Ceux-ci n'envisagent nullement une dictature des conseils, mais un régime de caractère parlementaire. Ceci apparaît en particulier au congrès des conseils qui se tint à Berlin au milieu de décembre 1918, et qui se montra hostile dans sa majorité à l'idée révolutionnaire. La proposition présentée par l'un des délégués d'usine, pour faire passer le pouvoir entre les mains des conseils, a été repoussée par le congrès par 344 voix contre 98. Le résultat de cette faiblesse du mouvement révolutionnaire allemand fut de placer les éléments spartakistes qui constituaient l'aile gauche du parti socialiste indépendant, dans une situation d'opposition. Ces éléments réunirent, le 29 décembre 1918, à Berlin, un congrès de la Ligue des spartakistes sous la présidence d'une personnalité qui joua ensuite un très grand rôle dans la république démocratique, Pieck. La personnalité la plus brillante et la plus considérable de ce congrès était Rosa Luxembourg qui avait passé en prison la plus grande partie de la guerre ; ce qui ne l'avait pas empêchée d'écrire de très nombreux articles, en particulier la fameuse brochure de Julius dans laquelle elle stigmatisait l'attitude des socialistes allemands. Mais Rosa Luxembourg, comme il apparaît en particulier dans le livre qu'elle a écrit à cette époque, La Révolution Russe (qui n'a été publié que plus tard), n'était nullement favorable à la révolution bolchévique. Elle repoussait la dictature du prolétariat. Le socialisme,

déclarait-elle, ne pouvait être imposé par des méthodes de force. Elle repoussait également toute tentative de putsch, estimant que la révolution devait sortir de la volonté spontanée des masses. Le rôle des spartakistes était de montrer aux autres ouvriers la voie vers laquelle devait tendre cette révolution. D'autre part, Rosa Luxembourg n'était nullement favorable à la constitution d'un parti autonome communiste allemand, parce qu'elle se rendait compte que ce parti, pour le moment du moins, serait impuissant. Le point de vue de Rosa Luxembourg ne fut pas suivi par la majorité du congrès des spartakistes, car celui-ci se trouvait placé sous l'influence directe d'éléments envoyés par Lénine en Allemagne, en particulier de Radek, afin d'orienter le parti dans le sens de la politique soviétique, ce qui nécessitait son détachement du parti socialiste indépendant. Radek invita le congrès à se libérer du gouvernement Erzberger et Scheidemann, et à introduire une révolution véritable (il faut entendre par là une révolution sociale). C'est ainsi qu'a été constitué dans ces derniers jours de l'année 1918 le parti communiste allemand, sorti de La Ligue Spartakiste, et qui, par 62 voix contre 23, prit la décision de ne pas participer aux élections à l'Assemblée Nationale qui devaient avoir lieu en janvier 1919 ; c'était marquer qu'il comptait sur une révolution brutale pour décider du sort de la nation allemande.

La crise allait éclater en effet au lendemain de la formation du parti communiste. Déjà, au cours des semaines précédentes, des heurts extrêmement violents s'étaient produits entre une division de marins allemands et les troupes régulières. La guerre civile allait éclater le 4 janvier 1919 à l'occasion de la destitution par le gouvernement d'empire du préfet de police de Berlin, Eichhorn, qui avait la sympathie des éléments d'extrême-gauche. A la suite de cette destitution, qui fut considérée par les spartakistes comme une provocation, les manifestations se multiplièrent. Le 6 janvier la grève générale était proclamée à Berlin. Mais le gouvernement avait pris ses précautions et le ministre de la guerre, Noske, qui appartenait à l'aile droite de la social-démocratie, avait organisé la résistance avec l'aide des corps francs. D'autre part, il existait des divisions au sein des insurgés. Le 13 janvier, on peut considérer que l'insurrection est brisée. Liebknecht et Rosa Luxembourg (celle-ci avait désapprouvé l'insurrection, mais s'était malgré tout rangée du côté des ouvriers et avait combattu avec eux) furent arrêtés et assassinés par des officiers responsables. Quelques jours plus tard l'ordre était rétabli dans les mêmes conditions brutales à Brême, qui avait eu également son insurrection, et les tentatives de grève dans la Ruhr étaient brisées. On peut dire par conséquent qu'à la mi-janvier la tentative de bolchévisation de l'Allemagne, entreprise sur l'instigation soviétique par le parti communiste récemment créé, a totalement échoué. Les spartakistes n'ont pas réussi à entraîné la classe ouvrière.

Cependant, il ne faut pas croire que, si la tentative de janvier 1919 a échoué, la poussée révolutionnaire soit encore éteinte en Allemagne. De nombreux

soubresauts révolutionnaires eurent lieu dans le courant du mois de mars à Berlin. D'autre part, la Bavière, dont la situation politique est assez différente de celle de l'Allemagne, avait vu s'ériger à la fin de l'année 1918, sous la direction de Kurt Eisner, idéologue pacifiste, une espèce de république démocratique et sociale. Celle-ci, à la suite de l'assassinat de Kurt Eisner par un aristocrate bavarois, avait été transformée en une république des conseils dans laquelle Lénine avait mis de grandes espérances et qui fut réduite seulement dans le courant du mois de mai 1919. On voit que l'atmosphère révolutionnaire s'est encore maintenue en Allemagne pendant plusieurs mois au début de l'année 1919.

La deuxième tentative est celle qui eut lieu en Hongrie. La Hongrie, à la suite de la défaite, s'était proclamée république indépendante. A la tête de cette république se trouvait un grand propriétaire hongrois pacifiste et démocrate, Michel Karolyi, qui avait constitué un gouvernement englobant toutes les forces de gauche et en particulier les sociaux-démocrates hongrois. L'homme de confiance des Soviets en Hongrie était un personnage jusqu'alors totalement inconnu, Bela Kun, ancien journaliste, secrétaire des caisses syndicales, libéré après sa captivité par les Soviets et renvoyé à Budapest au lendemain de la révolution.. Bela Kun, qui était un excellent orateur, fonda le 19 novembre 1918 un parti communiste ; celui-ci doit son origine à l'appui de sommes d'argent soviétique qui permirent à Bela Kun d'acheter un certain nombre de leaders syndicaux et politiques. Le parti réussit à attirer à lui de nombreux soldats qui revenaient de captivité en Russie, et créa très rapidement un organe, Le Journal Rouge, qui prit une certaine extension. La grande force de Bela Kun vient de ce qu'il fait appel aux sentiments nationalistes des Hongrois, ulcérés par le dépeçage de leur pays au profit des nations voisines : Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie. Bela Kun dénonce l'impérialisme des puissances alliées et laisse entendre qu'il n'y a de salut pour la Hongrie sur le plan politique et territorial que dans une alliance avec la Russie. Or l'attitude de l'Entente vient justifier la propagande de Bela Kun. C'est en effet le moment où, au nom du gouvernement de l'Entente, le capitaine Vyx présente au gouvernement hongrois une sorte d'ultimatum par lequel il exige en 48 heures l'acceptation de la nouvelle ligne de démarcation. Cet ultimatum, présenté au gouvernement Karolyi le 20 mars 1919, a entraîné la démission de tous les représentants des partis bourgeois dans le gouvernement, qui laissèrent aux socialistes le soin de le refuser ou de l'accepter. Il se posa alors au parti socialiste hongrois une alternative dramatique : devait-il ou non s'allier avec les communistes ? Après avoir longtemps hésité, la direction du parti socialiste engagea des négociations avec Bela Kun, qui imposa alors la fusion des deux partis – socialiste et communiste – en un parti unique : le parti socialiste de Hongrie, avec le partage des postes ministériels entre les socialistes et les communistes. C'est dans ces conditions que, le 21 mars, la dictature des conseils fut proclamée à Budapest sans aucune effusion de sang, sans aucune résistance de la

bourgeoisie, dans une espèce d'enthousiasme général ; beaucoup pensaient qu'en s'appuyant sur la Russie les conseils pourraient améliorer la situation de la Hongrie. Il n'en reste pas moins que l'établissement à Budapest d'un tel régime était un triomphe pour les Soviets et il fut salué en ce sens par Lénine.

Quelle allait être alors, à l'égard de l'Entente, l'attitude de Bela Kun qui occupait le poste de commissaire du peuple aux affaires étrangères et était de loin la personnalité la plus importante du gouvernement ? L'Entente, très inquiète de ce qui se passait en Hongrie, car elle voyait là le point de départ possible d'une révolution européenne, envoya à Budapest le général Smuts, porteur de propositions de paix beaucoup plus acceptables pour la Hongrie. Il eut été, semble-t-il, adroit de la part de Bela Kun d'accepter ces propositions et les éléments socialistes dans le gouvernement l'y poussaient. Mais Bela Kun en jugea autrement : il repoussa les nouvelles propositions de paix des alliés. Pourquoi ? Parce qu'il craignait de fonder le régime nouveau sur une sorte de Brest-Litovsk hongrois et provoquer contre lui le réveil du nationalisme dans son pays. Il craignait également, s'il acceptait, d'être abandonné par les Soviets et il pensait en outre que d'autres mouvements révolutionnaires – la république des conseils venait d'être proclamée à Munich – lui permettrait de reprendre la lutte sociale sur le plan international. Mais, dès lors, la Hongrie est obligée de mener la lutte sur trois fronts : contre les Tchèques, les Roumains et les Yougoslaves, plus ou moins soutenus les uns et les autres, par l'Entente. Certes, les Hongrois, grâce à leur supériorité militaire, réussirent à remporter quelques succès, en particulier contre les Tchèques ; mais ces succès devaient épuiser la force de la rébellion. D'autre part, il est certain que la république des conseils en Hongrie a adopté une politique extrêmement maladroite à l'égard des paysans, contrairement à ce qui se passait en Russie. Sans doute en Hongrie les grands domaines qui étaient très considérables, ont été nationalisés. Mais au lieu d'être distribués à ceux qui les cultivaient, ils furent remis à des coopératives plus ou moins dirigées par les anciens propriétaires ou par leurs intendants. Aussi, très vite, la masse paysanne se détourna-t-elle de la révolution, et le pays fut rapidement miné par l'esprit contre-révolutionnaire. Il faut tenir compte du fait qu'à part Budapest, il n'y a pas en Hongrie de grande ville industrielle. A la suite d'une offensive contre les Roumains, qui échoua, et d'un vain appel à la Russie soviétique – qui d'ailleurs était hors d'état d'intervenir – Bela Kun dut, le 1er août 1919, remettre sa démission à une sorte de conseil syndical ; deux jours après la capitale hongroise était occupée par les Roumains. Les forces contre-révolutionnaires allaient gouverner dorénavant la Hongrie pendant un quart de siècle.

On voit, en conclusion, que dans le cas allemand comme dans le cas hongrois, Lénine s'est trompé sur la force révolutionnaire des éléments de gauche au sein de la social-démocratie. Il a cru que ces éléments seraient capables d'entraîner l'ensemble des classes laborieuses, de les arracher aux

traditions du parti social-démocrate. Or, cette tentative a été dans l'un et l'autre pays, un échec. La fondation de la Troisième Internationale a dépendu très largement des incertitudes de la conjoncture pendant les années 1919-1920. Le premier congrès de la Troisième Internationale, en mars 1919, se place dans une phase encore favorable de la révolution mondiale : progrès de l'idée révolutionnaire en Bavière, succès de la révolution de Bela Kun en Hongrie. Tandis que le second congrès, en juillet 1920, se situera dans une phase plus défavorable. De là vont découler des positions très différentes de la nouvelle Internationale – Internationale Communiste – à l'égard des partis nationaux.



1965



Jacques Droz

L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920

**XX. La fondation de la Troisième Internationale
et les réactions des partis socialistes européens**

1965

LA FONDATION DE LA TROISIEME INTERNATIONALE ET LA REACTION DES PARTIS SOCIALISTES EUROPEENS

La fondation de la Troisième Internationale qui se situe entre mars 1919 et juillet 1920 (dates auxquelles se sont réunis respectivement le premier et le deuxième congrès de l'Internationale), a dépendu de la conjoncture révolutionnaire. Et c'est celle-ci qu'il convient d'étudier maintenant.

Ce fut la réunion de la conférence de Berne (conférence de la Deuxième Internationale) qui décida Lénine à presser l'invitation à une conférence dont le but était de constituer une nouvelle Internationale. A l'époque où les invitations furent envoyées – au début de l'année 1919 – Lénine pouvait penser que la situation révolutionnaire lui était extrêmement favorable. Une crise économique et sociale sans précédent secouait l'Europe. Des pays entiers, comme l'Allemagne et la Hongrie, semblaient évoluer vers une révolution analogue à la révolution bolchévique. L'invitation fut envoyée à 39 partis favorables à la dictature du prolétariat, sous la forme d'une prise de pouvoir par les soviets. Cependant le congrès qui se réunit à Moscou, le 3 mars 1919, n'est nullement représentatif du socialisme européen à cette époque. Il y eut, en fait, 36 délégués à voix délibératives, 15 à voix

consultatives. La plupart d'entre eux, à côté des Russes et des représentants des pays rattachés à la Russie, étaient des prisonniers de guerre ou des personnalités vivant alors en Russie, comme le français Jacques Sadoul, membre de la mission militaire française et qui avait adopté une position favorable au bolchévisme. Cinq partis communistes existant déjà étaient certes représentés : ceux d'Allemagne, d'Autriche, de Suède, de Norvège et de Hollande. Mais précisément le malheur voulait que pour l'Allemagne, qui était de loin le pays le plus important, le représentant du groupe spartakiste, Eberlein, au moment où il est arrivé à Moscou, était tenu par ses instructions à ne souscrire en aucun cas à la création d'une Internationale à dictature bolchévique. Ces instructions lui avaient été données par Rosa Luxembourg, peu de temps avant sa mort tragique, dans l'esprit des principaux membres du parti spartakiste, comme Jogiches. Eberlein avait pour mission de défendre à Moscou la thèse de la spontanéité révolutionnaire du prolétariat qui, certes, devait, une fois au pouvoir, organiser une dictature, mais non celle de quelques uns : une dictature reposant sur la volonté librement exprimée de la masse. Lénine et ses amis cherchèrent par tous les moyens possible à ébranler Eberlein qui finit par renoncer à une opposition systématique et se contenta de s'abstenir lors du vote créant la Troisième Internationale. Le 4 mars, passant outre par conséquent à l'opposition du délégué allemand, le congrès décida après avoir liquidé le groupement de Zimmerwald, de constituer une organisation commune unifiée et internationale où les éléments révolutionnaires prolétariens seraient nettement séparés des " sociaux-traîtres ". (C'est ainsi que l'on désignait les partis socialistes). Et, après que l'Internationale de Berne eut été confondue en tant qu' " instrument de la bourgeoisie ", il fut décidé de constituer une Internationale Communiste. Le secrétaire de cette Internationale fut Angelica Balabanova (dont on a vu le rôle dans un très grand nombre de réunions zimmerwaldiennes) à laquelle succéda assez rapidement Radek.

En créant, dans les conditions qui viennent d'être sommairement retracées, la Troisième Internationale, Lénine avait forcé l'événement afin d'exploiter au plus vite le potentiel révolutionnaire de la crise qui secouait alors l'Europe. Mais, ce faisant, il n'avait tenu aucun compte du fait que l'immense majorité du socialisme européen était à ce moment entièrement opposée à une entreprise de ce genre et que les délégués qu'il avait réunis à Moscou n'avaient aucune valeur représentative. La Troisième Internationale ne reposait encore sur rien. Elle exprimait la pensée des révolutionnaires russes, et non pas celle des révolutionnaires européens.

Les événements qui suivirent semblèrent pendant quelques temps donner raison à l'idée soutenue par Lénine d'une révolution proche. On a vu quels avaient été les événements révolutionnaires en Bavière et en Hongrie. Et on peut dire que, jusqu'au début de l'été 1919, le mouvement révolutionnaire européen eut une allure ascendante. Mais l'année 1919, si elle a démontré

l'impossibilité où se trouvaient les puissances européennes d'abattre, comme elles l'avaient espéré, la Russie bolchévique qui sort victorieuse des attaques conjuguées dont elle a été l'objet, a signifié aussi la ruine de l'espérance de Lénine de pouvoir à bref délai imposer la révolution à l'Europe. L'année 1919 a vu échouer la révolution allemande et la révolution hongroise. Il apparaît dorénavant que l'extension de la révolution bolchévique à l'ensemble des pays européens sera dans tous les cas difficile et longue. Les événements de l'année 1920 viennent confirmer les dirigeants soviétiques dans leur pessimisme. Certes, on assiste en Allemagne, à la suite du putsch de Kapp (Kapp était un militaire soutenu par les corps francs, qui avait essayé de s'emparer du gouvernement à Berlin) qui échoua en raison de la grève générale ouvrière, à une reprise de l'agitation révolutionnaire en mars 1920, en particulier dans la Ruhr. Mais l'ordre a été finalement rétabli très rapidement par l'armée allemande. D'autre part, au cours de l'année 1920, la guerre éclate entre la Russie soviétique et la Pologne, guerre qui est marquée assez vite par des succès russes. Kiev est libéré ; les armées russes prennent l'offensive en direction de Varsovie. Mais un arrêt brutal est infligé aux Russes grâce à l'intervention de l'armée française qui s'est portée au secours de la Pologne, grâce aussi à l'inaction du prolétariat polonais. A partir du 15 août il apparaît que les Russes ne pourront pas s'emparer de Varsovie et que la révolution restera prisonnière en Russie ; l'espoir de l'étendre à l'Europe se trouve déçu.

Le résultat de ces contestations a été bien entendu enregistré par les dirigeants soviétiques. Dès le début de l'année 1920, Lénine publie un ouvrage, *La Maladie Infantile du Communisme, le Gauchisme*, dans lequel, contrairement à ses ouvrages antérieurs (il avait toujours attaqué les opportunités de droite), il s'en prend à la position des communistes de gauche qui estiment que le mouvement doit observer une intransigeance absolue ! Lénine, au contraire, estime indispensable d'envisager des compromissions avec les partis socialistes européens : " Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue et plus complexe que la plus acharnée des guerres entre Etats, est-ce s'interdire d'avance tout louvoiement, toute utilisation des antagonismes d'intérêts, fussent-ils momentanés, tout accord et tout compromis avec des alliés provisoires ? " Et Lénine concluait : " Refuser le compromis est un enfantillage qu'il est même difficile de prendre au sérieux ". La tactique des milieux soviétiques va alors se modifier au cours des années 1919-1920. Jusqu'à ce moment les Soviets avaient cru à une révolution à court terme, pour laquelle il était indispensable qu'ils aient dans les différents pays des groupes de choc bien exercés. Maintenant il apparaît qu'ils doivent s'adapter à une stratégie à long terme. Il est moins utile, dans ces conditions, de posséder des groupes de combat que de pouvoir s'appuyer sur des partis puissants et larges, peut-être d'ailleurs au prix d'un certain nombre de concessions à ces partis. Il faut par conséquent pouvoir les attirer dans

l'Internationale Communiste en acceptant de faire avec eux des compromis. Il est nécessaire de consentir à l'adhésion d'hommes qui ne sont pas forcément d'authentiques bolchéviques. Ce sont là les idées qui sont à la base de la politique de l'Internationale à l'égard des grands partis socialistes européens dans une seconde phase, celle qui correspond au second congrès de la Troisième Internationale durant l'été 1920.

En effet, un deuxième congrès de l'Internationale est prévu pour juillet 1920 à Moscou dans l'optique nouvelle que les dirigeants soviétiques se sont formulés. Des invitations furent envoyées aux partis socialistes qui n'avaient pas encore pris une position ferme entre la deuxième et la nouvelle Internationale. C'est le cas notamment pour deux partis auxquels les Soviets attachaient une importance particulière : le parti socialiste français et le parti socialiste indépendant allemand, qui furent l'un et l'autre invités officiellement à participer aux délibérations de l'Internationale à Moscou et qui y envoyèrent des délégués ; ce furent – pour ne citer que les principaux –, du côté français Cachin et Frossard, du côté allemand Dittmann et Daüming. Mais si on regarde la date – et il faut suivre les choses de très près – à laquelle est réuni ce deuxième congrès de la Troisième Internationale à Moscou, on s'aperçoit qu'elle coïncide avec un moment relativement favorable, pour les Soviets, de la conjoncture internationale. C'est le moment où les armées soviétiques victorieuses après la libération de Kiev marchent sur Varsovie (elles ne seront arrêtées que dans le courant du mois d'août), et où les Soviets peuvent espérer que la guerre jusqu'alors défensive va se transformer en une offensive révolutionnaire. Ceci explique que, dans le cadre de la stratégie défensive exposée plus haut, les Soviets, malgré tout confiants dans les destinées de leur armée, vont essayer d'imposer aux partis socialistes dont ils demandent l'accord, des conditions très sévères pour leur adhésion. Le deuxième congrès de la Troisième Internationale va en effet fixer – et ce sera son travail essentiel – les conditions auxquelles les partis socialistes d'Occident – il est surtout pensé aux partis français et allemand – devront se soumettre pour que leur adhésion à l'Internationale communiste soit recevable. Ces conditions étaient au nombre de neuf au départ ; puis le chiffre a grossi, est monté à 18, et finalement à 21.

Quels étaient les points essentiels de ces conditions ? Les voici : la dénonciation du patriotisme et du pacifisme ; la rupture entière avec les conceptions réformistes telles qu'elles étaient exposées, chez les Français par Longuet, chez les Allemands par Kautsky, et chez les Italiens par Turati ; la reconnaissance obligatoire des décisions de l'Internationale communiste ; la transformation également obligatoire des partis socialistes en partis communistes ; l'organisation par les membres de ces nouveaux partis de syndicats qui rompraient avec l'Internationale syndicale constituée après la guerre à Amsterdam ; la constitution, dans les syndicats, de noyaux communistes qui seraient soumis à la discipline des partis communistes ;

soumission par conséquent du syndicalisme au parti directif des partis communistes.

Quelles allaient être, devant les exigences de l'Internationale, les réactions des partis socialistes européens ?

Un certain nombre de partis appartenant à des pays mineurs sont entrés très rapidement dans la Troisième Internationale ; c'est le cas des partis socialistes de Bulgarie et de Norvège. Mais dans les grands pays – essentiellement la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie –, ou bien il y eut une très faible adhésion à l'Internationale Communiste, ou bien, lorsque cette adhésion a été acquise, ce fut au prix de craquements et de scissions d'une grande envergure.

Le pays où la Troisième Internationale a eu le moins d'audience fut l'Angleterre. Pendant toute la guerre les chefs du Labour Party n'avaient pas cessé de marquer leur méfiance à l'égard d'une " dictature terroriste " (c'est ainsi qu'ils appelaient la révolution de 1917). Et lorsque, en juin 1918, se réunit la conférence annuelle du Labour Party, Krensky, réfugié à ce moment-là en Angleterre, fut acclamé par les congressistes. Le Labour Party devait adopter bien entendu une attitude d'hostilité à l'égard de la Troisième Internationale. Cependant trois groupes, au sein du socialisme anglais, ont manifesté une sympathie pour l'Internationale Communiste : le British Socialist Party qui est une ramification de la Fédération social-démocrate et qui a depuis très longtemps adopté une position marxiste ; le Socialist Labour Party, groupement purement syndicaliste dont l'influence s'exerce seulement sur les bords de la Clyde à Glasgow ; la Workers Socialist Federation, groupe d'intellectuels fondé par une féministe, Sylvia Pankhurst. Il s'agit-là, en fait, de groupements minuscules dont l'influence est extrêmement faible sur l'opinion anglaise et dont la réunion a constitué en juillet 1920, le parti communiste anglais. Pendant longtemps, on a pu se demander – et cela était beaucoup plus grave – si l'Independent Labour Party (I.L.P.) accepterait d'adhérer à la Troisième Internationale. L'I.L.P. s'était séparé en effet en avril 1920 de la Seconde Internationale, sans toutefois adhérer à la Troisième Internationale ; et en son sein un conflit était né au sujet de cette adhésion. Il faut remarquer que l'I.L.P. a joué un rôle de premier plan dans le mouvement gréviste de 1920 qui a eu une importance politique très grande ; car c'est ce mouvement qui a empêché le gouvernement conservateur anglais de s'allier, comme il en avait l'intention, avec la Pologne et d'envoyer des troupes contre les armées russes. Quand la question de l'adhésion à la Troisième Internationale s'est posée au congrès de Southport en mai 1921, il n'y eut que 97 voix sur 618 qui se prononcèrent en sa faveur. Bref, on voit qu'en Angleterre ce sont des groupes sans réelle importance politique qui ont adhéré à la Troisième Internationale.

En France, dont l'importance à cet égard était capitale aux yeux des Soviets, on ne possédait sur la révolution russe que des renseignements extrêmement douteux. Même chez les esprits les plus avancés continuait à régner une très vive méfiance à l'égard d'une révolution qui avait entièrement fait fi de la volonté nationale et des institutions démocratiques. Cependant, à la fin de la première guerre mondiale, deux groupements militent en faveur de l'adhésion à la Troisième Internationale. C'est d'abord le Comité de Défense Syndicale (le C.D.S.) animé à cette époque par Péricat ; ce groupement a constitué en 1919 un embryon de parti communiste, mais, en fait, c'est un mouvement libertaire et anarchisant ; on parle de lui comme d'un groupement " d'ultra-gauche " et il ne résistera pas à la répression policière qui a suivi les grèves de 1919. Le deuxième groupement est le Comité de la Troisième Internationale, animé, lui, par un certain nombre de syndicalistes comme Monatte, Rosmer, Loriot, bref les collaborateurs de la revue Vie Ouvrière, qui, tout en étant favorable à la révolution russe, gardent des positions syndicalistes très conformes aux traditions françaises. En fait, qu'il s'agisse du Comité de Défense Syndicale ou du Comité de la Troisième Internationale, ce sont des groupements sans grande importance numérique et en tout cas hors d'état d'entraîner vers l'Internationale Communiste le parti socialiste français qui, au congrès de Strasbourg au début de 1920, avait quitté la Deuxième Internationale, mais avait refusé d'adhérer à la Troisième Internationale.

Mais deux événements d'une extrême gravité pour le socialisme français se situent alors : l'échec de la gauche aux élections législatives de novembre 1919 où est élue la Chambre bleu horizon, celle du bloc national ; l'échec de la grève générale de mai 1920, commencée par les cheminots et qui s'étendit à un très grand nombre de métiers. L'un et l'autre de ces événements démontrent que le prolétariat français par ses seules forces ne peut conduire à la révolution. D'où le développement d'un certain radicalisme qui amènent beaucoup de socialistes à se tourner vers la Russie, et à attendre de ce pays l'appui révolutionnaire qui permettra la destruction de la société capitaliste française. Or deux membres du parti socialiste français, Cachin et Frossard, ont été invités au congrès de l'Internationale à Moscou. Ils en sont revenus, non pas entièrement convertis au bolchévisme, mais décidés à faire adhérer leur parti à la Troisième Internationale. Ils font une vive propagande en ce sens qui tombe dans un milieu extrêmement favorable. C'est ainsi qu'au congrès de Tours en décembre 1920 une très forte majorité s'est prononcée pour l'adhésion à la Troisième Internationale en adoptant les 21 propositions. Dorénavant (et pour longtemps) le socialisme français est divisé entre le parti communiste et le parti socialiste. Le parti communiste a, semble-t-il, à ce moment là la majorité ; mais très rapidement c'est le parti socialiste qui reprendra la position prépondérante.

Cette division qui s'est manifestée dans le socialisme français au congrès de

Tours, on la retrouve en Allemagne au sein du parti socialiste indépendant (U.S.P.D.). Pour celui-ci également se posait le problème de savoir s'il ferait son entrée dans la Troisième Internationale. Et plusieurs de ses membres aussi, notamment Dittmann et Daüming, avaient participé aux côtés de Frossard et de Cachin aux travaux du deuxième congrès. L'affaire était d'autant plus importante qu'aux élections de juin 1920 l'U.S.P.D. avait remporté un succès électoral considérable : il avait 81 députés au Reichstag alors que les communistes au même moment n'en avaient encore que 2. La discussion s'est trouvée engagée lors du congrès du parti à Halle en octobre 1920 où la majorité des délégués élus étaient en faveur de l'adhésion à la Troisième Internationale et où l'on assista à des joutes extrêmement violentes entre d'une part Hilferding et Dittmann, hostiles à l'adhésion et la majorité soutenue par le Russe Sinovjev, venu exprès à Halle. La décision d'adhésion fut prise par 236 voix contre 156 ; les minoritaires quittèrent aussitôt la salle et la plupart devait rejoindre très rapidement le parti social-démocrate. Quant à la majorité, elle se réunit aux communistes dans un congrès qui eut lieu en décembre de la même année et au cours duquel a été constitué le Kommunistische Partei Deutschland (Le Parti Communiste Allemand) qui comprenait alors 350 000 membres. La personnalité la plus remarquable de ce congrès était le socialiste Paul Levi. Mais Levi appartenait au groupe de Rosa Luxembourg. Il avait toujours pris position à ce titre contre les conceptions putschistes des spartakistes ; il avait même expulsé du parti communiste, en octobre 1919, un certain nombre de membres auxquels il reprochait des tendances anarchistes. Sa position luxembourgist le mit en opposition avec Lénine qui exigea au début de l'année 1921 son expulsion du parti. Avec le départ de Paul Levi disparaissait l'esprit le plus remarquable du communisme allemand. A partir de ce moment le nouveau parti fut dirigé par des personnalités de second plan, qui étaient des instruments entre les mains de la Troisième Internationale et qui se sont engagés dans des aventures au cours desquelles le parti communiste a perdu beaucoup de son emprise sur les masses.

En Italie, il y eut rapidement, sous l'influence essentiellement du socialiste Serrati, une adhésion aux idées de la Troisième Internationale. Et le parti socialiste italien entra dans la Troisième Internationale lors du congrès de Bologne à l'automne 1919. Mais il y entra tout entier, c'est-à-dire avec des éléments aux tendances réformistes, opportunistes et qui se groupaient autour de Turati. Or Lénine, comme il l'avait fait pour les socialistes allemands, exigea que le parti se séparât de son aile réformiste ; à quoi Serrati s'opposa radicalement. Le résultat fut qu'au congrès de Livourne, en janvier 1921, il y eut au sein du parti socialiste italien une sécession : ceux que l'on appelait " les purs communistes " acceptèrent les 21 conditions et formèrent le parti communiste italien ; ils y avaient à leur tête à ce moment deux personnalités – qui n'ont d'ailleurs pas tardé à s'opposer l'une à l'autre, Bordiga et Gramsci. Ce parti communiste était beaucoup moins nombreux

que le parti socialiste qui resta attaché aux conceptions de Serrati. On voit qu'en Italie également l'exigence des 21 conditions a entraîné la division du parti socialiste.

En conclusion, la création de la Troisième Internationale a eu pour conséquence la division profonde de la classe ouvrière. En exigeant la déroute des éléments réformistes et en voulant créer un type révolutionnaire nouveau, de caractère bolchéviste, Lénine s'est entièrement trompé sur les forces réelles et sur les dispositions des prolétariats européens. La grandiose stratégie d'une révolution universelle a fait banqueroute. Il n'a pas été possible aux communistes de faire autour d'eux un rassemblement effectif des masses ouvrières. Bien plus, ils ont – cela est apparu à l'époque du second congrès – divisé irrémédiablement le monde ouvrier et par là ils ont préparé la voie à la contre-révolution sous la forme d'une réaction militariste en Allemagne, du fascisme en Italie, de la Chambre du bloc national en France. Ainsi le socialisme au lendemain de la première guerre mondiale n'a pas réalisé la victoire attendue. Et cela, non pas du fait de la désaffection des masses, qui au contraire se sont précipitées vers les partis socialistes, mais par suite de la scission qui s'est opérée en leur sein. D'une part, on trouve une droite de plus en plus modérée qui, même lorsqu'elle se réclame encore théoriquement du marxisme, renonce à toute action révolutionnaire, accepte de collaborer avec les partis bourgeois, ou tout au moins se conforme à la règle du jeu parlementaire, se contentant sur le plan social d'un programme de nationalisation plus ou moins complet; et de l'autre, une gauche communiste, restée fidèle sans doute au principe de la lutte des classes, à la prise du pouvoir par le prolétariat, mais en fait victime de formules théoriques, suspecte en outre à beaucoup par son obéissance inconditionnelle à des doctrines étrangères et, ce qui est le plus grave, incapable – elle l'a prouvé – de tenter une épreuve de force. Dépourvues l'une et l'autre d'une base suffisante, les deux factions cesseront pendant longtemps de constituer des adversaires redoutables pour le monde capitaliste.

FIN



Jacques Droz

Jacques Droz, né à Paris le 12 mars 1909 et décédé à Paris le 3 mars 1998, fut un historien français, spécialisé dans l'histoire du monde germanique et des idées politiques (libéralisme, socialisme)¹. Il soutient sa thèse consacrée au *Libéralisme rhénan 1815-1848* en 1945. Après un bref passage à Dijon comme maître de conférence, il est professeur à l'université de lettres de Clermont-Ferrand de 1947 à 1962 dont il sera le doyen, puis est nommé à la Sorbonne en 1962. Il prend brièvement la tête de la nouvelle Université de Vincennes en 1968 et termine sa carrière à la Sorbonne en 1972.

Parmi ses élèves, on compte Jacques Bariéty, Gérard Baal, Jean Paul Bled, Catherine Brice, Bernard Chambaz, Diana Cooper Richet, Christian Delage Louis Dupeux, Annie Fourcaut, Alain Krivine, Patrick Moreau/historien, Lucien Mercier, Daniel Nordman, Denis Peschanski , Claude Pennetier, Jean-Louis Robert, Philippe Robrieux, Danielle Tartakowsky, Dominique Veillon,

Œuvres

- « *Le libéralisme rhénan de 1815 à 1848* » (1940), éd. Sorlot
- « *Histoire de l'Allemagne* » (1945), éd. PUF, coll. *Que sais-je?* (ISBN 2-130-53739-1)
- « *Histoire de l'Autriche* » (1946), éd. PUF, coll. *Que sais-je?*
- « *Histoire des doctrines politiques en France* » (1948), éd. PUF, coll. *Que sais-je?*
- « *Le Socialisme démocratique 1864-1960* » (1968), éd. Armand Colin
- *L'Allemagne*, vol. 1 : *La formation de l'unité allemande 1789-1871*, Hatier, coll. « Collection d'histoire contemporaine / Hatier université », Paris, 1970, 15,5×23,5 cm broché, 224 p.
- « *Les Causes de la Première Guerre mondiale : Essai d'historiographie* » (1973), éd. du Seuil, coll. Points Seuil
- « *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939* » (1985, rééd. 2001), éd. La Découverte, 318 p. (ISBN 2-707-13445-7)
- « *Histoire générale du socialisme* » (4 vol. *1-Des origines à 1875 2-De 1875 à 1918 3-De 1918 à 1945 4-De 1945 à nos jours*), éd. PUF, coll. *Quadrige*

Homonymie

Ne pas confondre avec Jacques Droz (architecte) ayant réalisé en 1924 l'Église Saint-Louis de Vincennes avec Joseph Marrast.

Notes et références

- ↑ Jacques Droz (http://www.universalis.fr/encyclopedie/UN99020/DROZ_J.htm) , universalis.fr

Ce document provient de « http://fr.wikipedia.org/wiki/Jacques_Droz ».